

**Nouveau concordat
entre l'Italie
et le Vatican**

LIRE PAGE 4

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

« Le Monde de l'économie »

Pages 17 à 20

Changement de climat
après la baisse du dollar
par PAUL FABRA

L'agitation des routiers n'a pas ouvert de conflit politique

Fragile Europe

Fragile Europe qui a aboli les droits de douane entre ses États et qui constate, ébahie, qu'il suffit de quelques douaniers engagés de part et d'autre du tunnel du Mont-Blanc dans un « conflit social autogène » pour déclencher une immense paralysie. On pensait que la maladie la plus pernicieuse de l'Europe était ses difficultés à définir et à financer des politiques communes; or, dans sa vie quotidienne, elle se révèle incapable de régler des contentieux mineurs et strictement nationaux. Étranges messages et réflexions consécutives envoyées aux autres : « Pour aller de Paris à Megève, il est conseillé de passer par la Suisse; pour se rendre de Karlsruhe à Nancy, faites un détour, car le pont de l'Europe est bloqué à Kehl ».

L'affaire des routiers et des douaniers franco-italiens, si elle a assurément des causes et des prolongements politiques hexagonaux, dépasse pourtant les frontières « franco-françaises » ou « franco-italiennes ». La presse étrangère de ce lundi ne s'y trompe pas et met l'accent sur des aspects plus généraux que la gêne qu'on ne rencontre pas de traverser la frontière, belge ou allemande, en panne sur la route des sports d'hiver. M. Charles Fiterman a déjà en bien du mal depuis deux ans et demi à faire admettre par ses collègues des Dix sa légitimité personnelle au sein d'un gouvernement pourtant régulièrement désigné par les citoyens d'un État souverain. Mais le rôle du ministre communiste sera probablement plus délicat à l'avenir à Bruxelles et à Luxembourg, d'autant que la France attend jusqu'à la fin du conseil des ministres et que l'Europe des transports n'a pas fait depuis dix ans autant de progrès qu'on pourrait en attendre. Pour ne prendre que la question des temps de conduite des chauffeurs, les entreprises françaises s'estiment particulièrement désavantagées par rapport à la concurrence étrangère et réclament davantage de « flexibilité ».

Voilà un thème que M. Mitterrand devra bien aborder lundi à Milan au cours de sa rencontre avec M. Bettino Craxi, chef du gouvernement italien, en plus des dossiers tels que la politique agricole commune, que ne sont pas parvenus à faire progresser du tout au tout, semble-t-il, les ministres des affaires étrangères des Dix réunis samedi et dimanche à La Celle-Saint-Cloud.

Les transports ne relèvent pas vraiment de la politique, mais ils conditionnent le commerce dont dépend le bon niveau des échanges, donc la croissance du niveau de vie. Ce n'est pas un hasard si Hambourg ou Rotterdam, places fortes du négoce nord-européen, ont le revenu par habitant le plus élevé d'Europe.

Que se soit en termes budgétaires ou de chiffre d'affaires, le transport est une branche maltraitée de l'économie, et les États d'Europe du Nord-Pont jusqu'à maintenant n'ont compté que la France. Il faut progresser les techniques, par exemple, l'aviation. On attend de lui, par sa fluidité, qu'il multiplie les contacts et les échanges, et par sa souplesse et sa polyvalence, qu'il facilite le commerce extérieur. Or, depuis quatre jours, on voit qu'un grain de sable à une frontière, puis l'expression violente de revendications secondaires, peuvent bloquer, dans l'énervement général, la belle machine. Les gouvernements — dans le cadre national ou lorsqu'ils sont à dix — seraient bien inspirés, à partir de l'exemple des routiers, de comprendre que des petits détails trop longtemps négligés peuvent avoir autant d'importance que les grandes négociations, les « sommets » ou les marathons auxquels l'Europe est habituée.

Déjà, en 1849, Victor Hugo disait : « Un jour viendra où il n'y aura plus d'autres champs de bataille que les marchés s'ouvrant au commerce et les esprits aux idées... ». La CEE a fait faire, c'est vrai, des progrès aux idées; mais, pour le commerce, tous les verrous n'ont pas encore sauté.

**L'opposition comme le gouvernement
ont, après quelques faux pas, renoncé à exploiter
un mouvement trop impopulaire**

N'essayez pas de nous faire croire que nous sommes passés à côté de quelque chose de dramatique, d'un cas de figure inédit, pour ne pas le nommer : telle est, en substance, la réponse de M. Bernard Pons à ceux qui, au sein de la majorité, ont immédiatement donné une lecture politique du mouvement des routiers. Donner à cette épreuve de force une connotation politique — comme l'ont fait le PCF et la CGT, mais aussi M. Gallo, — c'est évidemment dramatiser et tenter de susciter dans l'opinion un réflexe légitimiste autour du gouvernement, dans une affaire où les fautes de route sont impopulaires. Cette impopularité même explique la distance que le secrétaire général du RPR maintient avec les routiers.

Pourtant M. Pons lui-même en fait quand même une affaire politique lorsqu'il charge M. Fiterman. Qui ne voit, à ce propos, que lorsqu'un ministre communiste, il est particulièrement difficile de dialoguer avec certaines catégories sociales? M. Rallie, avant lui, en avait fait l'expérience.

Les déclarations du ministre des transports, samedi à la télévision, ont servi de prétexte aux dirigeants professionnels pour durcir le mouvement. Tout autre élément aurait sans doute pu être utilisé de la

même façon, puisqu'il s'agissait alors de faire monter les enchères dans une négociation qui n'avait jamais été interrompue depuis le milieu de la semaine. L'intervention de M. Gallo, prévue depuis la veille, est venue à point nommé pour manifester la cohésion du gouvernement et parer au risque que M. Fiterman ne soit pris comme « tête de turc », de la même façon que M. Rallie l'avait été lors des grèves des médecins universitaires au printemps 1983.

Le ministre des transports peut se prévaloir d'un dialogue au total satisfaisant avec les responsables professionnels. Ceux-ci n'ont pas cédé aux sollicitations dont ils étaient l'objet et qui visaient à donner au mouvement une portée ouvertement politique. Le volet « ouverture » de la démarche du gouvernement a été constamment maintenu, l'intervention des forces de l'ordre ayant pour objet à la fois de manifester le ferme des pouvoirs publics et d'éviter des accidents qui auraient pu provoquer le blocage de certains grands axes de circulation. De ce point de vue, le gouvernement peut se féliciter que le mouvement des routiers n'ait entraîné aucune catastrophe.

Au-delà de ces péripéties, l'affaire des routiers pose, comme l'a remar-

qué M. François-Poncet au micro de RMC, deux problèmes : l'autorité de l'Etat et la structure de la société. La première a été mise à mal de façon spectaculaire, les images d'autoroutes bloquées par des files de camions donnant à tous une impression d'impuissance des pouvoirs publics. Le fait n'est pas nouveau. Les précédents gouvernements avaient déjà eu affaire à des manifestations du même ordre sur les routes, sans parler par exemple du blocage des ports par les marins-pêcheurs à l'été de 1980. Certaines catégories socioprofessionnelles disposent ainsi de la possibilité de mettre le pouvoir devant l'alternative suivante : se rendre à son tour impuissant en recourant à la force, ou paraître faible en laissant « pourrir » la situation.

La difficulté pour les responsables de l'Etat est de garder le contact avec les représentants professionnels, tout en restant fermes vis-à-vis de la base. Cette manœuvre avait été réussie lors des manifestations paysannes en Bretagne. Il n'est pas exclu qu'elle le soit aussi avec les routiers.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Lire la suite page 9.)

L'inquiétude des chrétiens s'accroît au Liban

Les miliciens musulmans harcèlent
sans relâche l'armée régulière

De notre correspondant

Après le raid israélien contre les positions palestiniennes à Bhamdoun, Hammana et Damour, le gouvernement de Jérusalem a indiqué, dimanche 19 février, qu'il ne prendrait pas de mesures hâtives tant que la situation au Liban ne serait pas éclaircie. A Damas, les dirigeants syriens et ceux de l'opposition libanaise se sont appliqués, samedi et dimanche, à apaiser leurs divergences.

Beyrouth. — « Cantonisation », « déferlement », « débâcle des Etats-Unis » et « opportunisme de la France », le cas Amine Gemayel, l'effroyable génie d'Assad, la « froide duplicité d'Israël », la « bataille de Souk-el-Gharb » : si vous êtes familier de ces termes, et de quelques autres, si vous saisissez les innombrables implications de chacun de ces mots, vous pouvez suivre une conversation à Achrafieh ou ailleurs dans le secteur chrétien de Beyrouth. Sinon abstenez-vous. Ce ne sont pas des discussions pour néophytes et, d'ailleurs, il n'y a plus de néophytes ici : deux enfants de dix ou douze ans discutent ferme des cantons en jouant aux billes dans le parking d'un supermarché. Les rues sont

vides, les magasins sont vides, un appartement sur deux est vide à Beyrouth-Est, et un grand avocat qui, en neuf ans de guerre, ne s'était jamais départi d'un calme olympien malgré son pessimisme finalement prophétique, avoue qu'il passe ses journées à faire vider son étude pour sauver les documents.

Barriade derrière deux lignes de défense, l'armée en première position et les Forces libanaises en seconde, la population du secteur chrétien, après avoir vécu durant une semaine la peur panique d'une invasion consécutive à la chute de Beyrouth-Ouest, s'était progressivement rassurée. Elle avait fait ses comptes : les troupes « sûres » (c'est-à-dire chrétiennes) de l'armée repliées dans son secteur représentaient dix mille hommes. Les miliciens des Forces libanaises à peu près autant. Vingt mille hommes bien aguerries au total, disposant du matériel lourd de l'armée, dont la quasi-totalité, malgré les quelques pièces abandonnées lors de la déroute de jeudi dernier, est entreposée dans le secteur chrétien. Pour tenir une demi-ville et une territoire d'un millier de kilomètres carrés, cela représente une force militaire appréciable. De plus, les lignes devaient se stabiliser. Après tout, les « hordes » ne déferaient pas et M. Berri, le chef chite d'Amal, était bien gentil.

La deuxième débâcle de l'armée, face aux milices druzes du PSP dans la Chahhar al-Gharbi, a commencé à ébranler cette assurance encore toute fragile : la pression croissante sur le front de Souk-el-Gharb et sur un point précis de la ligne de démarcation à Beyrouth, connu sous le nom d'une teinturerie qui y avait enseigné avant la guerre, « Primo », a fait le reste. « Deux fois en trois jours l'armée a craqué à Primo, et les miliciens de la deuxième ligne ont colmaté la brèche et repris la position ».

A Souk-el-Gharb, depuis samedi soir, la bataille a pris l'allure d'un assaut par le PSP et ses alliés des positions de l'armée. Là, en tout cas, chacun est convaincu qu'il s'agit d'un combat d'arrière-garde et que les jeux sont faits en faveur des forces antigouvernementales, qui mettront ainsi le palais présidentiel de Baabda à leur portée. La population de Baabda et de ses alentours est allée en conséquence se réfugier dans des lieux plus sûrs, ou, plus exactement — car il n'en existe plus de sûrs en secteur chrétien — moins directement exposés.

LUCIEN GEORGE.

(Lire la suite page 4.)

Les difficultés des restructurations

Licencier plus vite ?

« Il ne s'agit pas de modifier les textes en vigueur, il s'agit d'aller plus vite dans l'examen des cas qui nous sont soumis », a indiqué M. Pierre Bérégovoy, dimanche 19 février, au « Grand Jury R.T.L. le Monde », à propos des licenciements collectifs. De son côté, après son offensive de l'été (le Monde du 6 septembre), le CNPF relance le débat sur la procédure des licenciements et les retards préjudiciables à l'entreprise qu'elle occasionne. Plus que jamais, il est question de « flexibilité » dans l'emploi, cette notion qui, pour le patronat, est devenue synonyme de souplesse, pour embaucher comme pour licencier.

Or, on peut avoir aujourd'hui l'impression que ces demandes, répétées, ont obtenu un écho favorable au plus haut niveau de l'Etat. M. François Mitterrand, le 12 février, au cours de l'émission « 7 sur 7 » de TF 1, n'a-t-il pas déclaré que « la lenteur des réponses apportées aux demandes justifiées de

licenciements ont souvent causé des difficultés » ? Ce constat admis, le président de la République est même allé plus loin, en ajoutant : « Il faut corriger cela ». Ce qui, à l'occasion du conseil des ministres suivant, le mercredi 15 février, a donné lieu à une précision de M. Jack Ralite — qui n'en était pas une à proprement parler, celui-ci faisant de croire que des consignes devaient être données, — qui a suffi à montrer combien le dossier était délicat pour un gouvernement d'union de la gauche.

Cependant, tel qu'il est présenté, le problème s'apparente à la quadrature du cercle. Ni le patronat, ni le gouvernement, en effet, ne souhaitent revenir sur le dispositif législatif en vigueur depuis 1975, même si M. Bérégovoy n'écarter pas la possibilité d'une loi qui simplifierait celle de M. Durafour.

ALAIN LEBEAUC.

(Lire la suite page 33.)

Le débat sur l'enseignement privé

Le jeu en vaut-il la chandelle ?

Et si le débat sur la presse n'avait été que la répétition de celui qui devrait s'engager sur l'enseignement privé? Cette idée que se plaisent à répandre les députés de l'opposition commence à inquiéter un certain nombre d'élus et de responsables socialistes. La discussion en première lecture à l'Assemblée nationale du projet de loi sur la presse a montré que trois députés décidés pouvaient, à eux seuls, si ce n'est paralyser, du moins ralentir et freiner les mécanismes législatifs. Encore n'étaient-ils réellement soutenus que par une douzaine de leurs collègues du RPR et de l'UDF, sans que l'opinion publique ne soit vraiment mobilisée sur un débat qui ne la concernait pas directement.

Si à la session de printemps le gouvernement propose au Parlement comme M. Alain Savary l'a annoncé — un projet de loi modifiant les rapports entre l'Etat et les écoles privées, et que ce texte n'ait pas reçu l'aval des responsables de l'enseignement catholique, que se passera-t-il? Toute l'opposition se

retrouverait unie pour tenter de s'y opposer en utilisant toutes les possibilités que lui offrent la Constitution et le règlement des assemblées. Nul ne peut en douter. M. Claude Labbé, président du groupe RPR à l'Assemblée comme M. Jean-Claude L'UDF, ne l'ont pas caché. Et M. Alain Madelin, député UDF de l'Ille-et-Vilaine, l'un des « trois mousquetaires » du débat sur la presse, a avoué que dans « ses temps libres », il commençait à penser au débat sur l'enseignement. Il a déjà annoncé que tous les records de retardement pourraient être battus puisque, à son avis, il est tout à fait possible de déposer dix-sept mille amendements au projet gouvernemental sur les rapports entre l'Etat et l'enseignement privé. Il n'y en a eu, — si l'on peut dire — que deux mille cinq cent quatre-vingt-dix-huit sur le texte touchant à la presse.

THIERRY BRÉHER.

(Lire la suite page 9.)

LES XIV^e JEUX OLYMPIQUES D'HIVER

La fin des héros

Sarajevo. — La flamme olympique qui brûlait depuis le 8 février dans le stade Kozevo a été éteinte le 19 février après un ultime défilé des délégations. Les XIV^e Jeux d'hiver, qui se sont achevés sur une exhibition de patinage artistique, avec une Katarina Witt resplendissante dans son numéro tzigane, ont été « les mieux organisés de l'histoire », a estimé le président du Comité international olympique (CIO), M. Juan Antonio Samaranch. Les efforts des Yougoslaves pour assurer le bon déroulement des compétitions ont, en effet, été couronnés de succès en dépit des conditions atmosphériques défavorables.

L'organisation pourtant n'est pas tout. Où étaient les héros des précédents Jeux de Lake-Placid? En dépit de ses quatre médailles, dont trois d'or, la belle Finlandaise Marja-Liisa Hamalainen, reine des épreuves de fond, n'a pas fait oublier Eric Heiden, Ingemar Stenmark, Hanni Wenzel, Irina Rodnina, et d'autres encore. Les exploits de la patineuse de vitesse Enke, quatre

médailles, dont deux d'or, et du fondeur Svan, quatre médailles, dont deux également d'or, n'ont pas plus bouleversé les foules que les trois médailles, dont deux d'or, du patineur de vitesse canadien Gaetan Boucher.

Sortis du brouillard comme d'une poche-surprise, les Américains Bill Johnson et Debbie Armstrong, l'Italienne Paoletta Magoni et le Suisse Max Julien ont tiré à la loterie olympique des gros lots qu'ils auront peut-être du mal à faire prospérer. La plus belle performance dans ce domaine est sans doute revenue aux jeunes américains Phil et Steve Mahre, qui ont conjuré le mauvais sort qui les poursuivait en championnats mondial et olympique en terminant premier et second d'un slalom très sélectif.

Dans l'ensemble, ce sont les pays de l'Est qui ont fait la plus grosse moisson de médailles. Avec, respectivement, vingt-quatre et vingt-cinq

places de podium, la RDA et l'URSS ont presque obtenu le même nombre de médailles; mais les Allemands de l'Est ont totalisé neuf médailles d'or contre six seulement aux Soviétiques.

La RDA a dominé le patinage de vitesse féminin (neuf médailles), la luge et le bobsleigh (huit médailles). L'URSS, en dépit d'un recul surprenant en fond et en biathlon (six médailles contre onze en 1981), a remporté notamment neuf médailles en patinage de vitesse, cinq en patinage artistique, trois en luge et bobsleigh et, surtout, la médaille d'or en hockey sur glace, qu'elle tenait à récupérer par-dessus tout.

Les trois pays scandinaves, Finlande, Suède et Norvège, font mieux cependant en totalisant trente médailles, dont onze d'or, notamment dans les disciplines nordiques.

ALAIN GIRAUDO.

(Lire la suite page 10.)

« JÉRUSALEM » DE VERDI A L'OPÉRA

L'histoire glorieuse

Depuis cent trente-cinq ans, la Jérusalem que Verdi écrivit pour l'Opéra de la rue Le Peletier en remaniant profondément l'*Lombardi alla prima crociata* (les Lombards à la première croisade), n'avait plus été jouée ni en France ni ailleurs (1). Sa présence depuis samedi au palais Garnier poura donc surprendre. C'est que, nullement satisfait de produire uniquement des chefs-d'œuvre consacrés, proménades dans le monde par une brigade de stars internationales, Massimo Bogdanenko, administrateur de l'Opéra de Paris, profite de l'immense faveur de l'art lyrique pour faire œuvre de culture et nous rappeler l'histoire glorieuse de notre théâtre.

D'où, après l'éclatant *Moisès*, de Rossini, cette Jérusalem qui ne restera sûrement pas au répertoire, mais que l'on est enchanté d'avoir vue au moins une fois dans sa vie. Car cette musique d'un Verdi entre trente ans (les Lombards) et trente-quatre ans n'est pas négligeable; sans avoir la force dramatique de Nabucco, elle est vivante, frémissante, naïve, avec de beaux airs et des ensembles mouvementés, et donne une image plaisante de ce qu'était l'opéra sous le

régne de Meyerbeer, que Verdi lui-même allait bientôt éclipser.

Opéra « historique », Jérusalem utilise la première croisade à peine comme un prétexte attractif, et moins encore comme source d'exotisme (mis à part un chœur fort peu oriental d'odalisques, que l'on a, sans doute opportunément, privés de leur ballet). Le livret, coulé d'invasions, se donne le plus grand mal pour maintenir jusqu'à la fin le quiproquo laborieux sur lequel il est construit : Geston de Béarn, qui vient de se réconcilier avec le comte de Toulouse et d'en obtenir la main de sa fille Hélène, est accusé d'un attentat contre ce même comte, perpétré en réalité à l'instigation du frère de ce dernier, Roger, qui est amoureux de sa nièce. Mais le tueur s'est trompé de cible (il visait Geston) et a d'ailleurs raté son coup...

JACQUES LONGHAMPT.

(Lire la suite page 13.)

(1) Représentée en italien, *Gerosolima* ne devait pas triompher des *Lombardi* et ne fut remontrée à notre époque qu'exceptionnellement à Venise, Milan et Berlin.

Le Monde

étranger

LA SITUATION AU LIBAN

A DAMAS

Les chefs de l'opposition libanaise ont aplani leurs divergences avec les dirigeants syriens

Damas. — La capitale syrienne a de nouveau été le théâtre de discussions marathon dimanche 19 février entre les chefs de l'opposition libanaise et les dirigeants syriens. Le chef du mouvement chiite Amal, M. Nabih Berri, arrivé dans la matinée à Damas, a été reçu par le président Hafez el-Assad pendant deux heures, avant d'avoir, dans la soirée, près de cinq heures de discussions avec M. Walid Joumblatt, le chef du Parti socialiste progressiste. Discussions auxquelles le ministre syrien des affaires étrangères, M. Abdel Halim Khaddam, et le chef d'état-major de l'armée syrienne, le général Helwan Shehawi, ont également pris part.

A en juger par la longueur de cette dernière réunion, il n'a sans doute pas toujours été facile d'harmoniser les positions, notamment en ce qui concerne le maintien de l'ordre à Beyrouth-Ouest, actuellement entre les mains des milices chiites. « La sécurité de Beyrouth-Ouest est une chose très importante et j'en suis responsable », réaffirme M. Berri, qui souhaite cependant passer rapidement le relais à la gendarmerie libanaise et aux unités de l'armée libanaise à l'opposition. Il admet avoir eu, sur ce point, des « différences » de vues avec M. Joumblatt. Selon M. Berri, il s'agissait notamment de savoir si les militaires pourraient ou non se déployer dans les rues et y établir des postes fixes. Le chef du PSP désirait-il, pour sa part, une participation plus affirmée des militaires druzes au contrôle de Beyrouth-Ouest, ainsi qu'on l'affirme dans les milieux diplomatiques ? Quoi qu'il en soit, M. Berri déclarait dimanche soir que les divergences avaient été applanies et qu'il était parvenu avec M. Joumblatt à une « solution ». Il s'est cependant borné à indiquer que « l'armée allait aider la gendarmerie

Correspondance

dans sa tâche », sans donner plus de détails sur cet accord dont on devinait, d'après lui, constater l'application sur le terrain d'ici deux jours.

M. Berri a, d'autre part, démenti toute présence de fedayins, dans la capitale libanaise et sa banlieue. La question a d'ailleurs été abordée avec les dirigeants des dissidents de l'OLP, dont M. Nimr Saleh (Abou Saleh), qui se sont joints un moment aux discussions : « Nous avons été très clairs : nous assurons la sécurité des camps palestiniens, mais nous n'acceptons pas la présence de combattants palestiniens à Beyrouth », nous a expliqué M. Berri.

Les dirigeants de l'opposition libanaise ont également fait le point avec leurs interlocuteurs syriens sur les opérations militaires dans la montagne et dans la région de Damour, ainsi que sur les tractations politiques en cours. Après le rejet par Damas du plan en huit points pour un règlement de la crise au Liban, le médiateur saoudien, M. Rafic Hariri, est, en effet, retourné à Beyrouth samedi, signe que les dirigeants syriens n'ont toujours pas rompu les ponts avec le président Gemayel, contrairement aux dirigeants du PSP et d'Amal.

La crédibilité de M. Gemayel

« Nous avons parfois des idées différentes », convient M. Nabih Berri, les Syriens insistent sur l'abrogation de l'accord du 17 mai et sur la reconnaissance nationale. Nous mettons l'accent sur les responsabilités d'Amine Gemayel dans les bombardements de la banlieue sud et sur sa démission. Les dirigeants syriens ont, jusqu'à présent,

évités de se rallier publiquement à cette ligne. Selon M. Berri, le président Assad n'a d'ailleurs pas soulevé la question au cours des entretiens de dimanche.

Le fiasco total du plan de règlement en huit points a, cependant, achevé de ruiner la crédibilité de M. Gemayel aux yeux des dirigeants syriens. Ces derniers ont, en effet, eu le sentiment que l'on voulait les entraîner dans un marché de dupes. D'abord parce que, en proposant un retrait simultané des forces syriennes et israéliennes du Liban, le plan plaçait sur un pied d'égalité la Syrie et l'Etat libanais — ce que Damas a toujours refusé. C'est pour les Syriens une question de principe sur laquelle il n'est pas question de céder. D'autre part, les propositions transmises par les Saoudiens prévoyant la négociation d'arrangements de sécurité entre les gouvernements israélien et libanais, ce qui, aux yeux des dirigeants syriens, reviendrait à réintroduire certaines clauses de l'accord du 17 mai.

Cela dit, on s'interroge à Damas sur le rôle qu'on véritablement joué, dans cette affaire, les Saoudiens. Après le rejet du plan de règlement par Damas, ceux-ci se sont, en effet, empressés d'en démentir la paternité en affirmant qu'il s'agissait seulement d'idées avancées par le président Gemayel. Cependant, dans les milieux diplomatiques de Damas, on estime que le ministre saoudien des affaires étrangères, le prince Saoud el-Faycal, n'aurait pas fait lui-même le déplacement s'il s'était simplement agi de transmettre un message aux dirigeants syriens.

M. Nabih Berri l'a implicitement confirmé en estimant que le plan en huit points était, en fait, un « cocktail » américano-saoudo-libanais.

EMMANUEL JARRY.

LA BATAILLE DE L'IQLIM-EL-KHARROUB

« Rien ne peut se faire sans la volonté israélienne »

Beyrouth. — « C'est la guerre du Liban. Un jour les bombes, un jour le soleil et la sagesse. » Ce soldat des Forces libanaises qui analyse ainsi la situation n'a pas tort. Ce dimanche 18 février, sur la ligne de front des Forces libanaises (FL) dans l'Iqlim-el-Kharroub, au-dessus de Rmaïle, la météo est calme. La soirée sera beaucoup moins, les échanges d'artillerie reprenant avec violence. Au sommet d'un pignon rocheux auquel on accède par des escaliers protégés de sacs de sable et à travers des galeries bordées de remblais de terre sur lesquels réussissent à pousser quelques fleurs des champs, une quinzaine de combattants des FL profitant du soleil pour se défendre avec calme. A travers les meurtrières, des mitrailleuses sont en batterie mais leurs servants ne sont pas en poste et l'atmosphère n'est visiblement pas au combat. Pourtant, l'adversaire, essentiellement les milices druzes du PSP (Parti socialiste progressiste de M. Walid Joumblatt), n'est qu'à 600 mètres à vol d'oiseau. Sur le front de l'Iqlim-el-Kharroub, une succession de collines qui viennent mourir vers le mer entre Damour et Saïda, les positions des Forces libanaises et celles du PSP sont par endroits imbriquées les unes dans les autres, les combattants druzes étant parfois, comme à Jiyé, à un kilomètre à peine du rivage.

La bataille de l'Iqlim-el-Kharroub est la dernière que livrent les Forces libanaises au sud de Beyrouth. Celles-ci avaient investi la région à la faveur de l'invasion israélienne de juin 1982. Après la fermeture en cours de toutes leurs casernes au sud de la rivière Awali, où stationne l'armée israélienne, les Forces libanaises s'accrochent à cette portion de territoire, de tous temps habité essentiellement par des chrétiens et des musulmans sunnites. Aujourd'hui pourtant, la quasi-totalité des habitants ont déserté la région. De Damour à Saïda, les villages se sont vidés en suivant la débâcle de la 4^e brigade de l'armée libanaise qui, abandonnant ses positions à Khaldé, est descendue jusqu'au chef-lieu du Liban du Sud.

Les Forces libanaises, environ deux mille hommes, affirment-elles, restent seules, le dos à la mer, pour « défendre ce territoire chrétien ». « Avant, les chrétiens d'ici étaient dominés par les Palestiniens et les Syriens, dit un combattant. Maintenant nous sommes là et nous devons défendre leur territoire pour l'avenir. » Pour ces hommes qui règnent sur un désert grand comme un mouchoir de poche, le déroute de l'armée libanaise a été, côté armement, une aubaine. Bien qu'ils restent discrets sur cet épisode, les témoignages concordants permettent d'affirmer que la plus grande partie de l'équipement des soldats libanais est passée sans coup férir aux mains des FL. Celles-ci auraient ainsi récupéré une trentaine de chars, de blindés M-113 et de nombreux fusils M-16. Un milliard de livres libanaises d'armes ont disparu entre Saadaya et Jiyé. « Les Phalangistes ont tout pris », affirme avec amertume un notable de Saïda.

Des relations avec tous

Les défaites qu'ils ont subies en septembre dans le Chouf et dernièrement dans le Chahar-el-Gharbi qu'ils ont évacuées au même temps que l'armée libanaise, n'ont apparemment pas entamé l'ardeur des combattants des Forces libanaises. « Ces défaites, c'est la faute de l'armée libanaise, affirme un milicien. Mais maintenant, si l'ordre nous est donné, et tous les jours nous prions Dieu pour qu'il le soit, nous allons attaquer les druzes et les faire sortir de l'Iqlim. »

Ces propos guerriers contrastent cependant quelque peu avec l'atmosphère régnant dans une armée où l'on n'a pas l'air de s'attendre à une violente offensive. Aucune grosse artillerie n'est visible aux abords du front, et les mouvements incessants des combattants qui circulent à grande vitesse sur la route côtière, désormais déserte, s'apparentent plus à l'agitation qu'à des mouvements de troupes coordonnées. En réalité, le sort de l'Iqlim-el-Kharroub ne repose ni sur les combattants chrétiens ni même sur les miliciens druzes, mais entre les mains de Jérusalem, dont l'armée est à quelques kilomètres. « Rien ne peut se faire dans cette région sans la volonté israélienne », affirme un médecin de Saïda. Les libanais ont des relations avec tous : les druzes, les sunnites, les chiites, les chrétiens, et ils s'en servent comme de pionniers. Une chose paraît sûre en tout cas, c'est que, compte tenu des positions respectives de chacun, le PSP aurait, sans

De notre envoyée spéciale

aucun doute, les moyens de repousser les forces libanaises de l'Iqlim-el-Kharroub, si Israël donnait le feu vert. Pour l'instant, les forces israéliennes se contentent d'effectuer des patrouilles journalières sur la route côtière, à portée de canon des milices druzes, mais sans que jamais un obus n'ait été tiré sur un convoi. Une patrouille est même allée jusqu'au pont de Damour, à la limite de l'implantation du PSP et à quelques kilomètres des miliciens chiites d'Amal, sans rencontrer de résistance. Si les miliciens des Forces libanaises cachent mal leur amertume vis-à-vis d'Israël, dont ils assurent ne recevoir aucune aide, les soldats israéliens ne se gênent guère pour porter un jugement sévère sur leurs anciens compagnons d'armes. « Faites attention, ils tirent comme des fous sur tout et n'importe quoi », prévient le soldat de garde au barrage de l'Awali, avant de souhaiter bonne chance. A l'armée de Saïda, les combattants des FL sont arrêtés comme tout le monde et soumis à un contrôle presque aussi strict que les habitants.

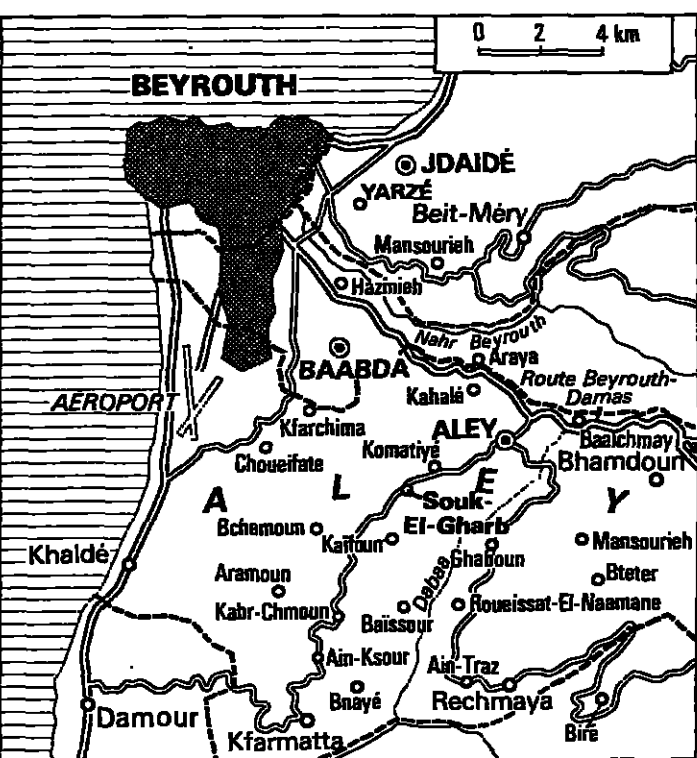
Acculés à la mer, c'est par bateau que les Forces libanaises font leur relève ou acheminent leurs armes. Samedi dans la nuit, une centaine d'hommes ont ainsi été débarqués au port de Jiyé, et pres-

tectrice des chrétiens d'Orient, nous a aussi lâchés. Elle va toujours du côté des vainqueurs. »

Un réduit chrétien ?

En attendant, leurs meilleurs défenseurs, les chrétiens réfugiés des villages abandonnés de l'Iqlim-el-Kharroub les voient dans les israéliens. Il a suffi que ceux-ci aillent à Jiyé recommander aux gens de partir pour que la rumeur se répande de village en village et, en quatre jours, 8 500 personnes ont franchi l'Awali pour se mettre sous la protection israélienne. « Pendant ce temps-là, nous sommes sûrs qu'il ne se passera rien », affirme cette institutrice de Majdaloun. « Si les israéliens reculent jusqu'au Litani, je recule avec eux », dit encore une mère de famille de Nazm.

Vendredi dernier, une quinzaine de maires chrétiens sont venus voir l'officier israélien commandant la région pour lui demander la protection de Tashal. Après leur avoir promis de leur obtenir un rendez-vous à Jérusalem, il les a rassurés. « Nous n'avons même pas besoin de nous déplacer, un coup de téléphone suffit pour arrêter les combats », leur aurait-il affirmé en-



Le porte-parole de l'armée israélienne a démenti, dimanche soir, qu'une importante colonne militaire ait franchi la rivière Awali — qui se jette dans la mer à Saïda, à une trentaine de kilomètres au sud de Damour — en direction du Nord-Liban.

que autant sont repartis vers Jou-niah, accompagnés de quelques soldats désarmés de l'armée libanaise. Les autres — sept cent cinquante environ — avaient été réembarqués vers Beyrouth jeudi et vendredi. Une vedette israélienne croisait silencieusement à quelques encablures.

Beaucoup de combattants des Forces libanaises sont originaires de la région, mais d'autres viennent « donner un coup de main ». « Ma famille a tout perdu à cause des druzes. Alors, je viens ici les combattre. » Celui-ci vient de Beyrouth. Mais Georges, professeur de mathématiques dans le civil, est né à Rmaïle : « Cela fait deux mois que je suis ici, dit-il. Les conditions sont dures, mais c'est la liberté que l'on défend. Le Liban est un pays libre, et je ne veux pas, demain, ne pouvoir ouvrir la bouche que pour aller chez le dentiste, comme les Syriens ou les Iraniens », ajoute-t-il.

Installé dans un immeuble abandonné par ses occupants, au sommet d'un petit chemin caillouteux, le poste des Forces libanaises, à Jiyé, est tapissé de portraits de Bachir Gemayel, le président assassiné. « Avec lui, nous n'avons pas de problèmes, il était fort, et tout le monde avait peur de lui. Il suffisait qu'il lève la main et tout rentrait dans l'ordre », dit avec tristesse un milicien. « Le président Amine Gemayel ? C'est un politicien », lâche amèrement Georges. « Notre erreur, renchérit un de ses compagnons, a été de dialoguer, il n'y a pas de solution entre que militaire, mais nous sommes tenus par des ordres politiques », ajoute-t-il avec regret. Les Américains ? « Personne n'a rien à gagner à les suivre. Regardez le Vietnam, l'Iran, les libanais ont abandonné », dit un combattant qui porte à son treillis une image du Sacré-Cœur. « L'Occident ne nous comprend pas, nous sommes une minorité dans tout le Proche-Orient, et nous devons nous défendre. La France, naguère pro-

substante. L'avenir de ces nouveaux réfugiés ? Le bruit court avec insistance à Saïda qu'Israël leur conseillerait de venir s'installer plus au sud pour constituer un réduit chrétien à ses frontières nord plus facilement contrôlables par les milices de l'armée du Liban libre fondées par le major Haddad.

Un chose est sûre. Malgré la pesanteur d'une occupation de moins en moins bien supportée par la population du Sud, c'est quand même dans cette région que se dirigent en masse les Libanais de toutes conditions — et plutôt modestes si l'on en juge par l'incroyable brio-brac transporté — qui fuient l'insécurité de Beyrouth et de ses environs. Au poste de contrôle israélien, entre Moukittara et Jazine, seule voie encore praticable pour rejoindre, de Beyrouth, le sud du pays (la route côtière étant sous le feu des combattants), il y avait plus de cinq cents voitures en attente, dimanche après-midi. « Il faut environ cinq heures pour franchir le barrage et certains dorment sur place », constate un des soldats israéliens de garde. Le poste ferme en effet à 17 heures, et, comme les voitures, isolées dans un « sas » constitué de buttes de terre surmontées d'un mirador, ne passent que deux par deux, le débit est très lent. Les Libanais, entassés quelquefois à dix par voitures, prennent leur mal en patience. La moindre tentation de sortir du rang est d'ailleurs immédiatement sanctionnée par des coups de feu en l'air... « Ils ont peur », reconnaît un soldat israélien qui n'éprouve aucune satisfaction à cette tâche de police. « Cela fait un mois que je suis ici, et c'est un mois de trop », ajoute-t-il dans un grand soupir.

Suspendu à la volonté des israéliens, le sort de la bataille de l'Iqlim-el-Kharroub se jouera sans doute loin de ces collines crayeuses et dénudées sur lesquelles campent face à face chrétiens et druzes.

FRANÇOISE CHIPEAUX.

JÉRUSALEM : les opérations militaires sont dirigées contre les Palestiniens « infiltrés »

De notre correspondant

Jérusalem. — Face aux incertitudes libanaises, Israël n'a encore défini aucune nouvelle stratégie. Mais on évoque de plus en plus souvent l'hypothèse d'un maintien de l'armée israélienne au Liban du Sud pour une durée indéterminée, après un retrait sur la rivière Zab-rani — située entre Saïda et Tyr — qui interviendrait au cours du printemps.

Dans une interview à la chaîne de télévision américaine ABC, le ministre israélien de la défense, M. Moshe Arens, a clairement résumé dimanche 19 février la position de Jérusalem : « En l'absence, a-t-il dit, d'un gouvernement libanais prêt à s'engager à empêcher les terroristes de nous attaquer à partir de son territoire, l'armée israélienne devra rester au Liban. Nous n'avons pas d'autre choix. » Soulignant que l'OLP « est en train de revenir en force au Liban », M. Arens a estimé à « environ un millier » le nombre de Palestiniens présents aujourd'hui à Beyrouth-Ouest. « D'autres, a-t-il ajouté, combattent aux côtés des druzes au nord de la montagne du Chouf ; nous savons que les diverses factions de l'OLP, ceux qui soutiennent Arafat et ceux qui sont en révolte contre lui, tentent de revenir au Liban. Nous ferons tout notre possible pour les empêcher de pénétrer dans les régions sous notre contrôle, ce qui sera, espérons-le, relativement facile ; ensuite, nous exercerons de fortes pressions sur les druzes pour qu'ils s'assurent que les terroristes ne s'approchent pas des lignes israéliennes. Nous espérons que les druzes seront capables de mener à bien cette tâche. »

On reconnaît dans les milieux officiels de Jérusalem que certaines infiltrations « ont eu lieu à partir du territoire contrôlé par les druzes en direction de la rivière Awali, ligne de défense israélienne au Liban du Sud. Mais on ne croit pas à l'existence d'une « entente » coopération entre les druzes et les organisations terroristes. »

C'est dans le cadre de cette tactique « dissuasive » que l'aviation israélienne a bombardé dimanche une série de positions « terroristes » près de Bhamdoun et de Hamana, le long de la route Beyrouth-Damas, mais aussi, pour

la première fois depuis la reprise des raids aériens en novembre, des objectifs situés dans la région côtière près de Damour. Il s'agit, selon Jérusalem, d'une ancienne usine occupée ces derniers jours par les Palestiniens.

On affiche la même retenue au sujet des patrouilles blindées menées quasi quotidiennement par l'armée israélienne au nord de l'Awali. « De telles patrouilles, dit-on ici, ont été conduites depuis le retrait du Chouf, elles se poursuivront à l'avenir, il n'y a là rien de nouveau. » Il n'empêche que les incursions vers le nord sont devenues à la fois plus fréquentes et plus importantes. Samedi, par exemple, un navire israélien croisant au large assurait la couverture des blindés. La presse israélienne émet des doutes sur l'utilité de telles démonstrations de force. « La vraie question, note Maariv, est de savoir si Israël a la volonté d'employer ses troupes et dans quelles conditions. »

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

« Une mise au point du Quai d'Orsay. — Le ministère des relations extérieures a indiqué, samedi 18 février, que la mission effectuée au Liban par M. Jacques Huntzinger, secrétaire national du Parti socialiste français, n'est pas une mission officielle, précisant que les propos « qui lui sont prêtés n'engagent donc pas le gouvernement. »

M. Huntzinger avait estimé, vendredi à Beyrouth, que le président libanais, M. Amine Gemayel, avait commis « des fautes terribles », notamment en bombardant la banlieue sud et la montagne libanaise (le Monde daté 19-20 février).

Par ailleurs, M. Nabih Berri, chef du mouvement chiite Amal, avait annoncé, jeudi soir, qu'il avait reçu une invitation du président François Mitterrand à se rendre en visite à Paris, qui lui avait été transmise « par l'ambassadeur français Jacques Huntzinger ». Interrogé à ce sujet, le Quai d'Orsay a précisé que « dans le cadre de son dialogue constant avec toutes les communautés libanaises, plusieurs personnalités libanaises ont été, depuis longtemps, invitées par le gouvernement français à se rendre en France, si elles le souhaitent. »

LE CONTINGENT ITALIEN DE LA FORCE MULTINATIONALE A QUITTÉ BEYROUTH

(De notre correspondant.)

Rome. — Conformément à la décision du gouvernement de Rome de retirer graduellement ses forces du Liban — à la suite du départ des Anglais et des Américains, — la majorité du contingent italien faisant partie de la force multinationale a quitté Beyrouth ce lundi soir 20 février. Il ne restera, dans la capitale libanaise, qu'une centaine de parachutistes des carabinieri chargés de protéger leur ambassade.

Mille quatre cent vingt-deux hommes du contingent ont commencé à embarquer, dimanche, sur deux unités de la flotte italienne et sont attendus, à Livourne, à la fin de la semaine. Seuls, les trois cents hommes du bataillon San Marco, embarqués sur un autre navire, resteront au large de Beyrouth, prêts à intervenir. Les autorités italiennes ont fait don de l'hôpital de campagne, qu'elles avaient installé, au conseil supérieur chiite de Beyrouth.

Ainsi prend fin une mission de l'armée italienne au Liban qui a duré cinq cent quarante-trois jours (le premier contingent arriva le 26 août 1982) et a été saluée, tant par la population locale que par les autres membres de la force multinationale, pour son efficacité et son caractère humanitaire. Au cours de ces derniers jours, les soldats italiens, ayant poursuivi leur mission de surveillance jusqu'au dernier moment, ont eu dix-sept blessés.

En dressant le bilan de cette mission, M. Spadolini, ministre de la défense, a déclaré qu'elle avait contribué « à un accroissement du prestige de l'Italie auprès de toutes les populations du Moyen-Orient et du monde arabe, du sentiment national et du respect pour les forces armées. »

Ph. P.

« Une grève générale a été observée samedi 18 février à Beyrouth-Ouest, au Liban du Sud et dans la Bekaa libanaise (centre du Liban), pour protester contre l'assassinat, jeudi soir, de Cheikh Ragheb Harb, dignitaire religieux chiite du village de Jibtaïre (dans le secteur de Nabatiyeh, Liban du Sud). »

Selon Cheikh Mohammed Mehdi Chamseddine, vice-président du Conseil supérieur chiite (CSC, plus haute autorité chiite libanaise), « Israël et ses agents au Liban » ont assassiné à son domicile cheikh Harb, qui refusait de collaborer avec les forces israéliennes d'occupation. Le chef du mouvement chiite Amal, M. Nabih Berri, a également accusé les autorités israéliennes d'être responsables de ce meurtre. — (AFP.)

PROCHE-ORIENT

L'inquiétude des chrétiens s'accroît

(Suite de la première page.)

Plus que les défaites militaires passées ou à venir, l'impasse politique alimente la psychose. Après avoir suscité l'indignation dans son propre camp, le président Amine Gemayel commence à provoquer une certaine compassion : sa bonne volonté ressort d'autant plus que ses adversaires l'emportent et se montrent implacables. Bien sûr, c'est à la Syrie en premier que l'on attribue ici l'impasse où il se trouve ; mais on n'oublie pas que le fulgurant retour en scène de Damas n'aurait pas été possible sans la « complicité » d'Israël, et la « pusillanimité » des Etats-Unis. L'« opportunisme » de la France - « Vous êtes donc toujours dans le camp du gagnant ? » a lancé une journaliste libanaise à M. Hantzinger - désole les chrétiens, mais ils reconnaissent qu'il est sans grand effet sur la situation. L'échec du plan saoudien de règlement de la crise libanaise a consacré l'impasse. Est-ce bien un plan saoudien ? En cas de succès il l'eût été ; puisqu'il a échoué il est naturellement libanais », souligne avec amertume un proche du palais présidentiel qui affirme : « Les Saoudiens ont exigé qu'il soit signé par le président Gemayel sans qu'une virgule y soit changée, bien que nous souhaitons des retouches. Le président s'est exécuté ».

Petite compensation aux Saoudiens, la Syrie leur a remis à sa frontière avec le Liban leur consul, M. Farrache, enlevé à Beyrouth il y a plus d'un mois.

Un navire qui prend eau

Dans le palais présidentiel désolé, et de nouveau délabré, par les bombardements, un carré d'officiels débordés mais fidèles au poste s'agitent dans tous les sens. C'est un navire qui prend eau. Mais le président Amine Gemayel continue contre vents et marées à croire, ou en tout cas à dire, qu'il rétablira la situation, que l'armée ne s'est pas désintégrée, que les musulmans, notamment les sunnites, l'appuient encore au fond d'eux-mêmes et que, s'il est coincé, ses partisans ennemis le sont tout autant, notamment la Syrie et Israël.

La guerre du Golfe

TÉHÉRAN ACCEPTE DE SUSPENDRE SES BOMBARDEMENTS SUR LES VILLES IRAKIENNES

La dangereuse escalade du conflit entre l'Irak et l'Iran a connu une pause, dimanche 19 février, après la décision de Téhéran de suspendre ses bombardements tant que l'Irak fait de même (1). En prenant note de cette décision, les autorités irakiennes ont demandé qu'elle fasse l'objet d'un contrôle international. Mais, pour la première fois, elle n'a pas mentionné la menace d'une reprise des bombardements irakiens contre des objectifs civils iraniens à l'expiration du délai d'une semaine qu'elles avaient fixé.

Depuis cette interruption temporaire, qui devait prendre fin ce lundi à midi, Bagdad n'avait en effet pas perdu une occasion de souligner que ces bombardements aériens ou par missiles représentaient « avec une violence accrue » si l'Irak poursuivait les siens. Pour appuyer leurs mises en garde, les Irakiens avaient envoyé vendredi plusieurs avions survoler Téhéran et les principales villes iraniennes.

En demandant une supervision internationale de l'application du principe du non-recours aux bombardements d'objectifs civils, l'Irak essaye une fois de plus de faire entrer l'Iran dans un processus pouvant déboucher éventuellement sur des négociations directes.

Cet appel à une supervision internationale intervient en même temps que plusieurs signes qui pourraient conduire à un débloqué de la situation. Téhéran a en effet accepté, comme Bagdad, la venue sur son territoire d'une nouvelle mission envoyée par le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar. On parle également de certains efforts de médiation, avec l'envoi en Iran d'un émissaire koweïtien et une rencontre entre un émissaire iranien et le président guinéen Sekou Touré, président de la mission islamique de médiation.

(1) Selon l'agence d'information irakienne, ces bombardements ont fait quatre-vingt-trois morts et deux cent soixante blessés dans la population civile irakienne au cours des cinq derniers jours.

quand même pas à prendre résolument le virage syrien qui lui permettrait pourtant, peut-être, de sauver son régime. Mais un ancien négociateur, qui a une longue pratique du président Assad, reconnaît qu'il n'y a sans doute rien à faire et que, « maladroite ou pas », au stade actuel, le résultat serait le même. Il constate : « Les Syriens continuent d'appuyer sur le champignon et paraissent estimer qu'ils sont, cette fois, en état de « finlandiser » le Liban : Amine Gemayel n'est pas encore assez nu à leurs yeux ». Le président libanais a dépeché, dimanche aux Etats-Unis, à quelques heures d'intervalle, les deux principaux collaborateurs qui lui restent, son conseiller personnel, M. Wadil Haddad, et son ministre des affaires étrangères, M. Elie Salem, alors même que, de Washington, on lui aurait fait savoir qu'il n'avait pas grand-chose à attendre actuellement de la part du gouvernement américain.

M. Camille Chamoun, président du Front libanais, commence à manifester de l'impatience. « Le pouvoir, a-t-il déclaré, doit nous dire s'il est capable ou pas de résoudre la crise et si, oui, par quelle voie ».

Entre-temps, la force multinationale s'en va sans même attendre, sauf le contingent français, que l'ONU ait assuré la relève ou l'ait même votée : après les Britanniques, qui se sont évaporés dès le premier jour de la bataille en cours, les Italiens ont commencé à s'embarquer dimanche en faisant le « V » d'on ne sait quelle victoire, tandis que les Américains pilent bagages vers leurs navires.

L'impasse est telle que l'on en revient du côté chrétien au projet de cantons, en soulignant que les druzes ont pratiquement dessiné les contours du leur sur le terrain et l'ont conquis, et en affirmant qu'ils sont, plus encore que les maronites, favorables à la formule de la cantonisation.

Le rêve des 10 452 kilomètres carrés

Le rêve des « 10 452 kilomètres carrés », c'est-à-dire d'un Liban intégral et unifié, mis en avant par le Béchar Gemayel vainqueur de l'été 1982, s'est estompé. Il s'agit à présent de sauver ce qui peut l'être du pouvoir chrétien. Même les plus sages et les plus modérés des hommes politiques et des simples citoyens du secteur chrétien baissent les bras et admettent qu'il faut se rabattre sur une confédération qui compterait quatre ou cinq cantons : un maronite, un druze, un sunnite et un ou deux chiites, avec un statut de capitale commune pour Beyrouth. Mais si, comme on le souligne du côté chrétien, le canton druze est plus ou moins mort, le canton des chrétiens est loin de l'être, puisque ceux-ci contrôlent à peine le quart du territoire qui leur reviendrait. Quant aux musulmans, surtout chiites, ils sont résolument opposés à la cantonisation du pays, sachant bien que s'ils restent unis, le pouvoir finira par leur appartenir.

LUCIEN GEORGE.

POUR LA PAIX DANS LE GOLFE

Le Conseil national de la résistance irakienne, dirigé par Massoud Radjavi, a organisé du 8 au 12 janvier 1984 dans l'ensemble de l'Irak, une « Semaine de la Paix ». Cette campagne, en faveur de la fin des hostilités avec l'Irak, démontre la lassitude du peuple irakien, face à une lutte qui apparaît de plus en plus comme une fuite en avant du régime de Téhéran.

Nous saluons le courage des Irakiens qui appellent à la cessation d'un conflit sanglant et inutile, et exprimons notre encouragement pour les initiatives de la résistance irakienne, qui a adopté l'année dernière un plan pour la paix, accueilli favorablement par les autorités irakiennes. La volonté de paix de l'Irak ne fait aucun doute, et elle a été reconnue par la communauté internationale, notamment par les Nations unies. Par ailleurs, l'Irak a une fois de plus fait preuve de son esprit de conciliation en suspendant tout bombardement durant une semaine, avant que Téhéran ne déclenche une nouvelle offensive.

Nous lançons un appel au peuple d'Irak, pour mettre fin à la guerre fratricide qui dure depuis le 4 septembre 1980. Nous demandons également à toutes les nations et gouvernements, épris de paix dans le monde, d'entreprendre toutes les initiatives possibles pour instaurer la paix.

SIGNATURES :

Michel ALLONCLE, sénateur - Marc BECAM, sénateur, ancien ministre - Professeur BÉROUE - Denise BARRAT, déléguée - Jean CHARBONNEL, ancien ministre - Marcel DAUNAY, sénateur - Commandant EICHENBAUM, ancien de Normandie-Niemen - Bernard FOURNIER, Président de l'UJP - Jean-Pierre FOURRE, député - Georges GORSE, député, ancien ministre - Cécil GOLDET, sénateur - Daniel GOULET, député - Michel GRIMARD, co-président du CPO - Michel HASIB-DELONCLE, ancien ministre, président de la CCFA - Maître Gisèle HALIMI, députée, présidente du Groupe parlementaire contre le régime - Professeur JOUVE - Chérif KAZNADAR, écrivain - Serge MATHIEU, sénateur - Pasteur Edouard MATHIOT - Alain MAYOUD, député - Gilles MUNIER, secrétaire général de la BCI - Daniel PERISSE, journaliste - Gérard PINCE, président de la Fondation pour l'Europe - Christian PONCELET, sénateur, ancien ministre - Charles SAINT-PROT, écrivain - Zeina Wafiq TIBI, journaliste - Jean VIDAL, cinéaste.

COMITÉ POUR LA PAIX AU PROCHE-ORIENT
Renseignements et dons à l'ordre CPO
10, rue Saint-Marc - 75002 PARIS

EUROPE

Italie

UN NOUVEAU CONCORDAT REMPLACE LES ACCORDS DU LATRAN Le catholicisme n'est plus religion d'Etat

De notre correspondant

Rome. - Mgr Casaroli, pour le Saint-Siège, et M. Craxi, président du conseil italien, ont inauguré, le samedi 18 février, une ère nouvelle dans les rapports entre l'Eglise et l'Etat en Italie, mettant fin au concordat qui avait été signé le 11 février 1929 par Mgr Gasparri et Mussolini. Approuvé par le conseil des ministres, le nouveau concordat devra être ratifié par le Parlement dans les six mois et se substituera alors formellement aux accords du Latran.

Même si le texte ne fait que confirmer des modifications déjà introduites dans les rapports entre l'Eglise et l'Etat italien par la Cour constitutionnelle et certaines lois intervenues ces dernières années, il a une portée historique qu'on soulignait les deux signataires.

Les accords du Latran étaient le résultat d'un compromis entre deux intransigeances : l'anticléricalisme du jeune Etat unitaire et le refus d'une partie du monde catholique de reconnaître la légitimité de cet Etat. Face à un pouvoir autoritaire, l'Eglise avait vu dans les accords du Latran un moyen de défendre sa liberté et son autonomie. Aujourd'hui, les liens entre une démocratie pluraliste et une Eglise qui a profondément évolué, notamment grâce au concile Vatican II, devaient être redéfinis.

Le nouveau concordat prend acte formellement du renouveau en principe faisant du catholicisme « la seule religion de l'Etat italien ». L'Etat renonce à toute prétention de contrôle politique ou administratif sur l'Eglise : il n'exige plus, par exemple, que les nominations épiscopales lui soient notifiées préalablement. L'Eglise, de son côté, accepte que l'enseignement religieux dans les écoles publiques ne soit dispensé qu'à ceux qui le demandent et que ses propriétés soient soumises au régime fiscal ordinaire pour ce qui ne concerne pas directement la religion. Enfin, elle s'en remet à une commission mixte pour la définition des obligations financières de l'Etat à son égard.

Le catholicisme, a déclaré M. Craxi dans son allocution, constitue l'une des racines du patrimoine historique et culturel de l'Italie. »

URSS

• Décès du maréchal Batitski. - Le maréchal Batitski, qui commanda la défense aérienne (PVO) de l'URSS de 1966 à 1978, est décédé vendredi 17 février à Moscou à l'âge de soixante-quatre ans à la suite d'une « grave maladie », annonce l'agence Tass. Muté en 1978 au poste d'inspecteur général du ministère de la défense, il avait gardé son siège au comité central du parti, obtenu en 1966.

Pologne

M. Perez de Cuellar dénonce à Cracovie les violations des droits de l'homme dans le monde

Varsovie (AFP, Reuters). - Le secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, en visite officielle en Pologne pour quatre jours, a dénoncé les violations des droits de l'homme dans le monde, le dimanche 19 février à Cracovie. M. Perez de Cuellar, qui séjourne pour la première fois en Pologne depuis sa prise de fonctions à l'ONU, a fait ces déclarations à l'université de Jagellonne, dont il venait d'être fait docteur honoris causa.

Il a énuméré entre autres violations des droits et libertés fondamentaux « les exécutions sommaires, les disparitions provoquées, les tortures et autres formes de meurtres arbitraires ». Il existe aussi, a poursuivi M. Perez de Cuellar, des atteintes qui, si elles sont moins menaçantes pour la vie, « sont néanmoins tragiques : le fait que des droits de l'homme importants - civiques et politiques, sociaux et économiques, religieux et syndicaux - continuent trop fréquemment d'être ignorés ».

Pour Mgr Casaroli, le concordat est « un instrument de concorde et non un privilège ». Le gouvernement devrait d'ailleurs conclure des accords avec les Eglises vaudaises et méthodistes, ainsi qu'avec la communauté juive. Au demeurant, le nouveau concordat règle un problème épineux qui a suscité bien des frictions entre le Vatican et la communauté juive italienne : les accords du Latran attribuaient au Saint-Siège la gestion de l'ensemble des catacombes, y compris celles des juifs. Le Saint-Siège ne pourra plus désormais administrer que celles des chrétiens, les autres revenant à l'Etat italien.

L'ensemble des forces politiques à l'exception des radicaux - qui ont jugé l'accord « sans âme ni avenir » - se sont félicitées du nouveau concordat. Les libéraux, qui estiment qu'un concordat n'est pas nécessaire dans un Etat démocratique et qui s'étaient en conséquence abstenus lors du vote au Parlement, admettent cependant que ce texte est un premier pas vers « le dépassement des anachronismes ».

Dans un communiqué, la Conférence épiscopale italienne ne cache pas certaines préoccupations. Elle rappelle notamment que, quels que soient les changements intervenus en matière d'annulation des mariages et d'enseignement à l'école, « les valeurs de la doctrine catholique » restent inchangées en ces matières. Enfin, elle critique les « objectifs limités » du nouveau concordat et l'absence de référence « aux problèmes nouveaux et urgents comme le problème de la vie, l'éducation en matière de santé et les nouvelles formes de marginalisation sociale ».

PHILIPPE PONS.

DIPLOMATIE

Symposium à Paris sur la coopération franco-vietnamienne

La coopération franco-vietnamienne doit être « exemplaire » dans les relations entre les pays du Nord et du Sud, mais elle demeure insuffisante, à la fois en raison des difficultés économiques de Hanoï et pour des motifs politiques. Tel a été un des thèmes débattus au cours du symposium sur la coopération franco-vietnamienne réuni les 17 et 18 février à Paris, dans les locaux de l'ancienne Ecole polytechnique, par l'Association d'amitié franco-vietnamienne avec le concours de la chambre de commerce franco-asiatique.

Ouvrant la réunion, M. Combal, directeur d'Asie au ministère des relations extérieures, a affirmé qu'une impulsion nouvelle avait été donnée à la coopération entre la France et le Vietnam. Il a cité en exemple l'ouverture de la section française de l'Ecole de langues de Hanoï, les échanges de chercheurs, la réunion récente à Hanoï de la quatrième commission mixte de coopération culturelle, scientifique et technique, qui a décidé d'accroître ses activités de 20 %. Il a aussi parlé des lacunes dans les domaines économiques et financiers - dont la responsabilité incombe, dit-il, au gouvernement viet-

namien, - ainsi que des divergences sur certains problèmes, dont le Cambodge.

Du côté vietnamien, MM. Hoang Trong Day, vice-ministre du commerce extérieur, et Nguyen Ngoc Tran, vice-président du comité d'Etat des sciences, étaient présents. M. Tran a dressé un bilan de la situation économique de son pays et estimé que la coopération économique était insuffisante et ne correspondait pas au niveau des relations entre les deux pays.

• Délégation américaine à Hanoï. - Une délégation américaine de haut niveau, civile et militaire, chargée de la question des soldats américains disparus en Indochine (MIA), est arrivée dimanche 19 février à Hanoï. Cette visite fait suite à la récente offre de coopération dans ce domaine faite par les trois régimes communistes indochinois (le Monde du 18 février). « Le niveau de cette délégation reflète la grande importance que nous attachons à faire des progrès dans ce domaine », a déclaré un porte-parole du département d'Etat. - (AFP, UPI)

RYO MONTPARNASSE, CENTRE MICRO INFORMATIQUE

Location... quand vous voulez.

C'est la formule sans risque. Vous louez votre ordinateur personnel en toute liberté. Contrat sur 3 mois ou durée indéterminée. 50 % des loyers versés récupérables en cas d'achat. Au départ de la location, formation pratique sur outils d'aide à la décision. (en option).



L'ordinateur sans risque.



DEMANDE CONFIDENTIELLE
DU DOSSIER RYO.

RYO
94, BOULEVARD DU MONTPARNASSE
75014 PARIS. TEL. (1) 321.46.35.
RYO LILLE - 42, RUE DE PARIS, TEL. (20) 30.63.11

Vous voulez en savoir plus sans frais votre documentation complète sur les services et tarifs du centre RYO.

Formation ☐ Location ☐

Nom _____

Adresse _____

Ville _____ Code _____

AFRIQUE

AMÉRIQUES

Tunisie

La création d'une deuxième centrale syndicale risque de compliquer la tâche du gouvernement

De notre correspondant

Tunis. — Malgré de multiples tentatives de conciliation, la scission est consommée au sein de la centrale syndicale tunisienne avec la création, dimanche 19 février, de l'Union nationale des travailleurs tunisiens (UNTT). Les sept anciens dirigeants de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), exclus en novembre dernier pour s'être opposés publiquement à leur président, M. Habib Achour (le Monde du 1^{er} décembre 1983), ont pris cette initiative.

Depuis leur exclusion et, assurément, à la demande de nombreux travailleurs, ils s'étaient employés à mettre en place, dans plusieurs régions et dans divers secteurs d'activité, des syndicats autonomes dont les trois cent cinquante délégués ont été réunis dimanche en un congrès constitutif. Des statuts ont été mis au point et un bureau exécutif de quinze membres, dirigé par M. Abdelaziz Bouraoui, ayant titre de secrétaire général, a été élu.

La création de cette seconde organisation syndicale, qui n'est pas soumise à aucune autorisation préalable, contrairement aux partis politiques, risque d'aggraver le climat, qui n'est déjà pas au mieux depuis les événements du début de l'année.

A l'UGTT, on considère qu'il s'agit d'une tentative de division de la classe ouvrière inspirée par le patronat et certains membres du gouvernement et du Parti socialiste destourien. Déniant les artisans de cette scission, le journal de la centrale, *Al-Chaab*, écrivait récemment : « *Incapables de jouer le jeu démocratique (...), ils ont accepté de devenir l'appendice du régime dont ils sollicitent l'appui, allant jusqu'à se faire les gardiens de celui-ci pour l'UGTT et les intérêts des travailleurs.* »

La nouvelle situation risque de favoriser une surenchère revendicative qui pourrait compliquer singulièrement la tâche du gouvernement, comme nous l'avait dit récemment le premier ministre, M. Mohamed Mzali.

MICHEL DEURÉ.

Mozambique

Trois ministres sud-africains discutent à Maputo de la « coexistence » entre les deux pays

De notre envoyé spécial

Maputo. — M. « Pik » Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères, accompagné du général Magnus Malan, ministre de la défense, et de M. Louis Legrange, ministre de la loi et de l'ordre, ont rencontré ce lundi 20 février, à Maputo, une délégation du gouvernement mozambicain conduite par MM. Jacinto Veloso, ministre des affaires économiques, et Oscar Monteiro, ministre de la justice. Selon le communiqué officiel publié à Maputo, cette réunion s'inscrit dans la perspective « d'un rétablissement de la paix, de la coexistence et des relations de bon voisinage entre les deux Etats et dans l'ensemble de la région ». La réunion, qui a lieu au siège central de la Banque du Mozambique, ne devait durer qu'une seule journée.

Pour tenter d'établir entre les deux pays ce que l'on pourrait appeler un « code de bonne conduite politique et économique », les ministres sud-africains et mozambicains s'étaient déjà rencontrés en décembre 1982 et en mai 1983 au poste frontière de Komatipoort, puis en décembre dernier, à Mbatane, au Swaziland. Il fut alors décidé de créer quatre groupes de travail, dont les conclusions figurent à l'ordre du jour de la réunion de Maputo.

La tâche du président Machel est maintenant d'apaiser, au sein du Front de libération du Mozambique (FRELIMO), parti unique au pouvoir, les ressentiments de ceux qui craignent les effets d'un compromis avec Pretoria. Cependant, si on ne conteste pas, dans les milieux autorisés, ces « réactions négatives », on ne voit pas y attacher une importance excessive, car c'est la population qui est, au premier chef, intéressée par une normalisation de la situation. « Si un paysan qui souffre des exactions de la RNM (Résistance nationale du Mozambique) entend à la radio que le Mozambique et l'Afrique du Sud discutent des moyens de mettre fin à la désa-

bilisation du pays, il s'en réjouira », indiquent ces mêmes sources.

Personne n'imaginerait que le régime de Pretoria accepterait de « lâcher » complètement la RNM. Même s'il s'y résignait, il est douteux que les « bandits armés », comme on les appelle ici, cessent aussitôt leur « résistance ». « Ils peuvent encore tenir de longs mois, peut-être davantage, dit-on ici, et commettre des actions d'autant plus graves que la situation sera, pour eux, désespérée. »

De son côté, l'ANC (Congrès national africain, interdit en Afrique du Sud) paraît s'inquiéter de la tournure prise par les événements. La rumeur veut que Pretoria ait présenté à Maputo une liste de dirigeants du mouvement dont elle jugerait la présence inopportune au Mozambique. Toujours est-il que le régime de M. Samora Machel, même s'il ne renonce pas à lui apporter « un soutien diplomatique, politique et moral », devra pour le moins veiller à ce que l'ANC agisse dorénavant avec plus de discrétion.

« L'Afrique du Sud a compris qu'elle voulait arriver à consolider sa position dans la région par des moyens économiques davantage que par une politique de force très coûteuse », souligne-t-on dans les milieux autorisés. En se prêtant à son jeu, le Mozambique ne sera-t-il pas conduit à reconnaître le régime de Pretoria ? Ses responsables s'en défendent : « Le moment venu, nous négocierons avec des multinationales, non pas avec le gouvernement. » Au demeurant, ils assurent que leur contestation ne porte pas sur l'existence de leur puissant voisin en tant qu'Etat. « Ce que nous combattons, c'est le système inique de l'apartheid », précisent-ils. Aussi veulent-ils voir dans l'ANC un mouvement pour les droits civiques plutôt qu'un mouvement de libération nationale.

JACQUES DE BARRIN.

Guatemala

Les crimes et les tortures continuent

De notre correspondant

Les enlèvements et les attentats se multiplient au Guatemala. Trente personnes ont ainsi « disparu » depuis le début du mois de février, a-t-on appris samedi 18 février de bonne source. Parmi elles, un avocat, M. Jorge Calvo Baraja, et son fils, un étudiant en journalisme, M. Juan Alfredo Aguilar, et le responsable syndical du journal *Pressa Libre*, M. Sergio Akana. D'autre part, M. Vinicio Cerezo, leader de la démocratie chrétienne, a fait état de menaces de mort contre lui.

Genève. — Amnesty International a rendu publique une déclaration adressée au secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, sur les violations des droits de l'homme au Guatemala.

Le texte souligne la persistance, sous le gouvernement du général Mejia Victores, des exactions et des crimes qui avaient marqué la dictature de son prédécesseur, le général Rios Montt, de mars 1982 à août 1983. Des meurtres et des enlèvements continuent d'être perpétrés par les forces gouvernementales et les polices parallèles. En septembre 1983, selon le recteur de l'université de San-Carlos, treize de ses collaborateurs ont été enlevés par des « escadrons de la mort ». Le document d'Amnesty International cite les noms de M. Gustavo Meza Sobrante, enlevé le 7 septembre 1983, et de sa sœur, psychologue, enlevée le lendemain, de M. Roman Perez Elias, théologien, « disparu » le 14 septembre, de M^{lle} Julieta Sanchez, enseignante rurale, et de sa fille Piedad, étudiante en droit, arrêtées par des hommes en civil, le 7 octobre. Le 15 novembre, leurs corps carbonisés ont été retrouvés dans une voiture incendiée en même temps que celui de M. José Ralac, également étudiant en droit, enlevé avec sa femme Celia à leur domicile par des hommes en civil armés, le 18 octobre.

Pour réunir cette documentation, Amnesty International a enregistré cent heures de témoignages faisant état de massacres de villageois, de prêtres et de seminaristes.

Ainsi, à Sacapulap, en octobre dernier, vingt-huit paysans, dont une fillette de huit ans, ont été assassinés par des « patrouilles de défense civile ». En outre, des personnes

condamnées sous le régime précédent sont encore détenues, dans des lieux demeurés secrets, après avoir été torturées. Amnesty International estime que tous les procès qui se sont déroulés devant des tribunaux militaires spéciaux devraient être révisés par des tribunaux réguliers, conformément aux normes juridiques internationales.

L. V.

El Salvador

LA GUÉRILLA A ABATTU DEUX HELICOPTÈRES DE L'ARMÉE

San-Salvador (AP, Reuter). — Deux hélicoptères de l'armée de l'air salvadorienne sont entrés en collision le dimanche 19 février après que l'un d'eux eut été touché par un tir de mortier de la guérilla, a déclaré un membre de l'état-major des forces armées. Les vingt-huit hommes (quatre pilotes et vingt-quatre soldats) qui se trouvaient à bord ont été tués.

L'un des appareils a explosé en vol et l'autre s'est écrasé. Les faits se sont produits dans la province de San-Miguel où l'armée a engagé une offensive contre la guérilla.

Selon la station des rebelles, Radio-Venceremos, les deux hélicoptères ont été interceptés alors qu'ils transportaient des troupes vers les zones de combat. L'armée avait d'abord annoncé que ceux-ci étaient entrés en collision à la suite d'une panne technique.

Les victimes appartiennent à un bataillon aéroporté faisant partie du contingent de deux mille soldats entraînés par les Etats-Unis. L'armée salvadorienne ne dispose que d'une vingtaine d'hélicoptères, dont une dizaine du type Huey, comme ceux qui ont été abattus. Elle ne possède que vingt-quatre pilotes pour commander ces appareils. La mort de quatre d'entre eux est donc considérée comme une « grosse perte ».

Conversations soviéto-américaines. — Des conversations soviéto-américaines sur la non-dissémination des armes nucléaires ont eu lieu le 16 au 18 février à Vienne entre MM. Richard Kennedy, ambassadeur spécial des Etats-Unis pour les questions nucléaires, et Pétrosian, président du comité d'Etat de l'URSS pour l'utilisation de l'énergie atomique, annonce l'agence Tass. Cette rencontre, qui sera suivie d'autres, a porté notamment sur la préparation de la conférence destinée à évaluer, en 1985, l'application du traité de non-prolifération.

Le Monde de L'EDUCATION

BOLENS: l'anti corvée



BOLENS

Une gamme complète de 3 à 5 cv en tondeuses hautes ou avec bac de ramassage. Grâce à un double système de coupe, l'herbe PULVÉRISÉE est projetée sur le sol et se transforme en humus qui fertilise votre gazon. Fruitier, conifères, parterres, pelouses, etc. BOLENS se trouve partout.

Documentation gratuite téléphone 80.046

NOM : _____

ADRESSE : _____

Yvan Béal

21 Avenue de l'Agriculture

63014 CLERMONT-FERRAND CEDEX

Téléphone (073) 91 91 51 - Télex 300909

Pologne

Unifier l'économie à Cracovie suite de l'homme dans le nord

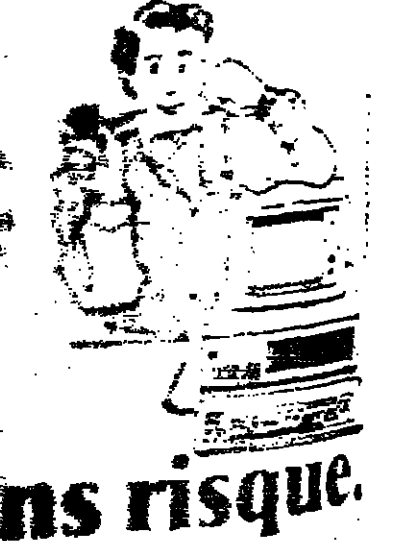
Cracovie. — Les dirigeants de la Pologne ont décidé de réunifier l'économie du pays. Cette décision a été prise par le Conseil des ministres lors de sa séance du 19 février. Elle vise à éliminer les disparités régionales et à renforcer la cohésion nationale. Les mesures prévues incluent une centralisation accrue des décisions économiques et une redistribution des ressources vers les régions moins développées.

VIETNAM

Un accord franco-vietnamien

Hanoi. — Un accord de coopération économique et culturelle a été signé entre la France et le Vietnam. L'accord prévoit des échanges accrus dans les domaines de l'éducation, de la recherche scientifique et de la culture. Des projets de coopération sont également envisagés dans les secteurs de l'agriculture et de l'industrie.

On... VOUS PEZ.



Ons risque.

Les risques de conflits internationaux restent élevés. Les tensions géopolitiques continuent de peser sur la stabilité mondiale. Les dirigeants appellent à la prudence et à la diplomatie pour éviter de nouvelles escalades.

Les tensions géopolitiques continuent de peser sur la stabilité mondiale. Les dirigeants appellent à la prudence et à la diplomatie pour éviter de nouvelles escalades.

Les tensions géopolitiques continuent de peser sur la stabilité mondiale. Les dirigeants appellent à la prudence et à la diplomatie pour éviter de nouvelles escalades.

Les tensions géopolitiques continuent de peser sur la stabilité mondiale. Les dirigeants appellent à la prudence et à la diplomatie pour éviter de nouvelles escalades.

Les tensions géopolitiques continuent de peser sur la stabilité mondiale. Les dirigeants appellent à la prudence et à la diplomatie pour éviter de nouvelles escalades.

Les tensions géopolitiques continuent de peser sur la stabilité mondiale. Les dirigeants appellent à la prudence et à la diplomatie pour éviter de nouvelles escalades.

Les tensions géopolitiques continuent de peser sur la stabilité mondiale. Les dirigeants appellent à la prudence et à la diplomatie pour éviter de nouvelles escalades.

Les tensions géopolitiques continuent de peser sur la stabilité mondiale. Les dirigeants appellent à la prudence et à la diplomatie pour éviter de nouvelles escalades.

Les tensions géopolitiques continuent de peser sur la stabilité mondiale. Les dirigeants appellent à la prudence et à la diplomatie pour éviter de nouvelles escalades.

La France accorde à Tunis une aide importante

De notre correspondant

Tunis. — « Qu'en serait-il des amis si, dans les moments difficiles, ils ne s'aident pas ? », a commenté M. Christian Nucci, ministre délégué à la coopération et au développement, en signant, samedi 18 février, à Tunis, trois accords portant sur « un soutien immédiat » français de 560 millions de francs à la Tunisie. Cette assistance devrait permettre de parer au plus pressé, à la suite des graves événements de janvier qui ont entraîné de lourds dommages et posé un difficile problème budgétaire (un trou de quelque 110 millions de dinars (1) à combler) à la suite de l'annulation de la hausse du prix du pain.

L'aide française se compose d'un don de 40 000 tonnes de céréales d'une valeur de 40 millions de francs, de l'ouverture d'un crédit de 400 millions de francs pour l'acquisition de produits alimentaires français et d'une aide à la balance des paiements sous forme de 120 millions de crédits, à parts égales, privés et du Trésor. En outre, le gouvernement français a proposé la conclusion rapide et simultanée des protocoles annuels traditionnels d'aide financière pour les exercices 1983 et 1984, qui représenteront 1 milliard de francs de crédits mixtes dont 400 millions de prêts du Trésor et le reste en crédits privés garantis. Mais encore faudrait-il que soient utilisés les 750 millions encore disponibles sur les protocoles de 1981 et 1982.

Les dirigeants tunisiens ont salué « le geste » de Paris dans lequel ils voient « un témoignage de solidarité agissante et amicale » et un souci de préserver la stabilité du régime. Ils ont aussi approuvé la nouvelle voie dans laquelle paraît devoir s'engager la coopération bilatérale. Dans un message que leur a transmis M. Nucci, M. Pierre Mauroy a esquisé les grandes lignes d'une démarche qui devrait mieux répondre aux exigences économiques et sociales du plan de développement tunisien.

La France, a indiqué M. Nucci, est disposée à orienter davantage sa coopération en direction du secteur agricole, des petites et moyennes entreprises, de l'emploi et de la formation professionnelle. Elle est prête, aussi, à accorder un intérêt particulier au développement des régions les plus déshéritées, notamment dans le sud. D'ailleurs, elle tient à la disposition de la Tunisie des crédits mixtes supplémentaires de 50 millions de francs pour financer des équipements de petites et moyennes entreprises (PME), et elle pourra allouer une aide financière pour la mise en place de centres techniques de formation dans les secteurs du textile, des métiers de construction et de la mécanique.

Divers projets à caractère régional sont aussi envisagés. M. Nucci a précisé que Paris étudiera, avec « tout l'intérêt qu'il mérite », un projet onéreux concernant la mise en valeur de la zone côtière de Zarzis, dans le Sud. Enfin, à propos des conversations en cours sur les conditions de retour de France des travailleurs tunisiens, le ministre a déclaré : « Des formules avantageuses sont bien pour les intéressés que nous l'économie tunisienne sont actuellement examinées. »

M. D.

(1) Le dinar vaut approximativement 11,50 francs.

● Saisie d'un hebdomadaire. — Le dernier numéro de l'hebdomadaire indépendant *Maghreb* a été saisi vendredi 17 février, alors qu'il était encore à l'imprimerie. Les services officiels n'ont fourni aucune explication, mais la mesure pourrait avoir été motivée par un article sur les difficiles relations entre le gouvernement et les syndicats. — (Corresp.)

Ethiopie

Vingt-six personnes ont été tuées au cours d'une tentative de détournement d'avion

Vingt-six passagers d'un appareil militaire éthiopien ont été tués jeudi 16 février lorsqu'un lieutenant de l'armée de l'air, qui tentait de détourner l'avion, a fait exploser une grenade peu de temps avant l'atterrissage sur la base de Debre-Zeit, à 50 kilomètres au sud-est d'Addis-Abeba, a-t-on appris, dimanche, de source diplomatique dans la capitale éthiopienne. Trente-huit personnes se trouvaient à bord de l'appareil. L'officier rebelle aurait déposé une grenade lorsqu'il s'est rendu compte que l'appareil ne faisait pas route vers la Somalie, ainsi qu'il l'avait exigé. Il aurait été abattu par un membre de l'équipage juste avant l'explosion.

D'autre part, le lieutenant-colonel Mengistu a regagné vendredi Addis-Abeba après avoir fait escale au Nigeria et en Libye en rentrant de Moscou, où il a assisté aux obélisques de Youri Andropov. Enfin, le commandant de la flotte soviétique dans l'océan Indien, le contre-amiral Andropov, est arrivé vendredi en Ethiopie à la tête d'une délégation de haut niveau. — (AFP, Reuter, UPI.)

Conversation d'affaires ? Vous souhaitez vous des détails ?

CCS peut vous fournir des preuves de chaque conversation professionnelle ou privée grâce à :

- des portables enregistrés de longue durée et longue portée
- magnétophones miniatures
- magnétophones d'une durée de 24 heures

Communication

Compteur Sécurité Ltd

25, rue Vendôme

75001 Paris. Tél. 287-66-00

Tél. 21824 F

Engagement verbal ? Avez-vous des preuves ?

Bénin

● LE MANDAT PRÉSIDENTIEL ET L'ÉGALITÉ SONT PORTÉS À CINQ ANS. — L'Assemblée nationale de la révolution béninoise (ANR) a décidé, samedi 18 février, de porter de trois à cinq ans la durée du mandat présidentiel et de la législature, et de ramener le nombre des commissaires du peuple (membres de l'Assemblée) à 196 au lieu de 336. Ces modifications visent à « garantir la continuité constitutionnelle et une plus grande efficacité dans le fonctionnement du système politique du Bénin ». — (AFP.)

Inde

● L'AGITATION CHEZ LES SIKHS. — Quatre personnes ont été tuées lors d'affrontements entre nationalistes sikhs et forces de l'ordre dans l'Etat d'Haryana, dimanche 19 février. La tension monte entre le gouvernement et les sikhs, et le parti Akali Dal a décidé de boycotter les pourparlers avec New-Delhi. Le couvre-feu a été imposé dans la ville sainte d'Amritsar. — (Reuter, UPI, AFP.)

Koweït

● DEUX AVOCATS DE PARIS INDESIRABLES. — Deux avocats du barreau de Paris, qui devaient assister au procès des auteurs présumés des attentats du 12 décembre dernier au Koweït, devant le tribunal de sûreté de l'Etat, se sont vu refuser leur visa. Les deux avocats, M^{rs} Nouri Albela et M^{re} Antoine Conte, qui avaient été désignés par les familles des vingt-cinq accusés pour assister à ce procès, ont fait savoir dans un communiqué publié jeudi à Paris que, faute de visa, il ne leur serait pas possible de remplir leur mission. Ils soulignent, d'autre part, qu'il ne leur sera pas possible de vérifier « les graves allégations selon lesquelles certains inculpés seraient accusés de faits commis alors qu'ils étaient déjà arrêtés ». — (AFP.)

La Grenade

● LE PARTI DE L'ANCIEN PREMIER MINISTRE MAURICE BISHOP VEUT PARTICIPER AUX ÉLECTIONS. — M. Kendrick Radix, ancien ministre de la justice et de l'industrialisation dans le gouvernement Maurice Bishop, avant l'invasion

Mauritanie

● REMANIEMENT GOUVERNEMENTAL. — Deux ministres, MM. Diagana Youssouf (culture, jeunesse et sports) et Abdel Aziz Ould Ahmed (justice et orientation islamique) ont été respectivement remplacés, dimanche 19 février, par M^{rs} Diarra Maroufa, avocate, qui participe pour la première fois à un gouvernement, et le colonel Cheikh Ould Boyda, précédemment président de la Cour spéciale de justice et de la Cour suprême, lui-même remplacé dans ses fonctions par le commandant Othmane Ould Mohamed, chef de cabinet du président Haidalla.

Philippines

● LIBÉRATION D'UN DIRIGEANT DE L'OPPOSITION. — M. Salvador Laurel, un des dirigeants de l'opposition, a été libéré samedi 18 février, à la demande du président Marcos, et autorisé à se rendre aux Etats-Unis. L'ancien sénateur avait été arrêté la veille à l'aéroport de Manille sous l'accusation de port d'arme prohibée. M. Laurel a affirmé que l'arme avait été placée dans ses bagages à son insu. — (Reuter, AFP.)

Pologne

● MORT D'UN MILITANT DE SOLIDARITE RURALE. — M. Piotr Bartoszcz, fils de l'un des principaux dirigeants de Solidarité rurale, est mort dans des circonstances mystérieuses, qui ne permettent pas d'exclure un assassinat, a annoncé le porte-parole de la milice du département de Bydgoszcz. Piotr Bartoszcz avait participé activement au processus qui devait déboucher sur l'enregistre-

Soudan

● QUATORZE DES QUELQUES HUIT CENTS PASSAGERS du ferry à vapeur de la rivière Nile (sud du Soudan) sont portés disparus, après l'attaque du navire, lundi, par « des bandits du Sud ». (1), a annoncé samedi 18 février, l'agence officielle de presse soudanaise (SUNA). Les autres passagers ont pu être secourus, de même que les trente-trois techniciens et membres de l'équipage, à l'exception d'un secouriste et d'un policier, également portés manquants, affirme l'agence citant une source autorisée.

Le commandant en chef adjoint des forces armées soudanaises, le général Abdelrahman Dahab, cité par SUNA, avait annoncé vendredi que l'armée avait riposté à une attaque de « bandits » contre le ferry, tuant trente d'entre eux. Il avait ajouté que quatre-vingts personnes avaient alors été portées disparues.

(1) Terminologie utilisée par les porte-parole du gouvernement de Khartoum pour qualifier les guérilleros de l'Anyanya II qui combattent le pouvoir central.

Vietnam

● VISITE DU CHEF DE L'ARMÉE INDONÉSIENNE. — Le général Benny Murdani a effectué une visite au Vietnam du 12 au 16 février à l'invitation du ministre vietnamien de la défense, le général Van Tien Duang. A cette occasion, il a été reçu par le premier ministre, M. Pham Van Dong, et par le ministre des affaires étrangères, M. Nguyen Co Thach, et a visité des installations militaires. — (AFP.)

Le Monde

politique

AU « GRAND JURY RTL-LE MONDE »

Le troisième homme de la rigueur

L'intervention de M. Pierre Bérégovoy, dimanche 19 février, au « Grand Jury RTL-Le Monde » a permis au ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale de lancer un message, à destination du PCF, et de redessiner une image, celle du « troisième homme » de la rigueur au sein du gouvernement, qui est aussi, à-t-il voulu souligner, l'homme du « dialogue social » et du dialogue tout court.

Aux communistes, M. Bérégovoy a rappelé fermement que « pour la solidité » de la majorité, « il vaut mieux avancer du même pas, dans la même direction, plutôt qu'en sens contraire ». Quant au reproche fait par M. Marchais au président de la République de ne pas tenir les engagements du candidat Mitterrand, la réponse est aussi nette : ces engagements, le président de la République a « sept ans pour les tenir ».

L'avertissement a d'autant plus de valeur que M. Bérégovoy avait eu l'occasion, notamment lors de la réunion du comité directeur du PS, le 7 janvier dernier, de rappeler l'importance du maintien des communistes dans la majorité.

Ce rappel à l'ordre s'accompagne d'un autre rappel : le ministre des affaires sociales est, comme les communistes, un chef de file de la croissance. Cela ne l'empêche pas de souligner, à l'intention du PS cette fois, qu'il est, lui aussi, avec MM. Pierre Mauroy et Jacques Delors, l'homme de la rigueur au gouvernement.

Le retour de la croissance, rappelle M. Bérégovoy, passe par l'assainissement de l'économie, auquel M. Delors, souligne-t-il, n'est pas seul à ouvrir, puisque le ministre de l'économie et celui des affaires sociales s'efforcent. Pour retrouver le chemin de la croissance, il faut « réduire les déficits ». Dans mon secteur, c'est fait, ajoute M. Bérégovoy, qui a restauré, rappelle-t-il, l'équilibre des comptes sociaux.

Artisan de la rigueur, M. Bérégovoy se pose, aussi, en homme de dialogue : « dialogue social », d'abord, étant entendu qu'il vaut mieux convaincre que contraindre. Au passage, M. Bérégovoy rappelle que, pour pratiquer utilement ce « dialogue social », il « faut s'y prendre en temps utile ».

Dialogue social, donc, mais aussi dialogue tous azimuts. Si la nécessité du projet de loi sur la presse est, évidemment, défendue, M. Bérégovoy souhaite que l'on écoute ceux qui, tel M. Serge July, en contestent certains aspects.

Dialogue aussi, avec les tenants de l'école privée, afin de lever un « extraordinaire malentendu ». M. Bérégovoy rappelle que le ministre de l'éducation nationale a « ouvert la concertation » et que ses propositions ne sont pas « à prendre ou à laisser ». En somme, souligne M. Bérégovoy — et pas seulement à l'intention de l'opposition, — « il faut que chacun mesure les conséquences d'attitudes partiales ou sectaires ».

Certes, « le gouvernement est parfaitement apte dans la composition qui est la sienne aujourd'hui » à tenir le « langage de vérité, de volonté et d'espérance », attendent, selon le ministre, les Français. M. Bérégovoy signale toutefois que si, malgré tout, un remaniement ministériel devait survenir et M. Mauroy quitter Matignon, il présente, pour occuper le poste de premier ministre, bien des avantages.

JEAN-PIERRE ANDRÉANI.

LE RECOURS REÇU PAR LE PS

Au cours d'assises régionales organisées en présence de cinq cents rapatriés à Montpellier, le samedi 18 février, les dirigeants nationaux du RECOURS (Rassemblement et coordination unitaire des rapatriés et spoliés), MM. Guy Forzy et Jacques Roseau, ont rendu compte des entretiens qu'ils venaient d'avoir à Paris avec Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, Raymond Courrière, secrétaire d'Etat aux rapatriés, et à l'Elysée avec M^{me} Paule Dayan, conseillère du président de la République, chargée des rapatriés. Ils ont souligné le « caractère positif » de ces séances de travail, mais précisé qu'ils avaient attiré l'attention de leurs interlocuteurs sur « la nécessité de régler de toute urgence, en priorité, les problèmes de la réinstallation et celui des retraites ».

La rigueur doit nous permettre de retrouver le chemin de la croissance

déclare M. Bérégovoy

M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, a affirmé, dimanche 19 février, au « Grand Jury RTL-Le Monde », à propos de l'attitude des ministres communistes : « La solidité gouvernementale existe bel et bien. M. Bérégovoy a déclaré, à propos des critiques formulées par le PCF sur le respect, par M. François Mitterrand, des engagements pris en 1981 : « Pour ce qui est des engagements du président de la République, il a sept ans pour les tenir. Lorsque les cent dix propositions ont été élaborées, nous n'avons jamais dit qu'elles seraient toutes exécutées ou réalisées au bout d'un an ou de deux ans. Nous avançons dans cette voie et nous continuerons. Pour ce qui est des partis de la majorité, il va de soi que lorsqu'on appartient à une majorité, on a des droits et on a des devoirs. Pour la solidité de cette majorité, il vaut mieux avancer du même pas, dans la même direction, plutôt qu'en sens contraire ».

A propos de la politique économique du gouvernement et des mutations industrielles, M. Bérégovoy a affirmé : « La question qui se pose à nous, c'est de savoir comment revenir à la croissance. (...) Quelles sont les conditions de la croissance ? La première condition, c'est une économie saine. Autrement dit, il faut réduire les déficits (...) Deuxième condition de la croissance : une industrie moderne, qui suppose (...) un effort d'investissement (...) ainsi qu'un extraordinaire effort de formation des hommes ».

M. Bérégovoy a ajouté : « Les comptes pour 1984 envisagent une croissance de 1 % (...) ; nous pré-

voyons pour 1985 une croissance de 2 à 3 % sous l'effet de la reprise mondiale, mais à condition, naturellement, que notre économie et que notre industrie soient de taille à affronter la croissance ».

Jacques Delors et moi, nous marchons du même pas et nous nous efforçons l'un l'autre. Et il est bien évident que l'effort de rigueur que nous exerçons l'un et l'autre aura, j'en suis convaincu, des effets bénéfiques et nous permettra de ne pas avoir de soucis en 1985 (...) Et si la croissance n'était pas au rendez-vous ? L'opinion publique et les partenaires sociaux devraient être consultés sur le point de savoir s'il faut réduire le remboursement des dépenses de santé, s'il faut diminuer les prestations familiales, s'il faut diminuer les pensions de vieillesse. Je connais les réponses. C'est la raison pour laquelle je suis résolu à poursuivre la croissance (...) L'effort de rigueur, la recherche des équilibres que nous accomplissons, sont les bases sur lesquelles nous pourrions retrouver le chemin de la croissance, et par conséquent remporter des victoires sur le front du chômage ».

A propos de l'engagement pris par M. Mitterrand de réduire d'un point les prélèvements obligatoires en 1985, M. Bérégovoy a indiqué : « Si nous avions 2,5 % de croissance de plus, il y aurait un peu plus de 100 milliards de richesses. Et, si nous continuons à gérer avec rigueur, c'est-à-dire si l'on considère que ce n'est pas parce que la croissance a repris que l'on doit être dispensé, nous pourrions effectivement réduire de 1 % le taux des prélèvements ».

LE PROJET DE LOI SUR LA PRESSE

LE SÉNAT CRÉE UNE « COMMISSION SPÉCIALE »

Avant la fin de la session extraordinaire du Parlement, ouverte le 24 janvier et close mardi 14 février, le Sénat a, à la demande du gouvernement, constitué une commission spéciale pour étudier le projet de loi « visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse », adopté le 13 février par l'Assemblée nationale.

La composition de cette commission de vingt-quatre membres est identique (à une exception près : M. Jacques Thyraud, RI, remplace M. Michel Miroudot, RI) à celle mise en place le 24 novembre dernier pour examiner une proposition de loi signée des responsables de la majorité sénatoriale et « tendant à garantir la liberté de la presse ».

Préside par M. Charles Pasqua, président du groupe RPR, cette commission, dont le rapporteur est M. Jean Chaze, Un. cent., a procédé depuis lors à de nombreuses auditions. Le débat, en séance publique, pourrait commencer à la fin du mois d'avril.

PRÉCISION. — Les auteurs de l'étude sur le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme et le « phénomène Le Pen », publiée dans le Monde daté 19-20 février, M^{me} Nelly Gutman et M. Jacques Tarnoux, sont enseignants, spécialistes des idéologies et des mouvements sociaux inspirés par les idées qu'ils analysaient dans cet article.

Le PCF et la Tchécoslovaquie

M. JUQUIN : LE DOCUMENT PUBLIÉ PAR « HISTORAMA-HISTOIRE MAGAZINE » EST UN FAUX

M. Pierre Juquin, membre du bureau politique, porte-parole du Parti communiste, déclare, dans un communiqué publié dimanche 19 février, que le document signé de M. Gaston Pissonnier, membre du secrétariat du comité central du PCF, et daté du 6 septembre 1968, reproduit dans le numéro 1 de la revue Historama-Histoire Magazine (le Monde daté 19-20 février), est un faux.

« Tout historien sérieux, tout spécialiste de l'étude des documents, reconnaîtront sans peine une série de sources évidentes et même de fautes qui ôtent toute crédibilité à ce faux », déclare M. Juquin. Notre position catégorique sur le drame de la Tchécoslovaquie a été prise pour des raisons de principe et de fondementales qu'il est impossible que notre parti revienne un jour sur elles. Nos congrès l'ont confirmé en toute clarté. Il est normal que la campagne anticommuniste actuelle continue à déferler sur notre pays en recourant aux plus pitoyables mensonges ».

L'historien Philippe Robitoux, aux archives de la presse communiste, a déclaré, lundi matin, que « le faux document considéré, pour la direction du PCF, a été envoyé à la direction du PCF, à l'occasion de la mise en œuvre de la campagne anticommuniste actuelle, par le biais de la revue Historama-Histoire Magazine ».

M. Robitoux estime que le PCF devrait publier ses documents internes pour la période considérée et expliquer les conditions dans lesquelles Waldeck-Rochet, qui avait pris l'initiative de la « réhabilitation » exprimée par le bureau politique le 21 août 1968, avait été amené, l'année suivante, à quitter le secrétariat général du parti.

INNOCENT OUBLIÉ DEPUIS 2 ANS dans sa prison italienne VANNI MULINARIS

est entré aujourd'hui dans son 19^e jour de grève de la faim.

Aidez-nous à le soutenir, et participez à notre effort

FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME

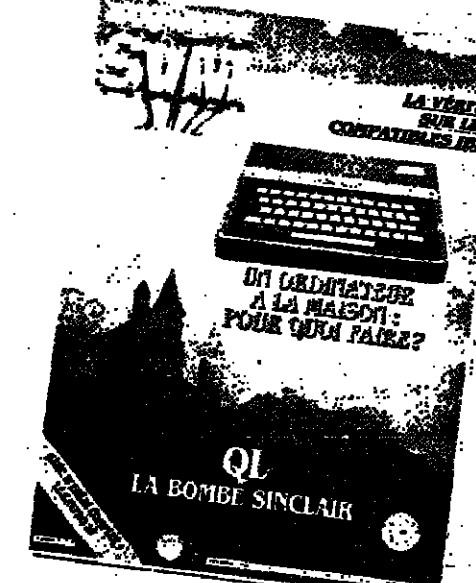
27, Rue Jean-Dolent, 75014 PARIS
Tél. : 331-94-95 - CCP 7676 Z

UN MICRO A LA MAISON.

Science et Vie Micro n° 3
15 F chez votre marchand de journaux.

1000 FAÇONS DE S'EN SERVIR.

Ce mois-ci, dans Science et Vie Micro, trois grands articles :
« Que faire avec un micro ordinateur familial ? » Science et Vie Micro vous propose des applications utiles (initiation à la programmation, éducation, accès aux banques de données...) et vous donne tous les conseils pratiques.
La bombe Sinclair : une présentation complète du nouveau micro professionnel à moins de 5000 F. Il sera bientôt en France.
Les compatibles IBM : matériel, logiciel. SVM vous explique la vraie définition du terme « compatibilité » et ses limites. A lire pour éviter les mauvaises surprises.



Science et Vie Micro n° 3
15 F chez votre marchand de journaux.

SCIENCE VIE MICRO
le Savoir Vivre Micro.

CORRESPONDANCE

Les rencontres à Bourges du PC et de l'UDF

Après l'article publié dans le Monde du 14 février et dans lequel notre correspondant rendait compte des réunions organisées à Bourges par M. Deniau d'un côté et M. Juquin de l'autre, M. Jean-François Deniau, président du conseil général du Cher, ancien ministre, nous a adressé la lettre suivante :

(...) Dans l'article de votre correspondant, M. Patrick Martinat, il est affirmé que : « M. Juquin avait invité M. Deniau, les onze dissidents ainsi que les trois cents personnes qui les accompagnaient, à pénétrer dans le hall des congrès, afin de participer au débat ». Cela est faux.

Après que les responsables locaux du Parti communiste m'eurent fait part de leur inquiétude à l'idée que nous pénétrions dans la salle et des incidents qui pourraient s'en suivre, je leur ai donné mon accord pour que nous n'entrions pas à condition que nous n'ayons pas, pour nous, deux des cités présentes, M. et M^{me} Pierre Eguides, puissent remettre à M. Pierre Juquin une lettre. Cette lettre rappelait leurs précédentes démarches, restées sans réponse, en faveur de leur fille, bloquée en Union soviétique et privée de travail.

Cela est confirmé par l'article du rédacteur en chef du Berry républicain, lui-même en date du lundi 13, précisant que l'invitation n'avait été faite qu'aux exilés, et donc pas du tout aux trois cents personnes et à moi-même qui les accompagnai.

Cela est encore confirmé par l'article du même rédacteur en chef en date de ce matin 14 février qui, commentant la lettre que je lui avais adressée dans le cadre du droit de réponse, souligne que c'est pendant le meeting (et par conséquent après que la manifestation extérieure se soit dispersée) que M. Juquin a déclaré qu'il était prêt à débattre avec quiconque le souhaitait.

Curieuse conception du dialogue que de le proposer à des interlocuteurs dont on s'est assuré qu'ils ne sont plus là.

Interdiction d'un débat à Paris. — Une conférence-débat organisée par le Club de Nanterre sur le thème « La responsabilité de l'ivoirien face aux affaires publiques » a été interdite dimanche 19 février par le préfet de police de Paris, a indiqué le PSU. La préfecture de police de Paris a confirmé cette interdiction, considérant que la réunion était « de nature à troubler l'ordre public et à porter atteinte aux relations internationales de la République ».

L'extrême d

Une conférence-débat organisée par le Club de Nanterre sur le thème « La responsabilité de l'ivoirien face aux affaires publiques » a été interdite dimanche 19 février par le préfet de police de Paris, a indiqué le PSU. La préfecture de police de Paris a confirmé cette interdiction, considérant que la réunion était « de nature à troubler l'ordre public et à porter atteinte aux relations internationales de la République ».

Une conférence-débat organisée par le Club de Nanterre sur le thème « La responsabilité de l'ivoirien face aux affaires publiques » a été interdite dimanche 19 février par le préfet de police de Paris, a indiqué le PSU. La préfecture de police de Paris a confirmé cette interdiction, considérant que la réunion était « de nature à troubler l'ordre public et à porter atteinte aux relations internationales de la République ».

Une conférence-débat organisée par le Club de Nanterre sur le thème « La responsabilité de l'ivoirien face aux affaires publiques » a été interdite dimanche 19 février par le préfet de police de Paris, a indiqué le PSU. La préfecture de police de Paris a confirmé cette interdiction, considérant que la réunion était « de nature à troubler l'ordre public et à porter atteinte aux relations internationales de la République ».

Une conférence-débat organisée par le Club de Nanterre sur le thème « La responsabilité de l'ivoirien face aux affaires publiques » a été interdite dimanche 19 février par le préfet de police de Paris, a indiqué le PSU. La préfecture de police de Paris a confirmé cette interdiction, considérant que la réunion était « de nature à troubler l'ordre public et à porter atteinte aux relations internationales de la République ».

Une conférence-débat organisée par le Club de Nanterre sur le thème « La responsabilité de l'ivoirien face aux affaires publiques » a été interdite dimanche 19 février par le préfet de police de Paris, a indiqué le PSU. La préfecture de police de Paris a confirmé cette interdiction, considérant que la réunion était « de nature à troubler l'ordre public et à porter atteinte aux relations internationales de la République ».

Une conférence-débat organisée par le Club de Nanterre sur le thème « La responsabilité de l'ivoirien face aux affaires publiques » a été interdite dimanche 19 février par le préfet de police de Paris, a indiqué le PSU. La préfecture de police de Paris a confirmé cette interdiction, considérant que la réunion était « de nature à troubler l'ordre public et à porter atteinte aux relations internationales de la République ».

Une conférence-débat organisée par le Club de Nanterre sur le thème « La responsabilité de l'ivoirien face aux affaires publiques » a été interdite dimanche 19 février par le préfet de police de Paris, a indiqué le PSU. La préfecture de police de Paris a confirmé cette interdiction, considérant que la réunion était « de nature à troubler l'ordre public et à porter atteinte aux relations internationales de la République ».

Une conférence-débat organisée par le Club de Nanterre sur le thème « La responsabilité de l'ivoirien face aux affaires publiques » a été interdite dimanche 19 février par le préfet de police de Paris, a indiqué le PSU. La préfecture de police de Paris a confirmé cette interdiction, considérant que la réunion était « de nature à troubler l'ordre public et à porter atteinte aux relations internationales de la République ».

Une conférence-débat organisée par le Club de Nanterre sur le thème « La responsabilité de l'ivoirien face aux affaires publiques » a été interdite dimanche 19 février par le préfet de police de Paris, a indiqué le PSU. La préfecture de police de Paris a confirmé cette interdiction, considérant que la réunion était « de nature à troubler l'ordre public et à porter atteinte aux relations internationales de la République ».

Une conférence-débat organisée par le Club de Nanterre sur le thème « La responsabilité de l'ivoirien face aux affaires publiques » a été interdite dimanche 19 février par le préfet de police de Paris, a indiqué le PSU. La préfecture de police de Paris a confirmé cette interdiction, considérant que la réunion était « de nature à troubler l'ordre public et à porter atteinte aux relations internationales de la République ».

Une conférence-débat organisée par le Club de Nanterre sur le thème « La responsabilité de l'ivoirien face aux affaires publiques » a été interdite dimanche 19 février par le préfet de police de Paris, a indiqué le PSU. La préfecture de police de Paris a confirmé cette interdiction, considérant que la réunion était « de nature à troubler l'ordre public et à porter atteinte aux relations internationales de la République ».

Une conférence-débat organisée par le Club de Nanterre sur le thème « La responsabilité de l'ivoirien face aux affaires publiques » a été interdite dimanche 19 février par le préfet de police de Paris, a indiqué le PSU. La préfecture de police de Paris a confirmé cette interdiction, considérant que la réunion était « de nature à troubler l'ordre public et à porter atteinte aux relations internationales de la République ».

Une conférence-débat organisée par le Club de Nanterre sur le thème « La responsabilité de l'ivoirien face aux affaires publiques » a été interdite dimanche 19 février par le préfet de police de Paris, a indiqué le PSU. La préfecture de police de Paris a confirmé cette interdiction, considérant que la réunion était « de nature à troubler l'ordre public et à porter atteinte aux relations internationales de la République ».

Une conférence-débat organisée par le Club de Nanterre sur le thème « La responsabilité de l'ivoirien face aux affaires publiques » a été interdite dimanche 19 février par le préfet de police de Paris, a indiqué le PSU. La préfecture de police de Paris a confirmé cette interdiction, considérant que la réunion était « de nature à troubler l'ordre public et à porter atteinte aux relations internationales de la République ».

LES ÉLECTIONS PARTIELLES

L'extrême droite est en position d'arbitre à la Seyne et à Draguignan

Trois élections municipales partielles, consécutives à l'annulation, par le Conseil d'Etat, des scrutins de mars 1983, ont eu lieu dimanche 19 février dans le Var. A Coeur, l'opposition l'emporte dès le premier tour, avec une avance plus confortable qu'en mars, sur la majorité.

A La Seyne-sur-Mer, symbole des difficultés que traverse la construction navale fran-

çaise, mais où les ouvriers ne représentent toutefois que 12,3 % du corps électoral, comme à Draguignan, il y a ballottage. Des ballottages serrés, légèrement favorables, arithmétiquement à l'opposition.

Le Front national n'a, ni à La Seyne ni à Draguignan, recueilli les 5 % des suffrages exprimés nécessaires à une négociation pour par-

ticiper au second tour. Mais l'électorat de l'extrême droite se trouve, dans ces deux villes, en position d'arbitre.

Un second tour de scrutin avait lieu dans le canton de Mirepoix. L'élection de M^{me} Ertori, maire de Mirepoix et veuve du conseiller dé- cédé, permet au parti socialiste de garder le siège qu'il détenait.

N.A.

DRAGUIGNAN

	19 FÉVRIER 1984	13 MARS 1983	6 MARS 1983
Inscrits	17 722	17 287	17 250
Abstentions	15,69 %	16,96 %	14,85 %
Suffrages exprimés	14 638	14 957	14 267
Voix			
Un. g. (M. Soldani, PS, m. a.)	7 076	7 543 (1)	58,43
Un. opp. (M. Clamette, RPR)	6 678	7 414	49,56
FN (M. Durand)	128	1,03	6,69
PPN (M. Bonnet)	152		

(1) La liste PS de M. Soldani et la liste PC de M. Nardini avaient fusionné pour le second tour de scrutin de mars 1983.

LA SEYNE-SUR-MER

	19 FÉVRIER 1984	13 MARS 1983	6 MARS 1983
Inscrits	37 167	37 120	37 120
Abstentions	22,45 %	17,90 %	26,34 %
Suffrages exprimés	28 374	29 848	26 595
Voix			
Un. g. (M. Blanc, PC, m. a.)	13 724	48,36	15 094
Un. opp. (M. Scaglia, UDF, RPR)	13 213	46,56	14 754 (1)
FN (M. Noblia)	1 155	4,07	10 474
Div. d. (M. Eyraud)	282	0,99	3 156

(1) La liste UDF-RPR conduite par M. Scaglia et celle de M. Moreno (div. d.) avaient fusionné pour le second tour de scrutin de mars 1983.

De notre correspondant

Toulon. — Le taux de participation, sensiblement plus élevé que le 6 mars 1983 (77,54 % au lieu de 73,65 %) n'a pas, semble-t-il, profité au maire sortant communiste. En revanche, la liste de l'opposition conduite par M. Charles Scaglia améliore son score du 6 mars dernier de 7,18 points. Cette progression s'explique vraisemblablement par l'absence de la compétition de M. René Moreno, qui avait recueilli au premier tour du scrutin de mars 11,86 % des suffrages exprimés — les voix qu'il avait obtenues s'étaient largement reportées sur la liste de M. Scaglia au second tour.

La campagne active du Front national contre l'immigration a, semble-t-il, exercé un impact sur certaines couches de la population et dans certains milieux inactifs (50,9 % du corps électoral) du centre ville et des quartiers sud.

● M. Pons : pas de négociation avec M. Le Pen. M. Bernard Pons a indiqué au « Club de la presse » d'Europe 1 : « M. Le Pen existe. Ce n'est pas pour autant que nous allons négocier avec la formation politique de M. Le Pen au niveau national, car il incarne un certain nombre de méthodes, une certaine attitude, que nous n'acceptons pas. Cela ne veut pas dire que M. Le Pen n'a pas le droit d'exister, de s'exprimer, de présenter sa candidature. Nous sommes des démocrates (...). Je suis persuadé que cette apparition n'est pas faite pour déplaire au président de la République et à son gouvernement. Et si une certaine publicité est faite autour, cela fait partie du jeu politique. »

M. Scaglia s'était engagé à refuser une éventuelle alliance avec le Front national pour le second tour. Mais la campagne anticomuniste et anti-immigrés qu'il mène est de nature à faire basculer sur sa liste une bonne partie des 11 555 voix recueillies par M. Noblia.

La participation des électeurs sera peut-être, comme en mars, sensiblement plus élevée au second tour. Cette éventuelle mobilisation sera déterminante. Dans un sens (le refus de certains thèmes défendus par le Front national) ou dans l'autre. JOSÉ LENZINI.

● Le bureau politique du Parti des forces nouvelles constate que les résultats obtenus par l'ensemble de la droite nationale (à Draguignan et à La Seyne) sont en net retrait par rapport aux scrutins de Dreux, Aulnay ou Aix-en-Provence. [...] A Draguignan, où une liste unitaire, refusée par le Front national, aurait permis de réaliser un score notable, la division entre les deux formations a entraîné un relatif échec. Le bureau politique du PFN espère que ces résultats amèneront le président du Front national à une attitude plus réfléchie dans la perspective des prochaines européennes.

Lisez
St. Monét des
PHILATÉLISTES

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

MM. Edgar Faure et Maurice Faure ont choisi leur programme : les Etats-Unis d'Europe

Deux mois après avoir manifesté leur intention d'œuvrer pour l'établissement d'un « nouveau système de relations entre les deux ensembles de la majorité et de l'opposition », MM. Edgar Faure et Maurice Faure ont voulu, comme ils l'avaient annoncé, « faire le point » des réactions que leur initiative provoquait. Samedi 18 février, leur mouvement, Convergence démocratique, a rassemblé à Paris quelque quatre cents personnes pour un colloque au cours duquel furent développés deux thèmes : « Les dangers de la division de la France en deux » et « Elections européennes obligent ».

La proximité du scrutin du 17 juin et la décision du RPR et de l'UDF de présenter à cette occasion une liste commune ont, en effet, poussé les deux sénateurs radicaux à concevoir le projet de constituer une liste du centre puisque, à leurs yeux, ce créneau reste libre. Leur tête de liste n'est pas encore connue. Le choix est délicat, même si M. Edgar Faure se plaît à répéter que ce seront « Maurice » et lui les véritables têtes de liste quand bien même ils ne figureraient pas en tête. Une chose est sûre en tout cas, selon lui, c'est que cette tête de liste ne manquera pas de « cerceaux ». A défaut d'avoir choisi leur tête de liste, les deux Faure ont établi leur programme : la création des Etats-Unis d'Europe. Une idée qui n'est pas neuve mais que ses partisans refusent de considérer comme utopique.

« Imaginer une rencontre Sadate-Begin ou des hommes marchant sur la Lune relevait aussi de l'utopie ; ces utopies font l'honneur de l'humanité ! », devait s'exclamer M. Georges Berthoin, président européen de la commission trilatérale et adhérent de Convergence démocratique.

M. Jean-François Kahn se montrait plus réservé, qui reconnaissait

la nécessité de s'ouvrir vers le monde et l'Europe mais « sans verser dans l'idéologie utopique ». Dans un discours très applaudi, il insistait sur le caractère peu naturel de la bipolarisation, qui crée toutes sortes de « distorsions », et sur la nécessité de dépasser la notion de centre, car « la vérité n'est pas toujours au milieu ».

De nombreux orateurs se succédèrent à la tribune, radicaux valaisiens comme M. Olivier Stirn, radicaux de gauche comme M. Thierry Jaret, porte-parole du MRG, ou personnalités extérieures appartenant aux milieux universitaires, journalistiques, de l'écologie avec M. Brice Lalonde, qui se déclarait « prêt à participer à la création d'une troisième force », de la médecine ou du droit.

« Nous avons réussi en soixante jours à créer un mouvement », s'est félicité M. Edgar Faure au terme de cette réunion avant d'annoncer la création de sept groupes de travail sur les thèmes européens.

Prudent, M. Maurice Faure soulignait, lui, la difficulté de l'entreprise lancée avec son homonyme, car, remarquait-il, « une logique de nuance est ce qu'il y a de plus difficile à vendre à l'opinion ». Les élections européennes à cet égard serviraient de premier test.

C. F.-M.

● M. Pons : Faure au carré. — Au Club de la presse d'Europe 1, dont il était dimanche 19 février l'invité, M. Bernard Pons, secrétaire général du RPR, a déclaré à propos de l'initiative des deux Faure : « Sur le plan mathématique, c'est intéressant parce que ça fait Faure au carré. Sur le plan politique, je ne pense pas que cela puisse aller très loin, dans la mesure où tout cela ne fait pas sérieux. Cela fait partie de l'amusement et de la galerie politique. »

M. PONS : « le scrutin ne bouleversera pas la politique intérieure »

M. Bernard Pons, secrétaire général du RPR, a rappelé, dimanche 19 février, au « Club de la presse » d'Europe 1, à propos des élections européennes, que le scrutin du 17 juin n'avait pas pour objet d'élire une Assemblée qui désigne un exécutif et que la France ne désignait qu'un « un peu plus du dixième de cette assemblée le résultat ne sera pas de nature à bouleverser la majorité de Strasbourg ». M. Pons a ajouté : « Cela n'est pas quelque chose de capital. Par ailleurs, cette élection ne va pas bouleverser les données de la politique intérieure. Cependant, c'est la première fois que, à la proportionnelle dans une consultation nationale, les Français pourront dire s'ils sont d'accord ou non avec la politique conduite par le gouvernement. »

gouvernement de l'époque, et je dois dire qu'elle a fait preuve d'un certain courage et d'une certaine solidarité ministérielle. » Il a poursuivi : « A Dreux, elle a eu une attitude qui a été aussi l'objet d'interrogations ou de critiques. Quel est l'homme politique qui, au cours de sa carrière, ne fait pas ici et là quelques déclarations qui peuvent prêter à interprétation ? Il faut regarder les choses avec l'actif et le passif. En ce qui nous concerne au Rassemblement pour la République, nous considérons que l'actif l'emporte largement sur le passif. »

(1) Le garde des sceaux était M. Jean Lebel, dans le gouvernement de M. Chirac (1974-1976).

VAR : CUERS (1^{er} tour)

Inscr. 4 647 ; vot. 3 952 ; suff. ex. 3 887. Un. opp. (M. Blanc), 2 006 (51,60 %). 22 ELUS : un. g. (M. Gerand, PS) 1 881 (48,39 %), 7 ELUS.

Cette élection partielle faisait suite à l'annulation, par le Conseil d'Etat, du scrutin de mars dernier. A l'issue du premier tour, une voix, celle de M. Gerand, avait été exprimée. La liste d'opposition conduite par M. Blanc avait obtenu 1 897 voix (50,01 %) et 22 élus, la liste de la majorité conduite par le maire sortant M. Gerand, 1 896 voix (49,99 %) et 7 élus, pour 3 952 suffrages exprimés. Il y avait 3 953 inscrits et 4 629 électeurs inscrits.

Les électeurs ont, le 19 février, confirmé leur choix de 6 mars et l'écart séparant les deux listes s'est creusé en faveur de l'opposition. La liste de M. Blanc recueillait une proportion de 1,59 point sur rapport au scrutin de mars dernier.

UNE ÉLECTION CANTONALE

ARIÈGE : canton de Mirepoix (2^e tour)
Inscr. 9 329 ; vot. 5 721 ; suff. ex. 5 508. — M^{me} Ertori, PS, MM. de Mirepoix, 3 797, ELUE ; M. Durand, opp., 1 711.

Il s'agissait de pourvoir le siège laissé vacant par le décès de Jean Ertori, PS. Il avait été élu conseiller général au second tour des élections cantonales de mars 1982 avec 4 352 voix contre 2 129 au candidat du RPR, M. Roger, pour 6 481 suffrages exprimés, 6 723 votants et 9 328 électeurs inscrits.

Le PS conserve son siège et, pour la première fois, une femme, l'épouse du conseiller décedé, est élue au conseil général de l'ariège. M^{me} Ertori obtient 65,93 % des suffrages exprimés. Elle améliore le score obtenu par son mari en mars 1982 de 1,76 point. Cependant elle ne retrouve pas tous les suffrages qu'elle avait portés sur les deux candidatures de la majorité le 12 février (4 204 voix, 71,37 % des suffrages exprimés). Les résultats du premier tour avaient été les suivants : Inscr. 9 329 ; vot. 6 063 ; suff. ex. 5 890. M^{me} Ertori, 2 705 ; M. Durand, 1 602 ; M^{me} Tournaud, PC, 1 499 ; M. Bonnes, écol., 84.

Par rapport au second tour de mars 1982, l'opposition est en recul mais son candidat améliore son score de 3,87 points par rapport au premier tour de ce scrutin partiel.]

INTERNATIONAL MANAGEMENT UNIVERSITY OF ASIA
T O K Y O
JAPANESE MANAGEMENT PROGRAM
(sessions de 2 mois)
Sociologie politico-administrative
Economie prospective
Relations tri-latérales
Finance
Marketing
Ressources humaines
Découverte de l'entreprise japonaise (Sony, Honda, Mitsui...)
Pénétration du milieu socio-culturel (Kyoto, Nara...)
Etude d'implantation étrangère au Japon
Séminaire complémentaire en Corée
Niveau requis : Diplôme d'enseignement supérieur / Jeunes Cadres d'entreprises
I.M.U.A.
8-10-34 Akasaka Minato-Ku Tokyo 107, Japon
Tél. : (3) 402.12.65 - télex : 242 2966 IMUA J
Renseignements et inscriptions : Centre d'Information pour l'Europe
32 Galerie Montpensier, 75001 Paris - France. Tél. (1) 296.30.69

PROFILS ECONOMIQUES
DOSSIERS D'HISTOIRE et de GEOGRAPHIE
L'ECONOMIE FRANÇAISE
13 numéros déjà parus
140 dossiers
1700 pages sur...
CONSTRUCTION DE MATERIEL INFORMATIQUE - POLITIQUES DE L'INFORMATIQUE - L'INDUSTRIE CHIMIQUE LOURDE - LES MARCHES INTERNATIONAUX DE METAUX - ORGANISATION REGIONALE DE L'ESPACE - TRANSFORMATIONS DE L'AGRICULTURE ECONOMIQUE - FORCES ET FAIBLESSES DES P.M.E. APPOUR DES TRAVAILLEURS INDIGES ACTIVITES ET AMENAGEMENTS TOURISTIQUES - LES LOISIRS - VILLES ET POLITIQUE URBAINE - PROTECTION DES MILIEUX NATURELS - RISQUES ECOLOGIQUES - AMENAGEMENT DES LITTORAUX - PROTECTION DES SITES NATURELS - LES REGIONS FRONTALIERES - PERTES DES MARCHES COLONIAUX - L'AGRICULTURE DANS LE MARCHE COMMUN AGRICOLE - AGRICULTURE ET EVOLUTIONS DE CONSOMMATION - documentation sur demande
en vente dans 32, rue Barque
les librairies 75015 PARIS
universitaires tél. 567 74 19

TWA Flâneries Américaines

Floride en roue libre : 5605 F*

2 nuits à New York, 3 nuits à Orlando, visite de Disneyworld et Epcot,
2 nuits à Miami... et voiture pendant 5 jours en Floride.

*Prix par personne en chambre occupée par 2 adultes et 2 enfants.
Paris 1^{er} : 19 bis rue du Mont-Thabor. Tél. 260-39-85. Province : Lozère SA : Bordeaux, Lyon, Marseille, Nantes, Nice, Strasbourg.

Vous plaire nous plaît



Le Monde

société

APRÈS UN WEEK-END DE PARALYSIE LA SITUATION S'AMÉLIORE

M. Fiterman ouvre la discussion avec les transporteurs routiers

Barrages filtrants, barrages durs. Tension, relâchement, tension. Les automobilistes ont vécu tout leur week-end au rythme d'informations contradictoires. Les appels au dialogue, à l'ouverture, à l'assurance que force resterait à la loi, l'envoi de CRS et de la « troupe », les consignes dures, puis apaisantes de la Fédération nationale des transports routiers (FNTR), se sont enchaînés pendant les 17, 18 et 19 février.

Ce charivari semble se calmer. Une déclaration du ministre des transports, M. Charles Fiterman, dimanche, en fin d'après-midi, invitait les transporteurs routiers à une discussion, mardi 21 février, à 10 heures, sur les problèmes posés prioritairement par les contrôles douaniers à été

suivie d'un appel de M. Maurice Voiron, président de la FNTR, à la levée des barrages. Ainsi le soufflé est-il sérieusement retombé grâce à de multiples contacts officieux.

Alors que cent dix-sept barrages, plus ou moins draconiens, bloquaient la circulation dans une cinquantaine de départements dimanche, peu avant 20 heures, plus de la moitié étaient levés dans la nuit. Le Centre national d'informations routières indiquait lundi, en milieu de matinée, qu'il subsistait sur le réseau français une trentaine de barrages. La déroute de la colère des camionneurs, pour être nette, n'était donc pas totale. Au reste, la grève du zèle des douaniers italiens devait reprendre lundi, à 14 heures.

Dans l'ensemble, les incidents - qu'il s'agisse de heurts entre les chauffeurs et les CRS ou entre les chauffeurs et les automobilistes bloqués - auront été peu nombreux et les marques de solidarité des municipalités à l'endroit des vacanciers immobilisés multiples. Les messages lancés par les responsables de la circulation, priant les automobilistes de renoncer à partir sur les routes, ont, d'autre part, été entendus.

La majorité des Français a ainsi assisté, au chaud, souvent devant leurs télévisions, à ce bras de fer entre les transporteurs routiers et le gouvernement. Deux mondes. « La France des gens qui travaillent quatre-vingts heures par semaine et qui voient leurs tripes pour l'économie française ».

centre « le monde des trente-neuf heures et de la garantie de l'emploi », a résumé, à son avantage, un chauffeur routier. La France, ainsi, des partisans de la libre entreprise, persuadée de traiter avec un ministre communiste aspirant à « classer le transport ».

Les camionneurs ont craqué. Leur coup de bagne a immobilisé une grande partie de la France. M. Voiron avait prévu, en mai 1983 : « Il faut s'attendre à des actions musclées de toute la profession à côté desquelles celles des étudiants et des agriculteurs ne sont que de la bricolage ».

L. G.

DANS LES ALPES : nous irons jusqu'au bout

De notre envoyé spécial

Saint-Jean-de-Maurienne. — « Il n'y aura pas de levée des barrages de la Maurienne sans un accord écrit, sinon notre action n'aurait eu aucun sens. » Les camionneurs qui occupent, depuis mercredi 15 février, la vallée ont répondu par des huées aux déclarations du président de la Fédération des transports routiers, M. Maurice Voiron, demandant à tous les routiers que « le pays retrouve son allure normale ».

Le retour du mauvais temps sur les Alpes, dimanche soir, et les chutes de neige qui l'ont accompagné ne semblent pas avoir ébranlé la détermination des routiers. « Nous devons sortir de ce conflit avec, en poche, des décisions concernant principalement les contrôles douaniers et une amélioration des conditions d'exercice de notre profession aux frontières entre la France et l'Italie. Depuis dix ans, nous les réclamons. Cette fois-ci, nous sommes décidés à aller jusqu'au bout ».

Les barrages routiers de la Maurienne, qui s'étaient entrouverts pendant la journée de dimanche pour laisser passer - au compte-gouttes - le flot des touristes qui se pressaient à ses deux extrémités, se sont refermés pendant la nuit. « Nous ne pouvons pas tout paralyser et pénaliser les seuls touristes. Mais nous devons aujourd'hui continuer notre action », expliquait encore, lundi matin, l'un des animateurs du mouvement.

Les skieurs de la Haute-Maurienne ont cependant eu la possibilité d'emprunter le tunnel du Fréjus puis de rejoindre la Suisse en passant par le tunnel du Grand-Saint-Bernard. Quant à la voie ferrée.

Saint-Jean-de-Maurienne-Modane, dégage par les forces de l'ordre samedi matin sans incident, elle aura permis d'assurer assez normalement le chassé-croisé de plusieurs milliers de skieurs qui purent contourner les barrages routiers des camionneurs de la Maurienne.

La présence d'environ cinq cents gendarmes mobiles, mais surtout la bonne volonté des camionneurs, ont évité tout affrontement et l'asphyxie totale d'une région. « Nous n'avons jamais eu le sentiment d'être les otages des camionneurs », affirme un touriste lyonnais qui fut pourtant bloqué avec toute sa famille, à Val-

loire, pendant trois jours. La solidarité montagnarde, on sait désormais ce que cela représente. Elle a permis, en quelques heures, d'héberger les manifestants et leurs « victimes ».

Les douanes italiennes

L'annonce faite dimanche par les douanes italiennes de la continuation du mouvement de protestation des fonctionnaires en poste au tunnel du Mont-Blanc et à celui du Fréjus est pour les routiers la preuve qu'aucune solution concrète au transit entre la France et l'Italie n'a été pour l'instant trouvée. Lundi, à partir de 14 heures, la frontière se refermera à nouveau au trafic des poids lourds. Seul le remplacement aux postes frontières des inspecteurs des douanes par des militaires de la garde financière italienne - qui ont autorité pour procéder à des contrôles douaniers - pourrait débloquent la situation. Mais le gouvernement italien hésiterait encore à s'engager sur une telle voie, l'installation des militaires aux postes frontières n'ayant été décidée qu'à de très rares occasions.

« Si les douanes françaises ont été « mouillées » à l'origine de l'affaire du Mont-Blanc, c'est essentiellement leurs homologues italiens qui posent problème. Ce sont eux qui ralentissent le bon déroulement des formalités douanières qui prennent ici trois à quatre heures alors qu'aux autres frontières d'Europe le transit se réalise en moins d'une heure », explique un gendarme de Chamonix qui a vu s'exprimer, depuis plus de dix ans et à de multiples reprises, la colère des routiers.

La paralysie des Alpes, principalement des vallées de Chamonix et de la Maurienne, aura probablement des conséquences financières importantes sur l'économie des stations de sports d'hiver. Les skieurs parisiens attendus dans les Alpes pour les vacances de février ne sont pas tous arrivés, loin de là. Certains ont, semble-t-il, renoncé à prendre la route, tandis que d'autres rejoignent seulement lundi ou mardi leur lieu de vacances. Même dans la vallée de la Tarentaise, qui resta presque tout le temps dégelée, les stations ne font pas le plein.

CLAUDE FRANCLION.

Les réactions politiques et syndicales

LE PS : « des comportements inacceptables »

Le Parti socialiste a condamné, samedi 18 février, « les pratiques » des « fédérations patronales de routiers » qui « ont provoqué, à l'occasion des vacances de février, un mouvement d'ampleur nationale, qui a eu pour résultat de placer des milliers de Français en situation d'otages ».

Le PS s'interroge sur les réelles motivations des responsables qui sont à l'origine de ces comportements, d'autant plus inacceptables que le gouvernement avait, dès vendredi soir, répondu positivement à la demande de négociations des organisations concernées.

M. JUQUIN (PCF) : « calcul politique »

M. Pierre Juquin, membre du bureau politique, porta-parole du PCF, a déclaré dimanche 19 février : « La volonté de bloquer la situation, de tendre l'atmosphère, d'étendre le conflit à n'importe quel prix, paraît manifester un calcul politique sans rapport avec les intérêts du transport routier français et des travailleurs routiers. Chacun sait à la suite de quels problèmes et même de quels drames certaines mesures ont été prises par le gouvernement. La solution des questions aujourd'hui posées ne peut certainement pas consister à aggraver les conditions de travail des chauffeurs et l'insécurité sur les

routes. La liberté de circuler, qui est un droit pour tous, étant assurée, la négociation, la recherche de solutions pratiques par le dialogue et dans la bonne volonté seront toujours la bonne voie ».

M. PONS (RPR) : « il ne faut pas dramatiser »

M. Bernard Pons, secrétaire général du RPR, a déclaré, dimanche 19 février, au « Club de la presse » d'Europe 1 : « Cette affaire a commencé par une grève des douaniers CGT, qui a entraîné des conditions absolument intolérables pour les travailleurs de la route. Je crois que c'est une explosion qui est venue de la base. Les routiers étaient exaspérés de ne pas être entendus. Ils se sont mis en colère et la colère est mauvaise conseillère... ».

« Le gouvernement, dans un premier temps, a refusé d'écouter, tapé du poing sur la table. Le ministre des transports aurait voulu aggraver la situation qu'il n'aurait pas tenu un autre langage. Dans les minutes qui ont suivi sa déclaration - une déclaration totalement irresponsable - le feu a été mis aux poudres. Je dois dire que, depuis, il ne roule plus des mécaniques, il a décollé, il a balisé les bras... ».

« Il ne faut tout de même pas dramatiser. On a essayé de nous apitoyer en nous montrant le sort dramatique de quelques touristes. Je veux bien qu'ils aient été considérablement gênés, mais cela n'a jamais tourné au drame... ».

LA CGT : « Une volonté d'affrontement »

Le bureau confédéral de la CGT a déclaré, samedi, que « la forme, le contenu et les objectifs poursuivis par les actions des transporteurs routiers sont inadmissibles et intolérables ». Pour la CGT, la décision de bloquer l'ensemble du réseau routier national « relève d'une volonté d'affrontement avec le gouvernement et n'a rien à voir avec l'intérêt des chauffeurs routiers, ni avec l'avenir de la profession ». « La nature politiquement et provocatrice d'une telle décision est caractéristique, estime la CGT. Son caractère antisocial et rétrograde est apparent. Le patronat routier tente d'obtenir la remise en cause des acquis sociaux des salariés, notamment les garanties qu'ils avaient obtenues sur la durée du travail ».

LA CFDT : « des atteintes à la liberté »

La Fédération des transports CFDT a qualifié, samedi, le maintien des barrages sur les routes par « les organisations des transporteurs routiers », d'« atteinte à la liberté intolérable ». Elle affirme qu'elle ne pouvait accepter que « le gouvernement cède à des pressions politiques » et qu'elle ne comprendrait pas que « les responsables de ces troubles ne soient pas sanctionnés avec toute la rigueur qui s'impose ».

Le mouvement et ses causes

Le Mont-Blanc : un prétexte

Mardi 15, dans la soirée, ces routiers exaspérés dressent les premiers barrages, alors même que les douaniers français terminaient leur grève. A quel bon traverser la frontière puisque les fonctionnaires italiens avaient, eux, reconstruit leur action ? L'abécédaire devait crever.

Le mouvement encore embryonnaire fut vite relayé par les deux organisations professionnelles. Même l'Union nationale des organisations syndicales de transporteurs routiers automobiles (UNOSTRA) et ses 9 000 artisans, réputée moins critique envers le gouvernement, en appelant, samedi, après l'intervention des forces de l'ordre et faute de négociations immédiates, à un mouvement national. « Nous pouvons bloquer toute la France » affirmait son président, M. Jean Devay. « Chaque département aura son barrage », répondait M. Maurice Voiron, en écho.

Négociation globale

A ce stade, l'amélioration du passage des tunnels du Mont-Blanc et du Fréjus n'a plus été seule en cause. La restructuration du service douanier, certes, demeure la revendication prioritaire : la FNTR, sans demander publiquement la suppression du droit de grève, en appelle, non sans insister, à « des sanctions » contre les « douaniers » récalcitrants. Mais surtout, les responsables professionnels ont tenté de jouer « du ras-le-bol », en Savoie, pour amener le gouvernement à une négociation globale. Ils ont exploité la colère d'une base qui les a largement précédés pour expliquer à l'opinion en fait passablement exaspérée leurs revendications de toujours.

Les transporteurs entendaient, avant tout, témoigner contre la dégradation des conditions d'exercice de la profession : la demande de transport de marchandises aurait diminué de 15 % depuis 1981 ; la part des transporteurs français dans le trafic routier international affectant la France serait passée de 48 % à 42 % durant les quatre dernières années. Une situation qui expliquerait, toujours d'après la FNTR, la progression de 7 % environ des licenciements économiques. Le constat doit être nuancé : si effectivement, d'après l'INSEE, le nombre de faillites de transporteurs routiers automobiles a augmenté de 8,2 % en 1983, le taux a été, tous secteurs confondus, de 11 %.

Les routiers imputent largement leurs difficultés à la politique menée par le gouvernement. M. Fiterman serait d'abord, avec ses subventions « exorbitantes », le ministre de la SNCF. Le gouvernement de gauche aurait privilégié le rail sur la route, les chemins de fer sur les routes, les transports intérieurs, la « LOTI », aurait été, en décembre 1982, l'expression de ces choix ferroviaires ; la « contribution essentielle » du chemin de fer y était en effet affirmée. « Le gouvernement précédent, lui, tendait, du moins à la fin, à rétablir une véritable concurrence entre le rail et la route, affirme M. Fiterman, un des responsables de la FNTR. M. Le Theule, lui, avait augmenté, par exemple, le nombre de chauffeurs autorisés à effectuer des transports en zone longue ».

« Une vie inhumaine »

Procès d'intention ? On veut le croire au ministère des transports. La déductibilité partielle de la TVA sur la gazole, accordée aux routiers par le gouvernement actuel, coûtera 2,4 milliards de francs cette année au budget de l'Etat, et 6 milliards en 1988. La contribution exceptionnelle à la SNCF en 1983, souligne-t-on dans l'entourage de M. Fiterman, n'était, elle, que de 3,6 milliards. « J'ai fait plus en deux ans et demi pour les transporteurs », a déclaré le ministre, que le gouvernement précédent en dix ans ».

Les critiques des transporteurs sont plus vives encore contre les charges sociales qui pèsent sur les

entreprises. Les lois Auroux, surtout, auraient coûté, d'après la FNTR, « 11 % de productivité » aux transporteurs. Cette législation, en outre, condamnerait à une « vie inhumaine » des chauffeurs obligés, pour ne pas dépasser les maximums autorisés (11), à s'arrêter en chemin. « Que peuvent-ils faire, sinon aller au bisnor ? », glisse un patron, soudain soucieux des automobilistes et de leur sécurité. Une rigidité générale en matière sociale et la multiplication des contrôles entravent de façon générale l'efficacité d'une profession dont la rapidité d'adaptation à la demande devrait être une des forces principales.

« La complexité des textes, la formalisme de certaines procédures et l'insécurité de la relation à la réalité font que, sous couvert de progrès social, on est arrivé à l'inhumain », déclare M. Voiron en octobre 1983, qui en appelle, « à la bataille pour la libre entreprise ». Déclaration particulièrement ambiguë, pourtant, d'une profession étiennée qui, face aux grands chargeurs, leurs fournisseurs, en appelle, pour l'accès au statut du transporteur, à l'organisation du marché, à une intervention accrue de cet Etat, suspect d'autre part.

Un ton, excessif pour ces responsables qui ont tenté, pendant toute la semaine, de jouer un rôle modérateur. M. Voiron appelle, dimanche à midi sur TF 1, à ouvrir le barrage de Chamonix, à fournir l'occasion au gouvernement d'accepter la négociation. « La situation s'est améliorée : tout particulièrement en Savoie et Haute-Savoie », a déclaré M. Fiterman, dimanche soir, dans ces conditions et comme l'en avait pris l'engagement.

PORTRAITS

Le patron de l'UNOSTRA...

« M. le président, il y a cinquante gars dans le hall, prêts à aller bloquer le périmètre. Qu'est-ce qu'on leur répond ? »

« Du calme, du calme. Faites comme moi, gardez votre sang-froid ».

Week-end historique au siège de l'UNOSTRA (Union nationale des organisations syndicales de transporteurs routiers automobiles). Au bout du fil, les routiers bloqués succèdent aux amis-saires gouvernementaux. Mais ni le spectacle crève-cœur des poids lourds tractés par les remorqueurs policiers, ni les grognements de la « base » qui campe dans l'immeuble ultra-moderne du syndicat ne feront sortir hors de son costume trois-pièces M. Jean Devay, cinquante-trois ans, président du second syndicat patronal des transporteurs.

Bitume, famille, liberté d'entreprendre. Ce petit patron nantais, qui emploie aujourd'hui vingt-trois personnes, après avoir débuté « dans l'entreprise de [ses] beaux-parents, puis avec

un seul camion », va son petit bonhomme de combat, vers l'horizon rocheux du « décongestionnement » et de la « suppression des carcans réglementaires ». Regroupant huit mille « petits » de la route, l'UNOSTRA ne souffre pas et ce week-end moins que jamais - sa fédération nationale des transporteurs routiers, accusée de trahir le jeu de Fiterman. « D'ailleurs, ils ont parmi leurs adhérents des filiales de la SNCF ».

Mais attention ! L'UNOSTRA se veut bien sûr « indépendant des partis politiques ». Et si M. Jean Devay, délaissant en direct avec les « bloqués » lors de l'émission de Max Morin, rappelle volontiers qu'en 1982, lors de la grève de la SNCF, ce sont les routiers qui ont approvisionné les villes, il n'oublie pas, au surplus, de donner un coup de chapeau à M. Fiterman « qui a eu le courage de dénouer des nœuds vieux de quarante ans... ».

DANIEL SCHNEIDERMAN.

... et le président de la FNTR

Durcissement, apaisement, durcissement. Les Français, et tout particulièrement les automobilistes, ont vécu leur week-end au rythme des consignes « variables » de M. Maurice Voiron, le bouillant président de la Fédération nationale des transporteurs routiers (FNTR). A cinquante-sept ans, ce tenant du « libéralisme musclé » assure représenter 80 % des patrons de ce secteur de l'économie : mais doit bien convenir qu'il ne contrôle pas tout à fait la « base » (chefs d'entreprise trop exaspérés, petits patrons, chauffeurs...).

Fils et petit-fils de transporteurs, c'est un homme de la province installé à Jarnac, dans la Charente. En 1966, il a pris la tête de l'entreprise familiale, la

faient passer de cinq à cent salariés. A présent, une centaine de camions spécialisés dans la messagerie routière pour lui. Maire (COS) de Jarnac, devenu président de la FNTR en novembre 1982, il défend « comme un lion », dit-il, l'industrie routière.

Ce patron, « fier de l'être », a dû se transformer, en chef d'organisation « professionnelle ». Ces dernières journées ont été son baptême de feu. Fils d'un méditerranéen, des réunions, des colloques et des interviews, on a cru comprendre que la profession qu'il représente est exaspérée dans bien des domaines de cette exploitation. La menace était cependant sans fond. En cas de refus du gouvernement de négocier, « on pourrait cultiver le syndrome chilien », s'est déclaré.

LES RO...
à négociation...
reston...
par la levée...

Le monde des trente-neuf heures et de la garantie de l'emploi...
M. Voiron avait prévu, en mai 1983 : « Il faut s'attendre à des actions musclées de toute la profession à côté desquelles celles des étudiants et des agriculteurs ne sont que de la bricolage ».

Pas d'exi...
« Je ne suis pas un homme de sang-froid... »
« Je ne suis pas un homme de sang-froid... »

مكتبة الامم المتحدة

SUR LES ROUTES

Les négociations avec le gouvernement restent conditionnées par la levée des derniers barrages

Le cabinet du premier ministre estimait, lundi matin 20 février, que la situation s'était « sérieusement adoucie », pendant la nuit, sur l'ensemble du réseau routier. A l'hôtel Matignon, on prenait acte que plusieurs barrages avaient été levés à la suite des appels lancés dimanche soir, aux transporteurs routiers par les deux principales organisations professionnelles, la Fédération nationale des transporteurs routiers (FNTR) et l'Union nationale des organisations de transport routiers (UNOSTRA). Un sentiment de détente prévalait donc après un week-end explosif.

M. Pierre Mauroy se donnait, toutefois, jusqu'à lundi soir pour arrêter les décisions du gouvernement en fonction de la situation sur le terrain ; surtout dans les Alpes où les routiers étaient apparus, ces jours derniers, peu enclins à suivre les consignes de leurs syndicats. L'ouverture des négociations, annoncées à partir de mardi à 10 heures, par le ministre des transports, M. Charles Fiterman, n'est pas conditionnée par la levée de tous les barrages, mais leur déroulement et leur issue le seront. Le chef du gouvernement et le ministre des transports sont décidés à continuer de jouer sur deux registres : la fermeté à l'égard des routiers qui portent atteinte à la liberté de circulation et la conciliation permanente avec les syndicats représentatifs.

Si certains barrages étaient maintenus, au risque d'aggraver davantage la situation dans les Alpes, le gouvernement pourrait demander au ministre de la justice d'engager des poursuites contre les routiers intranquillisés, qui encourent alors des sanctions pénales, tout en négociant avec les organisations professionnelles, « dans un esprit constructif, des mesures de tous ordres, y compris des mesures exceptionnelles », selon l'engagement pris dimanche soir par M. Fiterman.

L'attitude réservée observée lundi matin par l'hôtel Matignon, en dépit de l'amélioration constatée sur les voies de communication, s'expliquait par les incertitudes qui subsistent sur la capacité de la FNTR et de l'UNOSTRA à faire appliquer leurs directives par une base dont le mouvement contestataire a, par son ampleur, pris au dépourvu, semble-t-il, autant les dirigeants professionnels que les pouvoirs publics.

On affirmait lundi matin, dans l'entourage du premier ministre, que la « crédibilité » de ces dirigeants était « en effet, en jeu » dans la mesure, notamment, où le président de la FNTR s'était montré impuissant, samedi après-midi, à enrayer ce mouvement alors qu'il avait obtenu du ministre des transports les assurances souhaitées. A l'hôtel Matignon, on attendait donc de voir si, cette fois, les appels des dirigeants professionnels seraient vraiment mieux entendus dans toutes les régions.

On souhaitait aussi que ces dirigeants interviennent personnellement, quitte à aller sur le terrain.

Pas d'exploitation politique

(Suite de la première page.) Mais un élément nouveau est apparu dans ce cas : la tentation d'un débordement de caravanes poutjagistes, menant les dirigeants professionnels en porte à faux.

La structure de la société, ou plutôt le consensus social, est aussi en question. Corporatisme, dit-on. C'est vrai, à condition de préciser que les corporatismes se nourrissent de l'un l'autre. On touche là une difficulté cruciale pour la gauche : celle qui fait naître son propre conservatisme. Qu'il s'agisse des donateurs ou des défilés des fonctionnaires le 18 février, dans les rues de Paris, on peut se demander si la « base » de la majorité a bien mesuré l'enjeu de la période, qui va, naturellement, bien au-delà du maintien du pouvoir d'achat. Il y a un décalage dommageable entre la reconversion intellectuelle opérée par le gouvernement et la persistance, dans ses propres rangs, de comportements qui contrarient son effort.

Les routiers, à leur manière - détestable - participent d'une de ces pulsions protestataires qui surviennent, à intervalle irrégulier, dans le pays. Et qui surviennent d'autant plus aisément que, comme l'ont confirmé les scrutins municipaux de la Seine et de Dragnignan, ni la gauche ni la droite n'ont suffisamment l'opinion (les résultats sont mauvais pour la majorité, mais ne sont pas bons pour l'opposition). Extrême droite étant en position d'arbitre.

Ces réactions nourrissent des mouvements dont la trajectoire n'est jamais fournie : l'agitation tire profit d'une conjoncture politique tendue. Ainsi, les grèves du secteur public de l'été 1953 furent le point de

pour éviter que les opérations de « débouchage » ne se prolongent tactiquement durant les négociations.

Pendant plus de vingt-quatre heures, du samedi après-midi au dimanche soir, le gouvernement s'est trouvé confronté à une situation dangereuse parce que personne n'avait vraiment de prise sur les événements. Les forces de police, de gendarmerie et l'armée, dont l'intervention avait été initialement conçue comme un moyen de pression, ont, alors, reçu l'ordre de s'en tenir à une expectative vigilante et d'éviter tout risque d'incident grave.

La stratégie à suivre en ces circonstances n'a suscité aucune divergence à l'intérieur du gouvernement où les risques d'actions spectaculaires de la part des routiers avaient été envisagés depuis plusieurs mois. Contrairement à la réflexion faite dimanche soir, au « Club de la presse », constate Jean, un Breton d'une trentaine d'années, promu avec son brassard jaune membre du service d'ordre. Ancien élève des frères des écoles chrétiennes, ce Rennais sait répondre présent lorsqu'il s'agit de défendre son école. Céléberrime, il continue à croire « en la force de l'enseignement catholique et à son rôle incontestable dans nos régions ».

Jean a fort à faire pour repousser les curieux qui s'agglutinent pour regarder les personnalités politiques. Arrivés en rangs serrés, certains de leur écharpe tricolore, ils sont là, anciens ministres, sénateurs, députés, présidents de conseils généraux. La haute silhouette de M. Olivier Guichard domine. Le feutre noir de M. Raymond Marcellin intrigue. Les manifestants se bousculent pour reconnaître qui son député, qui son sénateur. « Ce jeune aux cheveux grisonnants... mais c'est M. Mitherrand », constate, satisfait, un enseignant.

Jean s'efforce de contenir les manifestants dans le cortège et de maintenir les politiques à leur place pour faciliter l'accès aux responsables de l'enseignement catholique. Ces derniers viennent se ranger en tête du cortège. Sous la large banderole proclamant « L'école libre vivra ! », évêques, membres du Secrétariat de l'enseignement catholique et dirigeants de l'Union nationale des associations de parents d'élèves de l'enseignement libre (UNAPEL) se tiennent au coude à coude.

« Tout est parti », affirme Jean, fier et satisfait de voir l'imposant cortège s'ébranler. Lentement, la foule monte la rue Saint-Martin. Les banderoles se succèdent au-dessus des têtes : « CFTC, Solidarité, même combat pour la liberté », « Sacré-Cœur de Biele », « Confédération des anciens élèves de l'enseignement catholique », « Mitterrand, s'occupe-t-il de nous », « nous serons chez toi », « L'école libre vivra ! ».

Plus précis, son voisin de cortège explique qu'il s'agit de démentir M. Bouchareiss, président du Comité national d'action laïque (CNAL), « qui affirme que nous utilisons les élèves comme une masse de manœuvre ». Consigne ou pas, les enfants sont rares dans le cortège. Les adolescents, lycéens et quelques collégiens marchent cependant avec leurs maîtres et leurs parents. Certains se sont groupés derrière des pancartes de l'Union nationale inter-universités (UNI), anti-marxiste, et reprennent les slogans des étudiants en colère du printemps dernier : « Savoir si tu savales, ta réforme où on se la met... ». Des adultes sourient. D'autres n'hésitent pas à reprendre les couplets de la chanson où à crier « Savoir démission ! ».

Vers 16 heures, les six cortèges se retrouvent sur la place de la République. Ils ne se rejoignent pas, mais font chacun un passage au pied d'une tribune dressée devant la poste centrale, avant de retourner vers leur point de départ. Pendant près de deux heures, les mani-

festants ont défilé devant la tribune de la poste centrale, avant de retourner vers leur point de départ. Pendant près de deux heures, les mani-

festants ont défilé devant la tribune de la poste centrale, avant de retourner vers leur point de départ. Pendant près de deux heures, les mani-

festants ont défilé devant la tribune de la poste centrale, avant de retourner vers leur point de départ. Pendant près de deux heures, les mani-

La troisième manifestation décidée par le Comité national de l'enseignement catholique (CNEC) a eu lieu samedi 18 février à Rennes. Venu en cars et en trains des trois académies du ouest de la France (Rennes, Caen et Nantes), plusieurs dizaines de milliers de manifestants ont défilé dans les rues de la capitale bretonne. Ils étaient 210 000 à 220 000 défenseurs de l'école privée à marcher derrière sept évêques, des responsables nationaux de l'enseignement catholique et des personnalités politiques... pour affirmer

La force tranquille de 220 000 manifestants

Rennes. - Les six cortèges prévus aux différentes entrées de la ville ont mis quelque temps à se mettre en marche. Malgré une organisation minutieuse, il n'était pas aisé de rassembler des milliers d'autocars et de faire converger leurs occupants vers les points de ralliement.

Un méchant vent gonflait les banderoles sur le pont Saint-Martin, au nord de Rennes, lieu de départ de l'un des six défilés. « Heureusement, le soleil est de la partie », constate Jean, un Breton d'une trentaine d'années, promu avec son brassard jaune membre du service d'ordre. Ancien élève des frères des écoles chrétiennes, ce Rennais sait répondre présent lorsqu'il s'agit de défendre son école. Céléberrime, il continue à croire « en la force de l'enseignement catholique et à son rôle incontestable dans nos régions ».

Jean a fort à faire pour repousser les curieux qui s'agglutinent pour regarder les personnalités politiques. Arrivés en rangs serrés, certains de leur écharpe tricolore, ils sont là, anciens ministres, sénateurs, députés, présidents de conseils généraux. La haute silhouette de M. Olivier Guichard domine. Le feutre noir de M. Raymond Marcellin intrigue. Les manifestants se bousculent pour reconnaître qui son député, qui son sénateur. « Ce jeune aux cheveux grisonnants... mais c'est M. Mitherrand », constate, satisfait, un enseignant.

Jean s'efforce de contenir les manifestants dans le cortège et de maintenir les politiques à leur place pour faciliter l'accès aux responsables de l'enseignement catholique. Ces derniers viennent se ranger en tête du cortège. Sous la large banderole proclamant « L'école libre vivra ! », évêques, membres du Secrétariat de l'enseignement catholique et dirigeants de l'Union nationale des associations de parents d'élèves de l'enseignement libre (UNAPEL) se tiennent au coude à coude.

« Tout est parti », affirme Jean, fier et satisfait de voir l'imposant cortège s'ébranler. Lentement, la foule monte la rue Saint-Martin. Les banderoles se succèdent au-dessus des têtes : « CFTC, Solidarité, même combat pour la liberté », « Sacré-Cœur de Biele », « Confédération des anciens élèves de l'enseignement catholique », « Mitterrand, s'occupe-t-il de nous », « nous serons chez toi », « L'école libre vivra ! ».

Plus précis, son voisin de cortège explique qu'il s'agit de démentir M. Bouchareiss, président du Comité national d'action laïque (CNAL), « qui affirme que nous utilisons les élèves comme une masse de manœuvre ». Consigne ou pas, les enfants sont rares dans le cortège. Les adolescents, lycéens et quelques collégiens marchent cependant avec leurs maîtres et leurs parents. Certains se sont groupés derrière des pancartes de l'Union nationale inter-universités (UNI), anti-marxiste, et reprennent les slogans des étudiants en colère du printemps dernier : « Savoir si tu savales, ta réforme où on se la met... ». Des adultes sourient. D'autres n'hésitent pas à reprendre les couplets de la chanson où à crier « Savoir démission ! ».

Vers 16 heures, les six cortèges se retrouvent sur la place de la République. Ils ne se rejoignent pas, mais font chacun un passage au pied d'une tribune dressée devant la poste centrale, avant de retourner vers leur point de départ. Pendant près de deux heures, les mani-

festants ont défilé devant la tribune de la poste centrale, avant de retourner vers leur point de départ. Pendant près de deux heures, les mani-

festants ont défilé devant la tribune de la poste centrale, avant de retourner vers leur point de départ. Pendant près de deux heures, les mani-

festants ont défilé devant la tribune de la poste centrale, avant de retourner vers leur point de départ. Pendant près de deux heures, les mani-

LA DÉFENSE DE L'ÉCOLE PRIVÉE

Record d'affluence à Rennes

que le libre choix de l'école est un droit pour les parents.

Ce rassemblement imposant précède les manifestations qui doivent avoir lieu, samedi 25 février, à Lille et, surtout, dimanche 4 mars, à Versailles. Les responsables du CNEC ont souvent déclaré que les manifestations étaient prévues « afin que la progression aille crescendo ». Dans ces conditions, il est possible que l'affluence soit encore plus considérable à Versailles.

De notre envoyé spécial

festants défilent ainsi devant les responsables de l'enseignement catholique. Les Vendéens, les Mayennais et les Finistériens brandissent successivement leurs banderoles.

Sous la bannière de Jeanne d'Arc

Même calme chez tous ces amis de l'école catholique. Même force tranquille aussi. Ils sont peu nombreux à scander des slogans ou à applaudir les discours qui leur sont transmis par d'innombrables haut-parleurs. Bien sûr, le nom du président de la République provoque les huées. Mais les manifestations redevenant, bien vite, très dignes. Les groupes ultras comme l'Association de défense de l'école catholique avec ses bannières de Jeanne d'Arc, ses prêtres en soutane, ses chapelets brandis et ses chants, ne provoquent pas l'adhésion. Les milliers de personnes présentes semblent conscientes de leur puissance et fermement déterminées dans leur volonté politique. « Ils ne nous auront pas », assure un enseignant du Morbihan. Le « ils » désigne un collectif qui va bien plus loin que le simple Comité national d'action laïque. C'est, pêle-mêle, les syndicats du public, les fonctionnaires, les députés socialistes, les ministres.

M. Pierre Daniel, président de l'UNAPEL, n'a provoqué aucun enthousiasme en déclarant que les manifestations « ne sont pas des attaques contre l'enseignement pu-

M. Michel Bouchareiss, secrétaire général du Comité national d'action laïque (CNAL), dénonce dans un communiqué le « climat d'hystérie qui a présidé à la préparation de la manifestation de Rennes ». Il évoque la « totale maîtrise politicienne sur le mouvement » et affirme que « l'école confessionnelle, et non pas libre, n'est plus qu'un prétexte et la hiérarchie du clergé un alibi pour une droite politique qui brûle d'en découdre, et poursuit sa guerre scolaire à laquelle elle tient par-dessus tout ».

INFLATION DE CHIFFRES

(De notre envoyé spécial.)

Rennes. - Combien étaient-ils dans les rues de Rennes ? Les chiffres les plus variés commencent à circuler à propos de ce rassemblement en faveur de l'école privée. Les organisateurs parlent de 300 000 personnes. Les renseignements généraux avancent le chiffre de 200 000. Enfin, certains commentateurs n'hésitent pas à porter le nombre de participants à 400 000.

La présence de plusieurs cortèges dans des artères différentes et le fait qu'il n'y ait pas eu de regroupement général ne facilitent pas les évaluations. Cependant, quelques données permettent de mieux cerner le problème : les responsables du rassemblement, bien organisés, affirment que 2 800 cars étaient arrivés en ville à 16 h 30. En estimant que quelques autres étaient bloqués dans des embouteillages, et en comptant 50 personnes en moyenne par véhicule, on arrive au chiffre maximum de 150 000 personnes.

Selon le chef de gare, la SNCF a schématisé dans une dizaine de trains spéciaux 11 500 manifestants. A ces chiffres, il faut ajouter les habitants de Rennes ; pour certains, un quart de la population soit 50 000 personnes. Total de ces différentes opérations : 210 000 à 220 000 manifestants. Un chiffre qui reste important et témoigne suffisamment de l'impact de ce rassemblement.

S. B.

Le jeu en vaut-il la chandelle

(Suite de la première page.)

Mais l'opposition envisage sérieusement de déposer en avril autant d'amendements qu'il y a d'écoles privées (quelque dix mille) pour tenter de les exclure à une et même date du champ d'application de la réforme. Si cela se produisait, le fonctionnement de l'Assemblée serait complètement paralysé. Et sur un tel sujet, tous les députés de l'opposition, y compris ceux qui ont refusé de s'associer à la stratégie suivie au cours de la session extraordinaire qui vient de s'achever, se sentiraient mobilisés, soutenus publiquement, et encouragés par de puissantes manifestations de rue.

La crainte d'un tel blocage explique que les nombreuses mises en garde lancées ces dernières semaines par M. André Labarrère, ministre délégué aux relations avec le Parlement, contre ce dévoiement de l'institution parlementaire.

Certes la Constitution offre au gouvernement quelques possibilités de réagir. Celui-ci peut, en vertu de l'article 38, demander l'autorisation de légiférer par ordonnances ; mais cela ne supprime pas automatiquement toute bataille d'amendements. Il a aussi la possibilité d'engager sa responsabilité en vertu de l'article 49, alinéa 3, ce qui entraîne automatiquement l'adoption du projet - pratiquement sans débat - s'il n'y a pas dépôt et adoption d'une motion de censure. Cela devant l'Assemblée nationale. Mais reste à savoir quelle serait l'attitude des sénateurs. Ceux-ci se sont refusés jusqu'ici à employer les méthodes d'obstruction pratiquées par certains membres de l'Assemblée ; ils pourraient être tentés de le faire sur le sujet de l'enseignement. C'est ainsi toute la session de printemps du Parlement qui risque d'être mise à mal, alors qu'elle est déjà hypothéquée par la nécessité de continuer à discuter le projet de loi sur la presse, qui doit encore subir trois lectures au Palais du Luxembourg et autant au Palais Bourbon.

Devant de telles perspectives, les élus socialistes sont de plus en plus nombreux à se demander si le jeu en vaut la chandelle. La session extraordinaire qui vient de s'achever les a déjà obligés à s'absenter longtemps de leurs circonscriptions où leur présence - ils s'en rendent compte - est de plus en plus nécessaire. M. Jean Poperen n'est-il pas venu, lors de leur réunion de groupe du mardi 14 février, leur dire, au nom de la direction du parti, que

celle-ci comptait sur eux pour relancer l'action militante sur le terrain. L'élection européenne se rapproche, et la bataille va être difficile. M. Claude Bartolone, député de Seine-Saint-Denis pose franchement la question : « Pouvons-nous prendre le risque de heurter une partie aussi nombreuse de l'opinion publique au moment d'un enjeu électoral aussi important ? ».

Il ajoute, rejoignant plusieurs à la fois : « La priorité des priorités, c'est la reconstruction industrielle, c'est elle qu'il faut réussir ; il ne faut pas éparpiller nos efforts ». De plus en plus nombreux sont les députés socialistes qui, sans oser encore le dire tout haut, regrettent que l'on ne se soit pas contenté, dans l'euphorie de l'état de grâce, de supprimer la loi Debré, et qui souhaitent que l'on se donne le temps d'attendre et de réfléchir avant de s'attaquer à ce dossier brûlant.

Est-ce pour lutter contre cet état d'esprit que les laïques ont choisi de créer officiellement le Groupe d'études parlementaires sur la laïcité, création dont le principe était acquis depuis le mois de décembre 1983, mais dont la première réunion n'a eu lieu que le jeudi 16 février. La présence en son sein des principaux dirigeants du PS comme MM. Lionel

Jospin, Jean Poperen ou Pierre Joxe lui donne déjà une autorité certaine. Le fait qu'il soit présidé par M. André Laignel, député de l'Indre et trésorier du PS, dont les positions ultra laïques sont bien connues, montre aussi dans quel sens il interviendra.


Certes, M. Laignel précise que ce groupe d'étude veut s'intéresser à tous les aspects de la laïcité, à toutes les formes de rapports entre l'Etat et les différentes pensées religieuses et philosophiques ; il ne cache pas non plus qu'il veut accélérer les travaux du Comité, d'ici au mois d'avril, de façon à être prêt quand le dossier de l'enseignement privé viendra devant le Parlement. Car pour lui il n'y a pas de doute : il faut que le projet soit discuté. « Nous avions promis de négocier, c'est fait », dit-il, « mais aussi d'avancer vers la constitution d'un grand service unique et laïc de l'éducation. Il faut aussi tenir cette deuxième partie de l'engagement ». C'est pour lui la meilleure façon de préparer la consultation européenne : « Pour ne pas perdre cette élection, il faut d'abord que tous les gens de gauche nous soutiennent », explique-t-il. Toujours la même difficulté : comment ne pas se couper définitivement de l'électorat modéré sans décevoir les militants ?

THERRY BRÉHIER.

LE CNAL NE VEUT PAS MANIFESTER « POUR LE MOMENT »

Le Comité national d'action laïque (CNAL) n'a pas l'intention d'organiser de manifestations de rue pour le moment », indique son secrétaire général, M. Michel Bouchareiss. Il répond ainsi à une demande du Parti communiste, qui s'était prononcé pour « une manifestation nationale de masse pour une grande école publique, moderne et démocratique », organisée sur l'initiative du CNAL.

Ce dernier, en revanche, réunira, le 18 mars, à Evry (Essonne), l'ensemble de ses responsables départementaux et des cinq organisations qui le composent, ainsi que les responsables des partis et des syndicats qui le soutiennent. C'est à Evry que M. Mitterrand avait annoncé, lorsqu'il était candidat à la présidence de la République, ses dix propositions pour l'école, et notamment la mise en place d'un « grand service public, unifié et laïque de l'éducation nationale ».



LA CALIFORNIE ?
L'AMERICAN CENTER SUREMENT
COURS INTENSIF D'AMERICAIN
AMERICAN CENTER
281 BD RASPAIL, 75014 PARIS
633.67.28

ENGLISH FOR EVERYBODY
20 HEURES DE COURS : 2 HEURES PAR JOUR
DU LUNDI AU VENDREDI DE 14 A 16 HEURES

WEEK-END
A L'AMERICAN CENTER
20 HEURES DE COURS
REPARTIES SUR 4 WEEK-ENDS
CHACUN VENDREDI DE 18 H 30 A 20 H 30
CHACUN SAMEDI DE 13 H 30 A 16 H 30

ET AUSSI
COURS PRIVES - SESSIONS TRIMESTRIELLES
COURS POUR ENFANTS LE MERCREDI

Le Monde

sports

LES XIV^{es} JEUX OLYMPIQUES D'HIVER A SARAJEVO

SKI ALPIN

Le grand blond avec une médaille de bronze

De notre envoyé spécial

Sarajevo. — Un Français sur un podium olympique de ski alpin. Cela ne s'était pas vu depuis 1968, précisément avec le triple or de Jean-Claude Killy et l'argent de Guy Périllat. Didier Bouvet s'est contenté du métal le moins noble, le bronze du slalom, où il est devenu le cinquième médaillé national de cette discipline. Toutefois, on ne discutera pas de la qualité de la performance du grand Pierrot blond d'Abondance (Haute-Savoie).

Arriver seulement en bas de chaque parcours constituait, dimanche à Bjelasnica, une performance en soi. Sur les cent trois concurrents au départ de la première manche, trente-deux abandonnèrent. Parmi ceux-ci, une belle brochette de candidats au podium : les trois représentants autrichiens, Steiner, Gruber et Strolz, trois coureurs suisses, dont Julien le récent champion olympique de slalom géant, les deux représentants du Liechtenstein, Trommel, disqualifié, et Andreas Wenzel, ancien vainqueur de la coupe du monde du combiné en titre. Il fallait, en effet, quelques talents d'acrobate pour tenir la route sur cette pente très raide où l'entraîneur italien Gabrielli avait serré les virages.

Tension

Crédité du cinquième temps de cette manche, malgré un départ en seizième position qui contraignait à arrondir les courbes, Didier Bouvet s'élança le premier dans le second tracé plus coulé, mais tout aussi périlleux à négocier. Après avoir failli perdre un bâton dans une enfilade dès le départ, il contrôla assez bien la fin de parcours. Il réalisait le 3^e temps de la manche. Cela lui assurait finalement la 3^e place derrière les jumeaux américains Phil et Steve Mahre. Le triple vainqueur de la Coupe du monde qui avait été battu à Lake Placid et Schladming, par le Suédois Ingemar Stenmark, écarté des Jeux pour professionnalisme, s'est imposé à l'énergie devant son frère, champion du monde de slalom géant. Après un début de saison assez discret, les deux Américains, qui avaient manifesté une lassitude certaine du cirque blanc,

pourront désormais se retirer en beauté.

Pour se retrouver sur le podium en parfaite compagnie, Bouvet a eu le mérite de résister moralement à la tension qui a régné dans la délégation française depuis le début des Jeux. Ayant reçu deux fois la visite de M^{me} Edwige Avice, ministre du Temps libre, entourés par des dirigeants et des entraîneurs vivant dans l'angoisse du résultat, les athlètes, à l'étroit dans leur appartement, n'étaient pas dans les meilleures conditions psychologiques pour réussir. Sur le plan technique, ce dernier de vingt-deux ans paraissait, depuis la fin de la saison dernière, comme un des plus sûrs de l'équipe nationale avec Michel Cacan. Elancé, il est bien campé sur ses skis et ne manque pas d'agressivité. C'était par manque de confiance en lui que ce Savoyard, amoureux de trial, n'avait pas obtenu de résultats jusqu'à la fin de la saison dernière où il s'imposa par deux fois en Coupe d'Europe. Au début de la saison, il avait terminé deux slaloms de Coupe du monde dans les dix premiers.

Cette troisième place olympique devrait lui donner plus d'assurance pour l'avenir, et enlever à l'équipe masculine la hantise des années dorées du ski français. Avec les deux médailles de Perrine Pelen, le résultat de Didier Bouvet va pouvoir permettre un aménagement de l'encadrement fédéral sans révolution, toujours préjudiciable au « moral des troupes ». L'équipe américaine, où règne une excellente ambiance, a obtenu les meilleurs résultats d'ensemble. Toutefois, des permutations d'entraîneurs entre les équipes masculine et féminine sont, d'ores et déjà, envisagées ainsi que le développement d'un programme de recherche et des sources de financement pour préparer la nouvelle olympiade, et atteindre le premier plan mondial aux Jeux de Calgary (Canada) en 1988.

A. G.

PATINAGE ARTISTIQUE

La sagesse de Katarina Witt

De notre envoyé spécial

Sarajevo. — Maîtresse femme, Jutta Müller a triomphé. Quatre ans après avoir placé au sommet de la pyramide olympique la robuste Annette Pockesch, l'entraîneur de Karl-Marx-Stadt a encore réussi à y mettre une de ses élèves, Katarina Witt. Mais quel contraste entre les deux patineuses. La première était une adepte du panzer-patinage, toute en cuissées et en puissance. La seconde a la silhouette d'un mannequin vedette et la grâce d'une ballerine. Lorsqu'elle avait onze ans, Katarina Witt mit 10 marks dans sa tirelire lorsqu'elle réussit son premier triple saut en compétition. Elle a aujourd'hui dix-huit ans, trois triples sauts et deux doubles axel à son programme.

Classicisme

Quand Katarina Witt est sur la glace, elle focalise l'attention des spectateurs comme une loupe concentre les rayons du soleil. C'est que la beauté du geste le dispute à l'efficacité. Katarina avait fait sensation en 1983 aux championnats d'Europe de Dortmund en présentant son programme court : elle était apparue habillée en petit Mozart. La perle poudrée et la culotte avaient fait soulever les juges. Elle a dû réfréner quelque peu ses audaces vestimentaires. Tout comme elle a dû travailler assidûment les figures imposées, ces gammes du patinage, qu'elle trouvait trop fastidieuses.

Éliminée de la course au titre mondial, l'an dernier, pour quelques ratés dans ses boucles, elle a été sévèrement rappelée à l'ordre par son entraîneur. Si cela n'a pas amélioré les rapports entre les deux femmes, la leçon a néanmoins porté. Aux derniers championnats d'Europe à Budapest, Katarina avait fait des rondes parfaites sur la glace. Il ne l'ont pas moins été à Sarajevo. Troisième après les imposées, elle a pris la tête du concours

sans coup férir avec un programme court « tzigane » époustouflant. Il lui restait à montrer qu'elle était bien la meilleure patineuse de figures libres depuis que la Suisseuse Denise Biellmann est devenue professionnelle. Un peu contractée par l'enjeu, elle ne réalisa pas ses trois triples sauts et se pirouette de façon aussi bouleversante qu'on aurait aimé. Il est vrai que, pour ne pas effrayer les juges par ses audaces, elle est revenue, pour cette composition de quatre minutes, à un classicisme qui ne convient pas tout à fait à sa nature. Musique et technique étaient un peu trop sages. Son patinage a été à l'unisson. Cela justifiait les notes entre 5,7 et 5,8.

Passant à son tour sur la glace, l'Américaine Rosalyn Summers, championne du monde en titre, savait qu'elle devait sortir le grand jeu pour garder sa suprématie. D'entrée, elle escamota un triple saut et un autre encore dans le passage lent. Elle ne pouvait donc succéder à Dorothy Hamill et à Peggy Fleming.

Pour se consoler, les Américains, qui ont également assisté à l'effondrement de l'ancienne championne du monde Elaine Zayas, étaient assurés de tenir en la délicieuse Tiffany Chin la championne de l'avenir. Quatrième derrière Kira Ivanova, la première Soviétique sur un podium olympique en patinage artistique, la petite Américaine, d'origine asiatique, a été la seule à véritablement enthousiasmer le public par son dynamisme. Deuxième du programme court et troisième du programme libre, il ne lui manque plus, pour tenir les premiers rôles, qu'à travailler les imposées. Comme l'a fait Katarina Witt.

A. G.

SKI DE FOND

Le séisme suédois

De notre envoyé spécial

Sarajevo. — Dans leur cabine de fartage, les Soviétiques tirent une mine déçue. Nikolai Zimiatov, en particulier, qui connaît le titre olympique de 50 kilomètres. Il vient d'en être dépossédé en terminant troisième à 6 min. 20 s. du vainqueur. L'écart est considérable pour un fondeur sûr de ses forces, ailé, lancé par une médaille d'or conquise sur 30 kilomètres, à peine le pied posé en Yougoslavie.

Le désarroi du Moscovite, comme de l'ensemble de ses compatriotes, n'est pas loin d'être partagé, dans une pièce voisine, par les Norvégiens humiliés eux aussi, malgré la cinquième place de Jan Lindvall. Ove Aunli, le bonnet de guingois, marmonne quelques mots inaudibles. Au 25^e kilomètre, il s'est rangé sur le bas côté de la piste. Il faisait partie du maigre lot des favoris.

Deux Suédois sont la cause de ces drôles d'abandons comme en produit fréquemment cette distance sans concession pour les organismes. Thomas Wassberg et Gunde Svän viennent de déclencher en effet un véritable séisme. Le temps est si long sur 50 kilomètres que les leaders disposent de beaucoup de marge pour varier l'allure, souffler un peu et relancer leur corps. Dimanche matin, ce fut une rupture totale avec les habitudes, une atteinte à la logique, un extraordinaire défi comme en relevèrent déjà, en d'autres temps, les Suédois Sixten Jernberg, le maître vénéré par toute la Scandinavie, Thomas Magnusson et Sven Åke Lundbäck.

A l'origine, le jeune Gunde Svän, vingt-deux ans, natif de Dala Jarna, en quête d'une troisième médaille d'or, après celle de 15 kilomètres et du relais. Un fondeur de génie.

Le feu sous un glaçon

C'était sans compter avec Thomas Wassberg, auréolé par ses médailles d'or — sur 15 kilomètres — des Jeux de Lake Placid en 1980 et — sur 50 kilomètres — des cham-

pionnats du monde en 1982. Au terme de la course, le champion, affichant une mine renfrognée qui lui valut le surnom d'« Iceberg », a déclaré tout de go : « On a douté de moi ».

Sous un glaçon pourtant se cache le feu. On l'a bel et bien aperçu brûler sous les spatules des premiers kilomètres d'un parcours moins mouvementé cependant que celui d'Oso. Propulsé en tête au septième kilomètre, Wassberg est alors suivi comme son ombre par son jeune rival. Un vent de folie commence à balayer la course. Derrière, les autres favoris s'écroulent inexorablement. Au 20^e kilomètre, la barbe de Wassberg est déjà empanachée de givre. Ce Père Noël sans pitié a creusé un fossé de quatorze secondes entre lui et Svän. Il a pris la tête d'un convoi à bord duquel ont pris place les Finlandais Karvonen et Kirvesniemi, le Norvégien Lindvall et l'étonnant Suisse Grunfelder. Ces quatre athlètes exprimeront, à leur descente des skis, leur gratitude à l'égard de la locomotive suédoise. Ils lui doivent de se placer dans cet ordre au classement de l'épreuve, directement dans la foulée du duo infernal.

Toute course contre la montre impose un dialogue à distance. Wassberg a quitté le stade cinq minutes après Svän, mais le service de renseignements répercuté en permanence l'évolution de leurs positions. Au 32^e kilomètre, Svän dépasse son aîné de sept secondes ; à six kilomètres de l'arrivée, le fil tenu par le jeune homme devient encore plus fragile. Une seconde. Il est sur le point de casser. Il va passer. Au bout du long chemin, Wassberg rejette à quatre secondes les prétensions de son rival. La veille, l'entraîneur Åke Jonsson avait conseillé à Gunde Svän de ne pas livrer de combat de crainte qu'il ne supportât pas le choc.

LIBERT TARRAGO.

La fin des héros

(Suite de la première page.)

En ski alpin, la suprématie de l'Europe a été sévèrement battue en brèche par les États-Unis, qui ont remporté trois titres sur six, deux revenant à la Suisse et un à l'Italie. Pour la première fois, les Autrichiens n'ont gagné aucune médaille d'or, tandis que le ski français masculin paraît être sorti du tunnel, grâce à la troisième place en slalom de Didier Bouvet qui est venue compléter les deux médailles de Perrine Pelen.

Chaque pays va tirer les conséquences de ces performances, aussi importantes pour la renommée internationale que l'équilibre de la balance extérieure. Et le comité d'organisation va faire ses comptes. Surnommée la « Sibérie des Balkans », la Bosnie-Herzégovine, qui était sous la brume aucune heures avant l'inauguration officielle des Jeux, a ensuite été balayée par une tempête qui a bousculé le programme des compétitions alpines. Il a fallu alors différer de nombreuses heures de retransmissions télévisées, autrement dit amputer les recettes publicitaires.

Si les possibilités de ski nordique sont très séduisantes dans la région, les sites alpins, encore insuffisamment équipés, offrent des possibilités trop limitées. Au reste, la température exceptionnellement élevée en

calcaire de l'eau risque de poser des problèmes pour l'exploitation future de la piste de luge et de bobsleigh. L'industrie yougoslave pourra tirer bénéfice de la médaille d'argent de Jure Franko en slalom géant sur des skis de fabrication nationale. L'essentiel de ces retombées devrait cependant aller aux fabricants français qui ont équipé la majorité des vainqueurs.

ALAIN GRAUDO.

Le tableau final des médailles

Le tableau final des médailles des Jeux olympiques d'hiver est le suivant :

	Or	Argent	Bronze	Total
URSS	9	9	6	24
URSS	6	10	9	25
États-Unis	4	9	9	22
Finlande	4	3	6	13
Suède	4	2	2	8
Norvège	3	2	4	9
Suisse	2	2	1	5
Canada	2	1	1	4
RFA	2	1	1	4
Italie	2	0	0	2
Grande-Bretagne	1	0	0	1
Tchécoslovaquie	0	2	4	6
France	0	1	2	3
Yugoslavie	0	1	0	1
Allemagne	0	1	0	1
Liechtenstein	0	0	2	2
Autriche	0	0	1	1

Les autres résultats du week-end

Football

COUPE DE FRANCE (Seizièmes de finale, matches aller)

Division I entre eux	
*Marseille (2) b. St-Etienne (18) ... 1-0	
Nantes (3) b. Rennes (19) ... 2-0	
*Toulon (16) b. Toulouse (6) ... 1-0	
Division I contre division II	
*Bordeaux (1) b. Le Havre (2) ... 1-0	
Strasbourg (7) b. Martigues (12) ... 1-0	
Rouen (9) b. Valenciennes (5) ... 3-0	
*Reims (4) et Lens (10) ... 2-2	
*Bastia (1) Cannes (6) ... 2-1	
*Tours (1) et Sochaux (12) ... 1-1	
Division I contre division III	
*Caen (2) b. Laval (8) ... 1-0	
Division I contre division IV	
Nancy (15) b. Sarreguemines (7) ... 2-0	
Division I contre division d'honneur	
Metz (14) b. Caennais-Dorthe (5) ... 4-0	
Division II entre eux	
*Thionville (9) et Lyon (2) ... 1-1	

Division II contre division III
Guingamp (6) b. Bourg-la-Rochelle (2) ... 1-0
Mulhouse (7) b. Orange (5) ... 2-1
Besançon (14) b. Pau (9) ... 1-0
Les matches retour auront lieu mardi 21 et mercredi 22 février.

Tennis

Tournoi de La Quinta à Palm-Springs (Californie)
Demi-finales
Connors (E-U) b. Higuera (Esp) 6-7, 6-4, 7-6
Noah (F) b. Arias (E-U) 6-4, 4-6, 6-4
Finale
Connors b. Noah 6-2, 6-7, 6-3

Boxe

CHAMPIONNAT D'EUROPE
Le Français Gilles Elblita a conservé son titre de champion d'Europe des poids mi-moyens en battant l'Italien Nino La Rocca par arrêt de l'arbitre sur blessure à la sixième reprise, le 19 février, à Capri d'Orlando (Italie).

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES sur papier Ilford Cibachrome ou sur film ETRAVE 38, AV. DAUMESNIL PARIS 12^e ☎ 347.21.32

HOCKEY SUR GLACE

Les secrets des diables rouges

De notre envoyé spécial

Sarajevo. — En guise de concierges, trois malabars, des ours des Carpates. La délégation soviétique aux Jeux d'hiver est gardée comme le Kremlin. Il n'y a personne, personne n'a rien à dire : allez voir ailleurs.

Allons donc à la patinoire où s'entraînent les diables rouges. Là non plus, on n'entre pas : top secret ! La préparation des hockeyeurs est protégée, comme une base spatiale. Pour en savoir plus sur cette équipe qui a battu sans appel ses cinq premiers adversaires (RFA, Italie, Pologne, Yougoslavie, Suède), en marquant 42 buts pour en concéder 5 seulement, et qui a terminé le tournoi sur cette lancée en battant le Canada (4-0), la Suède (10-1) et la Tchécoslovaquie (2-0), il faut se contenter de la documentation officielle.

Or, donc, le hockey sur glace a été introduit en URSS en 1946. Il est désormais pratiqué par 865 900 personnes, dont une majorité de garçons de huit à dix-huit ans. Entreprises, écoles, armée abritent 27 000 clubs. On compte, en Union soviétique, 94 patinoires couvertes et une centaine de patinoires naturelles. Les Jeunesses communistes organisent, pour les enfants, une compétition appelée « puck d'or ». La Ligue juniors comprend 157 équipes. Le sommet de la pyramide est occupé par 67 équipes seniors réparties en trois ligues équivalent à une première, deuxième, troisième divisions.

L'équipe soviétique a disputé son premier match international en 1954 contre la Finlande, qui a été sévèrement battue. Depuis, elle a gagné 22 championnats d'Europe et 19 championnats du monde, autant que les Canadiens. Son plus beau titre de gloire est d'avoir remporté quatre fois de suite le tournoi olympique en 1964, 1968, 1972 et 1976.

Depuis, leur première apparition aux Jeux d'hiver en 1956, les Soviétiques ne se sont inclinés que deux fois, face aux Américains en 1960, à Squaw-Valley, et en 1980 à Lake Placid. C'est pour effacer ce dernier affront subi au moment où le président des États-Unis organisait le

boycottage des Jeux de Moscou que les Soviétiques ont préparé avec particulièrement de soin le tournoi de Sarajevo.

Plus vite, plus forts

Comment ? Les Canadiens, qui ont en deux joueurs échoués des Jeux pour professionnalisme et qui sont les mieux placés pour disputer le titre aux Soviétiques, sont aussi loquaces sur leurs principaux rivaux que ceux-ci sont discrets. En substance, la formation de l'équipe olympique soviétique a commencé il y a trois ans. Soixante-dix des meilleurs joueurs du pays ont été réunis à Moscou sous la houlette de Victor Tikhonov, l'entraîneur du Club de l'Armée CSKA. Par éliminations successives, il en est resté vingt-trois dont quinze seraient d'ailleurs des membres de ce club. Ce sont des éléments expérimentés, comme le gardien Vladimir Troitski, trente et un ans, qui a été nommé meilleur joueur du monde à ce poste quatre fois depuis 1974, un homme parisien.

La particularité de cette formation est cependant de présenter trois lignes d'attaque de très haut niveau, qui ne laissent jamais de répit à leurs adversaires. Au cours de la centaine de matches de préparation effectués en commun, ils ont mis au point de nouvelles combinaisons qui ont semé la panique dans les défenses adverses.

Ce jeu nouveau qui les fait comparer à des extra-terrestres, les hockeyeurs soviétiques le déploient de surcroît sans crainte l'engagement physique dans les phases dures. C'est la grande différence par rapport à Lake Placid, où ils avaient baissé les bras devant l'agressivité américaine.

Plus vite, plus forts, plus techniques, les Soviétiques ont gagné la médaille d'or qui leur tient tant à cœur que le titre mondial d'échecs sans laisser, dimanche, la moindre chance aux Tchécoslovaques, leurs plus opiniâtres adversaires actuels.

A. G.

Les résultats

Ski alpin

SLALOM MESSIEURS
1. Phil Mahre (E-U), 1 min. 39 s. 41 ; 2. Steve Mahre (E-U), 1 min. 39 s. 62 ; 3. Didier Bouvet (F.), 1 min. 40 s. 20.

Ski nordique

20 KILOMÈTRES DAMES
1. Margie-Lise Hamblin (Fin.), 1 h. 1 min. 54 s. ; 2. Raisa Smetanina (URSS), à 41 sec. 7 ; 3. Anne Jahren (Nor.), à 1 min. 28 s. 6.

50 KILOMÈTRES MESSIEURS
1. Thomas Wassberg (Sué.), 2 h. 15 min. 55 s. 8 ; 2. Gunde Svän (Sué.), à 4 sec. 9 ; 3. Aki Karvonen (Fin.), à 1 min. 8 s. 9.

Sauts à skis

TREMPLEIN DE 90 MÈTRES
1. Matti Niskanen (Fin.), 231,2 pts (116 m-111 m) ; 2. Jens Weißflog (RDA) 213,7 pts (107 m-107,5 m) ; 3. Pavel Ploc (Tch.), 202,9 pts (103,5 m-109 m) ; 32. Gérard Collin (F.) (90 m-101 m).

Patinage artistique

DAMES
1. Katarina Witt (RDA), 32 pts ; 2. Rosalyn Summers (E-U), 4,6 pts ; 3. Kira Ivanova (URSS), 9,2 pts ; 18. Agnès Gonella (F.), 35,4 pts.

Patinage de vitesse

10 000 MÈTRES MESSIEURS
1. Igor Malkov (URSS), 14 min. 39 s. 90 ; 2. Tomas Gustafson (Sué.), 14 min. 39 s. 95 ; 3. René Schoofsch (RDA), 14 min. 46 s. 91.

Bobsleigh à quatre

1. RDA I (Hoppe, Wenzel, Scheuchhammer, Kirchner), 3 min. 20 s. 22 ; 2. RDA II (Lehmann, Mosiol, Voge, Heise), 3 min. 20 s. 78 ; 3. Suisse I (Giolietta, Steiner, Salimann, Freieman), 3 min. 21 s. 30 ; 13. France (Christaud, Auroux, Stott, Lachaud), 3 min. 25 s. 26.

Hockey sur glace

POULE FINALE
Pour la première place : URSS b. Tchécoslovaquie, 2 à 0 ; pour la troisième place : Suède-Canada, 2 à 0.

Vous voulez passer vos annonces dans

EMPLOIS CADRES

Adressez-vous au Monde à nos guichets, ou par courrier, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS

et à RÉGIE-PRESSE

85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS. Téléphone : 296-15-01

Maison de vacances située à flanc de coteau?



Ou bien par Interhome:



Figure sur la reproduction, à gauche, une vraie maison: l'une des 15 000 maisons, appartements, chambres d'hôtel d'Interhome en Europe. Elles sont toutes entièrement décrites dans nos nouvelles brochures. Demandez-les maintenant, ne prenez pas de risques. Téléphonez à: 355.44.25 ou renvoyez-nous ce coupon.

INTERHOME
Le spécialiste des séjours en hôtels
et en logements de vacances

J'envisage de passer des vacances en:
☐ Suisse ☐ France ☐ Espagne ☐ Italie
☐ Yougoslavie ☐ Autriche ☐ Allemagne
(Cochez la case correspondante)

Nom/Prénom: _____
Numéro/Rue: _____
Code postal/Localité: _____

INTERHOME, 15, Av. Jean-Aicard,
75011 Paris, tél. 355.44.25

HM

Le Monde

culture

THÉÂTRE

« LE HÉRON », de Vassili Axionov à Chaillot

Acteurs à plein régime

Dans le même décor de demeure de campagne où il met en scène la *Mouette aux flots*, Antoine Vitez, à Chaillot, présente une comédie satirique, *Le Héron*, œuvre de Vassili Axionov, romancier et dramaturge, âgé aujourd'hui de cinquante ans, vivant à Washington (il a quitté Moscou en 1980) (1).

Cette identité du décor est normale : Axionov sait bien que la maison des bois, des champs, la *datcha*, est le lieu de l'action de quantité de récits et de pièces russes, chez Tourgueniev, Tchekhov, Gorki, tant d'autres, et il a pensé qu'il était intéressant de faire connaître la vie des occupants actuels de ces datchas, devenant souvent maisons de repos, de séjour, à la discrétion de telle ou telle collectivité. C'est le propos de sa pièce, *Le Héron*.

Axionov sait de quoi il parle : pendant la quinzaine d'années où il a été l'un des meilleurs jeunes écrivains en vue, en Union soviétique, il lui arrivait souvent, lorsqu'il voulait entreprendre quelque chose de nouveau, de prendre sa voiture et d'aller s'installer, pour quelques jours, dans l'une ou l'autre de ces datchas mises à la disposition des écrivains, soit dans les forêts pas loin de Moscou, soit sur la Baltique ou la mer Noire.

À angles aigus

Le Héron nous fait voir et entendre quelques habitants nés d'une ancienne datcha, sur la Baltique, à quelques kilomètres de la frontière polonaise : le directeur de la maison de repos, ses trois filles qu'il emploie à divers travaux, un garçon un peu bizarre qui a ici une tâche d'homme à tout faire (passer l'aspirateur ou ramasser des champignons), puis des « vacanciers » de passage, une fonctionnaire d'une université, son époux membre de l'UNESCO, un ouvrier. Il y a aussi un vieux couple emblématique, qui

semble figurer un passé, proche et lointain, et le « héron », à la fois oiseau et jeune femme, qui provoque rêverie, nostalgie, amour (nous simplifions).

Par jeu, Axionov lance quelques allusions à Tchekhov, mais sur un ton de moquerie amicale, par exemple les « trois sœurs » (les filles du directeur) sont nées presque le même jour, dans des villes éloignées l'une de l'autre, de trois mères différentes. C'est que *Le Héron* est une satire, burlesque, guignolesque, une construction comique à angles aigus, beaucoup plus proche des *Bais* ou de la *Punaise*, de Maiakovski, que de Tchekhov.

Antoine Vitez, pour adopter le ton convenable, la note proche, inscrit sa mise en scène du *Héron* dans un style apparenté à Meyerhold. Et c'est à vrai dire dans ce climat-là, cette déconstruction et cette reconstruction stylisée des conduites, ces voix et ces gestes imaginés, décalés, d'une acrobatie, d'un chant (non musical), qui c'est dans cette insurrection, cette poésie, du théâtre, que les acteurs d'Antoine Vitez et Vitez lui-même sont vraiment à leur affaire, brillent de tous leurs dons, font preuve d'un esprit, d'une gaieté, d'un brio, d'une technique, tout à fait remarquables. Il n'y a pas de temps mort. En tant que « spectacle », ce *Héron* est un exploit, qui transpose le cirque, le music-hall, le ballet, l'acrobatie, le chant, dans une catégorie de l'esprit plus mystérieuse, plus réfléchie, que ces disciplines elles-mêmes, prises une par une. C'est très fort.

Maintenant, il faut reconnaître que le « propos » de Vassili Axionov, que ce qui a lieu, ce qui est dit, exprimé, dans sa pièce *Le Héron* n'est pratiquement pas accessible, dans cette traduction de Lily Denis et cette mise en scène de Vitez. Ce n'est pas la faute de Lily Denis, traductrice très consci-

encieuse et talentueuse, ni celle de Vitez, responsable d'une mise en scène on ne peut plus « axionovienne ». C'est tout bêtement que la pièce, *Le Héron*, est intraduisible en français.

L'œuvre de Vassili Axionov, son travail d'écrivain, représente essentiellement sur une alchimie des mots. Il n'est pas un idéologue, ni un penseur. Aucune de ses œuvres n'est une œuvre à thèse.

Alchimie du son

Axionov est un homme équipé d'une « oreille », prodigieuse, d'une oreille innée. Avec cette oreille, il sait capter les nuances les plus subtiles d'un langage, d'un timbre, de tout un réseau de phénomènes, qui composent la réalité actuelle de la parole soviétique, — parole très sensiblement différente de l'ancienne parole russe d'avant le socialisme.

C'est en opérant un travail très personnel, très alchimique, sur ce « son » soviétique, c'est en composant une substance poétique très savante, très fouillée, très imaginée, qu'Axionov, par une poétique des structures du langage, exprime d'une manière miraculeuse juste les nuances de l'esprit de l'existence soviétique.

La pièce *Le Héron* reste pour nous lettre morte, parce que la riche complexité du mimac poétique d'Axionov n'a pas d'équivalence possible en français, et parce que la qualité d'esprit et de vie que ce mimac fait saisir nous est tout à fait inconnue, car, même si personne ne veut l'admettre, les véritables couplets sur le goulag, les cliniques psychiatriques, la nomenclature, etc., si justifiées soient-elles, ne sont pas du tout à même de nous faire connaître la vie des gens, les mouvements de la conscience des gens, dans ce pays.

Si l'on veut, une page d'Axionov est un peu comparable à certaines pages de Joyce, et présente les

mêmes difficultés de transposition d'une langue à une autre, mais du moins, pour exercer une lecture de Joyce, disposons-nous de références quant à la mythologie grecque, à la Rome catholique, à la sexualité, ainsi de suite, alors qu'avec Axionov nous sommes dans le noir total. Voilà pourquoi *Le Héron* reste une énigme.

Il n'en reste pas moins que la fantaisie satirique d'Axionov est si vive, et que le « théâtre » de Vitez et de ses acteurs est si soufflant, que cette pièce ne procure pas une seule seconde d'ennui. Après tout que « comprenons-nous » d'une œuvre comme le *Trio opus 97*, de Beethoven, dont chaque seconde nous enchante ?

Seul petit os de ce spectacle : un malentendu constant sur la présence de la Pologne. La tension actuelle qui a lieu en Pologne fausse le propos des personnages d'Axionov, qui ont été « écrits » avant Gdansk. Il y a là une erreur d'écoute, gênante, erreur bizarrement accentuée par Vitez lui-même, lorsqu'il fait édifier au dernier acte un mur de briques servant d'appui à un fusil, mur aux connotations berlinoises, etc., alors que chez Axionov le fusil est simplement accroché à un mur quelconque, d'ailleurs mince.

Tous les comédiens, de Patrice Kerbrat à Dominique Valadié, d'Agathe Van Molder à Jean-Marie Winling, de Dominique Raymond à Pierre Vial, et les autres, qui tous sont remarquables d'intelligence, de virtuosité physique, de présence.

MICHEL COURNOT.

(1) Lire l'entretien de Nicole Zand avec Axionov dans *Le Monde* daté 19-20 février.

★ Théâtre de Chaillot, 20 h 30, en alternance.

CINÉMA

« LES CAVALIERS DE L'ORAGE », de Gérard Vergez

Une femme et la guerre

Elle s'appelle Marie, elle est d'origine polonaise comme Marie Curie (d'ailleurs évoquée au cours du film) et docteur en médecine, ce qui, pour une femme, n'était pas courant en 1912. Marie a épousé un officier de cavalerie tenant garnison en Haute-Provence, auquel Jason, un maquignon contrebandier, fournit des chevaux.

Marlene Jobert nous revient, doucement mûrie, après sa déconvenue d'*Effraction*, dans ce très beau rôle de femme du début du siècle, cherchant son indépendance et la trouvant peu à peu à travers les épreuves de la guerre de 1914. Ce pourrait bien être un tournant de sa carrière, si les producteurs se rendent compte de ce qu'elle apporte de nouveau.

Gérard Vergez, le réalisateur, débute au cinéma avec des films intimistes puis travaille beaucoup pour la télévision. On lui a confié un très gros budget, des centaines de figurants pour une fresque romanesque, historique, tournée en Yougoslavie. Gérard Vergez a reconstitué, de façon spectaculaire, les scènes de guerre sur le front des Dardanelles et à Salonique, mais sa mise en scène, loin de se laisser aller à la greserie de la superproduction, est toujours justifiée par le rapport de ses personnages à leur époque, à cet orage bouleversant l'Europe, et par leur évolution au cours du conflit.

Le scénario, librement inspiré d'un roman de Giono, prend en charge des comportements et

des caractères qui ne sont pas tout d'une pièce. Moustachu, musclé, bagarreur, Gérard Klein, en Jason, représente une force tellurique, élément déterminant de la transformation de Marie. En lui faisant connaître l'amour, il lui apprend la liberté. La relation passionnelle qui unit le jeune Ange (Wadeck Stanczak) à ce frère admiré, frôle l'homosexualité, mais conduit, dans une étrange lutte au corps à corps, à un double sacrifice aux abords d'une frontière.

Vittorio Metzogiorgio incarne Gorian, un patriote serbe se ralliant, après les ruines du front français, en 1917, à la cause révolutionnaire : il est — admirablement lui aussi — l'autre figure décisive du destin de Marie, et l'espoir d'un monde nouveau tel qu'on pouvait le concevoir alors.

Par l'action proprement dite, les images tumultueuses et la qualité de l'interprétation, le film tient les promesses de son affiche. Mais il a, par la force et l'originalité de sa narration (le soudain retour en arrière subjectif où Marie, vouée de guerre et infirmière exemplaire, révèle à ses juges militaires pourquoi elle a choisi un autre « devoir »), un sens beaucoup plus profond et aussi parfaitement accessible. Les sentiments, les émotions y ont leur part. Dans le cinéma français actuel, c'est une fameuse surprise.

JACQUES SICLIER.

★ Voir les films nouveaux.

XXXIV FESTIVAL DE BERLIN

Révélation de l'actrice Debra Winger

Inauguré le 17 février avec *Le Bal d'Etterre*, le Festival de Berlin projette au total vingt-quatre films susceptibles de remporter l'Ours d'or, la plus haute récompense. Le moins attendu ne sera pas *Klasve-rhållnisse* (*Rapports de classe*), de Jean-Marie Straub et Danielle Huillet, qui marque le retour des auteurs de *Non-Réconciliés* dans la langue et le pays de leurs débuts, et leur vaut, pour la première fois, de concourir officiellement dans un grand festival. La sélection électorale, où l'on note pourtant l'absence de l'Inde, de la Pologne, du Brésil et de l'Afrique en général. Moritz de Hadeln, directeur du Festival, compense en partie ces lacunes, peut-être nécessaires à cause d'une carence artistique des pays intéressés par une « section spéciales » et un panorama du film méditerranéen, où l'on verra tout de même des ouvrages d'Égypte et des trois pays du Maghreb.

Dans sa partie rétrospective, le Festival de Berlin rend hommage à Ernst Lubitsch, avec trente et un films tournés en Allemagne et à Hollywood entre 1916 et 1933, ainsi qu'à Jules Dassin. Mais cette année, le clou de Berlin risque d'être la projection, dans la grande salle du Zoo Palast, du *Nosferatu*, de Murnau, sur une copie toute neuve découverte par Enno Patalas de la Cinémathèque de Munich, avec accompagnement d'orchestre. Le Forum du jeune cinéma d'Ulrich Gregor complète et équilibre, comme à l'accoutumée, la manifestation avec, notamment, des films d'Amérique latine et sept films indépendants américains ; il faut ajouter un marché du film assez important, à cause de la position de Berlin au carrefour de pays nordiques, des pays socialistes et de l'Europe occidentale.

Premier film américain en compétition, *Terms of Endearment* marque les débuts, au cinéma, de James L. Brooks, réalisateur venu de la télévision, avec dix ans de pratique dans le documentaire, le feuilleton et divers shows à son actif. Aux États-Unis, il caracole en tête du box-office, il a déjà remporté quatre

des prix décernés par l'Association de la presse étrangère de Los Angeles, il est « nommé » onze fois pour les Oscars en mars prochain. Il représente un intelligent compromis entre la bonne vieille tradition hollywoodienne — et ses séries télévisées, qui prennent souvent des allures de saga familiale. *Terms of Endearment* se veut un retour au mélodrame sans honte, mais un mélodrame adulte, assez cru par moments, comme ne l'autorisait pas le petit écran.

Deux femmes, Aurora, la mère (Shirley Mac Laine), et Emma, sa fille (Debra Winger), vivent des destins parallèles et contraires. Nous voyons tout à tour de Houston, Texas, à Des Moines, Iowa, puis dans le Nebraska et à New-York. La *middle class* américaine est aux premières loges, observée avec une acuité qui doit certainement au roman de Larry McMurtry d'où est tiré le film, mais aussi au talent du cinéaste. La vie, nous explique-t-il, c'est comme ça, avec des joies et des peines, beaucoup de soucis, parfois la tragédie. Si Shirley Mac Laine, ainsi que Jack Nicholson, dans un rôle de séducteur sur le retour, sont excellents, comme d'ailleurs toute la distribution, Debra Winger, déjà remarquée dans *Officer & Gentleman*, est une révélation. Elle porte pendant plus de deux heures sur ses épaules, avec une totale vraisemblance, une justesse de son accomplissement, un rôle qui la conduit des émois de l'adolescence à la femme épanouie, luttant pour chaque parcelle de bonheur, et à la fin organisant, planifiant presque, une mort inévitable. Un film attachant, qui devrait valoir à la jeune comédienne l'Oscar de la meilleure actrice.

LOUIS MARCORELLES.

■ GRAND PRIX DU CINÉMA A RESNAIS. — Le Grand Prix du cinéma Louis-Lumière a été décerné, pour 1983, au film *La Vie est un roman*, d'Alain Resnais.

MUSIQUE

« JÉRUSALEM », de Verdi à l'Opéra

(Suite de la première page)

Il faudra encore six tableaux pour établir la vérité et réunir les époux. Roger, devenu ermite pour expier sa faute, n'a pas l'idée de blanchir son rival. Gaston et Hélène se retrouvent comme par hasard prisonniers d'un fait de Palestine pendant un duo d'amour. Les croisés les dévorent, mais c'est pour dégrader Gaston au cours d'une cérémonie hautement spectaculaire. Heureusement Roger, plein de remords, lui rend ses armes, avec lesquelles il prend, tout seul, Jérusalem : après quoi le traître, judicieusement brossé à mort dans la bataille, passe enfin aux aveux et meurt comme un saint.

Le moins qu'on puisse dire est que Verdi n'a guère été servi par cette légende. Alors la musique vient au petit ou au grand bonheur la chance : des chœurs grandiloquents, des airs beaux de Roger, où l'on a quelque peine à discerner l'annonce du credo de l'ago, et d'autres où sa pénitence s'exprime avec emphase. La scène de la dégradation qui enchante les Parisiens en 1847, d'un drame bien primitif, mais aussi des pages bien venues ou superbes, tels le ravissant *Ave Maria* de l'annonce, le beau chœur de l'ave-

des croisés dans le désert, presque digne du fameux *Vo Persepolis*, malgré des répliques d'orgue de Barbra Streisand, l'air de désespoir de Gaston dans sa prison et le duo d'amour qui suit immédiatement, vif, fervent, passionné, l'admirable air d'Hélène. *Mes plaintes sont vaines* surtout, ample et languide comme du Bellini, ou encore le trio dramatique, d'une brillante écriture et plein de vérité émotionnelle, où Roger bénit et libère les deux héros.

La belle Hélène de Cecilia Gasdia

Mais quelle que soit la qualité de la musique, on ne s'ennuie pas un seul instant, tant l'œuvre est bien chantée et surtout merveilleusement menée par la beauté du jeune Donato Renzetti, précis, sensible, accordé au style de Verdi, prompt à découvrir l'infinité qui fait vivre la ligne mélodique et à déceler les voix des ensembles les plus touffus. De la ouverture, avec un orchestre sous la coupe, comme il a su manier les constantes oppositions de la guerre et de l'amour, des phrases tendres ou supplantes, des trompettes plai-

fantas et de la marche à la dégradation.

Cecilia Gasdia, une nouvelle fois, a remporté tous les suffrages, belle Hélène au lyrisme jaillissant, voix ferme, ronde, vibrante, aux couleurs les plus délicates et chaleureuses, plénitude lumineuse vocale, avec cependant une tendance à descendre légèrement au-dessous de la note. La langue française ne le gêne guère (on ne comprend pas un mot), rendit qu'elle oblige parfois à chanter du nez. Verano Lucchetti, noble et vaillant Gaston, et fait grassement par de raison Silvano Caroli, un Roger assez médiocre, comme le rôle l'exige. On citera aussi Alain Fondary, très bon comte de Toulouse, Kenneth Collins, Jean-Philippe Marlière et Judith Melsheimer dans des rôles secondaires, ainsi que les chœurs excellents préparés par Jean Laforgue.

Le public de la première, assez enthousiaste pour la partie musicale, a manifesté son mécontentement, comme à l'habitude, pour la réalisation scénique. Pourtant, Jean-Marie Simon a très habilement concilié l'aspect reconstitution d'un opéra historique du dix-neuvième siècle, inscrit dans le choix même de l'œuvre, avec un souci de stylisation écartant les

costes trop naïfs ou pompiers, sans aller jusqu'à une vision aussi absolutement moderne que celle d'un Strahler dans *Macbeth* ou Simon Boccanegra par exemple. Défilés étonnants au vent, épées dressées contre le coupable, bénédiction des croisés, etc., tout ce folklore de l'opéra est traité avec une certaine discrétion, comme les ensembles sobres des solistes.

Les tableaux de Fabio Palmadessa paraissent plus contestables, hésitant entre le monumental décoratif et l'abstraction ; l'autel juché en haut d'un escalier vertigineux est sans exemple ; les formidables piliers gothiques sont un peu prématurés au début du onzième siècle et peu vraisemblables en Palestine ; les fenêtres de l'église rappellent le béguinage de Bruges ; et cet artiste trop janséniste se prive d'une flatteuse vision pittoresque de Jérusalem, tristement remplacée par les murs gigantesques d'un échangeur d'autoroutes. Seul le grand portique dans le désert, où Roger a trouvé refuge, garde un véritable pouvoir d'évocation.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Prochaines représentations les 21, 23, 27 février, 1^{re}, 3^e, 6, 10 et 14 mars.

Deuxième anniversaire de Radio-Beur

La fête orientale

« Bonjour, les Beurs et les Beures, bonsoir les bourgeois ! » Samedi 18 février à la Maison du peuple de Cléry, où Radio-Beur fête son grand arroi son deuxième anniversaire, trois mille personnes défilent d'un seul pas. De midi à minuit vont défilier sur scène ce que le chœur et la musique orientale font de mieux en ce moment à Maghreb-Seine, notamment les trois fameux accords Olympe. Avec leurs chants en kabyle et en français, elles sont, paraît-il, indétrônable en Algérie, où « seul l'Arabe classique des théologiens est bien en cour ».

Lois des algériens intégrés ou rattachés. Il y avait dans l'assemblée tout un peuple arabe ou berbère dont la joie faisait plaisir à voir. Tout un peuple heureux de vivre et qui se manifestait en dansant devant le podium, entre les fanfares, tous ensemble petits et grands, filles et garçons, hommes et femmes. Une fête orientale comme ça, on ne peut

en voir qu'en France maintenant ! », confie le rascapé de quelque dictature arabe. Il avait raison.

Car aujourd'hui, à travers le monde arabe, on ne s'ennuie pas un seul instant, tant l'œuvre est bien chantée et surtout merveilleusement menée par la beauté du jeune Donato Renzetti, précis, sensible, accordé au style de Verdi, prompt à découvrir l'infinité qui fait vivre la ligne mélodique et à déceler les voix des ensembles les plus touffus. De la ouverture, avec un orchestre sous la coupe, comme il a su manier les constantes oppositions de la guerre et de l'amour, des phrases tendres ou supplantes, des trompettes plai-

J.-P. F.-H.

PHOTO

Mort de Gjon Mili

Le photographe américain Gjon Mili vient de mourir à New-York, des suites d'une pneumonie. Il était âgé de soixante-dix-neuf ans.

Longtemps photographe vedette de *Life*-Magazine, Gjon Mili s'était particulièrement intéressé à la découverte de nouvelles formules d'expression artistique. Venu à un moment où la photographie accomplissait ses premiers grands progrès technologiques, il a su les mettre à profit pour renouveler l'art de saisir dans l'instant un moment de vie.

Il fut l'un des premiers à utiliser le flash électronique, dès 1937, lorsqu'il quitta son travail d'ingénieur chez Westinghouse. Il utilisa une lampe inventée par Harold Edgerton qui donnait une lumière très intense pendant un temps très court : c'est le début du flash électronique. Enregistrant le mouvement dans son déroulement, Mili a

repris les recherches de l'Américain Muybridge au siècle dernier et du Français Marey sur le galop du cheval et la course de l'athlète. Il créa une version photographique du Nu descendant l'escalier, de Marcel Duchamp. Et laissa une photo célèbre — et cent fois copiée — de Picasso dessinant dans l'espace avec un crayon de lumière dont la pellicule enregistrait la trajectoire dansante.

Né en Albanie, Gjon Mili avait émigré aux États-Unis en 1928 pour étudier au Massachusetts Institute of Technology d'où il sortit avec un diplôme d'ingénieur. — J. M.

■ DÉCOUVERTE D'UNE MESSE DE HAYDN. — La partition d'une messe laissée de Joseph Haydn. « Le bien est mêlé au mal », vient d'être retrouvée dans un grenier, en Islande du Nord. Elle sera aux enchères à Londres chez Christie's, le 28 mars.

LE PLUS CÉLÈBRE CABARET DU MONDE

LIDO

COCORICO

20h
Dîner D'après
Chapman et Reue
370F
22h30 et 0h30
Chapman et Reue
255F
PRIX NETS
SERVICE COMPRIS

116 Bis, Champs-Élysées - 563 11 51 et Agence

SPECTACLES

RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 20 février

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

Le particulier
Le Guide Fiscal 84 est paru !
■ Tout sur les déductions légales
■ Tout sur les abattements
■ Tout sur les nouvelles lois fiscales.
chez votre marchand de journaux.

23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Cinéma : *L'Enfant sauvage*. Film français de François Truffaut (1969), avec J. Cargol, F. Truffaut, F. Seigner, P. Villa, J. Deste (N).
A la fin du dix-huitième siècle, un jeune médecin attaché à l'Institut des sourds-muets de Paris, entreprend la rééducation d'un enfant d'une douzaine d'années, capturé dans une forêt de l'Aveyron où il vivait comme une bête. Une histoire vraie, admirablement reconstituée par Truffaut qui joue lui-même le rôle du docteur Itard. Le retour à la conscience, à la nature humaine d'un être condamné à l'état sauvage. Pudeur, rigueur, honnêteté intellectuelle et morale. Le grand film d'un combat pour la vie.
22 h 00 Journal.
22 h 20 Thalassa, magazine de la mer de G. Pernoud.
23 h 5 Avec le temps : Marcelle.
Emission de M. Grégoire.
Que sont devenus ceux ou celles qui, il y a dix ans, appelaient M. Grégoire à RTL, sous le poids du désespoir, mort d'enfant, chômage, abandon du mari, ils parlent le visage caché, face à M. Grégoire.
23 h 10 Parole de régions.
Cette semaine FR 3 Nord-Picardie-Pas-de-Calais décline ses ambitions, ses projets, ses forces, ses faiblesses.
23 h 20 Prélude à la nuit.
Suite populaire espagnole de M. de Falla, par R. Benedetti au violoncelle et N. Wayer au piano.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 5 Dans le ventre de la baleine : Pinocchio.
17 h 12 Comment vous sportez-vous ?
17 h 22 Portrait de famille : la III^e République.
17 h 35 Dictionnaire ouvert.
18 h 7 Dessin animé : Inspecteur Gadget.
18 h 30 Sports.
18 h 54 Gil et Julie.
19 h Informations.
19 h 35 Feuilleson : Le 16 à Kerbriant.
19 h 50 Dessin animé : Gédéon.

FRANCE-CULTURE

20 h Le Jardin d'Hercule, de P. Boudot, avec O. Millet, M. Thierry, S. Joubert.
21 h L'autre scène, les vrais et les faux : Apparition de l'homme, 4 millions d'années d'Afrique (les méthodes de la paléontologie humaine).
22 h 30 Nuits magnétiques : Chester Himes ; l'enfance.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert : (en direct du Music-Hall de Cincinnati) : Andrius de Varèse, « Moments in and out of Time » de Kramer, « Roméo et Juliette » (extraits) de Berlioz par l'Orchestre symphonique de Cincinnati, dir. M. Giesler.
23 h 30 Fréquence de nuit : feuilleton « Les leçons de clavessin » : à 23 h 10, La querelle des bouffons (« les gluckistes et les piccinistes ») : œuvres de Lully, Rameau, Pergolèse, Gluck, Puccini.

Mardi 21 février

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 30 TF 1 Vision plus.
12 h Les rendez-vous d'Annick.
12 h 30 Atout cœur.
13 h Journal.
13 h 45 Portes ouvertes : Magazine des handicapés.
14 h Série : Amicalement vôtre.
14 h 50 Séances blues, le blues du samedi soir. Aux sources du blues rural et urbain, une émission « feeling » avec la voix distante de Marguerite Yourcenar. Une rediffusion inspirée, un reportage superbe.
16 h 20 C'est arrivé à Hollywood. Les séducteurs.
16 h 40 La rosiera et sa cousine. Les mœurs, les reines.
17 h 5 Croque-vacances. Variétés, informations, collage.
18 h Candida caméra.
18 h 15 Le village dans les nuages.
18 h 40 Variétés.
18 h 55 7 heures moins 5.
19 h Météo première.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Jeu : Les petits drôles.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord, pas d'accord. Magazine de l'INC.
20 h 35 Les mardis de l'information : Plans serrés. Magazine de la rédaction proposé par A. Denvers.
Cinq reportages : « Le Liban sur le vif » ; « Ghana, révolution en 3 » ; de Ph. Jamin et G. Bernard : la situation des pays d'Afrique après le coup d'Etat du 31 décembre 1981 avec une interview de Jerry Rawlings, disciple de Frantz Fanon ; « Que sont les millionnaires devenus ? » ; de E. Calmel, C. Kimmmerlin et Ph. Leroux ; « Miami, métropole d'une ville », de J. Bertolino et Tony Comiti : cité pour l'été ou enfer pour l'hiver ? ; « Radio Rebelle en Afghanistan », de A. Guillot et B. Badiche.

21 h 35 Théâtre : les Amis de Monsieur Gazon. De Simon et Pierre Pradinas, mise en scène P. Pradinas, réal. J. Hubert, avec J.-P. Darroussin, C. Frot, G. Gimenez.
Un propriétaire stéréotypé, un cadre parvenu, une épouse maniérée, un ami douteux, réunis par un beau dimanche ensoleillé autour d'affaires équivoques : une satire.
23 h 15 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 Antipode (à 12 h 45).
12 h Journal.
13 h 35 Feuilleson : Les amours romantiques.
14 h 50 Aujourd'hui la vie.
14 h 55 Série : Têtes brûlées.
15 h 45 Reprise : La chasse aux trésors.
16 h 45 Entre vous, de L. Bériot.
Un centre de réinsertion sociale pour adultes.
17 h 45 Récré A2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord pas d'accord. (INC).
20 h 40 Cinéma : Au nom du pape roi.
Film italien de L. Magni (1977), avec N. Manfredi, D. Mattei, C. Scarpitta, G. Griffo, C. Bagno.
Rome 1867. L'état pontifical est menacé par la révolution et l'absence des troupes de Garibaldi. Un évêque, juge au tribunal pénal, apprend qu'un terroriste, risquant une condamnation à mort, est son fils. Dans un contexte d'événements historiques mal connus en France, une comédie italienne sur le cas de conscience d'un prêtre (Nino Manfredi fait un grand numéro) découvrant à la fois l'amour paternel et le pouvoir de la hiérarchie catholique.
22 h 25 Magazine : Lire c'est vivre.
De P. Dumayrac, réal. R. Conte. « Ma vie » (récit d'un provincial), une nouvelle de Tchekhov.
Quatre personnes face à un texte. Quatre témoins, deux célèbres, deux anonymes, confrontés à la plus longue nouvelle de Tchekhov et un trouble qui peu à peu s'ins-

talte, fait d'une intimité sans fard dévoilée, influencée par la magie d'un récit lucide et pessimiste.
23 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

17 h Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.
19 h 55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.
20 h 5 Les jeux.
20 h 35 La minute napoléon de M. Cyclopède.
Épisodes de combats dans l'antiquité primitive.
20 h 35 Cinéma : Atout cœur à Tokyo pour OSS 117.
Film français de M. Boileau, (1966), avec F. Stafford, M. Vialy, H. Serre, C. Drake, V. Iakimoff (rediffusion).
L'agent OSS 117 enquête à Tokyo sur une affaire d'espionnage à laquelle semble être mêlée une jeune femme, employée du chiffre à l'ambassade des États-Unis. Une des nombreuses aventures du personnage inventé par Jean Bruce. Exploits de Frédéric Stafford et péril jaune. Réalisation aussi stéréotypée que le sujet.
22 h 15 Journal.
22 h 35 Avec le temps : Patricia.
Emission de M. Grégoire.
22 h 45 Parole de régions.
FR 3 Nord-Picardie-Pas-de-Calais.
22 h 55 Prélude à la nuit.
Suite française en sol mineur, de J.-B. Lully, par l'Orchestre de chambre J.-F. Paillard.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 5 Film : la Deuxième Mission de Michel Strogoff, de V. Tourjanskij.
19 h Informations.
19 h 35 Feuilleson : Le 16 à Kerbriant.
19 h 50 Dessin animé : Gédéon.


FRANCE CULTURE

11 h 2 Musique : Libre-parcours variétés (et à 13 h 30, 17 h 32 et 21 h 15).
12 h 5 Agora.
12 h 45 Panorama.
14 h Sons.
14 h 5 Un livre, des voix : « La Couture aux étoiles », de James Michener.
14 h 47 Les après-midi de France-Culture : Têtes chercheuses à Giff-sur-Yvette : à 15 h 20, Les enjeux de l'an 2000 en Grande-Bretagne : à 17 h, Raison d'être.
18 h 30 Feuilleson : Nos ancêtres les jeunes filles.
19 h 25 Jazz à l'ancienne.
19 h 30 Sciences : M. Tompkins au pays des merveilles (courbe négative).
20 h Dialogues : Comment sortir de la crise ? avec Michel Noir et André Grébine.
21 h 15 Libre-parcours variétés.
22 h 30 Nuits magnétiques : Chester Himes ; la prison.

FRANCE-MUSIQUE

12 h Archives lyriques : Œuvres de Puccini, Verdi par U. Ugare, baryton, Mozart, Schubert par E. Schwarzkopf, soprano.
12 h 35 Jazz : Anthony Davis.
13 h Les nouvelles musées en dialogue.
14 h 4 Chasseurs de son stéréo.
14 h 30 Les enfants d'Orphée : école buissonnière.
15 h Musiciens à l'œuvre : œuvres de Beethoven, Mozart, Dutilleul, Chopin, Liszt.
17 h 5 Répères contemporains : Miroslav Kabelec.
18 h L'imprévu.
19 h 5 Concert : œuvres de Tisné par J. Horreaux et J.-M. Tréhard, guitare, J. Dupuy, piano.
20 h Jazz : Les irréfutables.
20 h 30 Concert (en direct du grand auditorium de Radio-France) : « Chant tricolore », de Savourat, « Valeurs transposées », de Chaynes, Quintette en mi bémol majeur de Beethoven par l'ensemble Pupitre 14.
22 h 30 Fréquence de nuit : Diderot et la musique : feuilleton « Les leçons de clavessin » : à 23 h 10, Jazz-club : le quartette de Lou Donaldson.

MERCREDI

SOB
SON-OF-A-BITCH
L'HOMME QUI A DOMPTÉ LA PANTHÈRE ROSE ET DÉMASQUÉ VICTOR VICTORIA...

... BLAKE EDWARDS
SOB
SON-OF-A-BITCH
Avec JULIE ANDREWS • WILLIAM HOLDEN • MARISA BERENSON
• ROBERT WEBBER • SHELLEY WINTERS • ROBERT PRESTON

COMMUNICATION

EN DÉSACCORD AVEC LE SECRÉTARIAT D'ÉTAT

La Haute Autorité critique les cahiers des charges du service public

Personne ne s'attendait à un dossier de trois cents pages. Certes, la loi du 29 juillet 1982, permet à la Haute Autorité de la communication audiovisuelle d'émettre un avis motivé et public sur les cahiers des charges des sociétés de radiodiffusion. Mais rien ne l'obligeait à éplucher consciencieusement tous les articles préparés depuis des mois par le secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication et les responsables des chaînes. En prenant la loi au pied de la lettre et les cahiers des charges au mot à mot, la Haute Autorité a saisi une nouvelle fois l'occasion d'affirmer son indépendance et de raviver au passage quelques polémiques en cours avec le cabinet de M. Georges Fillioud.

Le premier travail des neuf sages a été de réintroduire systématiquement le rôle de la Haute Autorité dans la rédaction de plusieurs articles : modalités du droit de réponse, déontologie de la publicité, respect des obligations générales. Une façon

de rappeler que la Haute Autorité est là pour défendre quotidiennement une certaine idée du service public. Sur les obligations en matière de programmes, la Haute Autorité pratique au contraire des coupes claires. Elle s'oppose à tout ce qui pourrait alourdir la gestion des chaînes ou entraver leur autonomie de programmation.

Ainsi, elle supprime un article recommandant aux journaux télévisés de se préoccuper de l'actualité culturelle : les journalistes ne sont-ils pas indépendants ? Elle refuse également un plancher minimum pour la diffusion des films et demande une plus grande souplesse dans les contraintes de leur programmation. Elle dénie au ministère de la culture tout rôle dans le choix des spectacles lyriques et théâtraux retransmis par les chaînes. Elle remplace l'obligation par la concertation dans certains rapports des sociétés de programmes avec la Régie française de publicité, l'Institut national de la communication audiovisuelle et l'Etablissement public de diffusion (TDF).

A EVRY-VILLE NOUVELLE

La deuxième convention des villes câblées

La deuxième convention des villes câblées et des télévisions locales, Télévilles 84, sera organisée à Evry-ville nouvelle du 21 au 24 mars. Inaugurée par M. Pierre Mauroy, premier ministre, sa clôture reviendra à M. Michèle Cotta, présidente de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle. Conçue par l'équipe de Forum média, cette manifestation est organisée avec le concours de la mission interministérielle TV-câble et le syndicat communautaire d'aménagement d'Evry-ville nouvelle.

La journée du 21 mars est consacrée à quatre ateliers de formation sur la définition, la gestion et le financement des réseaux câblés, ainsi que sur les rapports entre télévision locale et démocratie. Inauguré le 22 mars par M. Pierre Mauroy, premier ministre, le colloque fera le point sur le développement du plan de câblage, les nouvelles professions liées à la vidéocommunication et les montages juridiques et économiques nécessaires à l'exploitation des réseaux. La journée du 23 mars traitera de l'offre de programmes et de services interactifs.

Durant les quatre jours de la manifestation, le réseau câblé d'Evry diffusera une programmation originale composée d'émissions produites par le secteur public, des sociétés privées, des collectivités locales et le secteur associatif. Viendront s'y ajouter des programmes de TV 5 et Sky channel transmis par satellite. Une partie de cette programmation sera relayée par FR 3 Ile-de-France. Enfin, une exposition commerciale réunira industriels et installateurs de réseaux, fabricants de matériels et sociétés de programmes.

Comme pour la première convention des villes câblées, qui avait été réunie en janvier 1983 à Marne-la-Vallée, le Monde participera à l'animation du colloque et organisera un dîner-débat avec les représentants des collectivités locales.

Les campagnes gouvernementales

A propos de TDF, la Haute Autorité se fait plus pressante. Elle remet en cause les tarifs de location des réseaux calculés en fonction de leur utilisation par d'autres partenaires. Il s'agit de la fameuse Régie française des espaces (RFE), pomme de discorde entre les neuf sages et le secrétariat d'Etat (le Monde du 1^{er} février). La Haute Autorité prend acte qu'aucune disposition concernant RFE ne figure dans les cahiers des charges qui lui sont soumis et attend le gouvernement de pied ferme. Même réaction en ce qui concerne le mécénat : s'il n'est pas expressément interdit aux chaînes, note en substance la Haute Autorité, c'est qu'il est autorisé. Elle fait mine d'ignorer que le cahier des charges de Canal-Plus donne à la quatrième chaîne une exclusivité de fait sur ce mode de financement, de même qu'il fixe, pour la première fois, les règles du jeu vis-à-vis de la RFE. Il est vrai que les neuf sages n'ont pas

été consultés sur la rédaction de ce document.

La polémique n'est pas sans importance. La Haute Autorité estime qu'elle a son mot à dire sur la déontologie tant du mécénat que de l'utilisation commerciale des réseaux. Elle reproche au gouvernement de la tenir à l'écart de la mise en place de ces opérations. Les neuf sages ne sont pas les garants de l'autonomie du service public face au pouvoir politique ? Ainsi, ils critiquent un article sur les campagnes publicitaires des administrations « jugées prioritaires par le premier ministre ». Si ces campagnes illustrent la politique d'un ministère, juge la Haute Autorité, elles doivent s'inscrire dans le cadre des communications gouvernementales, qui donnent lieu à des débats contradictoires. Une procédure que le gouvernement a évitée depuis mai 1981.

Au secrétariat d'Etat chargé des techniques de la communication, on ne cache pas une certaine irritation, mais on refuse de se laisser entraîner sur le terrain de la polémique. Le cabinet de M. Fillioud fait remarquer que les cahiers des charges des sociétés de radiodiffusion ne sont pas encore déposés. Si certaines des remarques de la Haute Autorité sont jugées pertinentes et peuvent amener à de nouvelles rédactions, il n'est pas question, semble-t-il, de revenir en arrière sur les décisions concernant RFE et le mécénat. Il est vrai qu'aux termes de la loi, le gouvernement n'est pas tenu de suivre les avis de la Haute Autorité et reste libre de mettre en œuvre sa politique audiovisuelle.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 20 FÉVRIER

- M. Yvon Gattaz, président du CNPF, participe à l'émission « Face au public » sur France Inter à 19 h 15.

En bref

● **FR3 : démission de M. Winter.** - M. Claude Winter, directrice déléguée à la régionalisation de FR3 pour la région Lorraine-Champagne-Ardenne, a bien démissionné, lundi 19 février, comme nous l'avions laissé entendre dans notre édition du 18 février. M. Claude Winter, qui est entrée en 1962 à l'ORTF comme secrétaire avant d'occuper successivement les fonctions d'assistante de direction, de contrôleur de gestion, d'administrateur régional à Nancy, puis de directrice déléguée à la régionalisation de FR3, aurait demandé à être relevée de ces fonctions avant le départ de M. Edouard Guibert. Depuis juillet 1983, M. Claude Winter est aussi membre du conseil d'administration de la société nationale de programmes France-Région 3 en qualité de représentant du conseil d'orientation.

● **« Ouest-France » dans le capital de la CEP.** - Le quotidien Ouest-France vient de prendre une

participation de 5,6 % dans le capital de la Compagnie européenne de publication. Trois autres groupes de communication figurent dans le capital de la CEP : Havas (33 %), Reed International (25 %) et la Compagnie luxembourgeoise de télévision (8,5 %). Les autres actionnaires sont la BPGF (10 %), M. Didier (10 %) et des petits porteurs. La CEP, qui détient 70 % du capital des éditions Nathan, a pris récemment le contrôle de Larousse. Elle vient également d'entrer à hauteur de 49 % dans le capital de Sofitex, société d'investisseurs privés, qui détient des participations dans le groupe de presse professionnelle Séliser (LSA, Neo-Restaurant).

● **RECTIFICATIF.** - L'emprunt public lancé pour la création de l'événement hebdomadaire conçu par M. Jean-François Kahn (le Monde du 17 février), est organisé par la banque Wormser, et non Worms comme mentionné par erreur.

Cap sur Palerme, Athènes, Héraklion, Izmir, Haïfa, Port-Saïd, Alexandrie

Toute la Méditerranée en une croisière de 12 jours à bord d'Azur (et à partir de 7385 F!)*



Un grand paquebot tout blanc. Vous à bord. Et toute la Méditerranée jusqu'aux portes de l'Asie Mineure.

Jérusalem et la Galilée. Le Parthénon et les tavernes à bouzoukis de Plaka. Le Caire et ses pyramides. La Turquie d'Éphèse. La Crète et le palais du roi Minos. Pompéi et la ville

retrouvée du 1^{er} siècle après Jésus-Christ. La Sicile et ce volcan dans la mer qu'est le Stromboli... Tous les hauts lieux et les plus beaux paysages, toute la vie d'hier et d'aujourd'hui sont au rendez-vous du rêve et de la réalité.

Et, entre deux escales, c'est le confort d'un bateau où chacun vit sa vie au choix : tranquille ou trépidante. Farniente

en bord de piscine ou reggae jusqu'au petit matin, bridge et spectacles du soir, ball-trap, squash, aérobic ou volley.

Mais votre agent de voyages vous en dira plus encore sur cette croisière où toute la Méditerranée, même la plus lointaine, s'offre à vous.

Du 5 au 17, et du 18 au 30 mars 1984. (De Toulon à Toulon.)

*Excursions non comprises.

Documentation et renseignements chez votre agent de voyages ou aux Croisières Paquet : Paris - 5, bd Malesherbes (1) 266.57.59 / Marseille - 41, rue Paradis (91) 33.58.00 / Nice - 2, rue Halévy (93) 88.81.90 / Genève - 42, rue Rothschild (22) 32.64.40 / Bruxelles - 20, rue Ravenstein (2) 513.62.70.

CROISIÈRES PAQUET

LE CARNET DU Monde

Décès

- **Lise et Adrien Bedossa**, Pierre et Marianne Baruch, Jean et Anne Baruch, Etienne et Anne-Laure Bedossa, Dominique, Marc Olivier et Claire Baruch, Nicolas, Sophie et Emmanuel Baruch, ont la douleur de faire part du décès de leur mère et grand-mère,

Olga BARUCH, née Welch,

sous-directrice honoraire de l'École du haut enseignement commercial pour jeunes filles, chevalier de l'Ordre national du Mérite,

officier de l'Ordre des Palmes académiques, survenue, le 15 février 1984, à l'âge de quatre-vingt-un ans.

Les obsèques ont eu lieu dans la stricte intimité familiale.

Ils rappellent le souvenir de leur père et grand-père,

Calman BARUCH,

décédé le 4 janvier 1960.

Cet avis tient lieu de faire-part. 228, boulevard Raspail, 75014 Paris.

11, rue Monticelli, 75014 Paris.

5, rue Vavin, 75006 Paris.

- M. Eliane Guibert, M. Jean Duflot, M. Jany Duflot, M. Thierry Duflot,

ont la douleur de faire part de la mort de

M. Henri GUIBERT,

ancien secrétaire général du mouvement laïque des Auberges de jeunesse, du centre laïque des Auberges de jeunesse et du plein air, ancien trésorier de la Fédération union des Auberges de jeunesse,

survenue à Tours, le 11 février 1984, dans sa cinquante-neuvième année.

Il sera inhumé dans le caveau familial du cimetière parisien de Bagneux, dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- M. et M^{me} Jean-Paul Fantino et leurs enfants, M. et M^{me} Gaston Rouard et leurs enfants,

Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Charles FANTINO,

leur père et grand-père, survenue le 9 février 1984.

Les obsèques ont eu lieu le samedi 11 février à Saint-Martin-Vésubie (Alpes-Maritimes).

Cet avis tient lieu de faire-part. 34, rue Léo-Lagrange, 77130 Montreuil.

- M^{me} Henri-Pierre Klotz, son épouse, M. et M^{me} Roland Boucay et leurs enfants Elie et Simon, M. et M^{me} Alain Soufflet, et leurs enfants Vincent et Benjamin, ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri-Pierre KLOTZ,

chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre, médaillé de la Résistance, médecin des hôpitaux de Paris, professeur au Collège de médecine,

survenue, à Paris, le samedi 18 février 1984.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Montparnasse, entrée principale, boulevard Edgar-Quinet, à Paris-14^e, le mardi 21 février 1984, à 14 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part. 9, boulevard Diderot, 75016 Paris.

(Lire ci-dessous.)

- On nous prie d'annoncer le décès, survenue le 17 février 1984, à l'âge de quatre-vingt-sept ans, de

Fernande Le GUNHEC,

chevalier de la Légion d'honneur et des Palmes académiques, directrice honoraire de collège, ancienne directrice du cours complémentaire de jeunes filles de Guérande-sur-Seine.

Les obsèques civiles auront lieu le mercredi 22 février 1984, à 15 heures, au cimetière de Carnac.

De la part des familles Le Gunhec, Faval, Denis, Rolland, Winter, Comel, Eberhard et Delmas.

De ses amis et de ses anciennes élèves.

Anniversaires

- **Marie-Thérèse BOSC**

nous a quittés le 20 février 1979. Ceux qui l'ont connue et aimée auront leurs pensées.

- En ce dixième anniversaire du rapel à Dieu de

docteur **J.-L. BOURGOIN**,

une pensée est demandée à ceux qui l'ont aimé en union avec les membres qui seront célébrés à son intention.

- Il y a cinq ans, le 21 février 1979, nous quitte

Isabelle MERY,

assistante sociale.

Ceux qui l'ont connue et aimée sont priés d'avoir une pensée pour elle.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT

- Université de Paris-III, vendredi 2 mars, à 14 heures, salle Liard, M. Jean-Claude Dupuy : « Essai sur le roman à propos de quelques romans anglais du XVIII^e siècle, Defoe, Fielding et Sterne ».

- Université de Paris-III, samedi 3 mars, à 14 heures, salle Liard, M^{me} Renée Guillemin : « L'humain dans l'œuvre de Turner ».

- Université de Paris-IV, samedi 3 mars, à 14 heures, amphithéâtre Quinet, M. Jean Andrieu : « Vie finimonde dans le monde romain : les métiers des maîtres d'argent ».

- Université de Paris-IV, samedi 3 mars, à 14 heures, salle Gérard, M^{me} Paule Leclercq, née L'Hermite : « Le monachisme féminin dans la société de son temps. Le monastère de La Celle (XI^e, début du XV^e siècle) ».

- Université de Paris-III, samedi 10 mars, à 14 heures, salle Liard, M^{me} André Bouché, née Thibault : « Les Espagnols devant les campagnes du Maroc (1809-1914) ».

Nous sommes, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont prêts de joindre à cet avis une somme de 100 F pour justifier de cette qualité.

RELIGION

Jean-Paul II a béatifié quatre-vingt-dix-neuf martyrs d'Angers

De notre correspondant

Cité du Vatican. - En célébrant, dimanche 19 février, la béatification des martyrs d'Angers (quatre-vingt-dix-neuf personnes exécutées au cours de la Révolution), Jean-Paul II a abordé, une nouvelle fois, un thème qui lui tient à cœur : celui de la foi opprimée et victime d'un régime politique. Il a parlé d'une période, la Terreur, qui suscite encore bien des polémiques comme en témoignent le Danton du metteur en scène polonais Wajda.

Ce n'est pas la première fois que l'Eglise porte sur l'autel des victimes de leur foi morte pendant la Révolution française. Qu'on se souvienne des carmélites de Compiègne, des prêtres du couvent des Carmes de Paris, victimes des massacres de septembre, des sœurs d'Orange... L'Eglise a toujours cherché à écarteler tout jugement politique pour souligner le don à la foi qu'ont fait de

MÉDECINE

MORT DU PROFESSEUR HENRI-PIERRE KLOTZ

Le spécialiste de la spasmophilie

Le professeur Henri-Pierre Klotz, spécialiste d'endocrinologie, des troubles de la nutrition et de la médecine psychosomatique, est mort, le samedi 18 février, d'une crise cardiaque, pendant son discours d'ouverture des Journées internationales de gynécologie-obstétrique qui avaient lieu à Pau.

(Né le 13 octobre 1910 à Bazouges (Seine-et-Oise), H.-P. Klotz avait fait ses études au lycée Rollin et à la faculté de médecine de Paris. Médecin des hôpitaux de Paris depuis 1946, il était professeur au Collège de médecine des hôpitaux de Paris depuis 1956. Il dirigeait, en particulier, jusqu'à sa retraite, le service d'endocrinologie de l'hôpital Beaujon, à Cléry.)

Spécialiste des troubles endocriniens, il avait particulièrement étudié un trouble du métabolisme du calcium, atteignant un Français sur dix, qu'il avait baptisé « spasmophilie », terme qui est resté pour qualifier ce syndrome dont l'existence est parfois contestée. En 1982, il avait consacré à cette affection un livre *Essai de spasmophilie et bien portance*.

Il était l'auteur de nombreuses publications sur les maladies de la nutrition, sur l'obésité, et avait publié notamment *l'Homme Malade* (1977) et, en 1983, *De bon usage de la médecine*. Membre fondateur de la Société française de médecine psychosomatique, il avait toujours été le défenseur de la « médecine de l'homme total », et proposait dans son dernier ouvrage un « nouveau contrat médical » entre le malade et le médecin.

Manifestant une grande ouverture d'esprit, il s'était depuis longtemps intéressé au problème des transsexuels et d'autre part aux délinquants sexuels et à leur traitement par des anti-hormones.

Le professeur Klotz était président de l'Association médicale et multidisciplinaire pour l'étude des conditions de vie et de santé.

PHILIPPE PONS.

Circuit rapide pour anglais courant

PROCHAINS COURS INTENSIFS les 13 et 27 février 1984

ILG INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE 20 passage Dauphine, 75006 Paris - Tél. 325.41.37



ECONOMIE

BAISSE DE WALL STREET ET DU DOLLAR

Changement de climat

MAGIE du calendrier, le début de cette année 1984 a coïncidé avec un très sensible changement de climat sur la scène internationale, plus que jamais placée sous l'influence de l'évolution de la situation économique, monétaire et financière des Etats-Unis. L'annonce, à la fin du mois de janvier, par M. Ronald Reagan, qu'il solliciterait un deuxième mandat présidentiel (l'élection aura lieu en novembre prochain), n'a apparemment pas eu d'effet sur les marchés (mais on peut penser que c'est sa renonciation qui aurait surpris et créé un facteur d'incertitude de plus). Wall Street a continué à baisser, le dollar aussi. Dans les grands journaux et hebdomadaires (de langue anglaise) que lient les financiers et les investisseurs de tous les pays de la planète, la question est désormais posée de savoir si les capitaux du monde entier qui financent depuis plusieurs années entre 25 % et 40 % du déficit budgétaire américain continueront d'affluer vers New-York.

« Si les étrangers cessent d'aler les Américains à financer leurs emprunts, les taux d'intérêt aux Etats-Unis s'élèveront, pour forcer certains emprunteurs à s'abstenir », écrit l'*Economist* dans son numéro du 4 février, bien avant donc les fortes paroles prononcées sur le même sujet, la semaine dernière, par M. Paul Volcker (voir chronique des changes de François Renard dans le *Monde* daté 19-20 février).

Dans le même registre, on pouvait lire, dans le *Wall Street Journal* du 16 février, sous la plume d'un économiste travaillant pour une firme de Chicago, M. David Hale, que, par une sorte d'ironie dont on trouve maints exemples dans l'histoire, M. Reagan, « qui avait naguère promis de faire à nouveau des Etats-Unis une société à haut niveau d'épargne, programme effectivement conforme à la doctrine conservatrice de l'administration », avait, en réalité, « présidé à un boom de consommation de style sud-américain financé par l'emprunt extérieur et la surévaluation du dollar ».

Tout va bien pourtant

Après avoir rappelé à titre d'illustration que, pendant l'année 1983, les importations américaines de biens manufacturés avaient augmenté de 29 %, l'auteur se demandait, peut-être de façon trop pessimiste, « si la nécessaire diminution de la consommation serait, pen-

dans les années 1985-1986, obtenue à travers une recrudescence de l'inflation (accompagnée d'un dollar en recul), ou bien par une récession liée à des taux d'intérêt en forte hausse, ou bien encore par une combinaison de ces deux facteurs ».

Le moins qu'on puisse dire est qu'on n'en est pas encore là. Les informations statistiques dont on dispose, et le témoignage direct des hommes d'affaires américains semblent indiquer que la reprise économique a rebondi depuis le mois de décembre, plus proche en rythme annuel d'un taux de croissance de 6 % que des 4,9 % enregistrés au quatrième trimestre de 1983, et que la consommation n'est plus seule à progresser. Les dépenses d'investissements ont repris aussi leur essor, elles seraient même, à en croire les spécialistes américains de la conjoncture, plus importantes qu'elles ne le sont traditionnellement au cours de ce cycle économique. L'indice des prix à la production s'est bien relevé en janvier, mais il serait hasardeux d'en conclure déjà à un retour significatif de l'inflation.

Du côté des chiffres jugés décevants, il faut encore citer le très net ralentissement au cours des derniers mois, des progrès de la productivité. Celle-ci, après une brillante mais courte carrière pendant les trois premiers trimestres de l'année dernière, n'augmenterait pratiquement plus. Cependant, dans ce domaine, théoriquement mal défini et expérimentalement mal exploré, les statistiques d'ensemble doivent être interprétées avec une particulière prudence (et modestie). L'apparente stagnation de la productivité américaine ne doit-elle pas être rapprochée d'un autre fait, à savoir la création beaucoup plus rapide que prévu d'emplois nouveaux, qui ont fait baisser le taux de chômage de 10,2 % en décembre 1982 à 8,2 % en décembre 1983 ?

Grâce à la plus grande flexibilité des salaires américains, beaucoup d'entreprises de services ont récemment embauché du personnel souvent peu qualifié. Cela n'empêche nullement les grandes firmes industrielles de continuer à améliorer leur productivité, elles qui sont en compétition directe avec les producteurs étrangers, sur leur propre marché intérieur - en réalité très ouvert, en dépit des rétroactions européennes et surtout françaises sur le « protectionnisme américain » - ou sur les marchés extérieurs.

L'incitation à le faire est d'autant plus pressante que le taux de change élevé du dollar est un sérieux handicap.

C'est un fait que l'on peut recouper, auprès notamment des grandes banques et firmes de courtage new-yorkaises : celles-ci n'ont cessé jusqu'au début de cette année, de constater une constante accélération dans le rythme des placements étrangers (dépôts bancaires, ordres d'achat en bourse, etc.). On se trouve typiquement en présence du phénomène bien connu de la hausse qui alimente la hausse : la perspective de gains à Wall Street était d'autant plus alléchante qu'à l'espoir d'une plus-value boursière s'ajoutait la quasi-certitude de voir le dollar s'élever encore un peu plus haut. Il convient aussi de tenir le plus grand compte des énormes quantités d'argent qui, pour des raisons de sécurité, se sont, au cours des dernières années, déversées aux Etats-Unis, en provenance des pays malades de l'inflation et de l'impérialisme de leurs dirigeants économiques (lesquels étant les premiers à mettre leur fortune à l'abri de leur propre gâchis). Au premier rang de ce triste palmarès se trouvent les plus grands et moins grands pays d'Amérique latine.

Une comode ignorance

L'énormité du poste « erreurs et omissions » dans les statistiques de balance des comptes avec l'étranger, dans les statistiques américaines, notamment, est le plus souvent un aveu d'ignorance. L'ignorance s'explique aussi parfois par l'absence du désir de pousser plus loin les investigations, parce que le résultat des recherches serait politiquement ou socialement gênant. Cependant, les chiffres ou en tout cas les ordres de grandeur, finissent par être connus. On sait, par exemple, à New-York que les fuites de capitaux hors du Mexique (avant l'élévation à la présidence de M. de la Madrid le 1^{er} décembre 1982) se sont élevées au montant fantastique de 35 milliards de dollars au moins (une somme à rapprocher des 80 milliards d'endettement extérieur de ce pays).

Les entrées de capitaux aux Etats-Unis se sont ralenties. Les pays d'Amérique latine sont exsangues et le phénomène d'appel auquel on a fait allusion plus haut a nécessairement une fin. Si on mesure l'évolution des cours de la Bourse de New-York par l'indice Dow Jones, on réalise très imparfaitement (mais sur un marché aussi vaste, tout indice moyen est forcément très insuffisant), on constate que depuis six semaines la baisse aura été de l'ordre de 10 %. La hausse avait été

de 65 % d'août 1982, début de la reprise des cours, à novembre 1983. La demande étrangère représente environ 10 % à 12 % du montant des transactions.

Autant que l'on peut se faire, avec un recul aussi court, une idée de pareils mouvements de capitaux, on dirait à peu près ceci : les Etats-Unis n'ont perdu leur attrait ni de pays refuge, ni non plus, ce qui va moins de soi, de lieu privilégié de placements (y compris de placements spéculatifs). Ce qu'on a constaté à New-York est une disparition du mouvement d'accélération du rythme des entrées, mais celles-ci continuent à une bonne cadence. Alors que s'est-il passé pour justifier l'incontestable détérioration du climat ?

Tout se passe comme si les marchés étaient en train de prendre conscience d'un certain nombre de facteurs défavorables au dollar. Pas seulement le marché, mais des hommes aussi réputés que M. Raymond Barre qui, soudainement, semblent s'écarter des limites de la politique d'assainissement - menée par le Président Reagan, pour reporter ses louanges - les Français, de droite comme de gauche, n'ont-ils pas en permanence besoin qu'on leur propose un modèle ? - sur la « gestion de qualité » du cabinet Kohl, dont le véritable artisan est sans doute le ministre des finances, l'inflexible Gerhard von Sotenberg. Il faut dire que le spectacle auquel on a assisté à Washington depuis quelques semaines a puissamment aidé à mettre en doute le sérieux avec lequel les affaires du plus grand pays du monde sont censées être conduites. Le conseiller en chef de la Maison Blanche, M. Martin Feldstein est le premier à dénoncer la politique d'irresponsabilité budgétaire des Etats-Unis, sa cible favorite étant le secrétaire au Trésor, M. Donald Regan, dont l'optimisme de commande impressionnait sans doute les clients de la firme Merrill Lynch, quand il en était le président, mais qui paraît un peu simple sur le poste qu'il occupe aujourd'hui. M. Regan, faute d'avoir obtenu la démission de son contradicteur, s'en est pris à lui publiquement : « Inutile, a-t-il dit, de lire les premières pages du rapport économique que la Maison Blanche vient d'adresser au Congrès ». Tout le monde savait à Washington que ces pages étaient de la main de M. Feldstein.

PAUL FABRA.

(Lire la suite page 18.)

Habiller Paul pour déshabiller Jacques

LORS qu'il doit redonner compétitivité et rentabilité à un certain nombre de secteurs de la manière sociale, le plus douce, le gouvernement n'échappe pas à la tentation de transférer des activités délaissées vers d'autres qui se portent mieux, sinon bien. Et les syndicats y poussent. Il ne se passe guère de semaine sans que la CGT ne réclame, dans les entreprises publiques, la récupération de certaines sous-traitances. Avec le risque permanent de supprimer quinze emplois pour en sauver cinq.

L'avenir dira si l'attribution des actifs chimiques fortement déficitaires de Pechiney à ELF-Aquitaine aura finalement pour conséquence de mettre en difficulté le groupe pétrolier, ou si, au contraire, les « complémentarités » ainsi obtenues se révéleront bénéfiques pour les deux groupes. Mais deux exemples actuels illustrent bien cette politique et ses limites.

Les Charbonnages de France se portent aujourd'hui d'autant plus mal que M. Mauroy a cru, en 1981, à la possibilité d'une relance de l'extraction. Or l'économie est désespérément sans surprise : lorsqu'on subventionne chaque tonne produite, extraire signifie inéluctablement accroître l'aide publique. Avec le risque et la nécessité de réduire les dépenses, le gouvernement a changé de politique charbonnière. Mais les conséquences réelles de cette révision (28 000 suppressions d'emplois d'ici à 1988 et réduction de la production de 18,5 millions de tonnes à 12 millions) sont trop inévitables. On a donc demandé à EDF, principal client des Charbonnages, d'être assuré plus de 40 % du chiffre d'affaires, d'en prendre sa part en assumant un débouché et en reprenant une partie du personnel excédentaire.

L'avantage est évident. Malgré ses 180 milliards de francs d'endettement, EDF, qui a un avenir - les Français auront toujours besoin d'électricité - a

moins de mal que Cdf à trouver de l'argent sur le marché. De plus, sur le plan moral, on peut admettre que EDF - dont les prévisions de consommation énergétique ont amené à une surévaluation des besoins de production d'électricité, notamment nucléaire - ait le devoir de « lisser la courbe » de la décroissance de ses achats de charbon. Mais sur le plan économique l'arbitrage risque finalement d'être plus élevée, puisque, au transfert de déficit des Charbonnages vers EDF, il faudra ajouter le coût d'une moindre utilisation des équipements nucléaires.

L'inquiétude des pouvoirs publics sur le sort de Montluçon, ville de gauche (maire PC, député PS), dont Dunlop est la principale activité, va conduire à un autre type de solution. Lâché par sa maison-mère, Dunlop-France, après avoir perdu 250 millions de francs en 1982 et 1983 sur un marché français du pneu d'autant moins rentable que les prix - encadrés - y sont inférieurs de 10 % aux cours européens et que l'outil de production de Montluçon est peu performant, a décidé de déposer son bilan. Le gouvernement, pour sauver dans cette région un peu plus d'un million d'emplois, va donc subventionner un fabricant japonais, Sumitomo, pour qu'il rénove le site, y maintienne une activité perdant cinq ans au moins et y garde 1 300 à 1 500 des 2 700 salariés actuels. Avec le risque de voir le groupe japonais concurrencer à terme sur le marché national un Michelin convalescent et entraîner ainsi des licenciements dans le groupe français.

Ainsi les transferts apparaissent-ils pour ce qu'ils sont : un calmant temporaire - parfois inévitable pour des raisons politiques et sociales - qui ne remédie que rarement au mal. D'où la nécessité de ne pas utiliser cette méthode que le moins fréquemment possible.

BRUNO DETHOMAS.

LA RÉMUNÉRATION DES AGENTS DU SECTEUR PUBLIC

Comment stabiliser le pouvoir d'achat malgré les « glissements » de salaires

DANS sa lettre, adressée le dernier jour de l'année 1983 aux ministres ayant sous tutelle des entreprises nationales, M. Pierre Mauroy a clairement défini l'objectif du gouvernement : « Le maintien du pouvoir d'achat moyen », ce qui ne se confond pas avec le maintien individuel du pouvoir d'achat de chacun. Si une telle politique suscite en elle-même les inquiétudes des organisations syndicales, invitées à admettre la poursuite de la non-indexation automatique des salaires sur les prix et des hausses de rémunérations prédéterminées en fonction du « pari » d'une inflation à 5 % en 1984, elle se heurte, pour sa mise en œuvre, à des difficultés supplémentaires.

Tout dans la fonction publique que dans les entreprises du secteur public et nationalisé les négociations doivent s'engager « en masse ». M. Mauroy l'a rappelé, sans ambiguïté, « la masse salariale globale à effectuer constant, résultant de l'addition de ces diverses composantes, ne doit pas évoluer entre 1983 et 1984 à un rythme supérieur à l'évolution moyenne des prix estimée sur la base de l'objectif fixé par le gouvernement », à savoir 6,1 %. Mais de quelle masse s'agit-il ? Le 28 décembre 1983, M. Jean Tournée (président de section au conseil d'Etat) avait remis au premier ministre un rapport sur « Les conditions dans lesquelles pourraient être améliorées, développées ou créées, les procédures de discussions salariales et de conciliation ». Le gouvernement en avait tiré plusieurs conclusions : après avoir fixé, suite à une consultation des syndicats par entreprise, la masse salariale globale, une négociation devait permettre d'en assurer la répartition dans chaque société. Remise en cause officielle lors des

accords de Grenelle » en juin 1968, la « procédure Tournée » n'a été respectée qu'imparfaitement.

Si on raisonne dans nombre d'entreprises et dans la fonction publique en termes de « masse Tournée », la définition de celle-ci ne correspond pas à l'esprit d'origine du rapport. Dans la « masse Tournée », on prend en compte le coût en masse des mesures décidées pour l'année en cours, le coût pour cette année-là des mesures décidées l'année précédente, les mesures générales comme les mesures catégorielles.

MICHEL NOBLECOURT.

(Lire la suite page 19.)

Quelques principes rationnels mais fragiles

par FRANÇOIS SELLIER (*)

La politique des revenus dans le secteur public telle que l'a exposé M. Mauroy semble se fonder sur des principes qui remontent à l'expérience des commissions Grégoire, installées entre 1984 et 1987 dans le secteur nationalisé.

A la suite de la grande grève des mineurs de 1983, le Général de Gaulle s'était rendu compte qu'on ne règle pas un conflit de salaires, lorsqu'il est grave, par la réquisition. C'est à la suite de ces grèves que le rapport Tournée avait mis en lumière à la fois le manque d'autonomie des directions des entreprises nationales, en réalité très imparfait (mais sur un marché aussi vaste, tout indice moyen est forcément très insuffisant), on constate que depuis six semaines la baisse aura été de l'ordre de 10 %. La hausse avait été

Il conseillait la mise en place d'une procédure de hausse liée aux orientations des plans, suffisamment contrôlable pour éviter les « glissements ».

Les glissements sont toutes les augmentations dues à des mesures individuelles (primes) ou catégorielles (par exemple passage d'un groupe de salariés d'un indice à un autre, plus élevé). Les hausses qui en résultent sont indépendantes des augmentations générales du salaire de base.

Ces glissements ne sont d'ailleurs pas spécifiques au secteur public : partout, en période prospère, une augmentation générale de x % aboutit en fin d'année à une hausse de la masse salariale de x + y %. Ce n'est d'ailleurs que par l'observation de la

masse salariale que ces glissements sont réparables. C'est pourquoi le rapport Tournée proposait que la politique salariale des entreprises nationalisées prenne pour base le taux d'augmentation d'une année à l'autre, non plus des taux de salaire de base, mais de la masse salariale à effectuer constants, chaque entreprise étant laissée libre de répartir à sa façon ce « budget global », entre augmentation du taux de base, primes, augmentations individuelles ou collectives, etc.

La notion de masse salariale sera désormais d'usage courant, comme son corollaire : la masse salariale effective. Pour contrôler les hausses effectives, il suffirait a priori de s'assurer que, d'une année à l'autre, la masse moyenne des salaires aug-

mente d'un certain pourcentage, ni plus ni moins.

Mais il apparaît très vite que cette méthode était plus facile à définir qu'à administrer. Même si l'on se mettait d'accord sur le pourcentage de hausse, il fallait mesurer, pour les deux années successives, la masse et les effectifs.

C'est ce qu'entreprent les commissions Grégoire, dont l'expérience a été relatée dans un article bien connu des spécialistes (1). Dans ses déclarations à l'*Expansion*, M. Mauroy évoquait en décembre les mêmes problèmes que ceux qui furent rencontrés par la commission : « Pour en juger (du pouvoir d'achat moyen), il convient bien sûr de prendre en compte l'ensemble des éléments de rémunération, qu'il s'agisse des augmentations des salaires, des primes ou des diverses mesures liées au vieillissement et à la technicité. L'évolution de la masse salariale globale résultant de ces diverses composantes doit correspondre à l'objectif de hausses moyennes des prix retenu pour 1984 ».

Glissement, vieillissement, technicité (GVT) posent les trois questions auxquelles on doit répondre pour passer du principe à l'application. C'est au bout de plusieurs années d'expérience que les représentants des syndicats, ceux des directions et ceux du gouvernement étaient parvenus, entre 1984 et 1987, à un accord. Il fut facile pour les glissements : chacun admettait que l'augmentation d'une prime (de fin d'année, d'une prime de vacances, voire d'une prime de productivité lorsqu'elle ne correspondait pas à un véritable changement dans le travail) devait être comptée dans la masse à prendre en compte pour l'application de l'augmentation de base.

(Lire la suite page 19.)

(1) G. Rochecorbon, « Feu la procédure Tournée », *Droit social*, novembre 1986.

(*) Professeur à Paris-X Nanterre.

Notions-clefs pour la négociation

Lors des négociations salariales dans la fonction publique comme dans le secteur privé, ministres, directions, syndicats, semblent jongler avec salaires, les notions « masse », de « niveau » et d'« effet report ». Mais de quoi s'agit-il ?

● LA MASSE : la masse salariale individuelle est le total des sommes versées à un salarié par son administration (il s'agit d'un fonctionnaire) ou par son entreprise au cours d'une année. La masse salariale globale comprend : le coût des mesures décidées pour l'année en cours, le coût du report des mesures décidées l'année précédente. Elle intègre à la fois les mesures générales applicables à tous les fonctionnaires et les mesures catégorielles (découlant de « coups de pouce » pour les bas salaires ou de

hausses de rémunération applicables à certaines catégories).

L'évolution en pourcentage de la masse des rémunérations perçues d'une année sur l'autre doit se comparer à l'évolution en moyenne des prix pour mesurer globalement le maintien du pouvoir d'achat moyen. Une augmentation de 2 % de l'ensemble des rémunérations au 1^{er} janvier se répercutera douze fois dans l'année et donc aura un plein effet sur la masse annuelle des salaires. En revanche une augmentation au 1^{er} novembre ne jouera que pour 2/12 sur la masse de l'année.

● LE NIVEAU : une augmentation de X % à telle date pour l'ensemble des rémunérations est une hausse en niveau. Au cours d'une même année toutes les augmentations sont rapportées à la « base

hiérarchique » (indice représentant le salaire) en vigueur au 1^{er} janvier. Ainsi, 2 % au 1^{er} mars et 1 % au 1^{er} juillet, cela aboutit à une hausse de 3 % par rapport au 1^{er} janvier. L'évolution en pourcentage du niveau des salaires doit être comparée au « glissement » des prix pendant la même période.

● L'EFFET REPORT : les augmentations en niveau décidées en cours d'année ont leur effet sur la progression des pourcentages de salaires l'année suivante. Comme le souligne l'étude du Centre de recherches économiques sociales et syndicales (CRES) de novembre 1983, « plus on retarde une mesure dans l'année, plus son effet de report est lourd sur le budget de l'année suivante ». Supposons qu'en 1983 une augmentation soit intervenue le 1^{er} décembre : elle pèsera pour 1/12 sur la masse

1983 mais se reportera pour 11/12 sur la masse de l'année 1984.

Prenons un exemple : au 1^{er} juillet 1983, les salaires d'une entreprise sont augmentés d'une seule fois pour l'année de 10 %. Un salarié gagnant 4 000 francs par mois (48 000 francs par an) aura une augmentation de 400 francs. Pendant l'année sa masse individuelle n'aura progressé que de 5 % : (8 mois X 4 000 francs) + (6 mois X 4 400 francs) = 50 400 francs, soit + 2 400 francs. Si en 1984 il ne bénéficie d'aucune hausse en niveau il touchera quand même 12 fois 4 400 francs soit 52 800 francs, c'est-à-dire 2 400 francs de plus que l'année précédente (un peu moins de 5 % de plus). Pour la fonction publique l'effet de report de 1983 sur 1984 est de 6,17 % ; pour EGF il est de 3,5 %.

LES BIENFAITS DOUTEUX DE L'AIDE ALIMENTAIRE

Le droit des peuples à se nourrir eux-mêmes

PLUSIEURS organisations non gouvernementales ont lancé récemment, en France et en Belgique, une campagne sur le thème « Pour le droit des peuples à se nourrir eux-mêmes, réformer l'aide alimentaire ». « Les pays du tiers-monde doivent nourrir les peuples du tiers-monde », réaffirme Charles Condaminet, l'un des animateurs de Frères des hommes, en présentation d'un dossier dénonçant l'usage qui est fait de l'aide alimentaire.

Selon ce dossier, l'aide alimentaire a représenté un « cadeau empoisonné de l'agro-business » : servant à couvrir les excédents de grands pays producteurs de céréales ou de produits laitiers — ce que certains reconnaissent d'ailleurs — et à promouvoir les exportations des États donateurs, elle s'est élevée, en 1981-82, à 9,6 milliards de tonnes et a représenté, en moyenne, 20 % du volume des céréales importées par les pays africains de 1975 à 1980.

Dans la majorité des cas, estiment les auteurs, qui appuient leur documentation sur des études de diverses organisations internationales (1), les denrées livrées au titre de l'aide alimentaire sont vendues « pour renflouer les caisses de l'Etat » ou permettent de rémunérer en nature des ouvriers travaillant à des opérations de terrassement ou de reboisement. Il en est notamment ainsi du programme alimentaire mondial, sur lequel sont portées certaines critiques.

Divers tableaux montrent l'importance prise par l'aide alimentaire de la CEE et de ses États membres, en augmentation depuis 1979, et qui occupe une part de plus en plus importante dans l'aide publique au développement (40 % en 1981, contre 21 % dans le cas des États-Unis). Il est à noter en outre que, après les États-Unis (42,6 %

en 1981) et la CEE (32 %), le Japon (12,6 %) est le troisième pourvoyeur mondial d'assistance alimentaire — avant le Canada (5,5 %) — à destination principalement des pays asiatiques.

En 1982, les principaux bénéficiaires de l'aide alimentaire de la CEE ont été l'Égypte, le Bangladesh, le Mozambique et le Sri Lanka, tandis que, pour l'année budgétaire 1982-83, celle des États-Unis est allée à l'Inde, au Bangladesh, à l'Égypte, au Pérou, au Maroc, au Soudan et à Sri Lanka.

Promotion commerciale

A l'appui de leur thèse, les auteurs estiment que cette aide est « l'une des pièces maîtresses du dispositif de coopération », et que la CEE y « gaspille des sommes considérables qui pourraient être consacrées à la politique agricole du tiers-monde ». Il serait plus économique, ajoutent-ils, d'acheter sur le marché international les denrées fournies aux pays demandeurs ou encore de mettre sur pied des opérations triangulaires. Lorsque les produits vivriers payés par l'Etat donneur sont achetés dans un pays en développement, cela « réduit une grande partie des inconvénients de l'aide alimentaire traditionnelle », encourage la production locale, s'introduit pas de nouveaux modes de consommation et diminue les frais de transport. Mais est-ce toujours possible, alors que dans beaucoup de pays en voie de développement la production locale ne couvre pas les besoins nationaux ?

Le dossier souligne aussi que, pour les gouvernements occidentaux, y compris celui de la France, l'aide alimentaire est un élément important de promotion du commerce extérieur. Il reproduit des extraits d'une note officielle de

novembre 1981, justifiant par des « considérations politiques » celle accordée à des pays avec lesquels la France entretient des relations très étroites (Afrique noire francophone) et par des « considérations d'ordre commercial » celle octroyée à l'Égypte, la Tunisie, l'Indonésie et la Syrie. Il cite aussi un rapport de la Cour des comptes de la CEE, qui considérait, en 1980, qu'en dehors des situations d'urgence, l'aide alimentaire devrait favoriser le processus de développement, en particulier agricole, au lieu de profiter aux populations citadines, et devrait être en priorité distribuée aux organisations non gouvernementales. Le dossier relève aussi les prises de position, y compris de ministres des États du Sahel, dénonçant les effets pervers de l'aide alimentaire dans cette région.

Il ne s'agit pas pour autant, selon ses auteurs, de réduire l'aide alimentaire. Il faut faire en sorte qu'une partie des sommes qui lui sont consacrées soient utilisées non pas à transférer de la nourriture du Nord vers le Sud, mais à soutenir des organisations paysannes ou de consommateurs qui s'efforcent de rendre les pays en voie de développement autosuffisants en produits vivriers. De même ne demandent-ils pas la suppression mais seulement l'amélioration de l'aide alimentaire d'urgence, dont la nécessité est évidente, dans le cas de pays comme le Mozambique actuellement.

GERARD VIRATTELE

(1) Ces organisations sont : Frères des hommes-France, 20, rue du Refuge, 78000 Versailles - Tél. : (3) 950-69-75 ; Frères des hommes-Belgique, 16, rue de Londres, 1050 Bruxelles - Tél. : (322) 472-97-94 ; Terre des hommes-France, 11, boulevard Biron, 93400 Saint-Ouen - Tél. : (1) 255-05-37 ; Peuples solidaires (Unodop), 75009 Paris - Tél. : (1) 526-02-81.

Un coup souvent très dur pour la production locale

« **D**ÉSORMAIS, nous ne pourrions plus acheter votre lait ! ». Si les agriculteurs bretons entendent leurs coopératives annoncer cette catastrophe sous prétexte que les marchés urbains de Rennes, Brest et Quimper sont directement approvisionnés par l'aide alimentaire envoyée par le Mali ou le Haute-Volta, il est vraisemblable qu'on assisterait à une explosion justifiée de protestations. C'est pourtant bien à ce type de catastrophe qu'aboutit le plus souvent, dans le tiers-monde, l'aide alimentaire.

Il n'est, bien entendu, pas question ici de remettre en cause l'aide d'urgence, celle qui intervient en cas de guerre ou de sécheresse. Elle est indispensable et doit même gagner en efficacité. Mais elle ne représente qu'environ 10 % d'une aide alimentaire totale, qui, pour l'essentiel, concurrence artificiellement les productions vivrières locales et, paradoxalement, contribue à leur diminution.

Des exemples ? Ils sont nombreux sur les trois continents. Entre 1955 et 1971, la Colombie a importé plus d'un million de tonnes de blé américain pour le Ft. 480, cette loi votée en 1964 qui autorise le gouvernement à pratiquer l'aide alimentaire. Ce blé a été vendu à un prix extrêmement bas. Durant la même période, la production colombienne de blé a baissé de 69 %. Est-ce une simple coïncidence ? Il est permis d'en douter.

Des greniers pleins à craquer

Au Bangladesh, durant les dix dernières années, le prix du litre de lait s'est littéralement écroulé en raison de l'arrivée massive de poudre de lait venue des surplus européens. Conséquence : la production locale a baissé de 20 %.

Au Cameroun, on trouvait cette année du riz américain primitivement

par ALAIN PEQUEUR (*)

destiné au Tchad et qui, n'ayant pas franchi la frontière, était revenu sur les marchés de Yaoundé et de Douala. Ce riz était vendu dix fois moins cher que le riz local. Il aurait fallu être un saint pour acheter dans ces conditions la production nationale.

Enfin, au cœur du Sahel, symbolisé dans l'opinion publique de la sécheresse absolue, le Haute-Volta présente une situation impressionnante. A 300 kilomètres des zones les plus touchées par la famine de sécheresse qu'il a connues de juin à septembre, entre les deux récoltes, le mil et le sorgho pourissent par milliers de tonnes dans les greniers des zones traditionnellement excédentaires.

Ainsi, en janvier 1983, faute de place pour stocker, les greniers étant pleins à craquer d'aide alimentaire, et faute de fonds disponibles, l'Office national des céréales s'est vu contraint d'acheter dans les régions pourtant très excédentaires de la Volta noire et de Bobo-Dioulasso.

La place a été bien prise par les commerçants spéculateurs, et le prix du mil s'est effondré, passant de 60 à 30 francs CFA (de 1,2 à 0,6 F). Le résultat ne s'est pas fait attendre : quelques mois plus tard, de nombreux paysans ont préféré faire du coton qu'ils étaient sûrs d'écouler à un prix fixé à l'avance quelles que soient les quantités produites.

C'est bien ce que la Cour des comptes européenne a constaté d'une façon plus générale dans son rapport spécial sur l'aide alimentaire (Luxembourg 1980) : elle note en effet que « dans de nombreux pays le déclin de l'agriculture vivrière découle directement de la politique des prix trop bas payés aux agriculteurs et de la priorité donnée aux cultures industrielles par rapport aux cultures vivrières ».

Pour en rester à l'exemple de la Haute-Volta, ce qui a manqué à l'Office, ce sont les fonds disponibles pour acheter la production nationale à un prix suffisamment rémunérateur. Bien sûr, cet Office peut en principe se servir de ce qu'on appelle les fonds de contrepartie, c'est-à-dire du produit de la vente de l'aide alimentaire ; mais on peut se demander s'il est bien nécessaire de passer par des circuits étrangers.

Une transformation des habitudes

Une récente étude sur une aide en blé fournie par la Belgique à la Haute-Volta a montré que les frais de transport représentaient 42 % de la facture totale, à laquelle il fallait ajouter une forte ponction pour les frais de fonctionnement de l'Office voltaïque. Si l'on avait directement envoyé l'argent sans passer par le blé européen, l'Office aurait pu acheter sur place deux fois plus de céréales locales.

Tout se passe donc comme si l'aide alimentaire qu'on appelle « normale » — celle qui est dispensée en dehors des périodes de famine catastrophique — au lieu d'aider la Haute-Volta à devenir progressivement autosuffisante en encourageant

les producteurs locaux, avait pour effet de diminuer la capacité de ce pays à se nourrir lui-même.

Par ailleurs, même durant les périodes de famine, ne serait-il pas plus intéressant et moins coûteux d'acheter des céréales le plus près possible de la région sinistrée ? L'histoire récente du Sahel montre que la famine n'est jamais totale sur l'ensemble de cette zone et que, si elle sévit au Mali ou en Haute-Volta, les récoltes nigériennes dégagent des surplus. De plus, cette solution permettrait de fournir aux habitants des régions touchées des céréales qu'ils connaissent et qui par conséquent ne sont pas susceptibles de modifier durablement leurs habitudes alimentaires.

Car c'est là aussi que réside un des principaux effets de l'aide alimentaire. En offrant des produits typiquement européens ou nord-américains, l'aide contribue à transformer les goûts des populations, notamment urbaines. De nouveaux marchés peuvent ainsi s'ouvrir pour nos excédents agricoles. Le cas du blé, qui constitue une partie importante de l'aide, est particulièrement net. Au Sahel, le goût du pain de blé s'est largement répandu ; on en trouve désormais jusque dans certaines marchés de brousse. Avec un taux de croissance annuel de plus de 10 % des importations de blé et de farine, le marché africain du blé est celui qui connaît aujourd'hui l'expansion mondiale la plus rapide.

Une expérience en cours en Haute-Volta

Faut-il pour autant supprimer l'aide alimentaire ? Oui — hors les cas d'urgence — s'il s'agit de continuer à envoyer nos surplus dans le tiers-monde avec tous les effets négatifs que nous venons de décrire. Non, bien entendu, s'il s'agit de soutenir les efforts que les paysans du tiers-monde et certains gouvernements font pour mieux répartir leur production nationale de produits vivriers, pour la développer, pour la stocker.

Pourquoi ne pas utiliser directement, pour soutenir ces efforts, une partie des sommes considérables actuellement consacrées à l'achat de céréales en Europe (1) ? A titre d'exemple de ce qui serait possible de réaliser si l'on recouvrait de cette manière une part de l'aide alimentaire, des paysans de Haute-Volta vont essayer cette année de montrer qu'il est possible de se passer du blé européen.

Des organisations paysannes représentant plusieurs milliers de familles veulent compter d'abord sur leur propre production en empêchant les commerçants spéculateurs de s'en arroger : ils veulent ensuite acheter ce qui leur manque dans les zones excédentaires de la région. Avec un financement extérieur mais aussi local, ce sont plus de 1 000 tonnes de petit mil qui doivent être achetées sur place et dans la région.

(1) Plusieurs organisations dont Frères des hommes, Terre des hommes, Peuples solidaires, mènent actuellement une campagne pour obtenir dans un premier temps que 4 % du budget actuellement consacré à l'aide alimentaire, soient convertis en moyens financiers pour soutenir des politiques d'autosuffisance alimentaire dans le tiers-monde.

Baisse de Wall Street et du dollar

(Suite de la page 17.)

Ce sont les marchés longtemps entousiasmés par les performances, véritables ou partiellement illusoire selon le cas, de la politique Reagan de lutte contre l'inflation et de retour à l'expansion commencent à s'apercevoir que le caractère assez largement pathologique de la « force » du dollar, dont le cours est passé à Francfort de 1,74 DM en juillet 1980 à 2,84 DM le 12 janvier 1984, et à Paris de 4 F à 8,70 F (trois dévaluations successives du franc expliquent que, pendant le même intervalle de temps, la hausse du dollar ait été de 64 % en Allemagne et de 116 % en France). La preuve que cette hausse était amplifiée par des facteurs de nature psychologique, susceptibles de se retourner plus que par des motifs de solidarité intrinsèque, est que les mêmes arguments qui naguère étaient mis en avant par les opérateurs pour justifier des prises de po-

sition sur le dollar tendent aujourd'hui à être invoqués comme des raisons supplémentaires de se dégoûter d'une devise désormais très exotique. Ainsi en est-il du taux d'intérêt élevé dont sont assortis les actifs financiers en dollars. Quoique très rémunérateurs, les taux en question paraissent aujourd'hui faibles, au regard du risque de change encouru.

Doit-on rappeler qu'une monnaie authentiquement forte implique un bas niveau du « loyer de l'argent » (le franc suisse en fournit l'exemple le plus frappant) ? La cause principale du haut niveau des taux américains (voir notre article : « Le dollar est-il une monnaie solide ? » paru dans le Monde du 7 septembre 1983) est le fait que l'endettement en dollar continue à croître non seulement du chef du Trésor américain (pour financer le déficit budgétaire) et des autres agents économiques des États-Unis (bien que la situation des entreprises s'améliore

grâce à la remontée des profits), mais aussi du public de tous les emprunteurs, chéifs et privés, sur le vaste marché de l'endormeur. Il en résulte une offre considérable de créances en dollars, qui tend à en déprimer le cours, et donc à hausser le taux de l'intérêt.

Les marchés des changes ont déjà connu, depuis le début de l'année, deux ou trois séances de panique. Le fait qu'on y colporte des rumeurs déformées (telles la fausse nouvelle de la crise cardiaque du candidat-président Reagan) est en soi un signe de grande fiévre. Le plus probable est qu'on est entré dans une ère d'incertitude encore accrue. L'administration Reagan a beau paraître, sous certains aspects, bien « désinvolte », pour reprendre l'expression de M. Raymond Barre, il est peu probable qu'elle fasse massivement l'objet d'une « vote de défiance » (exprimé par une fuite devant le dollar) de la part des investisseurs du monde entier. Cela

pour le facteur « psychologique ». Mais l'évolution des grands marchés est gouvernée, en profondeur, par les éléments qui, eux, tiennent plus à la dynamique (la dynamique de grande structure déclinée par une gestion déficitaire, par exemple) qu'aux réactions des hommes pour essayer de s'y accommoder.

Un motif d'encouragement

De ce dernier point de vue, tout est en place pour donner la certitude que le développement des forces économiques (productrices) continues d'être entravé par des crises financières et monétaires de grande ampleur et de date de déclenchement imprévisible. Un autre signe de la gravité de la situation, qui est aussi à plus long terme un motif d'encouragement, est qu'on commence à entendre — rarement, il est vrai — des hommes responsables proposer des solutions susceptibles de constituer de véritables remèdes.

C'est ainsi qu'au colloque ministériel organisé au début de la semaine dernière par l'OCDE on a pris connaissance d'un certain nombre d'idées présentées par le vice-premier ministre de Belgique, M. Willy de Clercq, pour alléger la charge de remboursement des pays endettés. M. de Clercq propose qu'à l'occasion des négociations de réconciliation une partie des dettes souveraines libellées en dollars soient converties en dettes libellées en d'autres monnaies. « L'une des conséquences de ce procédé serait qu'un certain nombre de grandes banques non américaines, au lieu de prêter en dollars, accorderaient leurs prêts dans la monnaie de leur propre pays. » Autrement dit, la BNP prêterait en francs, la Deutsche Bank en marks, la Westminster Bank en livres sterling, etc. Du même coup, ces mêmes banques seraient, selon M. de Clercq, sans doute disposées à participer à de plus importants financements. Peut-être.

Ajoutons pour notre part que l'avantage principal d'un tel système serait de tarir progressivement la source de la prolifération désordonnée des euro-marchés, pour remplacer les légitimes opérations de crédit international sous le contrôle des différentes banques centrales nationales. Avec une telle réforme, en l'absence de laquelle il serait vain d'espérer un assainissement en profondeur du système monétaire et financier du monde, les dispositions du contrôle de changes français sont incompatibles, car elles interdisent aux banques françaises de prêter en leur propre monnaie à l'étranger. C'est là un aspect des choses auquel M. Mitterrand et son ministre de l'économie et des finances, M. Jacques Delors, si désireux d'amener la communauté internationale à négocier un « nouveau Bretton Woods », devraient consacrer leur attention.

PAUL FABRA

DAFSA vient de publier dans le cadre de sa collection

« ANALYSES DE SECTEURS »

un ouvrage intitulé :

« LA RÉPARATION AUTOMOBILE »

On peut estimer qu'en 1982 près de 93 milliards de francs ont été dépensés pour la réparation des véhicules automobiles et décomposer cette masse en trois segments :

- le marché des ménages : près de 49 milliards, soit une part croissante des dépenses de transport (19 % contre 17,9 % en 1978), avec un taux d'augmentation moyen de 2,9 % par an en volume ;
- la demande émanant des entreprises et des administrations : environ 44 milliards qu'on peut subdiviser en :
 - Secteur marchand : 33 milliards (avec une croissance moyenne de 4 % par an) ;
 - Secteur non marchand ou ateliers intégrés dont on peut évaluer les prestations à 11 milliards (soit un quart de la demande des entreprises et des administrations).

Le développement de cette activité, qui prend une part nettement de « services à caractère commercial » des différentes catégories d'agents, s'explique essentiellement par le vieillissement du parc (54 % de véhicules de « cinq ans ou plus » en 1982 contre 52 % au 1^{er} janvier 1979) et devrait se poursuivre puisque les véhicules d'occasion tendent à augmenter dans l'ensemble des immatriculations. Il n'a pas été arrêté par la baisse de la mobilité du parc (kilomètres annuels moyen des automobiles).

Cette analyse présente — à travers une série de données statistiques et d'hypothèses sur l'évolution du parc par âge, puissance, type de véhicules, sur les kilométrages moyens et les coûts de réparation — une véritable étude du marché par département de la réparation automobile (par exemple, le chiffre d'affaires réparation des voitures particulières de 5 à 7 CV ayant cinq ans et plus a été estimé à 309 millions de francs en 1982 dans le Finistère).

Les aspects sectoriels ont également été analysés et utilisés dans l'étude économique et financière de vingt-sept sociétés.

L'activité réparation se répartit à peu près également entre des entreprises à dominante réparation et des entreprises à dominante distribution. C'est pourquoi les entreprises étudiées ont été classées, en fonction de l'importance de leur taux de marque (C.A., coût d'achat des marchandises vendues/C.A.), en quatre catégories.

Les entreprises ayant les plus forts taux de marque (à dominante réparation) ont généralement :

- un ratio « frais de personnel/marge commerciale brute » important ;
- une intensité capitaliste (investissements/personne employée) plus faible mais les équipements productifs représentent une part dominante des immobilisations.

Leurs résultats ont, au cours des exercices récents, gardé une assez bonne tenue et leur situation financière est souvent plus solide que celle des entreprises à dominante distribution d'importance équivalente.

Cette étude est disponible auprès du bureau de vente de DAFSA au 7, rue Bergère, 75009 PARIS (tél. : (1) 523-19-19), au prix de 5500 F H.T., 5885 F T.T.C.

MUSÉE RODIN

77, rue de Varenne (7^e arr.)

DESSINS de RODIN

Dante et Virgile aux enfers

T.L. (sauf mardi) 10h - 17h 15

23 NOVEMBRE - 27 FÉVRIER

CETTE SEMAINE DANS

Ordinateurs

LE MAGAZINE ÉCONOMIQUE DES GRANDS SYSTÈMES

Jean Deleage : un Français dans le

ventre capital

IBM : l'état du PC se

resserre

Vers une nouvelle

fiscalité pour le logiciel

Comment sauter les

barrières des marchés publics...

Spécimen sur demande

Uniquement par abonnement

12 BIS RUE DUPHOT 75001 PARIS

TEL. 260.09.41 - TELEX : 210294

LE JOURNAL DES UTILISATEURS DE MICRO-ORDINATEURS

Un lundi sur deux chez votre marchand de journaux

février ! Un mois stupéfiant chez NEUBAUER

pour tout achat d'une 305 PEUGEOT essence ou diesel TALBOT SOLARA TALBOT HORIZON

Le bon prix — le bon service

NEUBAUER

M. GERARD 821.60.21

Op. 1. 10. 1. 20

LES ÉCHANGES DE L'URSS AVEC L'OCDE ET LE TIERS-MONDE

Du pétrole et des armes

L'URSS vend surtout du pétrole et du gaz aux pays de l'OCDE. Selon une étude récente de la Wharton Econometric, l'énergie a représenté 80 % du total des ventes soviétiques aux pays industrialisés de l'OCDE durant les neuf premiers mois de 1983, soit 15 milliards de dollars, sur un montant de 19 milliards. Au total, y compris les échanges avec les pays en développement, les exportations énergétiques ont représenté 57 % des ventes de Moscou au monde non communiste (1).

La deuxième poste important de commerce extérieur est constitué par les ventes d'armes qui, toujours selon la Wharton, ont atteint près de 7 milliards de dollars de janvier à septembre 1983, en augmentation de 30 % par rapport à la même période de 1982. Ce montant a représenté 23 % du total des ventes de l'URSS à l'ensemble des pays non communistes (30 milliards de dollars).

Ce sont cette fois les pays en développement qui sont les clients quasi exclusifs. Les ventes d'armes ont, de janvier à septembre 1983, représenté 64 % du total des exportations soviétiques vers le tiers-monde, soit 6,8 milliards de dollars, contre

55 % pour les neuf premiers mois de 1982. La Syrie et l'Irak ont notamment été de gros acheteurs, grâce en partie à des crédits de Koweït et de l'Arabie Saoudite, à laquelle Moscou a d'ailleurs, l'an dernier, pour la première fois, acheté du pétrole.

Pour l'ensemble de 1983, compte tenu de fortes livraisons effectuées durant le quatrième trimestre de 1982, les ventes d'armes soviétiques n'auraient atteint que 9 milliards de dollars environ contre 8,7 milliards l'année précédente. Toutefois, selon les experts de la Wharton, qui évoquent des sources israéliennes, le prix moyen à l'exportation du matériel militaire courant (tanks, avions) soviétique serait d'un tiers à la moitié inférieur à celui de l'équipement occidental correspondant. Dès lors, si les factures soviétiques étaient calculées à des prix « internationaux », les ventes d'armes de l'URSS au tiers-monde pourraient approcher les 20 milliards de dollars l'an.

(1) Exclusion faite des six pays d'Europe de l'Est, de la Chine, de la Corée du Nord, du Cuba, du Laos, de la Mongolie, de la Yougoslavie et du Vietnam, qui sont, pour la plupart, des partenaires importants de l'URSS.

La France quatrième client et fournisseur

	Total	Exportations	Importations
R.F.A.	7 059	3 402	3 657
Pologne	5 158	2 375	2 783
Italie	4 455	2 531	1 924
France	4 251	2 408	1 843
Japon	3 113	788	2 325
URSS	2 455	1 097	1 358
Republique-Uni	1 767	1 093	674
Belgique	1 645	233	1 412
Autriche	1 521	1 009	512
Autres	1 410	562	848

En millions de dollars (janvier-septembre 1983) sur la base 1 rouble = 1,362 dollar.

Source : Wharton Econometric.

TELEX PARTAGE
ETRAVSEVICE TELEX - 347.21.32

Stabiliser le pouvoir d'achat

(Suite de la page 17.)

Si on raisonne dans le nombre d'entreprises et dans la fonction publique en termes de « masse Toutée », la définition de celle-ci ne correspond pas à l'esprit d'origine du rapport. Dans la « masse Toutée », on prend en compte le coût en masse des mesures décidées pour l'année en cours, le coût pour cette année-là des mesures décidées l'année précédente, les mesures générales comme les mesures catégorielles.

Mais on n'inclut pas, en raison de l'opposition des syndicats, le glissement (coût d'une promotion), le vieillissement (ancienneté) et la technicité (changement de qualification), ce que l'on appelle le « GVT ». M. Mauroy a préconisé dans sa lettre la « prise en compte progressive du GVT dans l'évolution de la masse salariale », rompant ainsi avec la pratique salariale jusqu'à en vigueur dans la fonction publique.

Un problème aigu, car l'orientation, même progressive, du GVT va alourdir la masse salariale et donner d'autant moins de marge de manœuvre pour les hausses générales de rémunération en niveaux qui ne doivent pas excéder 5 % dans l'année. Alors que dans la fonction publique les négociations salariales 1984 n'ont pas commencé - la réunion du 25 février prochain doit en principe porter sur l'ajustement de 1983 et sur l'application de la clause de sauvegarde - les entreprises nationales ont ouvert le feu, tant dans les banques que chez Renault. A EGF, la direction générale a proposé pour 1984 une augmentation en masse limitée à 5,3 % - avec deux hausses en niveaux, l'une de 2,4 % au 1^{er} juin, l'autre de 2,6 % au 1^{er} décembre - et une intégration de 0,8 % du GVT dans la masse. Les syndicats s'y sont opposés, ce qui a suscité déjà de rudes difficultés dans la recherche d'une stabilisation du pouvoir d'achat voulu par le gouvernement.

MICHEL NOBLECOURT.

LA RÉMUNÉRATION DES AGENTS DU SECTEUR PUBLIC

Quelques principes rationnels mais fragiles

(Suite de la page 17.)

Tout cela était des « glissements ». De même, on se mit d'accord pour les cas où, sans changement du travail ou de la qualification exigée, une catégorie se voyait affecter un indice supérieur : c'était aussi un glissement.

Le critère du travail égal

Mais que faire lorsqu'un tel changement d'indice correspondait à un changement de conditions de travail, par exemple à un changement des méthodes (plus intensives) ou de la technique (machines exigeant un supplément de qualification, acquise en formation ou sur le tas) ? Il n'y avait plus travail égal d'une année à l'autre. Par conséquent, les augmentations qui en résultaient ne devaient-elles pas être comptées en plus de l'augmentation de base, pour tenir compte de ce changement de « technicité » ?

Le gouvernement proposait un critère strict : « Il n'y aurait technicité qu'à la suite de l'introduction d'équipements entraînant soit des recrutements extérieurs, soit des promotions internes précédées d'une formation complémentaire », ce qui éliminait les cas où le travail avait demandé plus d'efforts d'adaptation sur le tas ou plus de responsabilité. Bref, on se trouvait devant le fameux problème à travail égal salaire égal bien connu pour les comparaisons hommes-femmes, à travail égal-salaire égal, où il était bien difficile de trouver, en pratique, deux « travaux égaux ». Les syndicats prirent d'abord dans l'affaire une position naturellement opposée à celle du gouvernement : à la limite, pour eux, tous les « glissements » sont en réalité commandés par le progrès technique et devraient correspondre à des hausses complémentaires de l'augmentation de base. On en vint finalement à admettre le critère du travail égal, dont l'application pratique reviendrait aux commissions internes des entreprises.

Ainsi fut réglée la question de la distinction entre glissement et technicité.

Quant au « vieillissement », il pose deux problèmes. D'abord, les effectifs (au dénominateur de la masse moyenne) ont une structure d'âge différente des que les embauches ne compensent pas les retraits dans la même proportion d'une année à l'autre... et au même moment. On admette qu'il suffirait de pondérer soigneusement les variations d'effectifs pour tenir compte de l'incidence réelle de l'âge sur le volume des masses salariales.

Le second problème concernait les variations de l'ancienneté moyenne, une fois réglée la question des pondérations d'effectifs. Lorsqu'un salarié vieillit, il peut bénéficier de promotions.

Si ces promotions correspondent à un changement de poste, à un changement de travail, les augmentations qui en résultent doivent évidemment venir en supplément de l'augmentation de base de la masse salariale. Mais si ces promotions résultent de l'effet de carrière, ont un caractère automatique et n'entraînent pas de changement de fonction, en va-t-il différemment ?

La dérive par vieillissement

On est là devant un problème de statut de la fonction mais aussi de mode de reconnaissance de l'acquisition de qualification par l'expérience : la promotion à l'ancienneté peut être considérée comme une procédure particulière pour sanctionner le perfectionnement sur le tas mais chacun sait aussi que cette procédure est très formelle. Le mécanisme généralisé de l'ancienneté entraîne donc une « dérive » des salaires : si l'effectif est stable, son vieillissement augmente la masse d'un pourcentage plus élevé que l'augmentation de base. Cette augmentation supplémentaire correspond à la fois à un accroissement de l'expérience et de la qualité du travailleur et à un simple avantage de statut. Ce double caractère justifiait, pour le président des commissions Grégoire, que « le pourcentage moyen de hausse des

revenus salariaux fixé par le Plan (...) devrait être raisonnablement substitué... un chiffre légèrement plus faible » (pour les salariés des entreprises nationalisées). Un avis qui n'était évidemment pas partagé par les syndicats.

Cette liste de difficultés montre assez que le principe du maintien du pouvoir d'achat moyen pose un bon nombre de problèmes. Pour les résoudre, les commissions Grégoire étaient parvenues à créer un climat de sérieux et de responsabilité qu'il devrait être sans doute facile de retrouver aujourd'hui.

Au demeurant, comme le remarquait le président des commissions de constatation en 1969 à propos de « la procédure Toutée » : « Ce n'est pas une technique mathématique mais un processus politique. »

FRANÇOIS SELLIER.

MATELAS - SOMMIERS - ENSEMBLES

TRECA

EPEDA

SIMMONS

EXPOSITION ET VENTE

CAPÉLOU

DISTRIBUTEUR

37 Av. de la République - PARIS 11

Métro Parmentier - Parking assuré

Tél. 357.45.35

LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE DANS TOUTE LA FRANCE

(Publicité)

UN SYSTÈME FISCAL SIMPLE ET EFFICACE POUR RÉDUIRE L'INFLATION ET CHOMAGE ?

L'expérience des politiques de type keynésien appliquées depuis la deuxième guerre mondiale jusqu'à maintenant a démontré que l'outil budgétaire ne permettait pas de lutter efficacement à la fois contre l'inflation et le chômage. En effet, selon les priorités politiques du moment, l'outil budgétaire permettait de gagner sur le chômage en perdant sur l'inflation (la croissance étant alors financée de façon inflationniste par notamment des déficits couverts par la création monétaire) ou bien ce même outil permettait de lutter contre l'inflation en dégonflant la demande, mais l'accroissement du chômage était la facture à payer. De plus, quelle que soit l'option choisie, les pertes s'accumulaient plus évidentes que les gains... et nous avons pu assister de la sorte à la « valse » des politiques de « stop and go » qui avaient souvent comme seul avantage d'alterner les inconvénients.

Enfin, le poids croissant de la contrainte externe (par l'évolution du commerce international et du prix de l'énergie) a rendu, notamment depuis le premier choc pétrolier, l'application du schéma keynésien (la demande détermine la production qui induit les revenus qui eux-mêmes déterminent la demande) quasiment impossible ou tout au moins très coûteux pour tout pays qui n'a pas les moyens de payer ses importations avec sa propre monnaie. De ce fait, l'Occident s'enlise actuellement dans le chômage et l'inflation, la réduction récente de cette dernière se payant par l'ampleur du sous-emploi.

Le remède à cet état de fait ne pouvant venir de l'État, peut-on le trouver au sein des entreprises (car ce sont elles qui assurent la production et sa croissance sur le terrain) ?

Une croissance économique en volume maximale étant toujours l'objectif à atteindre, tout le monde sait que cette croissance ne peut se réaliser que par un investissement (particulier) lui-même maximal. Le facteur explicatif principal de l'investissement étant l'investissement, que constate-t-on ? Tout simplement que la fiscalité actuelle réduit très fortement les possibilités d'investissement donc d'investissement ! En effet, la fiscalité directe qui s'applique aussi bien sur les bénéfices des sociétés que sur les revenus individuels constitue de ce fait une aberration économique. Pour prendre un exemple, une société qui fait 100 F de profit doit acquitter en général tout d'abord un impôt de 50 %, c'est-à-dire 50 F. Si les dividendes distribués s'élèvent à 30 F, il reste pour investir sur fonds propres 20 F.

Imaginons aucune imposition directe, cette société pourrait investir 70 F, près de quatre fois plus !... Espérons que cet exemple résume assez clairement l'influence de la fiscalité directe vis-à-vis des possibilités d'investissement, il faut noter que ce type de fiscalité joue à plein vis-à-vis des jeunes secteurs dynamiques porteurs d'avenir qui ne peuvent, comme les secteurs moins jeunes, limiter cette influence néfaste de façon sensible par un certain volume d'amortissements provenant d'investissements antérieurs.

A ceux qui estimeraient que les entreprises ont toujours la possibilité d'emprunter, je répondrais que la décision d'emprunter dépend en premier lieu des possibilités d'investissement et non de la possibilité d'emprunter d'une part, et que, d'autre part, l'endettement finance la croissance de façon inflationniste (par la répercussion dans les prix des frais financiers notamment) alors que le financement de la croissance par l'auto-financement n'est pas inflationniste (on ne se compte pas des intérêts à soi-même). Enfin, la décision d'emprunter est subordonnée à la faculté d'obtenir une capacité bénéficiaire (c'est-à-dire un autofinancement) qui permette le remboursement, capacité bénéficiaire qui est soumise à l'impôt. De ce fait, l'imposition directe réduit également les possibilités de financement externe en limitant les capacités de remboursement des emprunts.

La fiscalité directe étant néfaste à la croissance, car elle réduit fortement les sources de financement (revenus individuels, bénéfices des sociétés et même possibilité d'emprunt) de l'investissement, seule la fiscalité indirecte permet de ne pas nuire à l'efficacité du système productif.

Le revenu n'étant pas imposé et l'investissement non plus (par définition et par la possibilité de déduire les taxes qu'il offre la fiscalité indirecte), la fiscalité indirecte doit toucher la consommation et notamment la consommation finale. Afin de respecter à la fois le souci de redistribution et les besoins de financement importants de l'État, je propose un système fiscal général d'imposition indirecte où les taxes de luxe seraient fonction du degré de luxe des biens et services consommés. Pour celui qui consomme, il n'y a pas de changement (il est équivalent de se faire taxer à 50 % sur le revenu ou à 100 % sur la dépense hors taxe de ce revenu). Par contre, tout est changé pour le mieux pour celui qui investit et qui représente de ce fait un élément moteur de la croissance économique en volume, croissance qui profite à tous en termes de croissance du pouvoir d'achat.

Ainsi, ce système consacrerait les investisseurs potentiels à opérer un arbitrage en faveur de l'investissement et non plus en faveur d'une consommation de luxe agréable pour l'individu mais stérile pour la collectivité (car la position croissante de la fiscalité directe rend l'investissement de plus en plus difficile à financer et de moins en moins rentable à réaliser pour l'investisseur). De la sorte, il existerait enfin un système fiscal qui non seulement ne nuirait pas à la croissance de la production (celle dernière étant le moyen le plus efficace d'amélioration des conditions matérielles de vie de chacun), mais stimulerait cette croissance en redonnant à ceux qui la font à la fois les moyens et le goût de la réaliser.

Ce système exploitant au maximum les possibilités de croissance, il est en mesure de lutter efficacement à la fois contre le chômage et l'inflation. L'effet bénéfique sur le chômage était évident (car l'embauche accompagne en général l'investissement), il est plus intéressant de considérer l'effet bénéfique de ce système sur l'inflation, ce qui peut paraître moins évident, habitué que nous sommes à une sorte d'incompatibilité entre la réduction du chômage et de l'inflation en même temps.

Tout d'abord, ce système, en stimulant au maximum les possibilités de croissance du secteur privé (et notamment celles des secteurs dynamiques dont les taux de croissance sont beaucoup plus élevés que le taux général moyen), permettrait donc au secteur privé d'assurer une croissance économique maximale sans l'intervention systématique de l'État réalisée à coups de déficits chroniques. De la sorte, une croissance financée de façon non inflationniste par l'auto-financement se substituerait de plus en plus à une croissance financée de façon inflationniste par emprunt et création monétaire.

Par ailleurs, le prix étant finalement un outil d'équilibre financier à la disposition de l'entreprise, la plus forte croissance en volume que l'on peut attendre de l'application de ce système permettrait aux entrepreneurs d'avoir moins recours à l'augmentation de leurs prix afin d'assurer leur équilibre financier. Ainsi, la vertu de la boucle salaires-prix diminuerait assez rapidement (la production d'ordinateurs est un bel exemple sectoriel de ce comportement économique, exemple pourtant réalisé au sein d'un environnement inflationniste).

De plus, ce système tient compte automatiquement des disparités sectorielles de taux de croissance qui existent au sein de l'économie en laissant les moyens maxima de développement aux secteurs d'avenir (car ces secteurs dégagent le plus fort taux de croissance de l'auto-financement). Cela ne peut être réalisé par une politique keynésienne qui, en « arrosant » l'économie tout entière, ne suscite pas d'investissements au sein des secteurs concernés mais, par contre, crée des blocages de capacité inflationniste au sein des secteurs en pleine expansion.

De même, l'application de ce système fiscal rendrait les politiques keynésiennes ponctuelles (en cas de crise) beaucoup plus efficaces car l'État ne reprendrait pas d'une main ce qu'il donne de l'autre au niveau direct. Ainsi, les entreprises disposeraient, à relance égale, de moyens financiers beaucoup plus élevés pour investir afin de répondre, en termes de volume et non de prix, à la croissance de la demande provoquée par l'État. A cet égard, ce n'est pas un hasard si le schéma keynésien est toujours valable en valeur mais de moins en moins en volume, alors que les politiques de relance ont été très efficaces au début de l'application de la théorie keynésienne quand, précisément, la fiscalité et la contrainte externe étaient nettement moins lourdes.

Enfin, ce système fiscal permettrait d'écarter des politiques monétaires strictes avec le minimum d'effets néfastes (notamment par la hausse des taux d'intérêt) sur l'investissement, l'auto-financement étant maximal. Ainsi, la croissance de l'offre, qui est un moyen aussi efficace que l'absence de création monétaire pour lutter contre l'inflation, ne serait pas menacée à terme.

Si nous considérons maintenant la politique qui est menée actuellement aux U.S.A., l'application de ce système permettrait de fournir le maximum d'avantages que l'on peut attendre à long terme de ce genre de politique sans en subir les inconvénients à court terme. En effet, cité avantages à long terme pour la croissance, je propose la suppression de l'imposition directe et non sa réduction. De plus, ce système crée un arbitrage automatique en faveur de l'investissement, ce que ne peut assurer une simple politique de réduction d'impôts directs sans compensation au niveau indirect. Côté inconvénients, ce système (proposé au Président Ronald Reagan il y a deux ans car il permettait d'éviter une récession) change essentiellement le mode de financement de l'État mais est en mesure de financer le même montant de dépenses publiques. De ce fait, il permet, tout en supprimant l'imposition directe, afin de relancer puissamment et rapidement l'investissement, d'éviter le cercle vicieux habituel qui consistait à accepter une récession (avec ses effets néfastes sur l'emploi et l'investissement) afin de respecter un équilibre budgétaire, ou à accepter le risque inflationniste en créant un déficit, ou encore à accepter un peu des deux inconvénients (situation actuelle).

En effet, l'application de politiques keynésiennes « à l'envers », comme celle qui est pratiquée actuellement aux U.S.A., présente le risque, outre l'inconvénient de la récession à court terme, que les effets bénéfiques attendus sur l'investissement ne soient plus tardifs et moins puissants que prévu. Comme l'investissement dépend non seulement des possibilités d'auto-financement mais également des opportunités du marché, la récession supprime ces opportunités, et il ne sert à rien de redonner aux investisseurs des moyens supplémentaires d'investir si l'investissement ne devient plus opportun... De plus, la récession jouant sur la composante demande vis-à-vis des prix, la baisse du rythme de l'inflation est réelle mais obtenue de façon maladroite au point de vue financier car elle reflète la dépression du marché. Aussi, la réduction des marges et de l'activité en volume qui résulte de cette dépression ne peut que diminuer les possibilités d'auto-financement. De ce fait, l'avantage d'une moindre imposition est réduit par l'inconvénient d'un profit brut moindre. Il faut alors attendre une reprise forte et durable pour retrouver à la fois les possibilités d'auto-financement et les opportunités du marché précédemment réduites.

Dans ces conditions, le système fiscal que je propose est le seul qui puisse maximiser les avantages en supprimant les inconvénients de ce type de politique qui aurait alors toutes les chances de réussite, la réduction des dépenses publiques ne devant se faire que progressivement et au fur et à mesure que la demande privée est capable de prendre le relais de la demande publique (la souplesse de ce système fiscal le permettant aisément par la baisse progressive des taux de taxe).

Par ailleurs, la simplicité de ce système permettrait d'encourager au maximum les initiatives des créateurs potentiels car les règles du jeu seraient justes et claires (le créateur d'entreprise ne peut et ne doit en général compter que sur l'auto-financement pour assurer la survie et le développement de son entreprise). En effet, actuellement, la meilleure façon de décourager un candidat à la création d'entreprise est sans doute de lui faire lire un précis de fiscalité... Ce point n'est pas du tout négligeable à l'heure actuelle car, la croissance des activités existantes ne permettant pas de résorber le chômage, il est du plus haut intérêt de favoriser la création d'activités nouvelles.

Enfin, ce système présente l'avantage déterminant de relancer l'investissement au maximum sans relancer la demande globale dans un premier temps, donc sans relancer les importations (en cas de temps d'équilibre extérieur difficile...), ce qui est le principal inconvénient des politiques keynésiennes actuelles, politiques qui ne peuvent assurer une croissance compétitive exigée désormais par la contrainte externe. L'augmentation des importations n'intervenant que dans un second temps avec ce système fiscal (dans la mesure de l'augmentation du rythme de croissance en volume), nous pouvons raisonnablement penser que l'apparition de produits nouveaux ainsi que la compétitivité renforcée des produits existants provenant d'un investissement puissamment relancé permettront de payer facilement les importations existantes.

Par ailleurs, l'insolvabilité d'un nombre croissant de pays et d'entreprises montre qu'il serait temps d'adopter des systèmes fiscaux renforçant au maximum l'auto-financement des entreprises, c'est-à-dire leur solvabilité. En effet, la solvabilité des entreprises constitue une base essentielle de la solvabilité des pays où elles résident...

En conclusion, j'espère que des responsables politiques seront convaincus que le système fiscal que je suggère constitue une proposition sérieuse pour lutter à la fois contre l'inflation et le chômage et appliqueront ce système simple, efficace et peu coûteux à gérer, alors que les systèmes fiscaux actuellement en vigueur dans la plupart des pays occidentaux sont à la fois inutilement compliqués, inefficaces et coûteux. De même, j'espère que les lecteurs de cet article ne vérifieront pas dans leur majorité le scepticisme d'Aristote, quand il pensait que « les hommes sont devant les idées simples comme les chauves-souris devant la lumière, ils sont aveugles... »

JEAN-LUC SOULE-NAN
1, rue des Eaux, 75016 Paris

LES UTILISATEURS
CONNAÎTENT

DECISION

Un mois stupéfiant chez

NOUS PEUGEOT
TALBOT SOLARA
TALBOT HORIZON

le bon service

BAUER

ERARD SOLARA

Les principes d'une politique « keynésienne » d'aujourd'hui vus par un prix Nobel

MAJESTY COURT
PETERBOROUGH
ADAMSON C.V.
20, BURLINGTON

	à l'heure	la ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	63,00	98,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,66
IMMOBILIER	56,00	68,42
AUTOMOBILES	56,00	68,42
AGENDA	56,00	68,42
PROP. COMM. CAPITAUX	184,00	184,50

ANNONCES CLASSEES

	la ligne	la ligne T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	47,00	55,74
OFFRES D'EMPLOI	14,00	18,60
DEMANDES D'EMPLOI	36,00	42,70
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

Pour suivre la constante expansion de notre société, nous recherchons des candidats dynamiques pour travailler dans le domaine international de :

junior management consulting

Nous comptons parmi nos clients un grand nombre de sociétés internationales les plus connues en Europe.

- Nous recherchons des collaborateurs ambitieux, sachant faire preuve d'initiative, possédant une grande facilité de communication. L'âge idéal serait 25 ans environ et nous ne voyons pas d'inconvénient à recruter des candidats en début de carrière.
- Nous vous apprendrons nos techniques qui permettent d'exceptionnelles améliorations dans tous les domaines de la rentabilité des sociétés techniques qui ont fait leurs preuves dans des activités aussi diverses que le management, la fabrication, l'administration, les ventes et la formation du personnel. Vous devrez être de ceux qui apprécient les progrès tangibles et qui aiment voir le succès couronner leurs efforts.
- Cela concerne principalement ceux qui considèrent qu'une solide formation sur le tas a plus de valeur qu'un sésame de départ, mais pour les éléments les plus dynamiques, nous offrons la possibilité d'une carrière à évolution rapide tout sous l'aspect responsabilité que souhaite.
- Les déplacements fréquents imposent d'être domiciliés près de Paris ou de Lyon.

Une connaissance active de l'anglais est requise et une connaissance de l'italien est souhaitable.

Nous attendons votre candidature et C.V. avec mention de votre niveau de rémunération actuel et sous réf. JMM 20/02/84 (à mentionner sur l'enveloppe) à :

EUROLINK

Boulevard de la Cambre 42 - Boîte 13 - 1050 Bruxelles (BELGIQUE), qui transmettra.



INTERNATIONAL CROPS RESEARCH INSTITUTE FOR THE SEMI-ARID TROPICS (ICRISAT)

recherche pour son Centre sahélien à Niamey au Niger

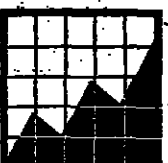
UN AGRONOME (SYSTEMES DE PRODUCTION)

FONCTIONS : Le candidat sera appelé à travailler en étroite collaboration avec une équipe de chercheurs internationaux en Afrique de l'Ouest et au siège de l'ICRISAT près de Hyderabad en Inde. Il participera à des recherches visant à réaliser et à évaluer des systèmes de production pouvant surmonter les contraintes identifiées lors de l'évaluation en champs paysans. Les objectifs du Programme des systèmes de production au Centre sahélien de l'ICRISAT sont de mettre au point des systèmes agricoles des mils et de l'arachide plus productifs, adaptés à la région agro-climatique sous-saharienne et acceptables aux paysans. L'agronome conduira sa recherche tant sur la station qu'en champ paysan, où les agriculteurs participeront à évaluer les nouvelles techniques de l'aménagement du sol et de culture.

QUALIFICATIONS : Le candidat doit être titulaire d'un doctorat en agronomie (production agricole, aménagement du sol) ou en phytophysiologie avec l'expérience relative à la production agricole. Plusieurs années de l'expérience de la recherche sur les systèmes agricoles avec des chercheurs multidisciplinaires après obtention du doctorat sont nécessaires. Une expérience de recherche et/ou de vulgarisation enseignement dans un pays en développement et une connaissance de travail du français seraient souhaitables.

TRAITEMENT : La rémunération et les avantages, de niveau international, seront en fonction de la formation et de l'expérience.

Les candidatures accompagnées d'un curriculum vitae et l'adresse de trois personnes pouvant les recommander devront parvenir au plus tard le 15 mars 1984, à : Director General, ICRISAT Patancheru P.O., Andhra Pradesh 502324, India.



DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

DIRECTEUR DES VENTES

(Paris - proche banlieue Sud)

275000

La Société, en pleine expansion, exploite un parc de distributeurs automatiques de boissons et de produits alimentaires solides, à l'échelon régional.

Elle recherche son directeur des ventes, âgé d'environ 37 ans, de formation supérieure commerciale, rompu à la négociation avec des responsables de sociétés et d'administrations, étant un excellent animateur et possédant de très bonnes qualités rédactionnelles.

Il aura pour mission de participer et de suivre l'action commerciale des responsables d'agence, de résoudre les problèmes de la clientèle, d'étudier de nouvelles implantations, de négocier les contrats, de surveiller et d'analyser les résultats du parc d'appareils, de définir les objectifs commerciaux, et de participer à l'élaboration et à la mise en place d'actions promotionnelles.

Envoyer CV + photo + lettre manuscrite sous référence 242.05

FRANCE - CADRES
22, rue St Augustin
75002 PARIS

NANCY

DIRECTEUR D'UNE UNITE REGIONALE

Un important groupe de Caisses de Retraites et de Prévoyance développe ses unités régionales.

Sous l'autorité du Directeur Administratif et Technique du siège, le cadre recruté sera responsable du fonctionnement quotidien, de l'Organisation Régionale de NANCY et animera, à terme, une équipe de 40 salariés.

Pour ce poste nous recherchons un diplômé de l'enseignement supérieur (Droit, Sciences Eco, Sup de Co...), âgé de 30 ans minimum, possédant une expérience professionnelle acquise dans l'assurance ou dans le secteur des retraites complémentaires, ayant déjà encadré du personnel administratif.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V., photo et rémunération annuelle souhaitée s / réf. 8682 à PIERRE LICHOU S.A., BP 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

UN.A.D.M.R.
recrute pour sa
Eldition de Haute-Loire

SON DIRECTEUR

Lieu de travail : Haute-Loire

- Expérience ou formation supérieure exigée.
- Motivé par la vie associative et par l'aide à domicile.
- Mobilité et disponibilité le soir pour réunion.

Poste à pourvoir immédiatement.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à :
Directeur Général UN.A.D.M.R.
12, rue Jacquemont, 75017 PARIS.

Le Directeur Financier
d'une Société Industrielle Française de 6000 personnes,
désire s'adjointre

DIRECTEUR DE LA COMPTABILITE d'origine INGENIEUR grande école

homme de gestion, organisateur et innovateur, il doit également être en mesure de superviser la comptabilité générale.

Adresser votre lettre de candidature sous N° 88445 à
CONTESSÉ PUBLICITE 20, av. de l'Opéra - 75040 Paris Cedex 01 q. r.

ADENAS
Association pour le Développement des Energies Nouvelles dans les Alpes du Sud.

cherche pour l'organisation du 2^e Salon pour la maîtrise de l'énergie à CHATEAU-ARNOUX (04)

UN (E) DIRECTEUR (TRICE) DE SALON

Ecrire sous le n° T 044.400 M
RÉSUMÉ-PRÉSENTÉ
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

INSTITUT UNIVERSITAIRE EUROPÉEN

Année universitaire 1984/85

L'Institut universitaire européen de Florence offre aux étudiants en sciences juridiques titulaires d'une maîtrise la possibilité de préparer :

- un Diplôme d'Etudes Comparatives, Européennes et Internationales (durée : 1 an) ;
- le Doctorat de l'Institut universitaire européen (durée 3 ans).

Les étudiants français admis à l'Institut bénéficient d'une bourse du Gouvernement français.

Tous renseignements et les formulaires de candidature sont à demander au :

Service Académique de l'Institut universitaire européen,
Badia Bissolana,
I-50016 San Domenico di Fiesole (FI).
Tél. : 55/477931.

IMPORTANT GROUPE COMMERCIAL
DU CENTRE ET DE L'OUEST
confierait sa

DIRECTION BRANCHE - FOURNITURES A L'INDUSTRIE ET OUTILLAGE

à

COLLABORATEUR

ayant bonne expérience dans ce domaine pour :

- coordonner et animer équipe de 40 personnes
- gérer achats, stocks, marges et F.G.
- étendre gamme du plan de vente et jouer au sein de l'ensemble du groupe un rôle de promotion dans la même activité.

Rémunération importante en fonction des compétences - voiture de société.

Adresser C.V., manuscrit, photo et prétentions sous réf. 88075 à CONTESSÉ PUBLICITE
20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

AID

Assisted Intelligence Design
PARIS SAN FRANCISCO TOKYO

Bureau d'études Micro-Electronique (HARD & SOFT)
Budget : US\$ 3 millions assuré pour 1984

Recherche pour diriger l'entreprise située au centre de Paris (RER - CHATELET)

le DIRECTEUR ADMINISTRATIF, FINANCIER, COMMERCIAL

- parfaitement bilingue Anglais/Français
- expérience probante de la gestion d'une PME
- capable de diriger une équipe très jeune et dynamique dont la passion du travail occupe la vie personnelle et familiale.

250000 F/AN
+ fort intérêt aux résultats.

Lettre manuscrite en ANGLAIS et CV en Français à :
MICRO-ARCHI, 79, rue du Temple 75003 PARIS

IMPORTANT SOCIÉTÉ FILIALE
D'UN DES PLUS GRANDS GROUPE FRANÇAIS

DIRECTEUR COMMERCIAL ET EXPLOITATION

ATTACHÉ A LA DIRECTION GÉNÉRALE

35 ans environ, formation supérieure, au moins bilingue (anglais), possédant expérience et maîtrise de la technique du transit et de toutes les formes du transport

Il devra assurer direction et animation des différentes succursales et du service commercial.

Résidence ville du Nord, salaire G fonction compétence, poste de grand avenir.

Adresser C.V. détaillé et photo sous n° 7.522
le Monde Pubservice ANNONCES CLASSEES
5, rue des Italiens, 75009 PARIS
qui transmettra.
Discretion assurée.

AFRIQUE NOIRE POUR CHANTIER T.P.

longue durée
nous recherchons

JEUNE GÉOTECHNICIEN

ayant fait des ÉTUDES de mécanique des SOLS
ENVIRON 3 ans EXPÉRIENCE

IL SERA CHARGÉ :

- De l'étude de la stabilité des remblais, déblais, et fondations ouvrages d'art.

Poste intéressant du fait de l'importance des travaux et des responsabilités qui en découlent.

GARANTIES habituelles, RÉGIME EXPATRIÉ.

Le POSTE EST A POURVOIR D'URGENCE.

Les candidats enverront C.V. et copies de diplômes avec photo, non retournées, à n° 07.819 AMEP P.A., 37, rue du Gal-Foy, 75008 PARIS.



emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

BIAO AFRIBANK

la BIAO - Cameroun
la BIAO - Mali
la BIAO - Centrafrique
la Banque Internationale pour le Gabon
la Banque Internationale des Comores
la Banque Internationale pour la Mauritanie

recrutent par voie de concours des

AGENTS D'ENCADREMENT

Ce concours est ouvert respectivement aux ressortissants CAMEROUNAIS - MALIENS - CENTRAFRICAIS - GABONAIS - COMORIENS et MAURITANIENS jouissant de leurs droits civiques et âgés de moins de trente ans

Les candidats doivent avoir une solide formation économique et comptable attestée par la détention de l'un des diplômes suivants :

- diplôme de licence en sciences économiques (gestion)
- diplôme d'un institut supérieur de gestion
- diplôme de gestion comptable et d'expertise comptable
- diplôme de gestion des entreprises et économie monétaire
- diplôme d'un institut d'administration des entreprises
- diplôme d'études comptables supérieures
- diplôme d'études supérieures de banque
- diplôme d'un institut supérieur de statistiques
- diplôme du centre d'études financières et bancaires...

ou d'un diplôme équivalent (école supérieure spécialisée telles écoles supérieures de commerce, de gestion et I.U.T.).

Les étudiants qui préparent actuellement ces diplômes sont également admis à concourir. Toutefois, leur recrutement définitif sera subordonné à l'obtention des grades universitaires requis et ceci au terme de l'année scolaire 1983/1984.

Les dossiers devront être retirés aux Départements Formation des filiales concernées, ainsi qu'au Département Formation du Groupe BIAO, 9, avenue de Messine 75008 PARIS

avant le 2 mars 1984

Ces dossiers, dûment complétés, devront être déposés aux mêmes services le :
23 mars 1984 dernier délai



emplois régionaux emplois régionaux

ROUGIER OCEAN LANDEX - GROUPE SAINT-GOBAIN

1er fabricant français de contreplaqués et particules

recherche un

INGENIEUR DEBUTANT

diplômé AM - ESB - ENSI (Mécanique ou Chimie), pour l'intégrer à une équipe de recherche appliquée au développement des produits bois à destination du bâtiment.

Ultérieurement sa carrière pourra évoluer soit dans le secteur bois / papiers du Groupe soit dans la compagnie même de SAINT GOBAIN. Lieu de travail : Niort.

Ecrire avec CV explicite sous réf. R/ID à CETAGEP - 30, avenue Amiral Lemonnier 75160 MARLY LE ROI

CETAGEP

JEUNE DIPLOME GRANDES ECOLES COMMERCIALES OU DE GESTION HF

SOCIETE LEADER DU MARCHÉ AGRO-ALIMENTAIRE MONDIAL cherche pour son activité TRITURATION DE SOJA - COLZA

JEUNE DIPLOME GRANDES ECOLES COMMERCIALES OU DE GESTION

Le candidat aura pour mission :
- d'acheter sur le marché mondial les matières premières pour assurer l'approvisionnement des usines,
- de vendre la production tourteaux de soja sur le marché français et huile à l'exportation.

Il devra :
- avoir la maîtrise de la langue anglaise,
- savoir s'intégrer dans une équipe jeune travaillant dans un contexte international,
- avoir le goût du contact clients.

Le poste est basé à SAINT NAZAIRE.

Si vous avez un esprit vif, une bonne souplesse d'adaptation et de solides qualités de jugement et de décision, écrivez-nous avec lettre manuscrite, C.V. et photo récente à l'attention du Responsable du Personnel

CIE CARGILL

BP 73

7101 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE Cédex.



ORGANISME PUBLIC DE FORMATION DU DÉPARTEMENT DE L'ALPES (13000 les Bains) recrute

INFORMATICIEN

Profil : MAÎTRE D'INFORMATIQUE avec expérience en P.E.S.T. - Informatique

Mission :
- Développement des études informatiques.
- Animation dans le cadre de la formation initiale et continue.
- Administration informatique :
- Sans fonction, de compétence, environ 120.000 F.
- Adresser : lettre de candidature manuscrite, C.V. et photo récente à l'attention du Responsable du Personnel, 75008 PARIS.

ORCHESTRE RÉGIONAL

recherche

DIRECTEUR ADMINISTRATIF

recherche

Sous la responsabilité du Conseil d'Administration il aura à assurer la liaison entre l'ensemble de l'Orchestre (collectivités locales, associations, artistes, etc.)

Il proposera et exécutera le budget annuel de l'Orchestre. Il assurera la gestion administrative.

Les candidats devront être titulaires d'une licence ou d'un diplôme équivalent, avoir une expérience professionnelle de 5 à 10 ans dans le domaine de la gestion administrative et de la gestion des collectivités locales.

La fonction suppose de fréquents déplacements dans le département.

Les candidats doivent être titulaires d'une licence ou d'un diplôme équivalent, avoir une expérience professionnelle de 5 à 10 ans dans le domaine de la gestion administrative et de la gestion des collectivités locales.

La fonction suppose de fréquents déplacements dans le département.

Les candidats doivent être titulaires d'une licence ou d'un diplôme équivalent, avoir une expérience professionnelle de 5 à 10 ans dans le domaine de la gestion administrative et de la gestion des collectivités locales.

La fonction suppose de fréquents déplacements dans le département.

Les candidats doivent être titulaires d'une licence ou d'un diplôme équivalent, avoir une expérience professionnelle de 5 à 10 ans dans le domaine de la gestion administrative et de la gestion des collectivités locales.

La fonction suppose de fréquents déplacements dans le département.

Les candidats doivent être titulaires d'une licence ou d'un diplôme équivalent, avoir une expérience professionnelle de 5 à 10 ans dans le domaine de la gestion administrative et de la gestion des collectivités locales.

La fonction suppose de fréquents déplacements dans le département.

Les candidats doivent être titulaires d'une licence ou d'un diplôme équivalent, avoir une expérience professionnelle de 5 à 10 ans dans le domaine de la gestion administrative et de la gestion des collectivités locales.

La fonction suppose de fréquents déplacements dans le département.

Les candidats doivent être titulaires d'une licence ou d'un diplôme équivalent, avoir une expérience professionnelle de 5 à 10 ans dans le domaine de la gestion administrative et de la gestion des collectivités locales.

La fonction suppose de fréquents déplacements dans le département.

Les candidats doivent être titulaires d'une licence ou d'un diplôme équivalent, avoir une expérience professionnelle de 5 à 10 ans dans le domaine de la gestion administrative et de la gestion des collectivités locales.

La fonction suppose de fréquents déplacements dans le département.

Les candidats doivent être titulaires d'une licence ou d'un diplôme équivalent, avoir une expérience professionnelle de 5 à 10 ans dans le domaine de la gestion administrative et de la gestion des collectivités locales.

La fonction suppose de fréquents déplacements dans le département.

Les candidats doivent être titulaires d'une licence ou d'un diplôme équivalent, avoir une expérience professionnelle de 5 à 10 ans dans le domaine de la gestion administrative et de la gestion des collectivités locales.

La fonction suppose de fréquents déplacements dans le département.

Les candidats doivent être titulaires d'une licence ou d'un diplôme équivalent, avoir une expérience professionnelle de 5 à 10 ans dans le domaine de la gestion administrative et de la gestion des collectivités locales.

La fonction suppose de fréquents déplacements dans le département.

Les candidats doivent être titulaires d'une licence ou d'un diplôme équivalent, avoir une expérience professionnelle de 5 à 10 ans dans le domaine de la gestion administrative et de la gestion des collectivités locales.

La fonction suppose de fréquents déplacements dans le département.

Les candidats doivent être titulaires d'une licence ou d'un diplôme équivalent, avoir une expérience professionnelle de 5 à 10 ans dans le domaine de la gestion administrative et de la gestion des collectivités locales.

La fonction suppose de fréquents déplacements dans le département.

Les candidats doivent être titulaires d'une licence ou d'un diplôme équivalent, avoir une expérience professionnelle de 5 à 10 ans dans le domaine de la gestion administrative et de la gestion des collectivités locales.

La fonction suppose de fréquents déplacements dans le département.

Les candidats doivent être titulaires d'une licence ou d'un diplôme équivalent, avoir une expérience professionnelle de 5 à 10 ans dans le domaine de la gestion administrative et de la gestion des collectivités locales.

La fonction suppose de fréquents déplacements dans le département.

Les candidats doivent être titulaires d'une licence ou d'un diplôme équivalent, avoir une expérience professionnelle de 5 à 10 ans dans le domaine de la gestion administrative et de la gestion des collectivités locales.

La fonction suppose de fréquents déplacements dans le département.

Les candidats doivent être titulaires d'une licence ou d'un diplôme équivalent, avoir une expérience professionnelle de 5 à 10 ans dans le domaine de la gestion administrative et de la gestion des collectivités locales.

La fonction suppose de fréquents déplacements dans le département.

Les candidats doivent être titulaires d'une licence ou d'un diplôme équivalent, avoir une expérience professionnelle de 5 à 10 ans dans le domaine de la gestion administrative et de la gestion des collectivités locales.

La fonction suppose de fréquents déplacements dans le département.

Les candidats doivent être titulaires d'une licence ou d'un diplôme équivalent, avoir une expérience professionnelle de 5 à 10 ans dans le domaine de la gestion administrative et de la gestion des collectivités locales.

La fonction suppose de fréquents déplacements dans le département.

Les candidats doivent être titulaires d'une licence ou d'un diplôme équivalent, avoir une expérience professionnelle de 5 à 10 ans dans le domaine de la gestion administrative et de la gestion des collectivités locales.

La fonction suppose de fréquents déplacements dans le département.

Les candidats doivent être titulaires d'une licence ou d'un diplôme équivalent, avoir une expérience professionnelle de 5 à 10 ans dans le domaine de la gestion administrative et de la gestion des collectivités locales.

La fonction suppose de fréquents déplacements dans le département.

Les candidats doivent être titulaires d'une licence ou d'un diplôme équivalent, avoir une expérience professionnelle de 5 à 10 ans dans le domaine de la gestion administrative et de la gestion des collectivités locales.

La fonction suppose de fréquents déplacements dans le département.

Les candidats doivent être titulaires d'une licence ou d'un diplôme équivalent, avoir une expérience professionnelle de 5 à 10 ans dans le domaine de la gestion administrative et de la gestion des collectivités locales.

La fonction suppose de fréquents déplacements dans le département.

Les candidats doivent être titulaires d'une licence ou d'un diplôme équivalent, avoir une expérience professionnelle de 5 à 10 ans dans le domaine de la gestion administrative et de la gestion des collectivités locales.

La fonction suppose de fréquents déplacements dans le département.

Les candidats doivent être titulaires d'une licence ou d'un diplôme équivalent, avoir une expérience professionnelle de 5 à 10 ans dans le domaine de la gestion administrative et de la gestion des collectivités locales.

La fonction suppose de fréquents déplacements dans le département.

Les candidats doivent être titulaires d'une licence ou d'un diplôme équivalent, avoir une expérience professionnelle de 5 à 10 ans dans le domaine de la gestion administrative et de la gestion des collectivités locales.

La fonction suppose de fréquents déplacements dans le département.

Les candidats doivent être titulaires d'une licence ou d'un diplôme équivalent, avoir une expérience professionnelle de 5 à 10 ans dans le domaine de la gestion administrative et de la gestion des collectivités locales.

La fonction suppose de fréquents déplacements dans le département.

Les candidats doivent être titulaires d'une licence ou d'un diplôme équivalent, avoir une expérience professionnelle de 5 à 10 ans dans le domaine de la gestion administrative et de la gestion des collectivités locales.

La fonction suppose de fréquents déplacements dans le département.

Les candidats doivent être titulaires d'une licence ou d'un diplôme équivalent, avoir une expérience professionnelle de 5 à 10 ans dans le domaine de la gestion administrative et de la gestion des collectivités locales.

La fonction suppose de fréquents déplacements dans le département.

Les candidats doivent être titulaires d'une licence ou d'un diplôme équivalent, avoir une expérience professionnelle de 5 à 10 ans dans le domaine de la gestion administrative et de la gestion des collectivités locales.

La fonction suppose de fréquents déplacements dans le département.

Les candidats doivent être titulaires d'une licence ou d'un diplôme équivalent, avoir une expérience professionnelle de 5 à 10 ans dans le domaine de la gestion administrative et de la gestion des collectivités locales.

La fonction suppose de fréquents déplacements dans le département.

Les candidats doivent être titulaires d'une licence ou d'un diplôme équivalent, avoir une expérience professionnelle de 5 à 10 ans dans le domaine de la gestion administrative et de la gestion des collectivités locales.

La fonction suppose de fréquents déplacements dans le département.

Coframines

COMPAGNIE FRANÇAISE DES MINES

UNE VIE DE PIONNIER POUR UN GESTIONNAIRE

COFRAMINES, Société minière de dimension internationale, recherche pour l'exploitation d'étain d'une de ses filiales située dans le nord du SHABA (Zaire), son

RESPONSABLE DES SERVICES GÉNÉRAUX

En liaison directe avec la Direction Générale et le Responsable de l'exploitation, au sein d'une équipe restreinte sur la base-vie, il dirigera de 50 à 80 personnes.

Contribuant à la mise en place de l'organisation nécessaire à l'exploitation qui commencera prochainement, il sera chargé :
- de la comptabilité générale et analytique du centre de coût (trésorerie, prévisions et suivi budgétaire),
- du contrôle de gestion (suivi et amélioration des procédures existantes),
- du personnel et des services sociaux (suivi de l'activité de la base-vie),
- des approvisionnements (suivi des plans, recueil des besoins nouveaux, lancement des commandes et suivi des transports).

De formation supérieure, préparé ou exercé à la gestion et âgé de 30 ans minimum, il aura de préférence une expérience de la vie "en brousse".

Si cette offre vous intéresse, merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 84.04 M à notre conseil EUREQUIP à qui nous avons confié la recherche et qui vous garantira la plus grande discrétion.

EUREQUIP
Département Conseil en Recrutement
15, avenue d'Eylau - 75116 PARIS Tél. 553.84.73

PARIS-LONDRES-HOUSTON-ROME

PARIS-LONDRES-HOUSTON-ROME

PARIS-LONDRES-HOUSTON-ROME

PARIS-LONDRES-HOUSTON-ROME

PARIS-LONDRES-HOUSTON-ROME

PARIS-LONDRES-HOUSTON-ROME

PARIS-LONDRES-HOUSTON-ROME

PARIS-LONDRES-HOUSTON-ROME

PARIS-LONDRES-HOUSTON-ROME

PARIS-LONDRES-HOUSTON-ROME

PARIS-LONDRES-HOUSTON-ROME

PARIS-LONDRES-HOUSTON-ROME

PARIS-LONDRES-HOUSTON-ROME

PARIS-LONDRES-HOUSTON-ROME

PARIS-LONDRES-HOUSTON-ROME

PARIS-LONDRES-HOUSTON-ROME

PARIS-LONDRES-HOUSTON-ROME

PARIS-LONDRES-HOUSTON-ROME

PARIS-LONDRES-HOUSTON-ROME

PARIS-LONDRES-HOUSTON-ROME

PARIS-LONDRES-HOUSTON-ROME

PARIS-LONDRES-HOUSTON-ROME

PARIS-LONDRES-HOUSTON-ROME

PARIS-LONDRES-HOUSTON-ROME

PARIS-LONDRES-HOUSTON-ROME

PARIS-LONDRES-HOUSTON-ROME

PARIS-LONDRES-HOUSTON-ROME

PARIS-LONDRES-HOUSTON-ROME

PARIS-LONDRES-HOUSTON-ROME

PARIS-LONDRES-HOUSTON-ROME

Lycée Français de Los Angeles

recherche

professeurs

Francis, Philosophie, Maths, Histoire-Géographie, Sciences Naturelles, Physique-Chimie, Dessin - et instituteurs/institutrices.

Envoyer curriculum vitae et photo, 3281 Cleveland Avenue, Los Angeles CA 90034 (California).

Envoyer curriculum vitae et photo, 3281 Cleveland Avenue, Los Angeles CA 90034 (California).

Envoyer curriculum vitae et photo, 3281 Cleveland Avenue, Los Angeles CA 90034 (California).

Envoyer curriculum vitae et photo, 3281 Cleveland Avenue, Los Angeles CA 90034 (California).

Envoyer curriculum vitae et photo, 3281 Cleveland Avenue, Los Angeles CA 90034 (California).

Envoyer curriculum vitae et photo, 3281 Cleveland Avenue, Los Angeles CA 90034 (California).

Envoyer curriculum vitae et photo, 3281 Cleveland Avenue, Los Angeles CA 90034 (California).

Envoyer curriculum vitae et photo, 3281 Cleveland Avenue, Los Angeles CA 90034 (California).

Envoyer curriculum vitae et photo, 3281 Cleveland Avenue, Los Angeles CA 90034 (California).

Envoyer curriculum vitae et photo, 3281 Cleveland Avenue, Los Angeles CA 90034 (California).

Envoyer curriculum vitae et photo, 3281 Cleveland Avenue, Los Angeles CA 90034 (California).

Envoyer curriculum vitae et photo, 3281 Cleveland Avenue, Los Angeles CA 90034 (California).

Envoyer curriculum vitae et photo, 3281 Cleveland Avenue, Los Angeles CA 90034 (California).

Envoyer curriculum vitae et photo, 3281 Cleveland Avenue, Los Angeles CA 90034 (California).

Envoyer curriculum vitae et photo, 3281 Cleveland Avenue, Los Angeles CA 90034 (California).

Envoyer curriculum vitae et photo, 3281 Cleveland Avenue, Los Angeles CA 90034 (California).

Envoyer curriculum vitae et photo, 3281 Cleveland Avenue, Los Angeles CA 90034 (California).

Envoyer curriculum vitae et photo, 3281 Cleveland Avenue, Los Angeles CA 90034 (California).

Envoyer curriculum vitae et photo, 3281 Cleveland Avenue, Los Angeles CA 90034 (California).

Envoyer curriculum vitae et photo, 3281 Cleveland Avenue, Los Angeles CA 90034 (California).

Envoyer curriculum vitae et photo, 3281 Cleveland Avenue, Los Angeles CA 90034 (California).

Envoyer curriculum vitae et photo, 3281 Cleveland Avenue, Los Angeles CA 90034 (California).

Envoyer curriculum vitae et photo, 3281 Cleveland Avenue, Los Angeles CA 90034 (California).

Envoyer curriculum vitae et photo, 3281 Cleveland Avenue, Los Angeles CA 90034 (California).

Envoyer curriculum vitae et photo, 3281 Cleveland Avenue, Los Angeles CA 90034 (California).

Envoyer curriculum vitae et photo, 3281 Cleveland Avenue, Los Angeles CA 90034 (California).

Envoyer curriculum vitae et photo, 3281 Cleveland Avenue, Los Angeles CA 90034 (California).

Envoyer curriculum vitae et photo, 3281 Cleveland Avenue, Los Angeles CA 90034 (California).

Envoyer curriculum vitae et photo, 3281 Cleveland Avenue, Los Angeles CA 90034 (California).

Envoyer curriculum vitae et photo, 3281 Cleveland Avenue, Los Angeles CA 90034 (California).

Envoyer curriculum vitae et photo, 3281 Cleveland Avenue, Los Angeles CA 90034 (California).

Envoyer curriculum vitae et photo, 3281 Cleveland Avenue, Los Angeles CA 90034 (California).

Envoyer curriculum vitae et photo, 3281 Cleveland Avenue, Los Angeles CA 90034 (California).

Envoyer curriculum vitae et photo, 3281 Cleveland Avenue, Los Angeles CA 90034 (California).

Envoyer curriculum vitae et photo, 3281 Cleveland Avenue, Los Angeles CA 90034 (California).

Envoyer curriculum vitae et photo, 3281 Cleveland Avenue, Los Angeles CA 90034 (California).

Envoyer curriculum vitae et photo, 3281 Cleveland Avenue, Los Angeles CA 90034 (California).

Envoyer curriculum vitae et photo, 3281 Cleveland Avenue, Los Angeles CA 90034 (California).

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

Young engineer for Riyad

De formation généraliste (AM, IDN, INSA...), vous avez fait vos premières armes en entreprise dans un poste opérationnel et vous avez déjà abordé les problèmes d'entretien. Aujourd'hui, vous vous sentez attiré par le type de responsabilités et le style de vie que peut vous procurer l'expatriation.

Notre groupe a une forte implantation en Arabie Saoudite, avec une ingénierie parisienne. Il a à son actif des réalisations prestigieuses : complexes hospitaliers et hôteliers, ensembles résidentiels - disposant d'équipements très élaborés techniquement, dont il s'agit désormais d'assurer une maintenance sérieuse. Ce qui implique un budget et du matériel à gérer, des procédures à rodier et à faire vivre. Et surtout des hommes de toutes spécialités (électricité, électronique, mécanique, climatisation, traitement des eaux...) à diriger. Tout cela demande un bon sens de l'organisation, mais aussi la capacité à aller sur le terrain pour régler, là où ils se posent, les problèmes, parfois inattendus.

Nous vous proposons à Riyad la responsabilité de la maintenance d'une unité hospitalière aux installations sophistiquées, avec tous les avantages de l'expatriation et un contrat à durée déterminée renouvelable. C'est aux consultants de SIRCA que vous adresserez d'abord votre candidature, sous référence 127252M, en leur confirmant que vous possédez un anglais très opérationnel.

Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTIC

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Important établissement industriel de mécanique région RHONE-ALPES recherche pour son bureau de fabrication

Un Ingénieur Soudeur

RESPONSABLE DE LA PARTIE MECANO SOUDAGE

Il utilisera ses compétences spécifiques pour animer les actions en liaison avec les ateliers, le bureau d'études et le service contrôle.

Il sera le correspondant A.R.E. vis-à-vis des organismes spécialisés (Institut de la Soudure, Institut Saint-Louis, Laboratoires divers...).

Formation : Diplôme d'ingénieur, + formation ESSA ou similaire.

Adresser C.V. et prétentions s / réf. 4141 à PIERRE LICHOU S.A. BP 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Contrôleur de gestion groupe

300.000 F

Côte atlantique - Cet important groupe industriel de grande renommée, face aux évolutions de son marché, a entrepris une profonde restructuration de ses activités et de son outil de production. Dans ce contexte, le président-directeur général souhaite s'attacher la collaboration d'un contrôleur de gestion dont la mission sera de participer par ses analyses et ses conseils aux orientations stratégiques du groupe. Pour cela il devra adapter les procédures de contrôle en matière budgétaire et de comptabilité analytique aux nouvelles situations, assurer la gestion financière (révisions bancaires, financement, trésorerie, etc.) et établir les plans de développement à court et moyen terme. Il assurera également un important rôle d'audit au sein des filiales. Associé d'un adjoint, il animera une équipe de trois collaborateurs. Ce poste basé dans une région agricole convient à un candidat âgé de 30 ans minimum, de formation supérieure (HESR, ESSEC, ESCP ou école d'ingénieurs), possédant une solide expérience de l'audit et du contrôle des coûts financiers et industriels acquis dans une grande entreprise de transformation lui permettant de collaborer au sein d'un comité de direction. Le salaire annuel de l'ordre de 300.000 francs pourra être supérieur si l'expérience le justifie. Ecrire à J.B. FOURNIER en précisant la référence A/1259M.

PA

1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. (40) 48.48.82

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Responsable des investissements

300.000 F

Cette société fabrique des produits de très haute technologie qu'elle commercialise principalement à l'export. Elle est l'un des leaders mondiaux de ce secteur d'activité. Elle investit chaque année plusieurs millions de francs pour améliorer ses performances productives et qualitatives. Elle recherche, dans le cadre de cette expansion continue, son responsable des investissements. Dependamment de la direction générale, il aura pour mission, pour l'ensemble des investissements, de réaliser les études préliminaires et de définir le cahier des charges, de consulter, au plan mondial, les fournisseurs potentiels, de réaliser le choix final et de négocier les contrats, d'assurer la logistique et le suivi des projets jusqu'à la réception. Il aura également un rôle de prospecteur technique lié à une démarche marketing. Cette réelle opportunité de carrière s'adresse à un ingénieur diplômé, de préférence à dominante mécanique, possédant une expérience significative de la gestion et de la négociation de projets d'investissements, incluant des techniques variées (mécanique, électrique, hydraulique, automatisées). Celle-ci aura été acquise soit dans une entreprise industrielle, soit dans une société d'ingénierie. La maîtrise de l'anglais est souhaitée. Pour ce poste basé dans le centre de la France, la rémunération, fonction de l'expérience acquise, sera de l'ordre de 300.000 francs. Ecrire à M. LE GOUËFF en précisant la référence A/3783M.

PA

78, Boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

BANQUE REGIONALE à statut légal spécial et à forme mixte

RECRUTE :

● Pour DIEPPE

RESPONSABLE D'AGENCE

(IV, V ou équivalent)

● Pour DUNKERQUE

FUTUR (E)

RESPONSABLE D'AGENCE

(III, IV ou équivalent)

● Expérience confirmée dépôts et crédits (particuliers, entreprises, associations)

Indiquer rémunération actuelle et souhaitée, à :

C.M.M. qual. Chancy, B.P. n° 72,

62201 BOULOGNE-SUR-MER CEDEX

DISCRETION ASSURÉE.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer fidèlement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

Ingénieur de recherche

Chimie

Midi-pyrénées - La SEPPIC, société d'exploitation de produits pour l'industrie chimique (chiffre d'affaires : 250 millions de francs), est une filiale des Chargeurs Réunis. Elle recherche pour son unité d'exploitation de produits tensio-actifs (chimie de synthèse organique), située à Centre dans le Tarn, un ingénieur de recherche de haut niveau. Au sein du laboratoire composé de 5 personnes, il aura la responsabilité de la synthèse organique et supervisera le pilote (2 personnes). Agé d'environ 35 ans, il a une formation de docteur ingénieur (thèse de chimie organique) et une expérience de 5 à 10 ans de la recherche de synthèse de produits, acquise dans les domaines des agents de surface ou cosmétiques, galvanique, chimie organique fine. Des connaissances en génie chimique sont souhaitées pour les essais en pilote. La rémunération prévue est élevée, mais elle dépendra essentiellement de l'expérience et des qualités du candidat recruté. Ecrire à Arlene BIEBUYCK en précisant la référence A/17027M.

PA

71 bis, allée Jean-Jaurès - 31000 TOULOUSE - Tél. (61) 63.76.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Télématique

Rhône-alpes

Responsable technique - Cette importante société du secteur des services connaît une croissance exceptionnelle. Dans le cadre d'une diversification dans la télématique, elle recherche le responsable technique de cette nouvelle activité. En collaboration avec le responsable de cette entité, il a pour mission de définir les moyens techniques d'exploitation, de maintenir la qualité du service vis-à-vis des utilisateurs, de coordonner les différents intervenants dans la réalisation des contrats, d'adapter en permanence le système à la croissance de la société. Outre ces responsabilités techniques, il intervient pour soutenir l'action commerciale (salons, expositions, présentation en clientèle, support technique à la vente...). Cette réelle opportunité s'adresse avant tout à un ingénieur informaticien fortement motivé par une carrière dans la télématique. Il a acquis une première expérience de trois à cinq ans minimum en tant qu'homme système, réseau ou vidéotex. La candidature d'ingénieurs technico-commerciaux ayant vendu des produits dans ces domaines peut être envisagée. Les moyens très importants mis à la disposition de cette nouvelle activité doivent permettre une évolution rapide de cette fonction. La rémunération de départ sera de l'ordre de 200.000 francs. Ecrire ou téléphoner à D. DE VERNEUIL en précisant la référence A/3784M.

PA

78, Boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

INGENIEURS LOGICIELS

Dans le centre industriel Bull Périphériques à Belfort, est développée une nouvelle génération d'imprimantes haute performance. La phase de définition, d'élaboration et de mise au point de modules logiciels est prête à démarrer... avec vous. De nouvelles fonctionnalités sont à développer ainsi que des possibilités de connexions sur des matériels variés.

Selon vos intérêts, vous pourrez prendre une fonction d'ingénieur développement ou une orientation plus spécifique d'ingénieur système, ou d'ingénieur d'intégration préparant la qualification des logiciels. Diplômé Grande Ecole ou Universitaire (Maîtrise, DESS...), vous connaissez les applications temps réel, les langages évolués, et peut-être même les matériels Mini 6. Une première expérience est appréciée.

Alors, allons plus loin ensemble.

Ecrivez à F. Cohen
Service Recrutement
Bull Périphériques
6, avenue des Usines
90001 BELFORT

Bull

2 Ingénieurs physico-chimistes

Dijon

Notre Société de 900 personnes, filiale d'un groupe nationalisé, conçoit et fabrique des composants électroniques.

Dans le cadre du développement de nos activités, nous recherchons 2 ingénieurs développement chargés de l'étude, de la mise en œuvre, des procédés et de la mise au point jusqu'à la pré-industrialisation des équipements destinés au lancement de nouveaux produits.

Débutant ou possédant une expérience industrielle de quelques années, il est souhaité une bonne connaissance en mécanique.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. + photo sous la référence JV/52 à CAPFOR - 70, rue Boileau - 69006 LYON.

CAPFOR

PARIS - LYON - NANTES - ANGERS - NIMES - MONTPELLIER - NORD - OULHES - ROUEN

Leader mondial dans le domaine de l'étude, de la production et de l'installation de systèmes de conception et de fabrication assistées par ordinateur (CAO, FAO), nous recherchons pour notre nouvelle usine de NANCY et dans le cadre de notre expansion, un

Ingénieur d'études produits

Il sera chargé : ● de l'introduction des nouveaux produits ● du support technique des produits existants ● des liaisons avec les interlocuteurs techniques du siège aux U.S.A. ● des liaisons avec les fournisseurs OEM

Ce poste requiert une formation d'ingénieur électronicien spécialisé ordinateurs avec 3-5 ans d'expérience industrielle, de préférence dans la fabrication, le montage ou l'entretien des ordinateurs de petite ou moyenne taille.

Les connaissances suivantes constitueront un atout supplémentaire : ● technique des microprocesseurs ● réseaux locaux ● IBM série 4300

Une formation approfondie sera assurée dans nos usines en RFA et aux U.S.A. avant la prise de fonction à NANCY.

Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

Il est prévu une rémunération motivante.

Veillez adresser CV et prêt à P. BEYSSON - COMPUTERVISION INDUSTRIES - Tour Galien 2 - 93175 BAGNOLET CEDEX

COMPUTERVISION Productivity... by Design



Unilever France Services

recherche pour PPF BERTRAND Frères (industrie aromatique, 100 millions de F. de C.A., 150 personnes) un

Responsable du Développement Technique

Le poste est situé à Grasse (06)

Placé sous l'autorité du directeur technique de la société,

il devra :

- rationaliser et améliorer les procédés de fabrication existants ;
- développer de nouveaux procédés et de nouvelles technologies ;
- participer à la détermination des standards techniques.

Ce poste s'adresse à un ingénieur chimiste ayant une expérience de 5 à 10 ans environ dans l'industrie de l'aromatique ou équivalent.

La pratique de l'anglais est nécessaire.

Adresser C.V., photo et rémunération sous référence IV/84 à Michel LECLERC - Département Central du Personnel UNILEVER FRANCE SERVICES 8, avenue Delcassé - 75384 PARIS Cedex 08.



INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE RECHERCHE

ASSISTANT

AUPRÈS DE DIRECTION SCIENTIFIQUE SECTEUR « PRODUCTIONS VÉGÉTALES »

Chargé : relations avec Direction Générale, liaisons avec chefs de département, représentation du Secteur dans différentes réunions et groupes de travail.

Formation : Ingénieur Agronome, Docteur Ingénieur.

Expérience de gestion, sens de l'organisation.

Recrutement après concours.

Env. candidature avant le 7 mars 1984 à M. MARROU, Direct. Scientif., INRA, 149, rue de Grenelle, PARIS-7.

Direct. Scientif., INRA, 149, rue de Grenelle, PARIS-7.

Direct. Scientif., INRA, 149, rue de Grenelle, PARIS-7.

Direct. Scientif., INRA, 149, rue de Grenelle, PARIS-7.

Direct. Scientif., INRA, 149, rue de Grenelle, PARIS-7.

Direct. Scientif., INRA, 149, rue de Grenelle, PARIS-7.

Direct. Scientif., INRA, 149, rue de Grenelle, PARIS-7.

Direct. Scientif., INRA, 149, rue de Grenelle, PARIS-7.

Direct. Scientif., INRA, 149, rue de Grenelle, PARIS-7.

Direct. Scientif., INRA, 149, rue de Grenelle, PARIS-7.

Direct. Scientif., INRA, 149, rue de Grenelle, PARIS-7.

Direct. Scientif., INRA, 149, rue de Grenelle, PARIS-7.

Direct. Scientif., INRA, 149, rue de Grenelle, PARIS-7.

Direct. Scientif., INRA, 149, rue de Grenelle, PARIS-7.

Direct. Scientif., INRA, 149, rue de Grenelle, PARIS-7.

Direct. Scientif., INRA, 149, rue de Grenelle, PARIS-7.

Direct. Scientif., INRA, 149, rue de Grenelle, PARIS-7.

Direct. Scientif., INRA, 149, rue de Grenelle, PARIS-7.

Direct. Scientif., INRA, 149, rue de Grenelle, PARIS-7.

Direct. Scientif., INRA, 149, rue de Grenelle, PARIS-7.

Direct. Scientif., INRA, 149, rue de Grenelle, PARIS-7.

Direct. Scientif., INRA, 149, rue de Grenelle, PARIS-7.

Direct. Scientif., INRA, 149, rue de Grenelle, PARIS-7.

Direct. Scientif., INRA, 149, rue de Grenelle, PARIS-7.

Direct. Scientif., INRA, 149, rue de Grenelle, PARIS-7.

Direct. Scientif., INRA, 149, rue de Grenelle, PARIS-7.

Direct. Scientif., INRA, 149, rue de Grenelle, PARIS-7.

Direct. Scientif., INRA, 149, rue de Grenelle, PARIS-7.

Direct. Scientif., INRA, 149, rue de Grenelle, PARIS-7.

Direct. Scientif., INRA, 149, rue de Grenelle, PARIS-7.

Direct. Scientif., INRA, 149, rue de Grenelle, PARIS-7.

Direct. Scientif., INRA, 149, rue de Grenelle, PARIS-7.

Direct. Scientif., INRA, 149, rue de Grenelle, PARIS-7.

Direct. Scientif., INRA, 149, rue de Grenelle, PARIS-7.

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

emploi régional

LAGRAIN

SOCIÉTÉ DANS LE DOMAINE INDUSTRIEL - CA 350 M.F.

COMPTABLE

de l'avance!

service recherche

Source c'est

TECHNAL

SPORTSWEAR

Haut-Rhin

Commercial

Adjt

de Projet

l'ad

VENDE DES PRODUITS «EMBALLANTS»
... C'est ce que propose l'un des leaders européens
-de l'emballage- à son nouveau

RESPONSABLE COMMERCIAL FRANCE

Les produits de cette Société internationale sont destinés à l'industrie, aux collectivités ou au grand public.
Le responsable du marché français commercialisera ces produits d'emballage :
- en négociant avec les grands de l'industrie,
- en répondant aux appels d'offre de fournisseurs des collectivités,
- en les proposant aux centres d'achat des grands distributeurs.
Rattaché au Directeur Commercial Europe, il travaille en relation avec les usines et les services fonctionnels du siège.
Sa responsabilité couvre la vente, le suivi des opérations (aspects logistiques et facturation) : il répond de la tenue des objectifs en volume et en marge.
Le candidat possède une expérience commerciale opérationnelle d'environ dix ans, notamment dans le secteur des biens industriels de consommation.
La pratique de l'anglais est appréciée.
La rémunération est motivante, le véhicule est fourni et une formation aux produits est prévue.
Merci d'adresser C.V., lettre de candidature, rémunération actuelle et photo, sous réf. M10371 C à :

EGOR
8 rue de Berni 75008 Paris.

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

Paris

FONCTION ADMINISTRATIVE ET COMPTABLE

Un challenge pour un jeune professionnel : diversifier notre activité

Cette Société (90 personnes, 120 millions de Francs de CA) est le premier spécialiste dans son domaine d'activité. Associée à des partenaires industriels extrêmement puissants, elle développe une technologie de pointe dans un secteur en très forte croissance. Nous proposons aujourd'hui pour sa filiale française (30 personnes) le poste de Responsable Administratif et Financier.
Dépendant du Directeur de la Société et avec une large délégation, il prend en charge tout l'aspect classique de la fonction, avec une équipe de 3 personnes : comptabilité, trésorerie, fiscalité, dossiers juridiques et sociaux, budgets et gestion prévisionnelle. Au-delà de cette mission, il est chargé des études de diversification de l'entreprise : études d'opportunités, proposition d'activités nouvelles, organisation éventuelle des structures, etc.
Nous souhaitons rencontrer un jeune professionnel de la fonction comptable et administrative. Diplômé de l'enseignement supérieur, il a déjà une première expérience en entreprise dans le contexte d'une PME de préférence.
Cette offre constitue une réelle opportunité pour un candidat de valeur, désireux d'acquies une expérience de gestion polyvalente dans une Société jeune et très dynamique.
Merci d'adresser C.V., complet, photo, rémunération actuelle sous réf. M14761 D à :

EGOR PROMOTION
63 rue de Ponthieu 75008 Paris.

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

emplois régionaux

Une importante société industrielle située en Alsace et largement exportatrice, spécialisée dans la conception et la fabrication de biens d'équipements de haute technologie souhaite renforcer ses structures informatiques et administratives.

ANALYSTE CONFIRMÉ C16

Dans le cadre d'ambitieux projets de développement des systèmes d'information, cet analyste se verra confier des responsabilités dans le domaine de la gestion de production. Il justifiera d'une solide expérience de 5 à 8 ans dans l'étude de la gestion de production après sa formation MIA/École d'ingénieurs option informatique. Ce poste pourra évoluer vers une responsabilité de projet.

2 ANALYSTES PROGRAMMEURS C24-C25

De formation IUT-MIA/GE, ils auront une connaissance du matériel IBM et des langages CICS, DLI, VM-CMS. Au cours d'une première expérience en entreprise, ils auront mis en valeur des capacités d'organiseurs et d'hommes de contact : ils participeront à la mise en place du système comptable et de gestion.

SPECIALISTE EXPORTATION C13

De formation école de commerce, il succèdera progressivement le responsable du service exportation dans la mise au point des contrats internationaux, des procédures financières et administratives. Il suivra aussi les négociations et la réalisation des contrats en relation avec les services commerciaux. Homme de contact, il fera preuve d'esprit d'analyse et de pragmatisme.

ASSISTANT JURIDIQUE C23

Le service juridique recherche un assistant de formation juridique, droit fiscal et des sociétés (DUT carrières juridiques avec des connaissances comptables, licence en droit). Il se verra progressivement confier des responsabilités en matière de fiscalité, de droit des sociétés.

Ces postes sont des opportunités pour candidats de valeur : ils sont à pourvoir rapidement. Les trois premiers postes nécessitent la maîtrise de la langue anglaise.

Les candidatures (Lettre manuscrite, C.V. + photo) sont à adresser à HAVAS NEUILLY, sous n° 5.667 - 136-140, avenue Charles-de-Gaulle, 92522 NEUILLY, qui transmettra.

Firestone

recherche pour son siège social situé à Béthune

UN AUDITEUR INTERNE

- Jeune diplômé Ecole Supérieure de Commerce (ou équivalent).
- Il sera amené à participer au contrôle des différentes unités en France et à l'étranger.
- A terme, il sera appelé à occuper un poste de responsable à l'intérieur du groupe.
- Connaissance de l'anglais courant indispensable.

ADRESSER LETTRE MANUSCRITE, C.V. PHOTO ET RÉMUNÉRATION SOUHAITÉE À M. LE CHEF DU PERSONNEL MENSUEL FIRESTONE FRANCE S.A. BOITE POSTALE 3, 62401 BETHUNE CEDEX.

Les Caisses d'Epargne et la Carte Bleue...

Pour assurer la mise en place du système Carte Bleue, et en assurer son traitement, le CENCEP, Organisme Central du réseau des 460 Caisses d'Epargne recherche

ORGANISATEUR DU SYSTEME CARTE BLEUE DES CAISSES D'EPARGNE

Véritable chef de projet de cette nouvelle activité, il sera chargé d'analyser et d'organiser les différentes fonctions et circuits, et de réaliser les modes opératoires liés à l'introduction de ce nouveau produit dans le fonctionnement des Caisses d'Epargne. Il sera également représentant du réseau dans certains groupes de travail interbancaires de Carte Bleue.
Ce poste, exige une expérience complète de ce système interbancaire, acquise soit dans une banque, soit dans une Société de Services qui aurait développé cette application dans une banque. (Réf. 1239 M)

RESPONSABLE DU CENTRE DE TRAITEMENT DE LA CARTE BLEUE

Sa mission sera d'assurer le bon fonctionnement du Centre de Traitement administratif des opérations liées au système Carte Bleue, d'organiser son exploitation sur les plans humains et matériels et d'en prévoir le développement. Il assurera également le suivi de la qualité et des délais du traitement informatique. Le candidat retenu justifiera d'une expérience pratique des traitements Carte Bleue ou d'exploitations analogues (commandes de Cartes, oppositions, risques, versements...) acquise dans un organisme financier. Il possèdera en outre une expérience d'encadrement. (Réf. 1240 M)

Ces deux postes sont à pourvoir très rapidement.

Une réponse et un examen confidentiel de votre dossier vous sont garantis par notre Conseil. Merci de lui adresser, lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi.

Jean-Claude Maurice S.A. 397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

UN SERVICE PUBLIC MODERNE ET PERFORMANT

la Poste et les Télécommunications recrutent par Concours National :

les 12 et 13 avril 1984

260 inspecteurs des services administratifs et commerciaux

Hommes ou femmes, âgés de 30 ans maximum, titulaires d'une licence ou d'un diplôme équivalent.

Après une formation complémentaire, vous assumerez des responsabilités de cadre dans des secteurs aussi différents que : le commercial, les études économiques, la gestion ou l'organisation.

Ces postes à caractère évolutif sont à pourvoir dans les régions suivantes : Ile-de-France, Haute et Basse-Normandie, Nord/Pas-de-Calais, Picardie, Champagne/Ardennes.

Renseignements et inscriptions jusqu'au 8 mars 1984 auprès de la Direction Départementale des Postes de votre résidence.

IN.R.A.

RECRUTE SUR CONCOURS

INGÉNIEURS PHYTOPATHOLOGISTES

Angers :

- 1 BACTÉRIOLOGISTE (bonnes connaissances en sérologie et en biochimie). Ingénieur Grandes Ecoles, CNAM.

Angers :

- 1 PHYTOPATHOLOGISTE FORESTIER (laboratoire et terrain). Ingénieur agronome. Ingénieur Civil du GREF ou équivalent.

Versailles :

- 1 INGÉNIEUR DOCUMENTALISTE, formation double de phytopathologiste. Ingénieur Grandes Ecoles. Thèse.

Nancy :

- 1 PHYTOPATHOLOGISTE FORESTIER (laboratoire et terrain). Licence de sciences ou maîtrise ou équivalent.

Guadeloupe :

- 1 BACTÉRIOLOGISTE (formation phytopathologiste). Licence, maîtrise des sciences ou équivalent.

Grignon :

- 1 EPIDÉMOLOGISTE, licence ou maîtrise de sciences ou équivalent.

Renseignements PAR ÉCRIT à : M. COLENO, Laboratoire de Pathologie Végétale, 16, rue Claude-Bernard, 75231 PARIS Cedex 05. Clôture le 7 mars 1984.

Nous recherchons un

INGÉNIEUR COMMERCIAL

dans l'ingénierie de logiciels

NOTRE DOMAINE :
l'ingénierie de logiciel de type industriel (aéronautique, téléphonie, process, etc.) et de type gestion (bases de données, gestion de production, etc.).

VOS OBJECTIFS :
participer à l'essor du 1^{er} atelier logiciel français, SOFTPEN et poursuivre notre pénétration dans le domaine de l'ingénierie du logiciel.

VOTRE PROFIL :
vous êtes de formation supérieure et habitué aux négociations de haut niveau

Envoyez lettre manuscrite et C.V. à
LPL 26, rue du Renard 75004 PARIS.

MULTICONSULT

RECRUTEMENT

Importante Société Industrielle Américaine, en phase de diversification géographique, souhaite se servir de la France comme pivot de son développement européen.

A ce titre, elle crée dans la grande région parisienne (bourse de Normandie) une nouvelle filiale de production et de commercialisation de produits de haute technicité, et recherche son

CONTROLLER

Collaborateur direct du Directeur Général, il aura pour première mission de concevoir et de mettre en place les systèmes d'information et de gestion (comptabilité, reporting, gestion de trésorerie, contrôle budgétaire,...) en proposant le choix d'un outil informatique compatible avec celui de la maison mère (IBM 4341).

Le candidat retenu, âgé d'environ 35 ans, sera diplômé d'une grande école de commerce, possèdera une très bonne connaissance opérationnelle des systèmes comptables anglo-saxons et français à travers une expérience d'au moins 5 ans dans une filiale française d'une société américaine, et sera capable de prendre en charge personnellement la gestion courante de cette Société (reporting, comptabilité, déclarations fiscales et sociales, trésorerie, budgets,...).

Une expérience dans un grand cabinet d'audit anglo-saxon en début de carrière sera un atout supplémentaire.

La parfaite maîtrise de l'anglais des affaires est indispensable.

Le succès dans cette fonction implique une forte capacité de travail et un potentiel personnel permettant de maîtriser le développement de la filiale.

Compte tenu de la diversification par croissance externe de ce Groupe, le poste pourra évoluer vers des responsabilités au niveau européen. La mise à disposition d'une voiture de fonction est prévue.

Adresser C.V. + lettre manuscrite + photo sous Réf. 8421 à
Frédérique Chemarin
MULTICONSULT RECRUTEMENT
83, avenue Marceau - 75116 PARIS

Etablissement de Crédit de 1^{er} Plan (Banlieue Ouest)

recherche

un Spécialiste de Haut Niveau du Contentieux Bancaire

apte à traiter tous les dossiers, pré-contentieux et contentieux du Groupe en relation avec les cabinets d'avocats spécialisés.

Il aura une connaissance approfondie des procédures de règlement collectif du passif des entreprises et de leur gestion financière.

Le spécialiste retenu devra posséder notamment des qualités telles que :

- la rigueur d'analyse,
- une parfaite maîtrise de la rédaction,
- le sens de la communication.

Envoyer CV, photo, prétentions sous réf. MAF5891 à Lévi Tournay
31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra (Discretion assurée)

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

INGENIEURS INFORMATIENS

Imagine... et réalise!

Nous:

Nous appartenons au peloton de tête des groupes industriels et commerciaux français à dimension internationale. Nous n'avons pas la réputation de limiter les moyens qui nous permettent de nous développer.

Vous:

Au terme de vos études ou après une expérience de consultant, vous préférez orienter votre carrière dans des fonctions où l'importance des projets vous permettra de vous intégrer à une véritable stratégie d'entreprise.

Nous vous proposons

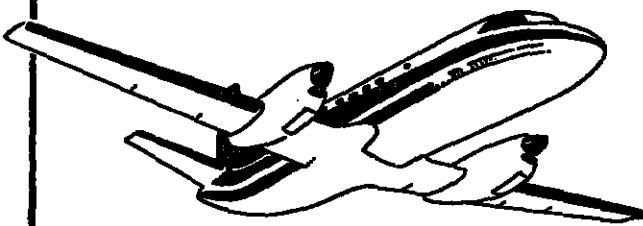
de commencer ou de poursuivre votre carrière en vous intégrant à notre département informatique (informatique industrielle ou de gestion), appelé à un spectaculaire développement.

Ecrire à INTERMEDIA n° 530 - 59 rue La Fayette - 75009 PARIS qui transmettra

Discrétion assurée.

Spécialiste financement transport aérien

GRANDE ECOLE
BILINGUE ANGLAIS



Vous avez :

- une formation grande école complétée par une parfaite maîtrise de l'anglais,
- une première expérience dans la vente ou le financement d'avions de transport ou d'affaires,
- un ascendant naturel vous permettant de mener à bien des négociations commerciales de haut niveau,
- une grande disponibilité.

Pour en savoir plus, rapidement et en toute discrétion, sur l'opportunité offerte au sein de la Division Internationale d'un grand groupe bancaire privé, appelez Madame DUCOUDRAY au (1) 501.32.91 du Lundi au Vendredi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h, ou adressez votre candidature, en précisant sur l'enveloppe la référence CIE MEDIA P.A. - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

501.32.91

CSEE - CENTRE D'ETUDES D'ORSAY (91)
pour attaquer de nouveaux créneaux
dans les applications de structures informatiques au contrôle et à la conduite de processus industriels correspondant à des projets de 5 à 150 MF
accroît son potentiel en

INGENIEURS grandes écoles AUTOMATICIENS

ceux qui trouvent les idées ceux qui gèrent les idées
dans les équipes de compétences dans la conduite des projets

Laboratoire de micro informatique (16 bits),
Logiciels de base (SGDB 2 et 3 générations).

Responsabilité technique complète des systèmes
depuis la réponse à l'appel d'offre jusqu'à la recette client.

Mobilité volontaire et nécessaire entre fonctions pour lancer ces activités.
Ecrire sous référence 4202, COMPAGNIE DE SIGNAUX ET D'ENTREPRISES ELECTRIQUES - 17 place Etienne Permet - 75015 Paris à l'attention de Monsieur Usannaz, Service Emploi et Développement des Cadres

INGENIEUR L'AVENIR DEVANT SOI

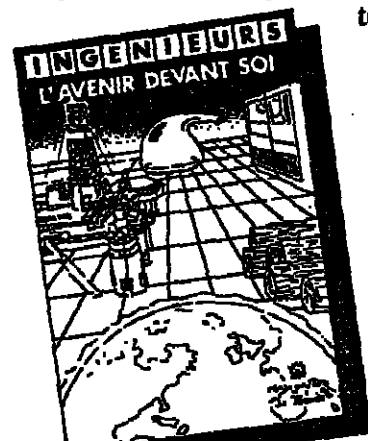
Malgré une conjoncture morose, les perspectives de recrutement pour les ingénieurs demeurent favorables en ce début d'année 1984.

Face à une stabilisation du nombre d'ingénieurs diplômés par les Grandes Ecoles, qui plafonne depuis 2 ans à 10.500 par an, de nouveaux modes de recrutement ne vont-ils pas apparaître? Quelle est la part prise par l'approche directe?

Quels sont les postes de direction d'entreprises industrielles détenus par les ingénieurs?

Les entreprises du "tertiaire" s'ouvrent aujourd'hui davantage aux ingénieurs, mais quelles autres structures et autres fonctions vont s'offrir plus largement à eux?

Une enquête réalisée par Régie-Press le Monde apporte un éclairage nouveau sur l'ensemble de ces questions. Destinée aux Ingénieurs, Responsables d'entreprises, Responsables du Personnel et de Recrutement elle fait le point sur ce métier et son avenir.



regie presse
Le Monde

Pour recevoir ce dossier, nous vous remercions de nous adresser votre carte de visite, de préférence professionnelle accompagnée d'un chèque de 50 Francs, à l'ordre de Régie Presse Ing. 85 bis, rue Réaumur 75002 PARIS.

Responsable de recrutement

Paris

Un groupe financier privé de grande renommée, aux activités diversifiées recherche un responsable de recrutement. Au sein d'une équipe de 5 personnes chargée de la gestion des ressources humaines, il sera personnellement responsable de toutes les opérations de recrutement et d'orientation des cadres et employés pour certaines sociétés du groupe, de l'analyse des besoins à la recherche, la sélection et l'intégration de candidats. Ce poste très complet s'adresse à un(e) candidat(e) âgé(e) d'au moins 25 ans, de formation supérieure (DESS de psychologie industrielle, maîtrise de sciences humaines...) disposant si possible d'une première expérience dans la gestion des ressources humaines. La rémunération, à laquelle il faut ajouter un certain nombre d'avantages, sera fonction de l'expérience du (de la) candidat(e) retenu(e). Ce poste est basé à Paris. Ecrire à B. COULANGE en précisant la référence A/2496M.

PA

3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Un des premiers fabricants d'équipements automobiles et aéronautiques mondial recherche un

INGENIEUR METALLURGISTE

Intégré au laboratoire de métallurgie, il devra :

- étudier et développer les alliages qui entrent dans la composition des produits (mise en forme, traitement...)
- homologuer et effectuer des expertises sur les pièces ou les assemblages présentés par les différents services de la société.

Ce poste peut lui permettre d'évoluer, à terme, vers la responsabilité globale du service Métallurgie, ainsi qu'éventuellement dans les autres branches de ce groupe multinational. Il faut être ingénieur Mécanicien, avoir 30-35 ans, une première expérience des alliages ferreux et légers, ainsi qu'une bonne connaissance de l'anglais.

Le salaire sera, bien entendu, fonction de l'expérience. Le poste est basé en proche banlieue parisienne.

Si vous voulez en savoir plus, veuillez adresser votre dossier de candidature à Claude Le Marq, qui traite confidentiellement cette recherche.

CLM CONSEILS

38, rue Bassano - 75008 Paris - Tél. 723.55.18

IMPORTANT CABINET DE COURTAGE D'ASSURANCES

Quartier Saint-Lazare

recherche

UN CADRE TECHNIQUE CONFIRMÉ

Mission :

- Prendre en charge la gestion de contrats internationaux.
- Animer une équipe de 15 personnes.

Profil :

- 30 ans minimum.
- Formation supérieure (juridique ou économique).
- 5 ans d'expérience professionnelle.
- Bilingue français-anglais.
- Connaissance du marché international souhaitée.

Quelques déplacements à l'étranger sont à prévoir.

Si cette offre vous intéresse Adresser photo, C.V. et prétentions sous réf. 72043 M à BIEU Publicité - 37, rue du Docteur Laval - 94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra

La Division Agri spécialisée dans le contrôle des produits d'origine agricole et para-agricole de notre société, membre du groupe leader mondial de la certification et de l'inspection recherche

INGENIEUR SPECIALISTE DU CONTROLE DES SYSTEMES DE MESURE ET PESAGE

En tant qu'expert, notre candidat superviser et/ou assurer lui-même un certain nombre d'opérations de contrôle de poids sur balance, sur le terrain, en France et à l'étranger. En tant que formateur, il sensibilisera en direct et dans le cadre d'action de formation spécifique nos opérateurs à la technique du contrôle. En tant que gestionnaire, il entretiendra et valorisera le capital de nos connaissances en matière de mesure de poids, de systèmes de pesage, etc; il établit des normes en ces domaines et concourt au développement de l'image de marque SGS dans sa spécialité. Le candidat idéal est un ingénieur, éventuellement diplômé de l'école supérieure de métrologie; une expérience professionnelle préalable des balances, des systèmes de pesage, etc, serait appréciée.

Nous vous remercions de bien vouloir écrire avec CV et prétentions à Division du Personnel

SGS FRANCE s.a.

16 rue du Louvre - 75001 PARIS

qui vous garantira une discussion sérieuse.

Notre compagnie poursuit son expansion dans le domaine de la bureautique et de l'informatique distribuée et recherche pour sa direction industrielle

Un Ingénieur Electronicien

Fonction :

- assurer le support technique production

Mission :

- préparer avec les méthodes de production l'introduction des nouveaux produits dans les phases prototypes et préserie.
- être le support technique hardware permanent de la production en liaison avec les ingénieurs méthodes ligne de produit.
- proposer des actions d'amélioration, aux services méthodes, à la direction technique, à l'assurance qualité.

Une première expérience industrielle est souhaitée. La connaissance de l'anglais est obligatoire.

Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, prétentions) sous réf. 202/1 à Michèle Corbier - BULL. TRANSAC - BP 92 - 91301 MASSY.

Bull

Transac

OFFRE

Ing

Ing

Ing

Ing

Ing

Ing

Ing

Ing

Ing

Ing

Ing

Ing

Ing

Ing

Ing

Ing

Ing

Ing

Ing

Ing

Ing

Ing

Ing

Ing

Ing

Ing

Ing

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

P.M. LABINAL
7800 personnes - 20 usines - CA : 1,8 milliard de francs



DIVISION
CÂBLAGE
AUTOMOBILE

Ingenieur d'Etudes

possédant plusieurs années d'expérience en bureau d'Etudes ou Méthodes, de préférence, dans une activité de fabrication en grande série.

Basé à notre siège social de Bois d'Arcy, il participera à la recherche et à la réalisation de nouveaux produits pour l'industrie automobile en particulier dans le domaine des raccordements électriques.

Bon technicien, mais également homme de contact, il interviendra en tant qu'assistance technique auprès des commerciaux et assurera des liaisons constantes avec les responsables fabrication des usines et avec les différents clients pour l'établissement de cahiers des charges.

Le candidat devra posséder de bonnes connaissances en électronique ou électromécanique ainsi que la maîtrise de l'anglais.

Pour un premier entretien, veuillez adresser votre CV en précisant le salaire souhaité à P.M. LABINAL, Direction des Affaires Sociales, 5, avenue Newton - BP 64 - 78390 BOIS D'ARCY.



SCOTI

Cabinet de Consultants d'Unilever France. Services renforcés ses structures et recrute des

INGENIEURS CONSEILS

Cette offre s'adresse à des diplômés débutants ou ayant 1 an d'expérience professionnelle en entreprise (HEC, ESSEC, ESCP, MBA, ECP, Mines, ENPC, ESE...) à qui nous offrons :

- des missions de conseil et des interventions au niveau des politiques, des structures, des moyens et des méthodes auprès des sociétés françaises de notre Groupe et de nombreuses sociétés extérieures ;
- une formation très complète dans tous les domaines de la gestion des entreprises ;
- une ambiance d'équipe stimulante ;
- des développements de carrière importants, en France ou à l'étranger, au terme de 4 ans environ d'exercice de cette fonction.

Cette activité enrichissante comporte certaines missions exigeant la mobilité géographique.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo au Département Central du Personnel (réf. V/84M) UNILEVER FRANCE SERVICES, 8, avenue Delcassé 75384 PARIS Cedex 08.



ANJOU TELEMATIQUE

Groupe Générale des Eaux - Groupe CISE

Organiser, animer, gérer notre Ecole Bureautique

- Planifier l'organisation des stages et des outils de communication correspondants à partir des produits existants ou de la demande tant interne qu'externe.
 - Assurer l'animation des programmes, promouvoir et gérer l'activité de formation à la Bureautique : une mission passionnante.
- Nous sommes une jeune filiale de la Compagnie Générale des Eaux et de la CISE, l'une des premières SSI mondiales.
- Si vous avez une formation supérieure complétée par une double expérience informatique et formation, nous vous offrons un poste clé dans notre nouvelle structure et le salaire correspondant.
- Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre + CV) sous référence A 411, à notre Conseil.

48, avenue Raymond Poincaré
75118 PARIS.
DATAID SELECTION
GROUPE D'IDM

Prestigieux établissement financier français et international
PARIS

200.000 ±

Contrôleur budgétaire HF

Rattaché au Responsable du Service Budget pour : - assurer l'organisation du contrôle budgétaire - préparer, analyser, interpréter et suivre les résultats - élaborer les budgets et plans consolidés.

Expérience réussie de 3 ans minimum à un poste opérationnel de contrôle de gestion dans une société internationale à justifier.

Une connaissance même courante du secteur bancaire serait un plus.

Formation supérieure HEC, ESSEC, SUP. de CO etc... option Finance Comptabilité.

De 30 ans maximum, le candidat (e) doit savoir évoluer dans une structure importante.

Ecrire avec C.V., détail, photo, prétentions et téléphone privé sous référence 24005 à :

MRI conseil
Danièle Chapuis - 13, rue Madeleine Michelle - 92522 Nanterre.

SOCIÉTÉ PHARMACEUTIQUE française largement implantée en Europe, nos produits ETHIQUES ont acquis un rayonnement mondial. Nous recherchons, dans le cadre de notre expansion (doublement de la production et du C.A. à l'export d'ici 1986), deux médecins :

Médecin chargé de l'information technique et scientifique

Rattaché à la direction de l'information médicale et de la promotion, il viendra renforcer une équipe jeune et dynamique pour : - mener des recherches bibliographiques et assurer la gestion des moyens mis en œuvre ; - préparer, concevoir et suivre la réalisation de documents et matériels audiovisuels à l'usage du corps médical et des délégués ; - réaliser des cours dans les différents cycles d'enseignement.

Ce poste s'adresse à un jeune médecin, âgé d'au moins 28 ans, désirant faire carrière dans l'industrie pharmaceutique par le biais de l'information scientifique. Ouvert aux contacts humains, méthodique et bon pédagogue, vous avez le goût du travail bien fait. Une première expérience dans ce domaine serait appréciée. La maîtrise de la langue anglaise est impérative. (Réf. 5090/LM)

Médecin chargé de la promotion à l'export

Rendant compte au directeur export et travaillant en complète synergie avec la direction de l'information médicale, il aura pour mission :

- d'apporter une assistance médicale et technique efficace lors des campagnes promotionnelles à l'export ;
- de former et recruter les délégués médicaux ;
- d'assurer les relations avec le corps médical et les instances hospitalières à l'étranger, notamment pour la mise en place d'études cliniques et le suivi des enregistrements.

Ce poste exige de fréquents déplacements de courte durée à l'étranger. Il s'adresse à un jeune médecin, âgé d'au moins 28 ans. Parlant couramment l'anglais, vous justifiez d'une première expérience de la fonction acquise dans l'industrie pharmaceutique. Diplômé et disponible, vous possédez un sens développé du conseil et de la pédagogie. (Réf. 5091/LM)

Ces deux postes sont à pourvoir dans une ville universitaire du SUD-OUEST DE LA FRANCE.

ARGOS, notre Conseil, vous remercie de lui adresser votre candidature en précisant la référence qui vous intéresse et votre salaire actuel.



argos

Département Conseil en Recrutement
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS
Tél. : (1) 227.96.49

APCOREM 1984

TEK

DIVISION INSTRUMENTATION
ET COMMUNICATION

LA REFERENCE
DANS LA PERFORMANCE

TEKTRONIX FRANCE, filiale d'un groupe international en électronique et en informatique recherche :

INGENIEURS COMMERCIAUX

confirmés/débutants

Pour la vente de ses instruments et systèmes de mesure adressant un large spectre d'applications dans le domaine des industries électroniques, informatiques de télécommunications... et la recherche de pointe.

Nous demandons aux candidats :

- formation électronique
- bonne culture scientifique
- anglais.

Ces postes sont à pourvoir en Région Parisienne et vous permettront, au sein d'équipes dynamiques d'utiliser et de développer vos connaissances, votre sens des contacts humains et d'épanouir votre personnalité.

Adresser C.V., photo, prétentions à TEKTRONIX - Direction du Personnel BP 13 - 91941 LES ULIS CEDEX.

Tektronix



CCR ULTRASONIC

Filiale de THOMSON-CGR

Nous nous sommes fixés comme objectif une des premières places MONDIALES sur le marché de l'ÉCHOGRAPHIE MÉDICALE. Pour faire face à une très forte expansion, nous recherchons

2 INGÉNIEURS CONFIRMÉS

DÉVELOPPEMENT

Ingénieur diplômé (option mécanique ou électronique), il sera responsable de la coordination avec les études, méthodes, achats et fabrication, ainsi que de l'évolution d'une ligne de produits. Il maîtrisera la totalité de sa gestion.

Réf. IDM

MÉTHODES

Ingénieur A & M de préférence, il coordonnera la recherche et la définition de nouvelles méthodes de fabrication, de câblage, de montage, d'analyse de gammes de produits en production ainsi que la définition des outils.

Réf. IMM

Merci de bien vouloir adresser votre candidature (C.V. et photo) en précisant la référence du poste souhaité, à M. HAINAULT, 9 Chaussée de Paris, 77102 MEAUX.

THOMSON
BRANCHE ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

Dans le cadre du développement de ses activités
TRAVAUX PUBLICS
un groupe leader du secteur BTP recherche des

Responsables administration - gestion

POUR LA FRANCE ET L'ÉTRANGER

2 Chefs de service gestion

Avec l'assistance du siège social, ils assurent le contrôle budgétaire, la comptabilité et la gestion de la trésorerie de leur chantier. Ils coordonnent les fonctions Administration, Personnel et Import-Export. Pour cela, ils animent une équipe d'expatriés. Les candidats ont une formation supérieure doublée d'une expérience significative de gestion globale d'une unité. La connaissance du secteur BTP est un atout supplémentaire. (Réf. 9598 A)

Plusieurs gestionnaires

De formation supérieure, ils ont nécessairement une première expérience, si possible sur chantier. Après une période de formation aux méthodes de l'entreprise, la gestion administrative et comptable d'un projet leur est confiée. (Réf. 9598 B)

Merci d'adresser votre candidature sous référence du poste choisi à :

Organisation et Publicité
2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Messages à

CHEF DE SERVICE ACHATS

± 240.000F

HF

ACHETEUR

± 170.000F

FN

Vous souhaitez entrer dans un grand groupe international. Notre siège européen, basé à Paris, est le creuset où se définissent les politiques générale, financière, scientifique, technique et commerciale. Nous y employons 2000 personnes.

A l'importance de notre siège correspond un important budget de

services généraux

Assisté de 2 acheteurs confirmés et de 4 collaborateurs, vous aurez la charge de négocier les contrats de services techniques, de maintenance, d'entretien, la logistique... C'est l'occasion de faire acte de candidature si vous avez une formation supérieure, technique ou commerciale. Après 10 ans de vie professionnelle, vous êtes très au fait de la multiplicité et de la technicité de services généraux, vous êtes persuadé de l'importance de la logistique, vous êtes rodé à la négociation de contrats avec des prestataires de services techniques de haute complexité.

Vous parlez très correctement l'anglais.

Réf.M/271/A

Notre service achats crée un poste pour négocier les

contrats de service

Vous aurez la charge d'optimiser l'utilisation de budgets importants consacrés aux services de «matière grise»: recrutement, informatique, formation, études de marchés, communications... C'est l'occasion de faire acte de candidature si, de formation supérieure de type SUP de CO + Ecole Supérieure d'Approvisionnement, vous avez acquis une expérience de 5 ans minimum dans une fonction impliquant une grande part d'achats de services, de préférence dans un contexte international.

Vous êtes effectivement bilingue français-anglais. Réf.M/271/B

Merci d'adresser sous la référence du poste choisi CV et rémunération actuelle à notre conseil qui vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.

chp

CABINET Henri PHILIPPE
106 boulevard Haussmann - 75008 Paris

AFCOREM 1977

Mobil

recherche pour son Siège Social de
(92) PARIS-LA DEFENSE

CADRE JURIDIQUE de HAUTE COMPETENCE

- au moins DEA ou DESS (droit des affaires)
- connaissance du droit américain
- anglais courant indispensable

UNE EXPERIENCE DE 2 ANS MINIMUM SERA DEMANDEE AVEC SI POSSIBLE DES ETUDES JURIDIQUES POURSUIVIES AUX ETATS-UNIS (AGE SOUHAITE: 25 à 30 ANS).

La fonction amène à apporter très rapidement une contribution efficace dans des domaines juridiques variés; elle nécessite, ainsi, une grande aptitude à imaginer des solutions et à trouver des conclusions à des problèmes complexes dans les différents secteurs d'activité d'une grande Société pétrolière.

DISPONIBILITE RAPIDE

Prière d'adresser sous référence N° 88532, lettre manuscrite, CV et photo à MOBIL OIL FRANCAISE - Service Central Recrutement - Tour Septentrion - 92081 PARIS LA DEFENSE CEDEX 9

Responsable commercial Péri-informatique

Une importante entreprise française spécialisée dans les secteurs ELECTRONIQUE-INFORMATIQUE recherche un responsable commercial.

De formation Ingénieur Grandes Ecoles, vous avez une expérience réussie dans la vente de produits industriels et l'animation des hommes.

Agé de 28 ans minimum, vous possédez un esprit à la fois méthodique et créatif.

De plus, vous parlez couramment l'anglais et, si possible, l'allemand.

Responsable d'une ligne de produits (40 MF), vous devrez :

- participer à l'élaboration du plan marketing et du budget,
- assurer la gestion du C.A.,
- animer la force de vente et les distributeurs,
- participer aux salons et expositions en France et à l'étranger.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 2846 à

MEDIA BA
5, Bd des Italiens, 75002 Paris
qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)

PAYMATEC

Si l'avenir vous passionne

Rejoignez cette division du Groupe SCHLUMBERGER, spécialisée dans des activités à très forte croissance (montre et cartes à mémoire) qui développe de nouvelles lignes de produits (terminaux de paiement et contrôle d'accès). Pour renforcer son potentiel commercial, l'activité Systèmes de paiement électroniques, recherche un

Ingénieur commercial équipements électroniques

Il sera chargé de la prospection et de la vente auprès de la clientèle des réseaux de distribution (produits pétroliers etc.). Il aura la responsabilité de l'ensemble des projets, de l'analyse des besoins avec le client jusqu'à la mise en place des installations sur le terrain. Le candidat de formation grande école d'ingénieurs électronique ou informatique, aura acquis 3 à 5 ans d'expérience de la vente d'équipements à la clientèle industrielle. La réussite dans ce poste et une bonne connaissance de la langue anglaise ouvrent de larges perspectives de carrière au sein du Groupe Schlumberger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence S363, à X. Barrière, FLONIC SCHLUMBERGER, 420, rue d'Estienne d'Orves 92700 Colombes.

PAYMATEC
Schlumberger

Bureautique : la plus forte croissance de toutes les branches de l'informatique.
Spécialisés dans ce secteur technologique de pointe
notre direction industrielle recherche

Un Ingénieur Electronicien

Sa fonction : animer une équipe de 3 à 4 techniciens réalisant des programmes de test sur testeurs :

- fonctionnels
- in situ
- de composants.

Sa mission :

- caractériser et choisir des équipements
- élaborer des spécifications de test
- écrire des programmes de test
- valider les moyens de test en phase présérie.

Cette offre s'adresse à des candidats ayant déjà une solide expérience dans la stratégie de test et dans le domaine des testeurs. Anglais souhaité.

Adressez votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, CV, photo) sous réf. 202/2 à Michèle Corbinea - BULL TRANSAC - BP 92 - 91301 MASSY.

Bull

Transac

INGENIEURS INFORMATIENS

MIEUX ETRE BIEN TRANSMETTRE

Intégrer

l'A.F.P.A., principal organe d'intervention du Ministère de la Formation professionnelle chargé de la formation professionnelle des adultes (10.000 personnes 150 établissements) pour accompagner le développement de ses formations dans le secteur informatique.

Elargir

votre horizon en transmettant à des adultes désireux de devenir à leur tour des spécialistes, votre compétence et votre vécu dans l'entreprise

Enseigner

dans un centre.

Vivre

en contact avec les stagiaires.

Contribuer

à leur avenir en leur dispensant un enseignement toujours actualisé grâce entre autres, à vos rapports avec les entreprises (leurs besoins, leurs réalisations, leurs matériels) et à votre participation à l'étude de nouvelles formations.

Cette orientation nouvelle, nous vous la proposons soit en poste fixe, soit en poste à mi-temps, soit en poste itinérant dans les centres F.P.A. de : Créteil et Nanterre si vous avez pratiqué des langages évolués, des systèmes conversationnels et si vous avez une solide expérience en analyse, en organisation.

Votre propre formation pédagogique, assurée par nos soins, durera environ six mois. Rémunération janvier 84 : 147.000 F + ian.

Une dizaine de postes sont à pourvoir d'ici septembre 84. Merci d'envoyer votre candidature avec C.V. très complet, au plus tard le 27 février, les journées d'information et de sélection ayant lieu les 8 et 9 Mars. Adressez-les à Nicole LARDREAU - CPTA - 63, rue Ampère, ZI Les Chanoux - 93330 NEUILLY SUR MARNE.

afpa

Une formation supérieure, un esprit ouvert à l'informatique et surtout... des qualités de pédagogue

Votre formation et votre première expérience dans un poste commercial ou organisation vous ont apporté de bonnes connaissances de base en gestion (et si possible en informatique) et ont confirmé votre goût des contacts.

Vous recherchez maintenant un poste où vous puissiez exprimer vos talents d'organisateur et de pédagogue.

Après une formation de 6 mois, nous vous proposons de participer à la diffusion de systèmes informatiques permettant à nos agents d'assurances de communiquer avec la compagnie dans les domaines de la production des contrats et du règlement des sinistres, d'accroître leur capacité de développement, de stabiliser leurs frais généraux, d'améliorer leur productivité.

Basé à MARLY LE ROI (78), vous aurez à intervenir sur toute la France. Si vous savez faire preuve de votre efficacité, la dimension et le dynamisme de notre Groupe sont pour vous la garantie d'une réelle évolution de carrière.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous réf. LM20/02 à Catherine Versieux - Groupe Drouot - 1, place Victorien Sardou - 78161 MARLY LE ROI CEDEX.

**GRUPE
DROUOT**
assurances

**CENTRE DE RECHERCHE
PROCHE BANLIEUE OUEST**

recherche

CHIMISTE- ORGANICIEN HF

Niveau doctorat, ingénieur diplômé ENSC, ESCIL, ou équivalent. Organisé, créatif, il devra faire preuve d'une réelle expérience en synthèse PEPTIDIQUE. Situation motivante et évolutive. (création département autonome).

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 72635 M à : BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Labat - 94307 VINCENNES CEDEX

Automatix
SYSTEMES ROBOTIQUES

recherche

UN JEUNE INGENIEUR D'APPLICATION

Formation supérieure solide. Connaissance d'un langage informatique de haut niveau. Autonome et initiative. Déplacements en Europe. Anglais impératif, autres langues appréciées.

Adressez C.V. à : AUTOMATIX INTERNATIONAL FRANCE 124, boulevard de Verdun, 92400 COURBEVOIE.

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

ALSTHOM ATLANTIQUE DIVISION MECANIQUE TURBO-MACHINES

Nous recherchons pour l'un de nos établissements (1500 personnes) qui conçoit, fabrique et commercialise dans le monde entier des turbines à vapeur, des pompes et des compresseurs.

Jeune ingénieur chantier

AM, Centrale, ENSI (Mécanique), IDN

Ce poste qui implique grande mobilité, initiative et esprit d'entreprise concerne soit un ingénieur débutant, soit ayant une première expérience professionnelle. Après formation, il aura la responsabilité de

MONTAGE ET MISE EN SERVICE

DE NOS MATERIELS, TANT EN FRANCE QU'À L'ÉTRANGER (EUROPE, ASIE, AMÉRIQUES...)

Anglais indispensables. Grandes perspectives d'avenir dans le Groupe.

Merci d'adresser votre CV, sous référence 1250-M à MAMRECIOS, 3 rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

SCHLUMBERGER

Schlumberger exerce ses activités dans les secteurs suivants : services pétroliers, mesure, régulation et composants. Près de 10.000 ingénieurs participent au développement de notre entreprise en France et dans les 75 pays où nous sommes implantés.

Pour une carrière internationale, nous souhaitons rencontrer des candidats mobiles, à fort potentiel, qui prendront des responsabilités opérationnelles après un passage de 18 à 24 mois dans notre service d'audit, au siège social à Paris en tant que

Consultants internes

Vous avez 3 à 5 ans d'expérience, vous êtes :

Ingénieur confirmé Diplômé d'une grande école d'ingénieurs, avec si possible un MBA, vous avez une expérience de la gestion industrielle ou de l'informatique de gestion.

Financier confirmé Diplômé d'une grande école de commerce, avec si possible un MBA ou un diplôme d'expertise comptable, vous avez une expérience dans un cabinet d'audit international ou en entreprise.

Intégrés à notre équipe d'audit interne, vous interviendrez dans les différents domaines d'activité du Groupe comme consultants. Ces postes évolutifs vous permettront de prendre rapidement des responsabilités opérationnelles au sein d'une de nos unités. La mission de notre Groupe en France et dans le monde exige une parfaite connaissance des langues française et anglaise.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature à Coordination Recrutement, 12 Place des États-Unis, 92123 Montrouge Cédex.

Schlumberger

GRUPE INTERNATIONAL (Effectif : 35.000 personnes) recherche pour son Service d'Audit Central,

AUDITEUR CONFIRME

L'auditeur confirmé (H. ou F.) devra posséder une expérience professionnelle d'au moins 5 ans (tout ou partie dans l'Audit). Après quelques mois, il devra assurer :

- la supervision de certaines missions
- la prise en charge directe de certains audits difficiles.

Il aura un rôle d'encadrement et de formation vis-à-vis des auditeurs les plus jeunes. Il participera à la définition de la politique de l'audit.

L'auditeur débutant (H. ou F.) sans expérience professionnelle (ou très courte 1 ou 2 ans) sera formé dans notre Service.

Pour les 2 postes, les candidats sont des ressortissants de la CEE, ils parlent plusieurs langues. Ils sont diplômés d'une grande école de gestion (France/Province) (Sciences Po - HEC - ESSEC - Sup. de Co) ou son équivalent étranger.

Ces postes basés à PARIS, impliquent des déplacements fréquents en France et à l'étranger.

Envoyer CV et photo + lettre manuscrite avec prétentions sous référence 2354 au service de JEAN REGNIER Publicité, 39, rue de l'Arcade 75006 PARIS, qui transmettra.

Leader européen dans notre spécialité, nous recherchons 2 organisateurs chargés des études destinées à la mise en place des systèmes, structures et procédures visant à satisfaire notre politique de productivité et de rentabilité.

Organisateur administratif ESSEC, ESC + 1ère expérience (Réf. 04)

Organisateur industriel Ecole d'ingénieur + 1ère expérience en milieu industriel (Réf. 01)

BANLIEUE PARISIENNE

En liaison avec les utilisateurs concernés, vous analyserez et proposerez les méthodes appropriées pour assurer une meilleure organisation de la mise en place de nos services.

Votre première expérience vous a permis de développer des qualités d'analyse et de synthèse alliées au sens des contacts et de la rigueur. Ces postes dépendant directement de la direction générale, présentent un caractère très évolutif !

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 9609 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

LA C.G.D.

Groupe de presse spécialisé dans l'Édition de revues techniques et professionnelles

Premier dans le secteur de la Pharmacie et celui du Transport, 170 personnes

57 millions de C.A. en 1982.

recherche

UN CHEF COMPTABLE

Assistant unique du Directeur Comptable, sa capacité d'adaptation et son aptitude au commandement lui permettent d'assurer les fonctions suivantes :

- animer l'équipe comptable de 10 personnes ;
- contrôler les comptes de la société et de ses filiales ;
- gérer le système informatique et assister les utilisateurs de 20 terminaux en liaison avec l'informatique.

Le candidat diplômé BTS ou DECS aura au moins 5 années d'expérience et une connaissance concrète de l'informatique comptable en PME.

Envoyer C.V. et prétentions à M^{me} ROBERT C.G.D. - 11, rue Godefroy-Cavegnac, 75021 Paris.

Un concepteur rédacteur ou un journaliste pour faire parler les entreprises MF

Les entreprises ne communiquent plus seulement avec les consommateurs pour vendre leurs produits. Conscientes que leur développement passe d'abord par les hommes et les femmes qu'elles emploient, elles s'adressent aussi à leurs collaborateurs, actuels et futurs.

Cette communication, c'est d'abord la publicité de recrutement : annonce d'offre d'emploi, publicité institutionnelle, message aux étudiants. Mais c'est aussi une nouvelle forme de communication : livret d'accueil pour le personnel, bilan social, publipage.

Filiale d'un important groupe de communication, notre rôle de conseil auprès des directions générales et de personnel s'accroît d'année en année. Nous créons donc ce poste pour compléter le service à nos clients.

Une expérience de rédacteur concepteur ou de journaliste spécialisé dans la communication des sociétés, une bonne connaissance des entreprises et de la vie économique, un intérêt certain pour les relations humaines, des idées, un bon contact et le sens du travail en équipe sont nécessaires pour réussir.

Nous traiterons avec la plus grande discrétion votre dossier de candidature qui comprendra une photo et vos prétentions. Vous pouvez aussi nous faire parvenir des travaux réalisés précédemment. Tous les candidats recevront une réponse et les documents seront retournés.

M. DUBOST (Référence M 21) 149, rue Saint-Honoré - 75001 PARIS

Contrôle Bailey GROUPE CGEE ALSTHOM

1ère Entreprise Française de Systèmes de Process-Control recherche pour

DEPARTEMENT COMMERCIAL

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX EXPERIMENTES

PROCEDES INDUSTRIELS Réf. 8 CF 52

Spécialisés en Process-Control (fabricants ou sociétés d'ingénierie) bien introduits dans la clientèle utilisateurs et/ou sociétés d'ingénierie en chimie - pétrochimie - agro-alimentaire. Anglais souhaités.

DEPARTEMENT QUALITE

INGENIEUR GRANDE ECOLE ELECTRONIQUE Réf. 1 A 5 Q

- 5 à 10 ans d'expérience en milieu industriel. Bonne connaissance dans le domaine des techniques électronique et microinformatique.
- Il aura à diriger les sections :
- qualification, analyse, action corrective,
- maintenance.
- Il devra proposer, engager et coordonner toute action nécessaire pour l'amélioration de la qualité des produits et systèmes tant dans l'entreprise qu'en clientèle.
- Langue anglaise lue et parlée indispensable.

Envoyer CV et prétentions en précisant la réf. du poste choisi au Service du Personnel 5, avenue Newton - 92142 CLAMART CEDEX.

Importante Société Holding (C.A. consolidé 10 Milliards de francs), recherche pour sa DIRECTION FINANCIERE

Cadre financier

Le candidat possèdera une formation supérieure, de préférence complétée par un D.E.C.S. ou l'équivalent.

Il aura déjà acquis une solide expérience de la comptabilité et de la gestion d'entreprise (3 à 5 ans). La pratique de l'anglais courant est indispensable.

Au sein d'une équipe de contrôleurs financiers, son rôle sera :

- d'assurer le contrôle financier permanent d'un groupe de filiales,
- d'assister ces sociétés au niveau de l'organisation comptable, de l'arrêté des bilans, de l'établissement des plans et des budgets,
- d'effectuer des études économiques et financières, en vue d'acquisition ou de rapprochement de sociétés.

Ce poste est à pourvoir à Paris. Ultérieurement, le candidat pourra être affecté à des postes en province ou à l'étranger.

La rémunération sera fonction de l'intérêt de la candidature présentée et, en particulier, de la variété et de la solidité de l'expérience.

Ecrire avec C.V. et prétentions à : LYONNAISE DES EAUX - Direction du Personnel et des Ressources Humaines 45, rue Cortambert 75769 Paris cedex 16.

lyonnaise des eaux

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Juriste d'affaires Projets à l'exportation

Après de sérieuses études juridiques (maîtrise, DEA, DESS) complétées éventuellement par une formation du type IAE ou IEP, vous vous êtes spécialisé dans le droit des affaires international depuis cinq ans au moins.

Dans le poste que vous offre cette entreprise d'une solidité exceptionnelle, vous serez rattaché au Directeur des Services juridiques et vous serez le conseil permanent des filiales en droit des sociétés, droit des affaires (contrats internationaux, propriété industrielle). Vous gèrerez également les polices d'assurances du groupe ainsi que son patrimoine immobilier. Vous serez si étroitement impliqué dans les négociations de grands contrats internationaux qu'il vous faudra vous déplacer de temps à autre, surtout dans les pays du Golfe. Vous devrez donc avoir une bonne connaissance de l'anglais.

Le poste est basé près de l'Etoile, la rémunération est très motivante.

Ecrivez rapidement à Marie Claude PELTIER qui traitera votre candidature en toute confidentialité, sous référence 8412 LM.

CLEAS

6, place de la République Dominicaine - 75017 PARIS

MEMBRE DE SYNTAC

IBM 3083 IMS - DL1

Importante Société d'Assurance
Paris rive gauche
recherche pour son
Service Etudes Informatiques

analyste-programmeur

Justifiant de 2 à 3 ans d'expérience sur matériel IBM pour participer au développement d'applications de pointe.

Ambiance dynamique - Formation continue.
Avantages sociaux importants.

Merci d'adresser votre CV détaillé, photo et prétentions sous référence 84.008.01 M à Lévi Toumay 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

Société transformatrice de matières premières
pour Technologies de Pointe,
filiale d'un grand Groupe
recherche pour son Siège Parisien

Cadre Commercial confirmé à vocation internationale

- Formation : HEC, ESSEC, Sup. de Co.
- Expérience professionnelle de 7 à 10 ans dans la vente de produits industriels.
- Anglais - Allemand ou Espagnol.

Ce cadre sera chargé de la négociation et de la gestion de contrats de longue durée France et Etranger.

Perspective de carrière pour candidat de valeur.

Ecrire sous référence 5824 à Lévi Toumay
31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE NÉGOCE DE MATIÈRES PREMIÈRES

recherche

chargé d'études

- Diplômé de l'Enseignement Supérieur, débutant ou ayant une première expérience professionnelle.
- Sens du travail en équipe.
- Goût des chiffres et de l'analyse.
- Anglais courant.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous réf. 71528 M à :
BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel
94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra

Important groupe du secteur tertiaire (plus de 10000 personnes) recherche à Paris SCIENCES PO, MAITRISE DROIT... pour participer au lancement de l'EA0 au sein du groupe enseignement assisté par ordinateur

Votre mission :

Intégré(e) à une équipe pluridisciplinaire vous aurez à concevoir et à réaliser les supports de formation concernant des sujets généraux (gestion, comptabilité...) et des sujets techniques propres aux domaines d'activité du groupe.

Votre profil :

- De formation supérieure : Sciences Po, Droit... (maîtrise minimum), vous avez 1 à 2 ans d'expérience en entreprise.
- Vous associez créativité, rigueur dans l'analyse et aptitude réelle à la rédaction impliquant une excellente maîtrise de la langue française.

Adressez votre candidature (CV + prétentions) sous référence 4864 M à :

PUBLISCOPE JUNIOR, 13 rue Royale 75008 PARIS (qui tr.) 742.44.10

PREMIER CONSTRUCTEUR FRANÇAIS GRUES HYDRAULIQUES recherche son

DÉLÉGUÉ COMMERCIAL

Région parisienne
Exigences :
- Connaissances approfondies du matériel de manutention et de son marché.
- Sens des responsabilités.

Envoyer C.V. + photo :
sous réf. T044.404 M
à RÉGIE PRESSE
85 bis r. Réaumur, 75002 Paris.

PARIS-S-
recherche

ASSISTANT (E) CHEF COMPTABLE

Pour travaux organisation comptable et rédaction de rapports (synthèse, études fiscales, secretariat de Dir.).
DECS, maîtrise de droit.
Libre rapidement
Position cadre
Avantages sociaux

Adresser C.V. manusc., photo et n° de tél. pour contact rapide à RÉGIE-PRESSE sous réf. T044.350 M 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

FLONIC

COMPTAGE IMMOBILIER, Département du Groupe SCHLUMBERGER, Secteur Mesure et Régulation, spécialisé dans les activités de Service Immobilier et organisé de la manière suivante : 12 agences régionales, 98 centres d'exploitation, recherche un

Ingénieur développement

Rattaché au Responsable Plan Informatique Développement, il devra :

- avoir une bonne connaissance du marché,
- rechercher de nouveaux produits ou services,
- assurer la promotion du Département (publicité, relations extérieures),
- suivre la qualité des produits et des prestations.

Ce poste, basé à Montrouge, offre de réelles perspectives d'évolution au sein d'un Groupe international de premier plan.

Les candidats doivent avoir une formation école d'ingénieurs ou de commerce, une expérience similaire de 3 années et, si possible, des connaissances en informatique.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet, sous la référence S 364, à L. de Molliens, FLONIC, 12 Place des Etats-Unis, 92541 Montrouge Cedex.

FLONIC

Schlumberger

IMPORTANT GROUPE ALIMENTAIRE PARIS

CHEFS DE PRODUIT

• Personnalité dynamique faisant preuve de créativité pour prise en charge rapide d'une ligne de produits.

• Assurer le développement de produits existants et la promotion de nouveaux produits.

• Un à deux ans d'expérience de la fonction complète chef de produit.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 88585 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, Avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Importante Société d'études et de conception de Moteurs Diesel recherche pour son LABORATOIRE ingénieurs

pour :
• analyse, exploitation des contraintes
- par extensométrie
- photoélasticité

2ème poste :
• Acquisition et traitement du signal.
• Introduction des micro-processeurs.
Déplacements occasionnels en France et à l'étranger.
Anglais indispensable.

Envoyer C.V. avec photo s/n° 69.933
PUBLICITE ROGER BLEY
101, rue Réaumur, 75002 Paris.

Importante Société région Sud de Paris recherche INGENIEURS INFORMATIENS AUTOMATIENS EXPERIMENTES DE HAUT NIVEAU

pour :
- développement matériels et logiciels de systèmes asservis temps réel,
- élaboration cahier des charges,
- choix techniques,
- appels d'offres,
- contrôle.

Anglais et aptitudes aux déplacements France et étranger souhaités.

Envoyer C.V., photo, prétentions s/réf. 1274 à
42/48, avenue du Président Kennedy
91170 VIRY-CHATILLON

Importante société d'Assurances Vie recherche actuaire

Vous êtes diplômé de Paris ou de Lyon
Débutant accepté.

Après avoir reçu, un complément de formation théorique et pratique, vous aurez à mener des études sur les produits, la concurrence, la rentabilité, les comptes techniques.

Poste évolutif pour un candidat de valeur.

Adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions sous référence 6339 à
Axial Publicité - 27 rue Talbot
75009 Paris qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ REGION SUD DE PARIS recherche INGENIEURS GENIE ELECTRIQUE ou GENIE MECANIQUE

pour mise au point d'installations d'équipements automatisés.

Pour ce poste :
- aptitude aux déplacements
France et étranger souhaitée,
- anglais souhaité.

Adresser C.V., photo et prétentions s/réf. 1268 à SIETAM (SERVICE MONTAGE)
42/48, avenue du Président Kennedy
91170 VIRY-CHATILLON.

THOMSON-TITN INGENIEURS ELECTRONICIENS ? INFORMATIENS ?

Jeunes « électroniciens » ou « informaticiens », vous avez découvert récemment que le logiciel aussi est passionnant.

Actuellement 750 personnes, poursuivant notre expansion, nous sommes légitimement fiers du haut niveau des systèmes que nous étudions et réalisons depuis + de 15 ans.

Nous vous proposons d'acquies notre savoir-faire dans les domaines suivants : architecture de systèmes, conception de réseaux, base de données, traitement de l'image et de la parole, conduite de processus industriels... Nous vous proposons une formation informatique supplémentaire qui vous permettra d'être rapidement opérationnels au sein de nos équipes et d'assurer de réelles responsabilités dans la réalisation de projets comme la messagerie vocale, les réseaux locaux, systèmes temps réel...

Prière d'adresser rapidement votre candidature à :

THOMSON-CSF THOMSON TITN Ariane CHARTIER -
5, rue Gustave Eiffel - 91420 MORANGIS

C.G.S. INFORMATIQUE Société de Services et de Conseil en Informatique en pleine expansion, cherche plusieurs titulaires de : MAITRISE DEBUTANT(E)S Informatique, Miage, Gestion, Econométrie, Sciences Economiques

Merci de nous adresser votre C.V. sous référence CG 42 à :

CGS INFORMATIQUE
58 Bd Bugey-Saint-Germain 75017 PARIS

Société d'importation de papier, banlieue Nord de Paris, dotée d'un DPS 4, recherche un

Informaticien

- minimum 3 ans d'expérience -

En liaison étroite avec la Direction Générale, vous serez chargé d'assurer la responsabilité des missions relatives au développement et à la réalisation d'applications informatiques.

Soucieux d'améliorer les applications existantes, vous devrez faire preuve de polyvalence et pouvoir prendre en charge un dossier d'analyse, le programmation ainsi qu'une mise en place dans les services utilisateurs.

Pour ce poste clé, à pourvoir rapidement, nous souhaitons rencontrer des professionnels expérimentés et opérationnels.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 128/LM à ESCOFFIER-COLLIN-ACLES - 61 HONEYWELL BULL
61/63, rue d'Avron 75980 PARIS CEDEX 20

acles

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

INTERTECHNIQUE
CONSTRUCTEUR FRANÇAIS
DE SYSTÈMES DE GESTION
ET D'INSTRUMENTATION
SCIENTIFIQUE

Dans le cadre de l'expansion de ses activités
informatiques tant sur les marchés nationaux
qu'à l'exportation recherche :

Pour le développement de ses nouveaux
produits :

**INGÉNIEURS DE FORMATION
GRANDES ÉCOLES
DES INFORMATIQUES**

et ayant une expérience dans le ou les domaines
suivants :

- Logiciel systèmes de gestion (R&F DE-11).
 - Bureautique (messagerie, traitement de textes...).
 - Systèmes d'exploitation.
 - Systèmes de télécommunications.
 - Systèmes de gestion de bases de données.
 - Techniques de compilation.
- Logiciel systèmes d'instrumentation (R&F DE-12).
 - Systèmes d'exploitation.
 - Systèmes d'acquisition de données.
 - Applications traitement du signal.
- Matériel pour systèmes de gestion (R&F DE-13).
 - Contrôleurs disques durs.
 - Microprocesseurs 16 ou 32 bits.
 - Contrôleurs de transmissions.
- Matériel pour systèmes d'instrumentation (R&F DE-14).
 - Traitement du signal.
 - Acquisition numérique de signaux rapides.
 - Opérateurs câbles de haute performance.
 - Microprocesseurs 16 ou 32 bits.

Adresser C.V. avec prétentions, en précisant la référence
de l'annonce à la Direction du Personnel.

INTERTECHNIQUE B.P. N° 1 - 78374 PLAISIR CEDEX

Le Cabinet Panissod-Suhner
conseil en relations humaines : diagnostic, communication, formation, recrutement
recherche pour compléter son équipe

UN CONSULTANT

ayant une expérience du recrutement et si possible de l'approche directe, pouvant
intervenir également dans les autres secteurs.

Vous avez au moins 28 ans, une bonne connaissance de l'entreprise, des aptitudes
sur le plan relationnel pour vous intégrer à une équipe motivée et pour prendre en
charge au niveau commercial un portefeuille de clientèle.

Poste à pourvoir très rapidement.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous référence LM 2002 au :

Cabinet PANISSOD SUHNER - 109 rue de Turenne 75003 Paris,
qui garantira votre confidentialité.

REPRÉSENTANT DE
SOCIÉTÉS INTERNATIONALES
DE L'INDUSTRIE DE
LA PÊCHE

proposant un poste
D'AGENT COMMERCIAL

pour :

- Renforcer son statut de pénétration du marché.
- Développer les produits proposés.

Pour s'intégrer dans une petite
équipe, le (ou la) candidat (e)
devra bénéficier :

- D'une première expérience réussie de la vente.
- D'une parfaite maîtrise de la langue anglaise.
- D'une connaissance du marché et des produits de la pêche.

Merci de faire parvenir votre
dossier de candidature au
cabinet CLAYTON & DODD, 1, rue Bourdaloue, 75009 PARIS.

**La Chambre de Commerce
et d'Industrie de Paris**

recrute

**DEUX AUDITEURS
INTERNES**

30 ans environ
Formation supérieure (grande école de commerce ou équivalent), complétée éventuellement par un DECS.
Ayant quelques années d'expérience de l'audit interne en
structure de groupe.

Envoyer lettre de candidature et C.V. à : C.C.I.P. :
Direction du Personnel et des Relations Sociales,
8, rue Chateaubriand, 75008 PARIS.

SOCIÉTÉ AMÉRICAINE
recherche

**RESPONSABLE DES VENTES
AFRIQUE/MOYEN-ORIENT**

Chargé de la vente de produits chimiques utilisés pour le
traitement des eaux et dans l'industrie du polyuréthane.
Ce poste est basé à Paris et implique environ 40 % du
temps passé sur le terrain.

Le candidat recherché doit correspondre au profil suivant :

- Être parfaitement bilingue français/anglais.
- Connaissance de l'arabe appréciée.
- Être ingénieur chimiste ou diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce.
- Avoir 3 ans d'expérience de la vente de produits industriels en Afrique ou au Moyen-Orient (spécialement au Nigeria et en Arabie Saoudite) par l'intermédiaire d'un réseau de distributeurs.

Nous offrons à un jeune cadre, qui renforcera notre équipe
de vente, un vaste champ d'action, la possibilité de nouer
des contacts très variés et une autonomie étendue.

Envoyer votre curriculum vitae détaillé
au Directeur Général OLIN EUROPE S.A.,
108, boulevard Haussmann, 75008 PARIS.

PROJECT ASSISTANCE
recrute

**JEUNE CONTRÔLEUR
DE GESTION**

(25 ANS MINIMUM) POUR P.M.E.

Envoyer C.V. et prétentions : PROJECT ASSISTANCE
73, rue des Grands-Champs, 75020 PARIS.

**Banque Internationale
PARIS 8^{ème}**

proposant à un cadre Classe V diplômé
Enseignement Supérieur ou ITB, anglais
courant, de participer au développement
de son réseau en France et à l'étranger.

Une très bonne pratique des opérations
(notamment Crédits) est nécessaire.

Une première responsabilité de « patron »
d'une petite agence sera appréciée.

Adresser lettre de candidature + photo
sous réf. 2776/F à : M. MARTIN
40, rue Olivier de Serres 75015 PARIS

**SOCIÉTÉ
INFORMATIQUE INDUSTRIELLE**
filiale d'un grand groupe recherche

- pour développement logiciel temps réel :

**INGÉNIEURS SYSTÈMES
ANALYSTES-PROGRAMMEURS**

Connaissant bien le matériel DEC et les systèmes
R.S.X. 11 M et R.T. 11.

- pour établissement technique, estimation
des offres et suivi technique des dossiers :

**INGÉNIEUR D'AFFAIRES-
INFORMATICIEN**

Pour tous ces postes la maîtrise de la langue
anglaise est souhaitée.

Envoyer C.V., photo et prétentions
s/réf. 1264 à
SIETAM - M. GUIDICELLI
42/48, avenue du Président Kennedy
91170 VIRY-CHATILLON

**GÉNIE
LOGICIEL**

Vous êtes ingénieur Réseaux, ajoutez le génie
logiciel à vos compétences en entrant dans la
société qui a créé le 1^{er} outil de CAO de logiciel
français (SOFTPEN).

Nous vous formerons à nos méthodes de spécification
et de conception structurée par objets/types
abstraits pour la réalisation de vos projets dans le
domaine des réseaux (X25, HDLC, ...).

Adresser votre candidature avec C.V. sous réf. M 44 à :

L.P.L. 26, rue du Renard,
75004 Paris

IMPORTANTE SOCIÉTÉ HORLOGÈRE
Distributeur de la plus grande marque mondiale
recherche pour PARIS UN

CONTRÔLEUR DE GESTION

Diplômé d'une grande école de gestion ou équivalent,
ayant acquis une première expérience d'environ 2 ans
dans la fonction :

- Il sera chargé, après une période d'adaptation :
 - de l'élaboration du budget et du plan à moyen terme ;
 - du contrôle budgétaire ;
 - du tableau de bord et du reporting ;
 - des analyses de gestion.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo
sous réf. 66, à JEGU, 27, rue de Rome, 75008 PARIS
qui transmettra.

S.E.M.T.
Filiale Groupe ALSTOM-ATLANTIQUE
(études et conception de moteurs Diesel)
recherche

ingénieurs

débutants-grandes écoles (X, Centrale, etc.)
Formation assurée.
déplacements en France et à l'étranger.
Anglais indispensable.

Envoyer Curriculum-Vitae avec photo, à :
Monsieur CAUVIN - S.E.M.T.,
2, quai de Seine - 93202 Saint-Denis

CABINET INTERNATIONAL D'AVOCATS
recherche

pour son bureau de PARIS

**AVOCAT ou JURISTE
FISCALISTE HAUT NIVEAU**

Ayant plusieurs années d'expérience pratique
de la fiscalité internationale et des sociétés de
préférence avec clientèle.

Ecrire à REGIE-PRESSE, sous réf. T 044.416 M
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

ETABLISSEMENT FINANCIER PARIS
offre
emploi attrayant avec de larges
perspectives d'évolution à

**JEUNE DIPLOMÉ (E)
LICENCE EN DROIT
DES AFFAIRES**

- option banque
- anglais indispensable
- disponible immédiatement.

Adresser CV et prétentions sous réf. 1500a
CEPIAD - 135, av. de Wagram 75017 Paris

**CIE INTERNATIONALE
DE SYSTÈME « CIS »**
INGÉNIEUR RÉSEAU

« Très pointu » grande expertise
des logiciels de transmission
par paquet.
Méthodes pointues de :
TRANSPAC, X.25 - HDLC
POSTES A RESPONSABILITÉS
SALAIRE MOTIVANT
REF. 3.023 DE 136
26, rue Daubenton-5^e.

ETABLISSEMENT enseignement
MELLY, recherche

**ADJOINT AU
DIRECTEUR
FINANCIER
ET ADMINISTRATIF**

- Position cadre.
- 9000 X 13.
- Libre de suite.

Envoyer : C.V., photo
s/réf. 88-421
Contesse Publique, 20, av. Opéra,
75040 PARIS Cedex 01.

**EXPERT COMPTABLE ET
COMMISSAIRE AUX COMPTES
(48 ANS) EXERCICANT
EN SOCIÉTÉ**
Cabinet de 13 collaborateurs
PARIS-8^e, cherche
pour assister et participer
au développement du cabinet

**JEUNE EXPERT-
COMPTABLE**
30 ans minimum

Détaché d'apporter une assise
future à sa carrière profession-
nelle libérale.
Le candidat devra posséder une
expérience confirmée de la vie
de cabinet et de commissariat
aux comptes.
Les fonctions du candidat
seront pour déboucher à
terme sur une perspective de
continuité en association.

Adresser candidature et C.V. à :
Mme Grosjean, 65 bis, rue
Rivier, 92300 LEVALLOIS,
qui transmettra.

ETABLISSEMENT
ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR PRIVÉ
PARIS recherche
**PROFESSEUR
VACATAIRE**

pour l'initiation à l'informatique
(leur matériel Commodore 4032)
d'Étudiants non scientifiques.

Ecrire s/réf. 88.627
à CONTEXTE PUBLIQUE
20, avenue de l'Opéra
75040 PARIS CEDEX 01
qui transmettra.

Importante Société menant
des projets de pointe
recherche

**INGÉNIEUR GRANDE
ÉCOLE**

7 ans d'expérience au moins.
Responsable chargé de l'im-
plantation d'un nouveau matériel.
Formation hardware et
logicielle de test.
Connaissance micro-
processeurs.
Salaire motivant.

INFORMAMA, 7, rue Pasquier
75008 PARIS ou téléphoner
pour r.v. 742-14-40,
poste 18.

Établissement financier, ch.
RÉDACTEURS (TRICES)

Pour financement aux particu-
liers et P.M.E.
Adm. C.V., photo et prétent.
s/réf. 4.145 à P. LICHOU S.A.,
B.P. 220, 75063 PARIS
Cedex 02, qui transmettra.

Groupe Jeunes Experts
Comptables Paris Ecole
recherche
ASSISTANT (E)

Niveau : certificat supérieur,
diplôme d'enseignement supé-
rieur apprécié, un à 6 ans d'ex-
périence, pour mission de révi-
sion, d'assistance et de
comptabilité P.M.E., sous respon-
sabilité directe d'un Expert
Comptable.
Env. C.V. à C.C.A.
10, rue Pergolèse
75116 PARIS.

**ORGANISME D'IMPORTANCE
NATIONALE**
recherche

**CADRE (S)
JURIDIQUE (S)**

H. ou F., titulaire d'une maîtrise
en DROIT, exp. professionnelle
soutenable.
Connaissances contentieuses et
fiscalielles appréciées.

Envoyer C.V. + photo à :
L'OPPE
40 bis, rue Fabert, 75007
PARIS qui transmettra. Un
concours sera organisé entre
les candidats pré-sélectionnés.

Société distribution
8^e arr., Saint-Lazare
recherche

**COMPTABLE
QUALIFIÉ**

D.E.C.S., 5 ans d'expérience,
comptabilité générale,
multi-sociétés, bilan inclus,
suivi prévisions de
trésorerie et préparation
des budgets, déclarations
fiscales et sociales,
habitué utilisation informatique,
connaissance allemand
ou anglais souhaité.
Ecrire C.V. et prétentions :
L'ÉDITION PUBLICAIRE
4, rue de la Borda
75008 PARIS.

ORGANISME DE FORMATION
recherche

**FORMATEURS
PERMANENTS**

- Relations humaines.
- Expression.
- Interventions pluridiscipli-
naires appréciées.

Envoyer C.V. à OBEA
50, rue Garand, 75013 PARIS.

Recherche

**ANIMATEURS
DE FORMATION**

Langue, bureautique
informatique, commercial, rela-
tions humaines, etc...

Adm. C.V., photo et prét. à :
M. FLUVINAGE, 4, Parc-Breale,
78130 MONT-SAINT-AUBAIN.

POUR SON DÉPARTEMENT
COMMISSARIAT, cabinet
d'expertise comptable
RECHERCHE

ASSISTANT

parlant allemand, Minimum
1 an de pratique
pour r.v. 742-14-40,
81, bd Raspail, 75008 PARIS.

**BANQUE INTERNATIONALE
A
PARIS**
recherche
pour son service de Gestion des Crédits

DEUX COLLABORATEURS (TRICES)

L'un de niveau Classe III pour participer à la gestion admi-
nistrative des financements.
L'autre de niveau Classe II pour participer à la gestion des
opérations immobilières (en devises et en francs).

Les deux candidats recherchés devront justifier :

- d'une expérience bancaire de 2 à 4 ans acquise dans les
mêmes secteurs d'activité.
- d'une connaissance solide de la langue anglaise.

Les candidatures sont à adresser sous n° 7530,
« Le Monde », Service ANNONCES CLASSÉES,
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

**BANQUE ÉTRANGÈRE
PARIS CHAMPS-ÉLYSÉES**
recherche pour son
SERVICE ÉTRANGER

**UN EMPLOYÉ (E)
UN GRADÉ (E)**

- Ayant 3 à 5 ans d'expérience dans le service étranger
d'une banque dotée d'un réseau international.
- Ayant pratiqué :
 - les transferts ;
 - et/ou la compensation in/out.
- Ayant l'habitude des contacts clients.
- Niveau CAP banque ou BP1.
- Parlant anglais.
- Sachant si possible taper à la machine.

Salaire envisagé : 80 à 110.000 F selon expérience
(14,5 mois).

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à
REGIE-PRESSE, sous n° T 044.417 M
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Société Région Parisienne
recherche d'urgence pour activité
Télécommunication et Autocommutateur

**UN TECHNICIEN
DE MAINTENANCE**

NIVEAU 1^{er} + 2^e ECHELON
pour TLC 10 PUMAT SE

Envoyer C.V. + prétentions, sous réf. 3491, à
PIERRE LICHOU S.A., BP 220,
75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ
REGION SUD DE PARIS recherche**

**CONDUCTEURS
DE TRAVAUX
EN ÉLECTRICITÉ INDUSTRIELLE**

ayant au moins 5 ans d'expérience en
préparation, suivi et mise en route de chantiers
d'électricité industrielle B.T.

Pour ce poste :

- sens du commandement nécessaire,
- aptitude aux déplacements France et
étranger souhaités.

Adresser C.V., photo et prétentions
s/réf. 1267 à SIETAM (SERVICE MONTAGE)
42/48, avenue du Président Kennedy
91170 VIRY-CHATILLON.

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE
recherche

**ATTACHE
DE DIRECTION**

Sous l'autorité d'un directeur expert comptable,
il assurera et supervisera une équipe de collabo-
rateurs chargés de clientèle. Il participera au
contrôle technique des dossiers, au suivi adminis-
tratif des secteurs concernés et assurera ponctuel-
lement les contacts avec la clientèle.

A cet effet, le candidat devra faire preuve :

- d'une solide formation technique (niveau
certificat de révision)
- d'une expérience de cabinet.
- Il aura le sens de l'organisation, du travail en
équipe et de la formation des collaborateurs.

Siège de la fonction à Paris comportant déplace-
ments de courte durée en province.

Adresser CV et prétentions à :
la COMPAGNIE GÉNÉRALE FIDUCIAIRE
18 rue de la Rochefoucauld 75009 PARIS

ETABLISSEMENT
ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR PRIVÉ
PARIS recherche
**PROFESSEUR
VACATAIRE**

pour l'initiation à l'informatique
(leur matériel Commodore 4032)
d'Étudiants non scientifiques.

Ecrire s/réf. 88.627
à CONTEXTE PUBLIQUE
20, avenue de l'Opéra
75040 PARIS CEDEX 01
qui transmettra.

Importante Société menant
des projets de pointe
recherche

**INGÉNIEUR GRANDE
ÉCOLE**

7 ans d'expérience au moins.
Responsable chargé de l'im-
plantation d'un nouveau matériel.
Formation hardware et
logicielle de test.
Connaissance micro-
processeurs.
Salaire motivant.

INFORMAMA, 7, rue Pasquier
75008 PARIS ou téléphoner
pour r.v. 742-14-40,
poste 18.

	Le 19.2.84	Le 20.2.84
OFFRES D'EMPLOI	83,00	88,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,65
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	164,00	194,50

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	47,00	55,74
OFFRES D'EMPLOI	14,00	16,60
DEMANDES D'EMPLOI	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

OFFRES D'EMPLOIS

EMBAUCHONS VENDEURS (SES) PAR TELEPHONE DE LIVRES DE LUXE

CONTRAT V.R.P.
Trav. temps partiel : 9 h 12 h
12 h 15 h ou 15 h 18 h
Fiche d'identité existante.
Téléphone pour rendez-vous :
634-16-16.

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

Logiciel / Temps réel.
Connaissances : micro-pro-
cessus, communication paquets
et soft-base.

Débutants ou confirmés
Salaire motivant

STÉ DE COURTAGE INTERNATIONALE

en matière première
alimentaire recherche

COLLABORATEUR (TRICE)

Niveau universitaire
Anglais courant écrit
Italien bilingue, si possible
1 à 2 ans expérience négo-
ciation.

Lettre manuscrite + C.V. +
photo à OFP, 356, rue St-Henri,
75001 Paris.

GRUPE BANCAIRE ANALYSTES PROGRAMMEURS

BURROUGHS MEDIM 4008
GENCOS - TELETRAITMENT
INGÉNIEURS
SPECIALISTES APL
HOMME SYSTEME
IBM-VM/CMS-POS/VSE
INFORMATIS SELECTION
26, r. Daubenton-66, 937-89-22.

Centre technique industriel
SEIU
Département d'Informatique
Puteaux La Défense
Vous êtes ?

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

(A.M., E.C.P., ou équivalent)
Vous êtes intéressé par le dé-
veloppement de logiciels de
calcul de structures dans le
domaine éléments fins et élé-
ments.

Vous disposez :
- D'une première expérience
dans ce domaine.
- D'une connaissance suffi-
sante de la langue anglaise.

Alors venez rejoindre notre
équipe travaillant sur des ap-
plications à forte innovation, sur
toute une gamme de matériels infor-
matiques.

ADJOINT ADMINISTRATIF
Bonne connaissance en compt.
pour préfect. suivi comptes
clients, recouvrement, prépa-
ration. Capacité établie stat.
et surveillance marges.
Ecrire sous le n° 744.358 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ADJOINT ADMINISTRATIF
Bonne connaissance en compt.
pour préfect. suivi comptes
clients, recouvrement, prépa-
ration. Capacité établie stat.
et surveillance marges.
Ecrire sous le n° 744.358 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ADJOINT ADMINISTRATIF
Bonne connaissance en compt.
pour préfect. suivi comptes
clients, recouvrement, prépa-
ration. Capacité établie stat.
et surveillance marges.
Ecrire sous le n° 744.358 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ADJOINT ADMINISTRATIF
Bonne connaissance en compt.
pour préfect. suivi comptes
clients, recouvrement, prépa-
ration. Capacité établie stat.
et surveillance marges.
Ecrire sous le n° 744.358 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ADJOINT ADMINISTRATIF
Bonne connaissance en compt.
pour préfect. suivi comptes
clients, recouvrement, prépa-
ration. Capacité établie stat.
et surveillance marges.
Ecrire sous le n° 744.358 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ADJOINT ADMINISTRATIF
Bonne connaissance en compt.
pour préfect. suivi comptes
clients, recouvrement, prépa-
ration. Capacité établie stat.
et surveillance marges.
Ecrire sous le n° 744.358 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ADJOINT ADMINISTRATIF
Bonne connaissance en compt.
pour préfect. suivi comptes
clients, recouvrement, prépa-
ration. Capacité établie stat.
et surveillance marges.
Ecrire sous le n° 744.358 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ADJOINT ADMINISTRATIF
Bonne connaissance en compt.
pour préfect. suivi comptes
clients, recouvrement, prépa-
ration. Capacité établie stat.
et surveillance marges.
Ecrire sous le n° 744.358 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ADJOINT ADMINISTRATIF
Bonne connaissance en compt.
pour préfect. suivi comptes
clients, recouvrement, prépa-
ration. Capacité établie stat.
et surveillance marges.
Ecrire sous le n° 744.358 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ADJOINT ADMINISTRATIF
Bonne connaissance en compt.
pour préfect. suivi comptes
clients, recouvrement, prépa-
ration. Capacité établie stat.
et surveillance marges.
Ecrire sous le n° 744.358 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ADJOINT ADMINISTRATIF
Bonne connaissance en compt.
pour préfect. suivi comptes
clients, recouvrement, prépa-
ration. Capacité établie stat.
et surveillance marges.
Ecrire sous le n° 744.358 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ADJOINT ADMINISTRATIF
Bonne connaissance en compt.
pour préfect. suivi comptes
clients, recouvrement, prépa-
ration. Capacité établie stat.
et surveillance marges.
Ecrire sous le n° 744.358 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ADJOINT ADMINISTRATIF
Bonne connaissance en compt.
pour préfect. suivi comptes
clients, recouvrement, prépa-
ration. Capacité établie stat.
et surveillance marges.
Ecrire sous le n° 744.358 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ADJOINT ADMINISTRATIF
Bonne connaissance en compt.
pour préfect. suivi comptes
clients, recouvrement, prépa-
ration. Capacité établie stat.
et surveillance marges.
Ecrire sous le n° 744.358 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ADJOINT ADMINISTRATIF
Bonne connaissance en compt.
pour préfect. suivi comptes
clients, recouvrement, prépa-
ration. Capacité établie stat.
et surveillance marges.
Ecrire sous le n° 744.358 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ADJOINT ADMINISTRATIF
Bonne connaissance en compt.
pour préfect. suivi comptes
clients, recouvrement, prépa-
ration. Capacité établie stat.
et surveillance marges.
Ecrire sous le n° 744.358 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ADJOINT ADMINISTRATIF
Bonne connaissance en compt.
pour préfect. suivi comptes
clients, recouvrement, prépa-
ration. Capacité établie stat.
et surveillance marges.
Ecrire sous le n° 744.358 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ADJOINT ADMINISTRATIF
Bonne connaissance en compt.
pour préfect. suivi comptes
clients, recouvrement, prépa-
ration. Capacité établie stat.
et surveillance marges.
Ecrire sous le n° 744.358 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ADJOINT ADMINISTRATIF
Bonne connaissance en compt.
pour préfect. suivi comptes
clients, recouvrement, prépa-
ration. Capacité établie stat.
et surveillance marges.
Ecrire sous le n° 744.358 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ADJOINT ADMINISTRATIF
Bonne connaissance en compt.
pour préfect. suivi comptes
clients, recouvrement, prépa-
ration. Capacité établie stat.
et surveillance marges.
Ecrire sous le n° 744.358 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ADJOINT ADMINISTRATIF
Bonne connaissance en compt.
pour préfect. suivi comptes
clients, recouvrement, prépa-
ration. Capacité établie stat.
et surveillance marges.
Ecrire sous le n° 744.358 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ADJOINT ADMINISTRATIF
Bonne connaissance en compt.
pour préfect. suivi comptes
clients, recouvrement, prépa-
ration. Capacité établie stat.
et surveillance marges.
Ecrire sous le n° 744.358 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ADJOINT ADMINISTRATIF
Bonne connaissance en compt.
pour préfect. suivi comptes
clients, recouvrement, prépa-
ration. Capacité établie stat.
et surveillance marges.
Ecrire sous le n° 744.358 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ADJOINT ADMINISTRATIF
Bonne connaissance en compt.
pour préfect. suivi comptes
clients, recouvrement, prépa-
ration. Capacité établie stat.
et surveillance marges.
Ecrire sous le n° 744.358 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ADJOINT ADMINISTRATIF
Bonne connaissance en compt.
pour préfect. suivi comptes
clients, recouvrement, prépa-
ration. Capacité établie stat.
et surveillance marges.
Ecrire sous le n° 744.358 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ADJOINT ADMINISTRATIF
Bonne connaissance en compt.
pour préfect. suivi comptes
clients, recouvrement, prépa-
ration. Capacité établie stat.
et surveillance marges.
Ecrire sous le n° 744.358 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ADJOINT ADMINISTRATIF
Bonne connaissance en compt.
pour préfect. suivi comptes
clients, recouvrement, prépa-
ration. Capacité établie stat.
et surveillance marges.
Ecrire sous le n° 744.358 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ADJOINT ADMINISTRATIF
Bonne connaissance en compt.
pour préfect. suivi comptes
clients, recouvrement, prépa-
ration. Capacité établie stat.
et surveillance marges.
Ecrire sous le n° 744.358 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

DEMANDES D'EMPLOIS

CADRE SUPÉRIEUR GÉNÉRALISTE

50 ans, bilingue, formation gestion finances, pleine forme,
bonne technique management modernes, références
1^{er} ordre, cherche poste responsable.

Libre rapidement.
Ecrire à REGIE-PRESSE, sous le n° 744.415 M
85 bis, r. Réaumur, 75002 PARIS.

RESSOURCES HUMAINES

Partisan d'une politique humaine novatrice, praticien du
recrutement, homme de terrain et de développement à la
carte diversifiée.

Ce cadre supérieur (46 ans) recherche poste de
CONSEIL EN RECHERCHE DE CADRES
(cabinet ou entreprise)
Goût de la relation, grande force de conviction, flair
éprouvé, capacité d'écoute et de réflexion.

Jegement sûr
Téléphone : 567-91-84.

CHIEF DE CHANTIER ALLEMANDE
Coffrage, maçonnerie, recherche
nouvel emploi, domicile en Alle-
magne. Offres n° 20 207 et
SOPIC B.P. 31
87001 STRASBOURG Cedex.

H. 42 ans, exp. corr. inter-
naux, études de marché, marke-
ting : Afrique, Moyen Orient,
pays de l'Est. Rech. POSTE ou
COLLABORATION agent de
fabricant exp. ou 2nd import ex-
port. Ecrire à SUEP, 3, rue de
Chateaufort, 75002, Réf. 17183.

RELATIONS PUBLIQUES
Jeune femme, 28 ans, études
supérieures, bilingue anglais,
personnalité dynamique, sens
du contact et de l'organisation,
bon rédacteur, libre de voyage,
première expérience à l'étran-
ger, cherche Paris ou étranger
poste assistant ou 2nd import ex-
port. Ecrire à SUEP, 3, rue de
Chateaufort, 75002, Réf. 17183.

J.F. 24 ans, traductrice angl.-
français, corréctrice, dactylo,
correspondance internationale.
Cherche emploi à domicile ou
temps partiel. Ecrire sous le n°
744.358 M, Régie-Presse.

FORMATION
Animation et information,
10 ans exp. concept, gestion
cabinet autonome (Vidéo).
Recherche poste intérimaire
soit sous le n° 12471 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

JEUNE SUISSE, 28 ans, di-
plôme universitaire (Sorbonne-Paris). Langues ma-
ternelles : français, allemand,
autres langues : anglais, espé-
agnol, italien, russe (toutes per-
fectes). Recherche poste intérimaire
ou 2nd import export. Ecrire à
SUEP, 3, rue de Chateaufort,
75002, Réf. 17183.

J.F. 27 ans, mait. lettres, langues
modernes, exp. corr. inter-
naux, études de marché, marke-
ting : Afrique, Moyen Orient,
pays de l'Est. Rech. POSTE ou
COLLABORATION agent de
fabricant exp. ou 2nd import ex-
port. Ecrire à SUEP, 3, rue de
Chateaufort, 75002, Réf. 17183.

RELATIONS PUBLIQUES
Jeune femme, 28 ans, études
supérieures, bilingue anglais,
personnalité dynamique, sens
du contact et de l'organisation,
bon rédacteur, libre de voyage,
première expérience à l'étran-
ger, cherche Paris ou étranger
poste assistant ou 2nd import ex-
port. Ecrire à SUEP, 3, rue de
Chateaufort, 75002, Réf. 17183.

J.F. 24 ans, traductrice angl.-
français, corréctrice, dactylo,
correspondance internationale.
Cherche emploi à domicile ou
temps partiel. Ecrire sous le n°
744.358 M, Régie-Presse.

FORMATION
Animation et information,
10 ans exp. concept, gestion
cabinet autonome (Vidéo).
Recherche poste intérimaire
soit sous le n° 12471 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

JEUNE SUISSE, 28 ans, di-
plôme universitaire (Sorbonne-Paris). Langues ma-
ternelles : français, allemand,
autres langues : anglais, espé-
agnol, italien, russe (toutes per-
fectes). Recherche poste intérimaire
ou 2nd import export. Ecrire à
SUEP, 3, rue de Chateaufort,
75002, Réf. 17183.

J.F. 27 ans, mait. lettres, langues
modernes, exp. corr. inter-
naux, études de marché, marke-
ting : Afrique, Moyen Orient,
pays de l'Est. Rech. POSTE ou
COLLABORATION agent de
fabricant exp. ou 2nd import ex-
port. Ecrire à SUEP, 3, rue de
Chateaufort, 75002, Réf. 17183.

RELATIONS PUBLIQUES
Jeune femme, 28 ans, études
supérieures, bilingue anglais,
personnalité dynamique, sens
du contact et de l'organisation,
bon rédacteur, libre de voyage,
première expérience à l'étran-
ger, cherche Paris ou étranger
poste assistant ou 2nd import ex-
port. Ecrire à SUEP, 3, rue de
Chateaufort, 75002, Réf. 17183.

J.F. 24 ans, traductrice angl.-
français, corréctrice, dactylo,
correspondance internationale.
Cherche emploi à domicile ou
temps partiel. Ecrire sous le n°
744.358 M, Régie-Presse.

FORMATION
Animation et information,
10 ans exp. concept, gestion
cabinet autonome (Vidéo).
Recherche poste intérimaire
soit sous le n° 12471 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

JEUNE SUISSE, 28 ans, di-
plôme universitaire (Sorbonne-Paris). Langues ma-
ternelles : français, allemand,
autres langues : anglais, espé-
agnol, italien, russe (toutes per-
fectes). Recherche poste intérimaire
ou 2nd import export. Ecrire à
SUEP, 3, rue de Chateaufort,
75002, Réf. 17183.

J.F. 27 ans, mait. lettres, langues
modernes, exp. corr. inter-
naux, études de marché, marke-
ting : Afrique, Moyen Orient,
pays de l'Est. Rech. POSTE ou
COLLABORATION agent de
fabricant exp. ou 2nd import ex-
port. Ecrire à SUEP, 3, rue de
Chateaufort, 75002, Réf. 17183.

RELATIONS PUBLIQUES
Jeune femme, 28 ans, études
supérieures, bilingue anglais,
personnalité dynamique, sens
du contact et de l'organisation,
bon rédacteur, libre de voyage,
première expérience à l'étran-
ger, cherche Paris ou étranger
poste assistant ou 2nd import ex-
port. Ecrire à SUEP, 3, rue de
Chateaufort, 75002, Réf. 17183.

J.F. 24 ans, traductrice angl.-
français, corréctrice, dactylo,
correspondance internationale.
Cherche emploi à domicile ou
temps partiel. Ecrire sous le n°
744.358 M, Régie-Presse.

FORMATION
Animation et information,
10 ans exp. concept, gestion
cabinet autonome (Vidéo).
Recherche poste intérimaire
soit sous le n° 12471 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

L'immobilier

appartements vente

2^e arrdt
400 m FORUM DES HALLES
Studio et ch. bel int., asc.
204.000 F. Tél. 651-22-00.

3^e arrdt
MARAI ARCHIVES
dans SUPERBE RÉNOVATION
HOTEL XVII^e siècle, duplex, sur
jardin, piscine, 2 piscines, 4
chambres, parking, 240.000 F.
Ségolm. 286-63-33.

4^e arrdt
NOTRE-DAME
Luxeux 3 pces out., bain
marbre, int. très soigné
GARBI. Tél. : 567-22-85.

MARAI ARCHIVES
dans SUPERBE RÉNOVATION
HOTEL XVII^e siècle, duplex, sur
jardin, piscine, 2 piscines, 4
chambres, parking, 240.000 F.
Ségolm. 286-63-33.

FACE SÈNE ET ÎLE
ST-LOUIS - POINT HENRI IV
TRES BEAU 6 P. 170.000 F.
DORVILLE - 684-22-33.

5^e arrdt
NEUF
JARDIN DES PLANTES
1^{er} S. RUE POLYVALE
CONSTRUCTION 60 LUXE
Livrée immédiate
S. 4, 6 P., 2 DUPLEX
Vis. témoins, te les jours
14/17 h, 14, rue de Valenciennes.

6^e arrdt
PLACE ST-GERMAIN-DES-PRÉS
Living d'angle, 2 chambres
prix élevé. Tél. 320-32-71.

7^e arrdt
DOMES INVALES. 354-42-70
130 m², CARACTÈRE
ÉTOILE, 110 m²
MMI. GRAND STANDING
A RENDRE. Tél. 567-22-33.

11^e arrdt
VOITURE, petite vd 2 p.
cuis., w.c., int. très soigné,
sécurité. Tél. 273-14-33.

12^e arrdt
PL. NATION, 2/3 P., DUPLEX
NEUF. Parc, bain, marbre
cuis., équipée. 681-22-00.

13^e arrdt
PLACE ITALIE, imm. rez-de-
cuis., w.c., int. très soigné,
sécurité. Tél. 273-14-33.

15^e arrdt
JAVEL GUTENBERG, 2^e ét.
2 pces moyennes, 2 p., w.c.,
sécurité. Tél. 567-22-33.

16^e arrdt
VOULTE, récent, 4^e ét., bal-
con, dble int., 3 chambres / jar-
din, 321-24-53, matin.

17^e arrdt
STUDIOS, 2, 3, 4 P., tt
équipés, neuf, dans petit imm.
rénové. Pr. Font-Mirabeau.
680-66-06.

45 BIS, AV. VILLIERS
DUPLEX AVEC MEZZANINE
de 2, 4, 6 P. et STUDIOS
de 2, 3, 4 P. et 5 P.
Vis. int. m. 13/13/17 h.

65, AVENUE NIEL
Gd stand, tr. bel apt 220 m²
+ serv. Prop. 684-22-33.
1.500.000 F. 605-10-06.

terrains

A vendre
(autorisation de vente aux étrangers)
TERRAIN DE 5.300 m²
situation unique
directement au bord de Lac Léman
avec permis de construction pour bnd.
(plans à disposition)
Ecrire sous chiffre 22-12541
Publication, 10021 LAUSANNE/SUISSE.

Recherche terrain à bâtir
banlieue sud, même avec petit
maison. Tél. 938-87-27.

Prop. vend Toulon, quartier
récent, très calme, jardin
carré, 10.300 m² C.O.S. 0-4.
Ecrire sous le n° 744.358 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Prop. vend Toulon, quartier
récent, très calme, jardin
carré, 10.300 m² C.O.S. 0-4.
Ecrire sous le n° 744.358 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Prop. vend Toulon, quartier
récent, très calme, jardin
carré, 10.300 m² C.O.S. 0-4.
Ecrire sous le n° 744.358 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Prop. vend Toulon, quartier
récent, très calme, jardin
carré, 10.300 m² C.O.S. 0-4.
Ecrire sous le n° 744.358 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Prop. vend Toulon, quartier
récent, très calme, jardin
carré, 10.300 m² C.O.S. 0-4.
Ecrire sous le n° 744.358 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Prop. vend Toulon, quartier
récent, très calme, jardin
carré, 10.300 m² C.O.S. 0-4.
Ecrire sous le n° 744.358 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Prop. vend Toulon, quartier
récent, très calme, jardin
carré, 10.300 m² C.O.S. 0-4.
Ecrire sous le n° 744.358 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Prop. vend Toulon, quartier
récent, très calme, jardin
carré, 10.300 m² C.O.S. 0-4.
Ecrire sous le n° 744.358 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Prop. vend Toulon, quartier
récent, très calme, jardin
carré, 10.300 m² C.O.S. 0-4.
Ecrire sous le n° 744.358 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Prop. vend Toulon, quartier
récent, très calme, jardin
carré, 10.300 m² C.O.S. 0-4.
Ecrire sous le n° 744.358 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Prop. vend Toulon, quartier
récent, très calme, jardin
carré, 10.300 m² C.O.S. 0-4.
Ecrire sous le n° 744.358 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Prop. vend Toulon, quartier
récent, très calme, jardin
carré, 10.300 m² C.O.S. 0-4.
Ecrire sous le n° 744.358 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

SOCIAL

Licencier plus vite ?

(Suite de la première page.)

Le CNPF peut difficilement remettre en cause une procédure établie par un accord conventionnel qu'il a signé en 1969 avec les organisations syndicales et qu'il a accepté de compléter par un avenant en 1974. Mieux, il lui apparaît gênant de dévaloriser certaines de ses fédérations, qui, telle l'industrie chimique, se sont engagées à respecter des délais encore plus longs.

Quant au gouvernement, il ne peut vraiment donner de nouvelles directives aux inspecteurs du travail ou aux directions départementales de l'emploi. Les textes, suffisamment précis, prévoient qu'une demande d'autorisation, pour un licenciement collectif, sera examinée au plus tard dans les quatorze jours, si moins de dix personnes sont concernées, dans les quatre semaines, si suivent son dépôt, si plus de dix personnes sont en cause. Selon les statistiques du ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale, plus de 90 % de ces demandes d'autorisation sont finalement acceptées (94,8 % en 1980, 92 % en 1981, 89 % au second trimestre de 1982, 91 % au second trimestre). On constate aussi que ces délais réglementaires, en France, ne sont guère plus élevés que dans les autres pays industrialisés, à l'exception cependant des Etats-Unis et du Japon.

Dès lors, à moins de faire preuve d'un courage suicidaire, ou de prendre le risque d'une impopularité certaine, le CNPF et le gouvernement de M. Pierre Mauroy ne peuvent donc se déjuger, face à l'opinion et à ces partenaires indispensables, pour les uns comme pour les autres, que sont les syndicats, sûrs de leurs droits. Tous deux ont partie liée dans cette affaire.

Le bon usage de la loi

S'il n'est pas réellement possible de discuter de la loi, il reste donc à critiquer l'usage qui en est fait, et, sur ce terrain, le CNPF est rejoint maintenant par le gouvernement, semble-t-il.

Il est vrai que les organisations syndicales s'honorent d'avoir employé au mieux des intérêts de leurs mandants — les salariés — les arcanes d'un dispositif juridique dont elles connaissent toutes les finesses. Ce faisant, leur attitude est-elle répréhensible ? Après tout, elles remplissent leur fonction et utilisent la loi au profit de la défense des travailleurs en se donnant ainsi le temps de créer ce que le langage syndical appelle « un rapport de forces ».

La nécessaire consultation des comités d'entreprise ou des délégués du personnel, avant toute demande d'autorisation de licenciement collectif auprès de l'inspection du travail, est ainsi devenue l'un de ces moyens privilégiés pour multiplier les « manœuvres dilatoires » que vilipende le CNPF. Selon qu'il concerne plus ou moins de personnes, le licenciement nécessite un délai de réflexion plus ou moins long qui peut être encore accru s'il s'agit d'un licenciement à caractère structurel, plutôt que conjoncturel. D'où ces débats sans fin sur la qualification du licenciement qui peut d'ailleurs être tranché par le recours à un

expert, comme le prévoient les lois Auroux, ou par le jugement de la Commission paritaire de l'emploi.

Chaque fois que ces interventions retardent l'autorisation finale qui ne peut intervenir tant que le dossier d'examen n'est pas transmis à l'inspection du travail.

Il est bien difficile, surtout pour le gouvernement, de critiquer trop ouvertement cet usage mais il est aussi évident que, aux yeux du CNPF, c'est lui qui est en cause. La résistance des syndicats aux mesures de licenciement annoncées peut en effet nuire à leur efficacité économique. Pour le patronat, il ne fait pas de doute que des pratiques abusives de retardement se développent, et particulièrement depuis l'application des lois Auroux en 1982. De plus en plus fréquemment, dit-on, les inspecteurs du travail recommandent à l'employeur de différer sa demande d'autorisation quand ils apprennent qu'un expert a été désigné par le comité d'entreprise. Outre que les inspecteurs du travail ne veulent pas s'opposer au bon fonctionnement d'une assemblée élue de salariés, ils font savoir qu'ils seraient dans l'obligation de refuser les licenciements, ce qui se traduirait, avec la procédure du recours hiérarchique, par un allongement des délais (quatre mois supplémentaires).

Une voie étroite

Mais, peut-on vraiment s'étonner de cette pratique qui amène au respect de l'institution comité d'entreprise qui, faut-il le rappeler, n'a pas le pouvoir de s'opposer aux décisions mais dispose seulement d'un droit de consultation ?

La voie est donc bien étroite pour espérer réduire les délais de procédure, à moins de s'attaquer aux fondements mêmes des relations sociales et d'apporter une limitation sans précédent au pouvoir syndical, difficile à imaginer sous un gouvernement de gauche. On l'a bien vu récemment, avec les projets présentés au gouvernement pour les restructurations industrielles, il y a des acquis auxquels on ne peut toucher sans provoquer de très vives réactions.

Mais, quand bien même cet obstacle serait-il franchi, que des difficultés demeurent. Si les dirigeants d'un grand groupe industriel s'engagent parfois à prononcer des licenciements massifs depuis leur siège parisien, il n'en est pas toujours de même pour les patrons des petites et moyennes entreprises disséminées dans le paysage français. Sans parler de pressions, ces chefs

d'entreprise connaissent des blocages psychologiques au moment de prononcer la sentence qu'ils savent objectivement nécessaire à la survie de l'emploi.

Eux aussi retardent leur décision parce qu'ils sont sensibles au climat socio-politique dans lequel ils sont intégrés. Notables, pourvoyeurs d'emplois, ils mesurent la portée de leur geste et redoutent ses conséquences économiques pour une localité ou une région.

Le CNPF ne sous-estime pas cet aspect. Il tente de convaincre ses adhérents et leur demande de faire preuve de fermeté. Mais il sait aussi que ces réticences ne sont pas éliminées par ses discours, aussi persuasifs soient-ils.

En l'état, le dossier des procédures de licenciement, que ce soit du point de vue législatif, de l'usage adossé ou de son aspect subjectif, ne peut être démantelé par une seule injonction, viendrait-elle du président de la République. Le CNPF, d'ailleurs, ne s'y trompe pas, qui veut seulement croire que la parole élyséenne signifie la reconnaissance officielle d'un problème et se félicite de ce premier pas, tout comme il se satisfait de voir que l'une de ses obsessions en matière d'action économique — le facteur temps — est de mieux en mieux comprise.

Le résultat n'est pas aussi maigre qu'il y paraît. Parallèlement, le

patronat pousse les feux et obtient, discrètement, la flexibilité qu'il réclame à cor et à cri et que, du même coup, on ne sait pas lui refuser. Ainsi, les contrats de travail à durée déterminée se multiplient, à voir leur nombre sans cesse croissant dans les statistiques mensuelles du chômage. M. Cresson propose leur assouplissement pour les commandes liées à l'exportation et M. Ralite envisage d'en accorder le bénéfice — sans perte de droits — aux chômeurs de longue durée embauchés pour répondre à un soudain afflux de commandes.

Ainsi, les contrats d'interim, malgré les limitations législatives apportées à leur développement, se maintiennent à un niveau important.

Ainsi, le chômage partiel total (le Monde du 16 février) devient, grâce à l'obstination du CNPF et au laisser-faire de M. Bérégovoy, une pratique courante pour certains employeurs qui souhaitent se débarrasser de leur personnel sans avoir recours à la procédure de licenciement. Ainsi, au travers des accords sur l'assurance-chômage, intervenus le 10 janvier et le 9 février, les contrats de préretraite FNE, à la suite d'un licenciement, ne sont pas à la charge de l'organisme paritaire mais supportés par la collectivité et le budget de l'Etat. Les payeurs ne sont pas ceux qui licencient.

ALAIN LEBEAUME.

INVITÉ DU « GRAND JURY RTL-LE MONDE »

M. Pierre Bérégovoy indique quelles pourraient être les voies de la croissance

Au cours de l'émission « Le grand jury RTL-Le Monde », le 19 février, dont il était l'invité, M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, s'est exprimé comme un chaud partisan du « dialogue social ». Il en a vanté les mérites à propos des transports routiers et y a d'ailleurs insisté pour le traitement du dossier des Charbonnages.

« Si nous ne réalisons pas l'effort d'assainissement entreprise depuis que nous sommes au pouvoir (...), poursuit le ministre, nos difficultés économiques ne seraient pas résolues et les difficultés sociales traitées croissant ».

A propos de la lutte contre le chômage, qui sera possible par le « retour à la croissance », M. Bérégovoy a encore développé ce thème en demandant de « planifier les objectifs, recenser les besoins, négocier les mutations industrielles. Il faut négocier les programmes de formation. Rien ne peut se faire sans le concours des salariés, qui doivent être protégés, au maximum, des effets de la crise et qui doivent savoir où l'on va et ce qu'on leur propose ».

Abordant ensuite le cas des congés de conversion qui accompagnent la politique de restructuration

industrielle, le ministre devait ensuite préciser que le salarié « percevra environ 80 % de son salaire net (...) ». Ce financement sera assuré à 30 % par l'Etat et à 50 % par l'entreprise. Le financement public sera assuré par un redéploiement des crédits, à-t-il encore ajouté, indiquant que « entre 10 000 et 13 000 postes de travail seront concernés chaque année » dans les trois secteurs des charbonnages, des chantiers navals et de la sidérurgie.

Revenant sur la signification des deux accords signés pour la séparation en deux systèmes de l'ancien régime d'assurance-chômage, M. Bérégovoy s'est félicité de l'action gouvernementale, qui s'est traduite par « un effort plus important pour ces chômeurs dits de longue durée et pour les primo-demandeurs d'emploi, afin que la solidarité nationale s'exerce à plein ».

« Ce qui est positif dans l'accord qui a été signé, c'est que maintenant on sait que celui qui décide paiera », a poursuivi M. Pierre Bérégovoy, qui, tout en refusant de se prononcer sur l'urgence d'une protection sociale à deux vitesses, a évoqué la possibilité de transférer les allocations familiales à la solidarité nationale.

Suivez la route British Airways vers quinze villes d'Amérique du Nord.

Voyagez directement de Londres vers : Anchorage, Baltimore (à partir du 14 mai), Boston, Chicago, Détroit, Miami, Montréal, Los Angeles, Philadelphie, San Francisco, Seattle, Toronto, Vancouver, Washington, New York. Traversez l'Atlantique à l'an-

glaise aux prix les plus bas. Paris-Miami et retour 4 200 F.

Renseignez-vous auprès de votre agence de voyages. Comparez. Il est impossible de trouver moins cher sur vols réguliers au départ de Paris.

(Vente et transport via Londres soumis à des conditions particulières. Tarifs sujets à modifications sans préavis.) Le monde entier aime British Airways.

British airways

l'Amérique à l'Anglaise.



CONJONCTURE

● Baisse de la consommation des ménages en produits industriels. — En janvier 1984, la consommation des ménages en produits industriels (automobile, électroménager, ameublement, textile, cuir, quincaillerie, droguerie, librairie, TV, électro-acoustique, meubles) a baissé de 3,6 % par rapport à décembre 1983. Par rapport à janvier 1983, le glissement est de - 1 %. Le repli est dû notamment, selon l'INSEE, à l'automobile.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ les + les	Rep. + en dép. -	Rep. + en dép. -	Rep. + en dép. -
SE-U...	8,2712 8,2825	+ 125 + 125	+ 310 + 350	+ 940 + 1050
Scot	6,6263 6,6361	+ 120 + 169	+ 264 + 312	+ 817 + 922
Yen (100)	3,5208 3,5319	+ 164 + 185	+ 342 + 372	+ 1070 + 1129
DM	3,8015 3,8020	+ 160 + 174	+ 338 + 356	+ 1065 + 1053
Flarin	2,7382 2,7388	+ 136 + 150	+ 291 + 308	+ 873 + 918
FR (100)	15,0477 15,0499	+ 8 + 117	+ 36 + 143	+ 68 + 291
ES	3,7641 3,7654	+ 267 + 288	+ 577 + 604	+ 1711 + 1711
L.O (100)	1,9857 1,9864	+ 139 + 164	+ 439 + 484	+ 1183 + 1277
S. franc	11,9672 11,9715	+ 290 + 342	+ 597 + 688	+ 1877 + 2071

TAUX DES EURO-MONNAIES

	9 9/16	9 15/16	9 5/8	10	9 3/4	10 1/8	10	10 3/8
SE-U...	5 5/16	5 11/16	5 1/2	5 7/8	5 9/16	5 15/16	5 3/4	6 1/8
DM	5 5/8	6 1/8	6 3/4	6 7/8	6 3/4	6 1/2	6 1/8	6 3/4
FR (100)	10	11 1/2	11 1/4	12 1/4	11 3/4	12 3/4	12 1/4	13 1/4
ES	1 1/8	1 7/8	2 15/16	3 5/16	3 1/16	3 7/16	3 9/16	3 15/16
L.O (100)	15 7/8	17 5/8	16 1/2	17 3/4	16 3/4	17 3/4	17 1/4	18
S. franc	19	19 3/4	19 11/16	19 3/4	19 1/2	19 1/2	19 3/4	19 3/4
S. franc	22 1/2	23	23 1/2	24 1/4	23 1/4	24 1/4	24 1/4	25

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

BILIER

onde

5-01

AFFAIRES

LA CRISE DE L'IMPRIMERIE LOURDE

Les pouvoirs publics invitent les éditeurs à réviser les usages professionnels

La tenture noire de deuil installée vendredi 17 février sur la façade du siège parisien de la Fédération nationale de la presse française par des ouvriers de l'imprimerie Montsouris (le Monde du 18 février) est la dernière manifestation spectaculaire de l'inquiétude qui pèse sur les travailleurs de l'imprimerie lourde, celle qui fabrique les « news magazines » (le Point, l'Express, etc.) et sur l'avenir de cette branche industrielle.

A la suite d'une réunion de la commission plénière de la Fédération nationale de la presse française (FNPF), MM. Laurent Fabius, ministre de l'Industrie et de la Recherche, et Georges Fillioud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, demandent aux organisations professionnelles de ce secteur, dans une lettre rendue publique, d'engager une concertation avec les imprimeurs du « labou ». Dans ce courrier, daté du 11 janvier et adressé à Maurice Bayon, président de la FNPF, les deux ministres évoquent en effet « l'extrême gravité de la situation du secteur de l'imprimerie lourde », qu'ils attribuent principalement à « l'écart croissant entre les coûts de production et le niveau de prix couramment pratiqués sur le marché ».

« Les imprimeurs subissent, du fait de l'exiguïté du marché, un rapport de forces défavorable qui les

contraint à accepter des conditions de travail et de vente leur interdisant une utilisation rationnelle de leurs facteurs de production (sous-utilisation des machines en période creuse, pointes d'activité se traduisant par des surcoûts) », est-il d'autre part expliqué.

Les signataires de la lettre invitent en conséquence les éditeurs de presse, clients des imprimeries de labou, à ouvrir une discussion sur trois points : « mise à jour du code des usages professionnels » tombé en désuétude ; « élaboration des mesures permettant de sanctionner tout manquement à ces accords » ; « élaboration d'un contrat plurimodèle type entre éditeurs et imprimeurs ». L'objectif étant d'assurer une plus grande stabilité des relations commerciales en évitant les fréquentes ruptures de contrat.

Au Syndicat de la presse hebdomadaire parisienne, si l'on ne se déclare pas hostile au principe d'une concertation, on rejette catégoriquement l'assertion contenue dans la lettre selon laquelle les éditeurs auraient une responsabilité dans la crise de l'imprimerie lourde.

Cette invitation du gouvernement à négocier doit s'apprécier dans le contexte global des solutions recherchées pour assainir l'imprimerie lourde et du cas particulièrement délicat que représente le dossier Montsouris, entreprise en règlement judiciaire pour laquelle aucune solution n'est encore trouvée. Les pouvoirs publics jouent en effet une partie serrée dans trois directions. Aux imprimeurs, il est demandé d'arrêter la folle concurrence (dans laquelle s'étaient particulièrement engagés les « grands » de l'offset) qui a débouché sur une offre surcapacitaire en partie responsable de la chute des prix. Les économies d'échelle sont encouragées. Aux éditeurs, il est demandé de rapatrier le plus possible les travaux confiés à l'étranger et de renoncer à attiser la concurrence, ce qui s'est largement pratiqué ces dernières années. Le poste « fabrication » représente pour les journaux périodiques une charge incomparablement moins lourde que pour les quotidiens qui assument dans la plupart des cas eux-mêmes le poids de leurs moyens de fabrication. Enfin, au syndicat du Livre CGT, qui domine dans la profession, il est demandé d'accepter des restructurations génératrices de réductions d'emploi.

E. R.

Le vieux secteur des colorants pour cuirs de PCUK

Renaissance à l'anglaise

Six mois : c'est le temps que le groupe britannique ICI (Imperial Chemical Industries), le cinquième grand mondial de l'industrie chimique, aura mis pour intégrer l'activité de la branche des colorants pour « cuirs de feu » de PCUK.

Un tour de force ? Une opération bien menée. ICI n'a pas, durant ce court laps de temps, rasé des usines vétustes et reconstruit de nouvelles installations. Simplement, le groupe a rassemblé sur un même site, à Saint-Clair-du-Rhône, des activités dispersées, mais méthodiquement et à l'angle-saône, de l'ordre dans la maison, insufflé un air nouveau, motivé les équipes, enfin, rattaché à son immense réseau international ce morceau de choix des colorants de PCUK rachetés au début de l'été 1983 pour une faible somme (moins de 600 millions de francs).

Il fallait faire vite. Dans cette branche très particulière que constituent les colorants pour cuirs, PCUK faisait un chiffre d'affaires modeste (250 millions de francs environ), perdait beaucoup d'argent, mais avait une position internationale dominante (deuxième producteur mondial). La place était convoitée et aucun moyen n'existait à l'époque au sein d'une division ruineuse elle aussi car de dimension trop réduite. Pour tout dire, Saint-Clair était moribond. Avec sa

dimension internationale, ICI a déjà obtenu des résultats. En 1983, les ventes ont augmenté de 10 % en volume quand elles baissaient régulièrement avant, avec, comme prévu dans le contrat, des effectifs réduits de 20 %. Le regroupement a favorisé un abaissement des coûts et, maintenant que la gestion des stocks est reliée à l'ordinateur central de ICI, aux Pays-Bas, les commandes sont honorées en huit jours (un mois auparavant). Avant une modernisation, qui exigera des années, c'est déjà « le retour à la vie » pour cette usine de PCUK, dont personne ne doutait cher.

C'est aussi pour ICI un retour sur le marché du cuir après plusieurs années d'éclipse. Adoptant une démarche inhabituelle, ICI a créé et inauguré, fin janvier, en grande pompe, dans l'usine de Saint-Clair, un centre professionnel du cuir. L'objectif est de « coller » au marché le plus fidèlement possible en allant vers le client pour résoudre ses problèmes, autrement dit, fabriquer sur mesure. Ce centre consacrera 50 % de son activité à l'assistance à la clientèle. Le phénomène est nouveau dans la profession et prometteur pour l'industrie française du cuir.

A. D.

Boussac - Saint Frères va supprimer 433 emplois dans ses usines des Vosges

La compagnie Boussac-Saint Frères va supprimer 433 emplois dans les sept usines vosgiennes du groupe, a annoncé le directeur général, M. Gérard Belorgey, lors d'une réunion, le 18 février à la préfecture d'Epinal, avec les élus du département des Vosges.

Cette mesure, a expliqué M. Belorgey, fait partie du plan de restructuration de BSF, qui sera présenté officiellement le 22 février, lors du comité central d'entreprise de la compagnie à Wambach (Nord).

Le 8 février, le conseil d'administration de BSF avait envisagé une diminution d'effectifs de 1 500 personnes dans les trois ans à venir.

La direction de l'entreprise d'électro-ménager Scholtès (775 salariés) a annoncé de son côté, jeudi 16 février, la fermeture, au 1^{er} septembre prochain, de son usine de Woippy (Moselle) et le licenciement d'une centaine de salariés sur 293. Celle de Thomson-Brand a confirmé aux délégués syndicaux de sa filiale Sted de Tonnere (Yonne) son intention de licencier 70 salariés sur 700. Elle compte abandonner la fabrication des téléviseurs noir et blanc.

De son côté, Paris-France prévoit la suppression de 171 emplois sur 908 dans sept magasins Dames de

France et Monoprix de Bretagne et des Pays de Loire. Le groupe Paris-France a déjà prévu de supprimer 640 emplois dans 32 établissements, dont le siège social à Paris.

Plusieurs entreprises de l'Indre vont licencier quelque 165 personnes au total : à Issoudun, la Société industrielle de matériel aéronautique (200 salariés) a présenté un plan de licenciement de 66 ouvriers et la Marquiterie du Centre, qui doit déposer son bilan en avril, va demander le licenciement de ses 27 salariés. A Châtillon-sur-Indre, la Vulca Monoprix (caoutchouc), sous administration judiciaire depuis son dépôt de bilan en 1981, a demandé le licenciement de 22 personnes. A Clion-sur-Indre, la Manufacture de confection du Centre, employant un cinquantaine de salariés, sera mise en liquidation fin février.

En revanche, dans le Nord, la direction départementale du travail a refusé 103 licenciements demandés par International Harvesters (machines agricoles) à Croix (935 salariés). L'entreprise avait obtenu, en janvier, l'autorisation de licencier 306 personnes, dont 112 pour l'usine de Croix. La direction a l'intention de déposer un recours auprès du ministre de l'emploi.

AFIN DE RENFORCER SES FONDS PROPRES

La Caisse d'épargne de Paris va vendre son patrimoine locatif évalué à environ 500 millions de francs

La Caisse d'épargne de Paris, qui dispose d'environ 1 500 appartements en location dans sa zone d'activité (dont 400 à 450 seulement occupés par des membres du personnel de l'Écurie), va progressivement procéder à la vente de ce patrimoine estimé à quelque 500 millions de francs afin de renforcer ses fonds propres et d'accroître la rentabilité quasi nulle de ce placement à caractère locatif.

« A l'heure actuelle, compte tenu de la crise qui frappe l'ensemble du secteur immobilier, le rendement de ces appartements (assortis de loyers comparables à ceux des « logements sociaux ») est inférieur à 1 % », affirme M. Jacques Viet, directeur général de la Caisse, ajoutant que ce très faible rendement dissuade complètement les investisseurs institutionnels — avec lesquels des contacts ont déjà été pris — de racheter une partie du parc immobilier.

Ces appartements seront donc proposés au « prix occupant » (de 3 500 à 5 500 F environ le mètre carré), en priorité aux locataires actuels en fonction de leur situation sociale, précise M. Viet. Environ 20 % du parc immobilier devrait être vendu assez rapidement « et le reste par vagues », mais la Caisse prévoit de rester propriétaire de 30 % des logements à l'issue d'un processus de cession, qui devrait s'étendre sur cinq à sept ans.

Cet abandon du rôle de locataire « social » de la Caisse, un domaine auquel le personnel reste très attaché, est dicté par la nécessité d'opérer au plus vite un transfert de fonds propres vers des formes de placement mieux rémunérées, indiquent les responsables de l'Écurie. Ainsi, le produit de la vente de ces appartements (50 à 60 millions de francs à brève échéance) peut rapporter quelque 12 % d'intérêt aux conditions actuelles du marché, un apport financier, qui serait particulièrement bienvenu au moment où cet organisme éprouve de sérieuses difficultés.

De toutes les caisses d'épargne régionales, celle de Paris apparaît la plus menacée dans l'équilibre de ses comptes, tant par la sévère concurrence que lui livrent les établissements bancaires traditionnels (surtout le Crédit agricole, désormais admis dans la capitale) que par la chute — sensible depuis trois ou quatre ans — de la collecte du livret A dans la région parisienne. Ainsi, les excédents de la Caisse d'épargne de Paris, tous produits confondus (livrets A et B, épargne-logement...), qui représentaient encore 400 millions de francs en janvier 1982 avaient pratiquement diminué de moitié un an plus tard (260 millions), pour tomber à 100 millions de francs en janvier dernier.

En 1983, cette Caisse, qui a bien

failli basculer dans le « rouge », aura finalement réalisé un bénéfice de 5 à 10 millions de francs, ce qui permettra de verser à son personnel une prime de bilan d'un quart à un cinquième de mois, très inférieure à celle de l'année précédente (un mois de salaire environ), sans que le déroulement de l'exercice 1984 permette d'espérer une renouée des résultats et, donc, d'une meilleure rémunération des agents de la Caisse de Paris.

La « dématérialisation » du livret A

Cette dernière ouvre un réseau de cent cinquante agences environ. La rénovation d'un certain nombre d'entre elles se poursuit, et le programme de créations prévoit l'ouverture d'une trentaine de nouvelles guichets au cours des prochaines années. Parallèlement, le renforcement du parc informatique s'effectue en étendant la pratique des guichets-payeurs, actuellement limités dans trois agences, et qui consiste à faire effectuer par un même employé, en liaison directe avec un terminal d'ordinateur, l'ensemble des opérations qui, précédemment, mobilisaient plusieurs personnes.

Enfin, il est confirmé que la Caisse d'épargne de Paris étudie les moyens de « dématérialiser » progressivement les livrets d'épargne, à commencer par le livret A, dont l'impression coûte fort cher. Toutefois, en raison de l'absence d'un tantinet félicitaire que constitue encore pour une grande partie de la clientèle du livret A (80 % environ, selon les premières estimations), sa représentation sera optimisée. Le but est de parvenir, comme pour les comptes sur livret des banques, à l'établissement d'un simple relevé trimestriel, voire semestriel, des opérations effectuées, ce qui suppose toutefois de mettre à la disposition de la clientèle de ces livrets d'un moyen de retrait (trésorerie distribuée automatique de billets sans accablant en service et quarante en projet) fonctionnant pendant les heures d'ouverture de l'agence.

SERGE MARTI.

UN ACCORD SUR LE PAIEMENT DES DETTES DU BANCO AMBROSIANO PARAIT ACQUIS

Un accord serait pratiquement intervenu le 17 février à Genève entre les liquidateurs de l'ancienne banque Ambrosiano et le pool des quatre-vingt-huit organismes créanciers. Ces derniers, dont l'action était coordonnée par les banques britanniques National Westminster et Midland, recevront quelque 315 millions de dollars, soit 70 % de la créance de 450 millions de dollars qu'ils avaient sur le Banco Ambrosiano Holding SA (BAH) de Luxembourg, 100 autres millions de dollars seront remboursés à trente-deux plus petits créanciers du BAH et du Banco Ambrosiano Anonim, dont le siège était à Lima. Cette somme représente aussi 70 % de la créance. Ces remboursements seraient payés pour 250 millions de dollars par l'Institut pour les œuvres de religion (IOR), la banque du Vatican (le Monde du 26 janvier). Le reste serait récupéré à l'occasion d'une prochaine cession des actifs d'un institut helvétique, la Banque de Glarhaus, dont BAH détenait 51 % du capital.

Si un accord de principe sur ces bases semble acquis — « il n'y a plus de réunion de ce genre », a affirmé un liquidateur italien, M. Felice Martinelli —, certaines détails techniques et juridiques resteraient à régler. — (AFP)

ITALIE

● Recul de 5,3 % de la production industrielle en 1983. — La production industrielle italienne a diminué de 5,3 % en 1983. Toutefois, en décembre, l'indice a reculé de 3,1 % par rapport à son niveau d'un an auparavant. Pour l'ensemble de l'année dernière, les diminutions s'échelonnent entre 0,6 % pour le secteur des moyens de transport, 4,1 % pour la chimie, 4,9 % pour le traitement des métaux non ferreux, 5,1 % pour la métallurgie, 6,1 % pour le textile, 6,7 % pour la mécanique et 12 % pour le textile et l'habillement.

Elles ont été de 7,6 % pour les biens d'investissement, de 5 % pour les biens intermédiaires et matériels auxiliaires, et de 4,3 % pour les biens de consommation. Dans le secteur de la machine industrielle, la baisse a été de 13,8 % en 1983.

Halte au Vol

1 serrure à 5 points

PICARD
+ d'autres marques

Matériel
GARANTI 5 ANS

+
1 blindage acier
15/10°

+
4 goujons d'acier
anti-dégondage

+
3 cornières
anti-pince

à l'extérieur sur le
pourtour de la porte

OFFRE EXCEPTIONNELLE

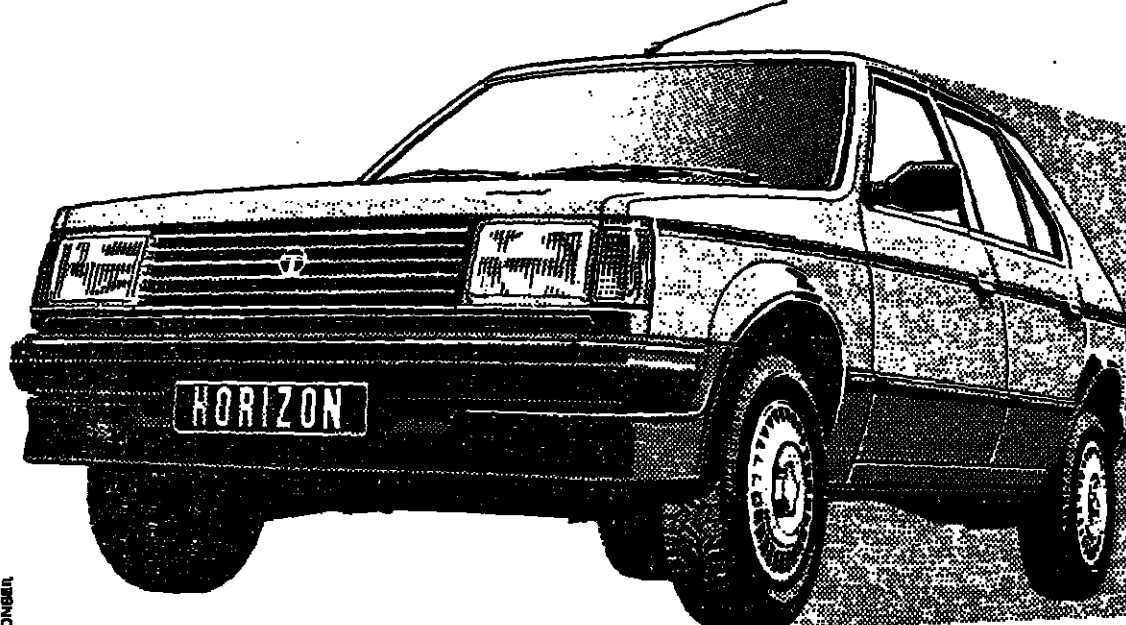
3.500 F TTC
Pose et dépt. comp.
PARIS-SANCTE

Sté S.P.P.
11, rue Mirand
92130 Issy-les-Moulineux
☎ 554.58.08
☎ 554.41.95

CREDIT GRATUIT
3 MOIS

TALBOT HORIZON ULTRA

SERIE SPECIALE ULTRA EQUIPEE



Radio FM
Peinture gris métallisé
Vitres teintées
Spoiler
Essuie-glace arrière
Pneus larges
Sièges velours
Appuis-tête avant

43.500*

TALBOT HORIZON ULTRA

Modèle présenté : Série Spéciale Horizon Ultra année modèle 1984. Garantie anticorrosion 6 ans - * Tarif au 26.12.1983 - SAUF CORSE.

Un constructeur sort ses griffes

DEVENIR LE PREMIER EXPORTATEUR FRANÇAIS D'INFORMATIQUE PERSONNELLE.

"NOUS Y CROYONS!"

Hewlett-Packard a toujours exporté la majorité de ses produits fabriqués en France. Il est aujourd'hui, avec 856 MF, le 3^e exportateur français d'informatique.

Dès à présent, le nouveau HP 150, avec son écran tactile révolutionnaire, est construit à Grenoble et 80 % de la production sera exportée dans tous les pays d'Europe.

C'est une victoire pour HP France, qui exporte ainsi du matériel mais aussi son savoir-faire, puisque c'est à Grenoble que sont faites les adaptations des logiciels pour toute l'Europe. En fabriquant le HP 150 à Grenoble, Hewlett-Packard donnera à la France une place de leader sur le marché européen, dans un domaine à l'avenir prometteur : l'informatique personnelle.

Exporter avec la France, nous y croyons !



Kéber Beauvillain, Président du Directoire.

HP, UN PARTENAIRE DE LA VIE ÉCONOMIQUE FRANÇAISE.



**HEWLETT
PACKARD**

